



Chambre des Députés

LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°9 SESSION ORDINAIRE 2006-2007

24 ^e séance, mardi	13 mars 2007
25 ^e séance, mercredi	14 mars 2007
26 ^e séance, jeudi	15 mars 2007

► Session de printemps du Parlement Benelux

Le Traité Benelux toujours à l'actualité

Le Parlement Benelux a tenu ses premières séances plénieries de l'année à la Chambre des Députés luxembourgeoise les 23 et 24 mars 2007 sous la présidence de M. le Député Roger Negri.

Après le discours d'ouverture du Président sous forme de plaidoyer pour une meilleure prise de conscience du rôle du Parlement Benelux et en faveur de la reconduction du Traité Benelux, le nouveau Secrétaire général de l'Union économique Benelux, M. Jan van Laarhoven, a relevé le succès qu'a connu l'accord de Schengen (1985), signé entre les pays du Benelux, la France et l'Allemagne, qui a été étendu à l'ensemble de l'Union européenne le 1^{er} mai 1999.

De même, il a souligné la réussite de la concertation «Senningen» entre les trois pays du Benelux sur la coopération dans le domaine de la police, de la justice et de l'immigration, ayant débouché en 2004 sur le traité en matière d'intervention policière transfrontalière entré en vigueur le 1^{er} juin 2006.

Coopération fructueuse en politique extérieure

Le Conseil interparlementaire, auquel s'était jointe une importante délégation de l'Assemblée balte, a examiné le 50^e Rapport commun des trois Gouvernements sur la coopération dans le domaine de la politique extérieure.

Le Ministre luxembourgeois délégué aux Affaires étrangères, M. Nicolas Schmit, a fait dans ce contexte une intervention exhaustive sur le Benelux après 2010 et a invité les trois pays à développer des projets en matière d'énergies nouvelles et d'énergies renouvelables.

D'ailleurs, au sein du Parlement Benelux un groupe de travail et un sous-groupe «Institutions» ont été



De gauche à droite: 1^{re} rangée: MM. Claude Frieseisen, Roger Negri et Pierre Dillenburg

2^e rangée: Mme Tania Tennina, M. Emile Calmes, Mme Sylvie Andrich-Duval, Mme Lydia Mutsch, MM. Marcel Oberweis, Félix Braz et Marc Angel

crées en vue de la prochaine reconduction du Traité ayant institué le Benelux.

Le Benelux: une pensée phare pour l'Union européenne

Le Parlement Benelux a suivi avec grand intérêt le discours du Premier Ministre luxembourgeois, M. Jean-Claude Juncker, qui, au moment où l'Europe fête ses 50 ans, a souligné avec insistance le rôle du Benelux comme messager d'une même volonté communautaire, en respectant à la fois les particularismes régionaux et les identités nationales. Les pays du Benelux doivent démontrer qu'ils ont bien compris les leçons de l'histoire du continent européen et prendre conscience qu'ils doivent trouver la force nécessaire pour sortir l'Union européenne de sa crise actuelle.

Défis pour l'avenir: transports, énergie et environnement

M. Lucien Lux, Ministre des Transports, a fait un exposé intéressant

sur l'évolution des moyens de transport pour passagers et marchandises au sein du Benelux et d'une Europe élargie et sur les efforts à faire et les défis à relever en matière de fourniture d'énergie, de recours aux énergies renouvelables et de sauvegarde de l'environnement, en face des importants changements climatiques en cours autour du globe.

Il a en outre déclaré que l'amélioration de la liaison ferroviaire Bruxelles-Luxembourg-Strasbourg constituait une priorité.

La Belgique et le Luxembourg souhaitent réduire la durée du trajet en train de Bruxelles à Luxembourg à 2 heures au lieu des 2^{3/4} heures actuelles.

Concertation sur la vignette routière

Le Conseil interparlementaire a voté une recommandation, dont Mme Sylvie Andrich-Duval a fait rapport, relative à l'instauration d'une vignette routière.



Signature du nouvel accord de coopération entre le Conseil interparlementaire consultatif de Benelux et l'Assemblée balte

Considérant que les Régions de Belgique envisagent l'instauration d'une vignette routière, et sachant que l'instauration éventuelle d'une telle vignette est considérée comme discriminatoire par les pays voisins parce qu'elle s'accompagnerait d'une réduction de la taxe de circulation et vu le principe que c'est l'utilisateur qui paye, le Parlement Benelux demande aux Gouvernements d'amorcer une concertation pour examiner l'opportunité de l'instauration d'une vignette routière et d'étudier la possibilité éventuelle d'une coopération dans le cadre du Benelux. Les Gouvernements sont aussi invités à discuter d'une stratégie commune au sein de l'Union européenne et de vérifier si l'éparpillement de vignettes routières et de droits de douane est en conformité avec la liberté des Européens dans l'Union en matière de mobilité.

Le tourisme rural, sur lequel a référencé M. Emile Calmes, la reconnaissance des diplômes, l'organisation de la Coupe du monde de football en 2018 et le rapport sur une table ronde en matière d'environnement entre des commissions du Parlement Benelux et de l'Assemblée balte furent d'autres sujets à l'ordre du jour.

Accord de coopération avec l'Assemblée balte

En marge de la session fut signé le nouvel accord de coopération entre le Conseil interparlementaire consultatif de Benelux et l'Assemblée balte par les Présidents de ces deux assemblées.



Le Parlement Benelux suit avec grand intérêt le discours du Premier Ministre luxembourgeois, M. Jean-Claude Juncker

► L'aide européenne au développement diminue-t-elle la pauvreté?



La Secrétaire générale de la CIDSE, Mme Christiane Overkamp, lors de la présentation de son rapport à la Chambre des Députés, à côté de M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, de M. Jos Scheuer, Vice-Président de la Chambre des Députés et de M. Paul Samangassou, représentant de Caritas Cameroun

L'Europe - Union européenne et États membres - fournit 55% de l'aide mondiale au développement. Le Rapport de Caritas Europe et CIDSE* sur la qualité de l'aide de l'Union européenne analyse les effets de l'aide au développement de l'Union européenne sur la pauvreté en se concentrant notamment sur cinq pays: le Bangladesh, le Guatemala, le Cameroun, le Nicaragua et la Sambie.

Une des premières constatations est qu'il existe très peu de connaissances en la matière, tout au plus des études sur des cas particuliers. La Secrétaire générale de la CIDSE, Christiane Overkamp, qui a présenté le rapport «EU'S footprints in the South» à la Chambre des Députés, a relevé

qu'on constate certaines faiblesses structurelles de l'aide européenne au développement: ainsi, les régions rurales seraient négligées.

La plupart des programmes mettent des accents individuels et, dit encore Madame Overkamp, l'approche est très technocrate. Souvent, les parlements, les médias libres, les partis politiques et la société civile seraient négligés. Or, ces acteurs seraient d'une importance capitale: l'aide serait d'autant plus durable qu'elle serait visible et que ses priorités seraient partagées par un public engagé dans un débat démocratique. L'aide budgétaire court-circuiterait très souvent les canaux démocratiques et les paramètres et critères de l'aide ne seraient souvent pas

visibles aux populations des pays pauvres. C'est ainsi que la CIDSE propose d'élaborer une Charte européenne sur la transparence.

Le rapport note encore que l'Union européenne soutient particulièrement la création d'infrastructures routières. La question se pose s'il ne s'agit pas plutôt d'intérêts européens que d'un combat contre la pauvreté, remarque encore Madame Overkamp, qui se félicite de l'ampleur de l'aide européenne, tout en espérant que les recommandations de la CIDSE seront retenues et auront des suites concrètes sur le terrain.

* Coopération internationale pour le développement et la pauvreté

► Le Président roumain au Luxembourg

Le Président d'un des plus jeunes États membres de l'Union européenne, la Roumanie, a effectué les 15 et 16 mars 2007 une visite de travail au Luxembourg. Lors des entretiens entre le Président de la Chambre, M. Lucien Weiler, et le Président de la Roumanie, M. Traian Băsescu, les sujets bilatéraux et l'actualité européenne ont

dominé. La signature du Traité d'adhésion de la Roumanie en 2005 au Luxembourg, les relations entre les parlements luxembourgeois et roumain ainsi que le programme de la «capitale européenne de la culture 2007» furent également abordés. Le Luxembourg partage ce titre avec la ville roumaine de Sibiu.



Le Président roumain, M. Traian Băsescu, signe le Livre d'Or de la Chambre des Députés

► Le Laos veillera au bon usage de l'aide luxembourgeoise

Le Laos, pays cible de la politique d'aide au développement luxembourgeoise, bénéficiera d'une enveloppe globale de 35 millions € au cours des quatre années à venir. Dans une entrevue avec une délégation de la Commission des Affaires étrangères et de la Coopé-

ration de la Chambre des Députés, le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères de la République Démocratique Populaire Lao, M. Thongloune Sisoulith, a remercié le Grand-Duché pour sa générosité et son soutien. Il a souligné que son Gouvernement

ferait tous les efforts afin de garantir que ce 2^e plan d'aide au développement soit exécuté de la manière la plus efficace possible. Deux autres sujets ont été abordés plus en détail au cours de la réunion: le système du parti unique au Laos qui, d'après M. Sisoulith,

répond à la volonté du peuple laotien («Un parti unique n'empêche pas nécessairement la démocratie») et le refus du Laos de signer la Convention d'Ottawa contre les mines antipersonnel («Nous sommes en train de reconsiderer notre attitude. Donnez-nous encore un peu de temps!»). M. Sisoulith avait été accueilli par le Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler. La réunion de travail fut présidée par M. Ben Fayot, Président de la Commission des Affaires étrangères et de la Coopération.



Les délégations laotienne et luxembourgeoise



Le Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler, reçoit le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères de la République Démocratique Populaire Lao, M. Thongloune Sisoulith

► Les Parlements célèbrent le 50^e anniversaire du Traité de Rome

La délégation de la Chambre des Députés auprès de la COSAC (Conférence des Organes spécialisés dans les Affaires communautaires et européennes), composée de M. Laurent Mosar, Vice-Président de la Chambre des Députés et Président de la délégation, M. Ben Fayot, M. Charles Goerens et M. François Bausch, a représenté la Chambre des Députés lors des festivités organisées par le Parlement italien pour le 50^e anniversaire du Traité de Rome, du 21 au 23 mars 2007.

Les parlementaires des États membres, des pays candidats à l'adhésion ainsi que du Parlement européen ont d'abord participé à un échange de vues avec des experts à l'Institut Universitaire Européen de Fiesole (Florence).

Lors de ce séminaire parlementaire, placé sous le thème «Que manque-t-il à l'Europe?», les parlementaires ont débattu avec des experts universitaires originaires de plusieurs pays européens, dont M. Simon Hix, de la London School of Economics and Political Science, M. Jean-Paul Fitoussi, de l'Institut d'études politiques de Paris et M. André Sapir, de l'Université libre de Bruxelles. Dans le cadre des discussions, la délégation luxembourgeoise a notamment salué le renforcement de la coopération entre les Parlements

nationaux et le Parlement européen.

Dans son intervention, M. Hans-Gert Pöttering, Président du Parlement européen, a lancé un appel à la patience, à la solidarité et à la nécessité d'un soutien de l'opinion publique européenne, qui n'existe pas encore en tant que telle. Une meilleure information des citoyens européens sur l'Europe pourrait y porter remède.

La célébration du 50^e anniversaire à proprement parler s'est déroulée au Sénat à Rome, en présence notamment de M. Romano Prodi, Premier Ministre italien, de M. José Manuel Barroso, Président de la Commission européenne, de M. Hans-Gert Pöttering, Président du Parlement européen, et de M. Valéry Giscard d'Estaing, ancien Président de la République française et Président de la Convention sur l'avenir de l'Europe, qui a préparé les travaux pour élaborer la Constitution pour l'Union européenne.

M. José Manuel Barroso a notamment souligné dans son discours qu'«une culture qui oublie son passé est une culture qui n'a pas d'avenir. Et de toute façon, nous ne pouvons tout simplement pas séparer les succès de ces cinq dernières décennies des défis de l'avenir.»



La délégation luxembourgeoise auprès de la COSAC: MM. Laurent Mosar, François Bausch, Ben Fayot et Charles Goerens (de gauche à droite)

► Renforcement des valeurs démocratiques et missions d'observation d'élections



Les délégués de la Chambre des Députés auprès de l'AP-OSCE: M. Patrick Santer, Mme Viviane Loschetter et M. Paul Helminger (de gauche à droite)

La 6^e session d'hiver de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (AP-OSCE) a eu lieu à Vienne les 22 et 23 février 2007. La Chambre des Députés y a été représentée par M. Patrick Santer, M. Paul Helminger et Mme Viviane Loschetter.

M. Patrick Santer, en sa qualité de chef de la délégation, a assisté à la réunion de la Commission permanente.

Le Comité permanent a pris la décision de retenir la candidature du Kazakhstan pour organiser la tenue de la 17^e session annuelle en 2008 de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe. Ladite candidature s'inscrit dans la volonté poursuivie par les pays membres de l'AP-OSCE de l'Asie centrale de s'engager activement dans la mise en oeuvre des objectifs de l'OSCE.

L'organisation et la tenue des missions d'observation d'élections, domaine-clé où l'AP-OSCE excelle par son expérience et sa notoriété, ont été qualifiées d'importants et vitaux. Il s'agit de favoriser, par le renforcement des valeurs démocratiques, le règne fonctionnel et durable de valeurs démocratiques dans cet espace constitué par 57 États membres, cinq pays partenaires ainsi que six pays participant à la coopération méditerranéenne.

M. Patrick Santer a participé aux travaux de la Commission des Affaires politiques et de la Sécurité. Y ont été analysés et soumis au vote un projet de rapport portant sur le renforcement de la sécurité humaine dans la région de l'OSCE ainsi que des projets de résolution sur le renforcement du rôle et sur l'amélioration de l'efficacité de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE ainsi que sur la République de Moldova.

La Commission générale des Affaires économiques, de la Science, de la Technologie et de l'Environnement, commission à laquelle a participé Mme Viviane Loschetter, s'est vu présenter les travaux de coordination assurés par l'OSCE dans le domaine des affaires économiques et environnementales. Les discussions ont aussi porté sur les sujets qui seront abordés lors de la session annuelle devant se réunir à Kiev en Ukraine.

Un débat spécial sur la sécurité énergétique dans la zone de l'OSCE a également eu lieu.

Les travaux de la Commission des Droits de l'Homme ont porté sur les aspects sécuritaires de la politique des minorités dans la région de l'OSCE.

M. Werner Wnendt, Chef de la Mission de l'OSCE au Kosovo, a présenté les travaux menés par l'OSCE au Kosovo.

► L'avenir du Traité constitutionnel

M. Michel Foucher, ancien Directeur du Centre d'analyse et de prévision du Ministère français des Affaires étrangères et auteur de «L'Europe un demi-siècle plus tard: état des lieux et scénarios de relance» (Note N°37 de la Fondation Robert Schuman, novembre 2006), a rencontré les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration en date du 5 mars 2007.

L'échange de vues était concentré sur l'avenir du Traité établissant une Constitution pour l'Europe, et notamment dans la perspective

des élections présidentielles qui se dérouleront prochainement en France.

L'invité a particulièrement insisté sur le fait que les interrogations des opinions françaises et néerlandaises sont partagées par d'autres, y compris dans les États qui ont déjà ratifié le Traité.

Les Européens «attachent autant d'importance aux questions économiques (coordination des politiques), sociales (besoin de sécurité) et identitaires (maîtrise politique de l'extension de l'UE) qu'aux mécanismes de décision institutionnelle», a-t-il indiqué aux parlementaires.



M. Michel Foucher, ancien Directeur du Centre d'analyse et de prévision du Ministère français des Affaires étrangères, et M. Ben Fayot, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes

➤ Étude du Référendum sur le Traité d'une Constitution pour l'Europe



(de gauche à droite) MM. Patrick Dumont, Jos Scheuer, Vice-Président de la Chambre des Députés, Fernand Fehlen et Raphaël Kies

Le Référendum sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe au Luxembourg et son résultat (quelque peu étriqué au regard de l'état des forces politiques, sociales et économiques en sa faveur) soulignent ô combien la nécessité de s'intéresser aux manières qu'ont les individus de se représenter la politique en général et la politique européenne en particulier.

L'étude - commanditée par la Chambre des Députés du Luxembourg - vise justement cet objectif en identifiant les nouvelles transformations politiques susceptibles d'être à l'origine de ce résultat en les situant dans les dynamiques économiques et sociales que le Luxembourg connaît depuis une vingtaine d'années et, d'autre part, en repérant les éventuelles particularités du vote luxembourgeois

par rapport aux autres processus référendaires (Espagne, France et Pays-Bas). Cinq méthodes d'analyses ont été retenues:

- L'analyse de la campagne et le discours de ses acteurs
- L'analyse de géographie électorale d'après les données sociodémographiques
- Les motivations des électeurs et les dynamiques de la campagne d'après les sondages pré- et post-référendaires
- L'organisation de focus groups après le référendum
- Une comparaison avec les autres pays ayant connu un référendum sur la Constitution européenne

Cette étude rédigée par les sociologues et politologues MM. Patrick Dumont, Fernand Fehlen, Raphaël Kies et Philippe Poirier, qui sont tous attachés au STADE - Études sociologiques et politiques sur le Luxembourg de l'Université du Luxembourg, a été publiée le 16 mars 2007. Elle fait suite à celle qui avait été réalisée en 2005 sur «Les élections législatives et européennes de 2004 au Grand-Duché du Luxembourg», toujours pour le compte de la Chambre des Députés du Luxembourg.

L'étude est disponible sur le site Internet de la Chambre des Députés www.chd.lu (rubrique: portail documentaire -> documentation).

➤ La coopération au développement en ligne de mire de l'OCDE

Le Luxembourg se trouve dans le peloton de tête



(de gauche à droite): MM. François Bausch, Charles Goerens, Ben Fayot, Richard Manning, Jean-Louis Schiltz, Marcel Glesener et Jean-Pierre Koepf

Les États-Unis demeurent le premier donneur d'aide au monde en volume, suivis du Japon, de la France, de l'Allemagne et du Royaume-Uni. Le Danemark, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège et la Suède sont néanmoins toujours les seuls pays à atteindre l'objectif de 0,7% du revenu national brut, préconisé par les Nations unies pour l'aide publique au développement.

Trois autres pays se sont fixé une date précise pour atteindre cet objectif: la Belgique en 2010, l'Irlande en 2007 et la France en 2012. Tel est le constat de l'OCDE. Le Président du Comité d'aide au développement de l'OCDE, M. Richard Manning, a été en visite de travail à Luxembourg en vue de la préparation de l'examen de la Coopération luxembourgeoise par les pairs, prévu en 2008.

M. Manning s'est félicité de ce que l'aide au développement du Luxembourg ait atteint presque 0,9% et atteigne très prochainement 1% du revenu national brut.

Lors de son entrevue à la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre des Députés, il a souligné qu'il importe que l'aide au développement soit durable et que les projets soient bons à long terme.

Avec une politique de développement axée sur quelques pays cibles, le Luxembourg est, selon Richard Manning, sur la bonne voie.

Il a encore relevé qu'en Afrique, le taux de croissance s'élèverait actuellement à 5%, alors qu'il y a quelques années il se situait tout juste autour de 2%.

L'OCDE regroupe 30 pays qui se caractérisent entre autres par le fait d'avoir une économie de marché et un système démocratique.

Elle publie des études et statistiques telles que l'étude PISA sur le suivi des acquis des élèves.

Le Comité d'aide au développement de l'OCDE

C'est la principale instance chargée au sein de l'OCDE des questions relatives à la coopération au développement.

Sa dernière évaluation de l'aide au développement de Luxembourg date de 2003. Le rapport a constaté des progrès substantiels de cette aide et s'est félicité de ce que le Luxembourg se trouve désormais dans le peloton de tête des pays donateurs.

On lui a encore demandé de rechercher une répartition optimale des tâches sur le terrain entre le Ministère des Affaires étrangères et Lux-Development.

Selon le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, M. Jean-Louis Schiltz, cette dernière recommandation a eu des suites concrètes et les tâches respectives ont été clairement définies.

➤ Petition gegen die Treibjagd

Um sich gegen alle Formen der Treibjagd zu wehren, hat das „Comité pour la défense des droits et la révision des lois nationales et européennes touchant les animaux“ dem Kammerpräsidenten eine Unterschriftenliste überreicht.

13.505 Bürger haben die Petition „für die Natur und gegen die Treibjagd“ unterschrieben. Die Tierschützer fordern die Abschaffung aller Formen von Treibjagd ohne Ausnahme, die Einhaltung und Kontrolle der Gesetze vom 15. März 1983 und vom 18. März 2000 (Verbot Hunde an lebenden Tieren abzurichten) und die Einschreibung des Tierschutzes in die luxemburgische Verfassung.

Parlamentspräsident Lucien Weiler hat das Komitee über den Stand

der Diskussionen über die Jagd informiert, ein Thema, das zurzeit im Parlament sehr aktuell ist.

Während eines öffentlichen „Hearings“ am 26. März 2007 hörte der Umweltausschuss internationale und nationale Experten, aber auch Mitglieder von rund 30 Organisationen, Verbänden und Vereinen wurden um ihre Meinung gefragt.

Der Umweltausschuss bereitet intensiv eine Orientierungsdebatte für den 21. Juni 2007 zu diesem Thema vor. Bei dieser Gelegenheit wird das Parlament ein Orientierungspapier und einen Antrag ausschlaggebend für das neue Jagdgesetz sein werden, das der Umweltminister Anfang 2008 vorlegen möchte.



Tierschützer überreichen Kammerpräsident Lucien Weiler eine Unterschriftenliste gegen die Treibjagd

➤ Brëtzelen... am Déngscht vun Europa

Et ass eng Traditioun, datt d'Federatioun vun de Bäcker a Pâtissieren an der Woch virum Brëtzelssonndeg mat engem flotte Cortège duerch d'Stad zitt an och virun der Chamber stoe bleift. Bei där Geleeënheet kruten de Chamberspreident, d'Députéiert an d'Personal

aus dem Greffe och eng Brëtzel geschenkt. Originell war dëst Joer d'Etikett „mateneen zanter 1957“ op der Brëtzel. Domat maachen d'Bäcker an d'Pâtissieren op hir Manéier op de 50. Gebuertsdag vun den „Traités de Rome“ opmierksam.



Eng flott Traditioun: Brëtzele fir d'Chamber!

Constitution

3923C - Proposition de loi portant 1. révision des paragraphes (1), (3), (4), (5) et (6), alinéa 1^{er} de l'article 11 de la Constitution; 2. création d'un article 11bis nouveau de la Constitution

Le premier projet de révision de l'article 11 de la Constitution a été déposé à la Chambre des Députés par M. Georges Margue en date du 14 avril 1994 (doc. parl. 3923).

Ce projet de révision portait sur quatre modifications à apporter à l'article 11 de la Constitution, à savoir:

- la suppression du premier paragraphe prévoyant qu'il n'y a dans l'État aucune distinction d'ordres;

- l'admissibilité aux emplois civils et militaires des étrangers dans les conditions à déterminer par la loi;

- la définition du principe de non-discrimination;

- l'inscription dans la Constitution de la protection de l'environnement humain et naturel.

En présentant à la Chambre des Députés une version nouvelle de l'article 11 de la Constitution et en proposant d'y insérer un article 11bis nouveau portant sur la protection de l'environnement et la protection des animaux, la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle peut, après douze années de procédure législative, mettre un terme à une révision constitutionnelle qui n'est pas sans importance. Le délai de douze années de travail législatif peut à première vue paraître excessif. En reprenant la lecture des nombreux amendements ayant fait la navette entre la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle et le Conseil d'État, l'on constate que la formulation de textes constitutionnels à forte connotation politique dépend à la fois d'un consensus politique très large, indispensable pour modifier la loi fondamentale, et les sollicitudes du Conseil d'État pour que le texte constitutionnel respecte «un impératif de clarté pour donner des orientations sans ambiguïté aux pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire».

L'émergence de la Cour constitutionnelle à la suite de la révision du 12 juillet 1996 et l'appréciation, avec une rigueur certaine, de la conformité des dispositions légales à la Constitution par les juges constitutionnels dans leurs premiers arrêts doit, pour le Conseil d'État, «conduire à un contrôle préventif renforcé».

De l'ensemble des exposés des motifs, des commentaires et des avis reproduits dans les documents parlementaires (3923, 3923A, 3923B et 3923C), l'on peut constater que les difficultés à surmonter relevaient tant du consensus politique que de la formulation d'un texte juridique approprié, comme le Conseil d'État l'a relevé à juste titre.

L'on pouvait constater tout au long de la procédure législative un très large accord politique pour réviser et compléter la Constitution dans les matières qui font l'objet des articles 11 et 11bis. Les difficultés à résoudre portaient plutôt sur la portée ou sur le caractère contraignant de l'une ou de l'autre des dispositions. Un texte qui, à cet égard, a fait l'objet de nombreux amendements est celui sur la protection de l'environnement. Dès sa première proposition de texte en 1994, la Commission tenait à imposer à l'État l'obligation de garantir la protection de l'environnement, encore que dans ses amendements du 28 janvier 1999, l'on constate que la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle propose plusieurs textes et demande au Conseil d'État d'aviser les textes proposés tant en ordre principal qu'en ordre subsidiaire.

Le Conseil d'État lui-même, dans tous ses avis en cette matière, a plaidé pour un texte

qui ne prévoit que l'insertion dans la Constitution d'un objectif d'ordre politique, ce que la Constitution allemande désigne par «Staatszielbestimmung», une disposition qui définit un programme politique sans créer un droit individuel. Ce n'est que dans son avis du 14 février 2006 que le Conseil d'État, constatant que les auteurs de la version de l'article 11 sur la protection de l'environnement «n'entendaient pas revenir sur leur choix», a proposé, en ordre très subsidiaire, un texte qui a finalement trouvé l'accord de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle.

Il convient toutefois de relever que les objections du Conseil d'État ne portaient pas sur la matière elle-même, mais sur la portée juridique des dispositions constitutionnelles et sur le souci continuellement exprimé de voir libeller les valeurs fondamentales figurant dans la Constitution «de manière telle que le juge constitutionnel y trouve des concepts juridiques aussi clairs et cohérents que possible. Il ne s'agit pas seulement d'inscrire dans la Constitution des idées, encore faut-il que ces idées, qui ont obtenu un consensus politique, soient exprimées de manière à correspondre à des concepts juridiques suffisamment précis pour être adoptés par le Constituant.»

Le Conseil d'État tient également à ce que «eu égard à l'introduction de la Cour constitutionnelle, de la loi du 1^{er} septembre 1988 sur la responsabilité de l'État et de l'évolution de la jurisprudence et de la doctrine quant à la responsabilité de l'État en cas de non-respect par le législateur de la Loi fondamentale», certaines dispositions de l'article 11 soient libellées «de manière à octroyer aux pouvoirs publics en la matière une obligation de moyens et non de résultat». Le Conseil d'État rappelle cependant «qu'une obligation de moyens conserve par définition un caractère contraignant».

L'Etat a ainsi une obligation de moyens notamment dans le domaine du droit du travail, de la protection de l'environnement et de la protection des animaux. La disposition qui prévoit que «la loi garantit le droit au travail» ne signifie pas que «les pouvoirs publics sont obligés d'engager tout demandeur d'emploi», mais que le législateur doit, comme le souligne le Conseil constitutionnel français, «poser des règles propres à assurer au mieux le droit pour chacun d'obtenir un emploi, en vue de permettre l'exercice de ce droit au plus grand nombre possible d'intéressés» (décision 83-156 DC du 28 mai 1983 et 98-401 DC du 10 juin 1998).

L'insertion dans un même article de la Constitution de dispositions diverses ayant des effets différents pour le citoyen et imposant à l'Etat des obligations de nature inégale n'est certes pas très satisfaisante. Le Conseil d'État a relevé à plusieurs reprises que des textes comme celui sur la protection de l'environnement ou celui de la protection des animaux figurent dans le chapitre II relatif aux libertés publiques et aux droits fondamentaux.

Ce constat doit, tôt ou tard, amener le Constituant à procéder à un nouvel ordonnancement de la Constitution et à la création d'un chapitre nouveau regroupant les textes relatifs aux objectifs de valeur constitutionnelle.

Par ailleurs, la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle a inclus, tout au long de ses discussions et délibérations en relation avec la révision de l'article 11 de la Constitution, les propositions de révision suivantes:

- proposition de révision de l'article 11 de la Constitution concernant la protection des animaux (auteur: Mme Renée Wagener, doc. parl. 4990);

- proposition de révision de l'article 11 de la Constitution (auteur: M. Jean-Paul Rippinger, doc. parl. 5292).

Dépôt par M. Georges Margue, Député, le 14.04.1994

Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle
(Président: M. Paul-Henri Meyers):

22.03.2006	Examen du quatrième avis complémentaire du Conseil d'État
20.09.2006	Désignation d'un rapporteur Examen d'un cinquième avis complémentaire du Conseil d'État
18.10.2006	Décision concernant le libellé de l'article 11bis, alinéa 1 ^{er} de la Constitution
15.11.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.03.2007

Sociétés commerciales

4992 - Projet de loi modifiant

1. la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales,

2. la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et modifiant certaines autres dispositions légales, et

3. la loi du 25 août 2006 concernant la société européenne (SE), la société anonyme à directoire et conseil de surveillance et la société anonyme unipersonnelle

Initialement le projet de loi 4992 comportait trois volets:

- en premier lieu, il s'agissait de modifier l'article 3 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la «Loi»), afin de passer du système de la commercialité par la forme à la commercialité par l'objet;

- en deuxième lieu, le projet de loi entendait élargir le champ d'application des fusions et scissions à d'autres formes de sociétés commerciales ainsi qu'aux groupements d'intérêt économique; et

- en dernier lieu, de nouveaux mécanismes juridiques de restructuration de sociétés étaient prévus par l'introduction dans la Loi du transfert d'actifs, de branche d'activité ou d'universalité (nouvelle section XVbis) et du transfert du patrimoine professionnel (nouvelle section XVter).

Sur le premier volet du projet de loi, tout comme la Chambre des Métiers et la Chambre de Commerce, le Conseil d'État a critiqué l'abandon du principe de la commercialité par la forme. Le Conseil d'État a recommandé l'abandon pur et simple de ce premier volet du projet de loi. La Commission juridique a suivi le Conseil d'État et l'article I. initialement prévu dans le projet de loi a été supprimé.

Le deuxième volet du projet de loi, relatif à l'extension du champ d'application des mécanismes de fusion et de scission, a été bien accueilli par la Chambre de Commerce et par le Conseil d'État, qui ont cependant suggéré certaines modifications rédactionnelles.

En ce qui concerne le troisième volet, le Conseil d'État s'est formellement opposé à l'introduction tant du transfert d'actifs, de branche d'activité ou d'universalité que du transfert du patrimoine professionnel dans la Loi. La Commission juridique a estimé que ces deux oppositions formelles n'étaient pas justifiées et que ces deux modalités de transfert étaient nécessaires. Dans son avis complémentaire du 4 juillet 2006, le Conseil d'État a maintenu ses deux oppositions formelles. La Commission juridique a unanimement décidé de ne pas suivre le Conseil d'État, de sorte que ce volet du projet de loi a été maintenu.

La Commission juridique a rajouté deux articles supplémentaires au projet de loi visant, d'une part, à rectifier certaines erreurs matérielles et, d'autre part, à modifier le régime des dividendes intérimaires (nouveaux articles V et VI).

Dans son deuxième avis complémentaire du 14 novembre 2006, le Conseil d'État a suggéré une modification de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité

lité et les comptes annuels des entreprises et modifiant certaines autres dispositions légales, afin de tenir compte des modifications apportées à l'organisation de la société anonyme.

La Commission juridique a intégré cette modification dans un article VII nouveau.

1. Deuxième volet du projet de loi: l'extension du champ d'application des fusions et scissions

Actuellement, l'article 257 de la Loi précise que les dispositions de la Loi relatives aux fusions et contenues dans la section XIV s'appliquent aux seules sociétés anonymes de droit luxembourgeois. La même restriction s'applique aux scissions qui ne peuvent concerner que des sociétés anonymes de droit luxembourgeois. Une fusion ou scission transfrontalière, pas plus qu'une fusion ou scission impliquant un type de société commerciale autre qu'une société anonyme n'étaient prévues.

Une telle limitation n'est plus en phase avec les besoins des milieux économiques. Une plus grande flexibilité doit être laissée aux sociétés pour se restructurer, que ce soit par le biais de fusions ou de scissions. Non seulement les possibilités de fusionner ou de se scinder doivent-elles être étendues aux autres sociétés commerciales de droit luxembourgeois dotées de la personnalité juridique et aux groupements d'intérêt économique, mais encore les fusions ou scissions transfrontalières doivent être envisagées et réglementées.

Ainsi une société commerciale ou un groupement d'intérêt économique de droit luxembourgeois doit pouvoir contracter une opération de fusion ou de scission avec une société ou un groupement d'intérêt économique étranger, à condition toutefois que le droit étranger régissant cette société ou ce groupement ne s'y oppose pas.

Finalement, il convient de relever qu'une directive 2005/56/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 est intervenue depuis le dépôt du projet de loi 4992. Cette directive vise à faciliter la réalisation de fusions transfrontalières entre sociétés de capitaux de différents types relevant de législations d'Etats membres différents.

Les dispositions de la directive 2005/56/CE qui ne trouveraient pas déjà leur pendant dans le texte de la Loi, devront être transposées jusqu'au 15 décembre 2007 au plus tard. Une réforme globale de la Loi devra être l'occasion de transposer les directives intervenues en matière du droit des sociétés et qui n'ont pas encore été transposées.

2. Troisième volet du projet de loi: le transfert d'actifs, de branche d'activité ou d'universalité et le transfert du patrimoine professionnel

Ce volet est introduit par l'article VI du projet de loi, qui par suite de la suppression des articles I et V devient l'article IV du projet de loi.

Cet article introduit dans la Loi le transfert d'actifs, de branche d'activité et d'universalité (section XVbis) et le transfert du patrimoine professionnel d'une personne physique ou morale (nouvelle section XVter).

Ces sections XVbis et XVter ont fait chacune l'objet d'une opposition formelle de la part du Conseil d'État.

Le but recherché est de diversifier les instruments à disposition des sociétés en vue de leur restructuration rendue nécessaire pour des raisons juridiques, fiscales ou commer-

Chamber TV
weist all öffentlech Sëtzung
live an integral
mat enger Rediffusioun all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

NOUVELLES LOIS

COMpte RENDU N°9 • 2006-2007

ciales. À l'heure actuelle, à côté de la vente (d'actifs ou de parts ou actions), les sociétés ne peuvent avoir recours qu'à l'apport en nature et au mécanisme de la fusion/scission pour se restructurer.

Or, ces mécanismes ne permettent pas d'en-cadrer juridiquement toutes les possibilités de restructuration. Ainsi à l'heure actuelle un transfert d'éléments d'actif et de passif, comme par exemple, des contrats conclus avec des clients ou des fournisseurs n'est possible qu'en cas de fusion et de scission. Or dans ce cas, les sociétés qui fusionnent en cas de fusion par constitution de société

nouvelle, ou la société absorbée en cas de fusion-absorption, ou la société scindée disparaissent par l'effet de la loi. Il peut cepen-dant arriver que la restructuration envisagée exige un transfert d'éléments d'actif et de passif, sans pour autant aboutir à la disparition d'une société.

Avec le transfert partiel d'actifs, de branche d'activité et d'universalité et le transfert du patrimoine professionnel, les sociétés et leurs associés disposeront d'une gamme complète de procédures de restructuration qui leur permettra de choisir le mécanisme qui est le mieux adapté à leurs besoins.

	Dissolution	Patrimoine transféré	Contrepartie
Apport en nature	Pas de dissolution de l'apporteur	Seulement éléments actifs (p.ex. immeubles, créances, titres)	Actions ou parts émises à l'apporteur
Fusion/scission	Dissolution sans liquidation des sociétés fusionnées, de la société absorbée ou de la société scindée	Éléments actifs et passifs	Actions ou parts aux associés des sociétés fusionnées ou de la société absorbée ou de la société scindée, et éventuellement une soultre
Transfert d'actifs, de branche d'activité ou d'universalité	Pas de dissolution de l'apporteur	Éléments actifs et passifs	1) gratuit, ou 2) actions ou parts à l'apporteur, et éventuellement une soultre
Transfert du patrimoine professionnel	Pas de dissolution de l'apporteur	Éléments actifs et passifs	1) gratuit, ou 2) contre-prestation, autre qu'en actions ou parts

En résumé,

- le régime du transfert de patrimoine professionnel se rapproche de celui du transfert d'actifs, de branche d'activité et d'universalité en ce que ces deux régimes n'entraînent pas la dissolution de l'apporteur. Cependant, ils ne peuvent être confondus car - au-delà de la différence de définition, à savoir, la notion de patrimoine professionnel telle qu'elle est définie en droit fiscal ne saurait être confondue avec celle d'actifs, branche d'activité ou universalité du patrimoine - la contrepartie éventuelle de l'opération de transfert de patrimoine professionnel sera toujours autre qu'en actions ou parts;

- le régime du transfert de patrimoine professionnel se distingue du régime de la fusion/scission en ce que, d'une part, ce dernier entraîne la disparition de la société absorbée/scindée et, d'autre part, la contrepartie, qui ne peut être qu'en actions ou parts, voire une soultre de 10%, est attribuée aux associés; et

- le régime du transfert de patrimoine professionnel se distingue du régime de l'apport en nature en ce que ce dernier n'organise que le transfert d'actifs (p.ex. créances).

À l'appui de ses deux oppositions formelles, le Conseil d'État a émis un certain nombre de critiques que la Commission juridique a estimé infondées. La Commission juridique tient cependant à relever qu'aucune des critiques du Conseil d'État ne vise une contrariété de la section XVbis ou XVter avec la Constitution, un traité international ou le droit communautaire.

3. Volet additionnel du projet de loi: les modifications apportées (1) à la Loi, (2) à la loi du 25 août 2006 concernant la société européenne (SE), la société anonyme à directoire et conseil de surveillance et la société anonyme unipersonnelle et (3) à la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et modifiant certaines autres dispositions légales

Les points énumérés ci-après ont été adoptés par la Commission juridique le 18 octobre 2006 et le 15 novembre 2006 et ont fait l'objet du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État. Ce dernier n'a pas fait de commentaire au sujet des amendements adoptés par la Commission juridique le 18 octobre 2006, à l'exception de l'article 274 au sujet duquel la Commission juridique s'est rallié à la proposition de texte contenue dans le deuxième avis complémentaire du Conseil d'État.

Amendements au projet de loi sous rubrique

La Commission juridique a modifié la structure de l'article I (nouveau) du projet de loi, afin de tenir compte des modifications intro-

duction de la loi du 25 août 2006 concernant la société européenne (SE), la société anonyme à directoire et conseil de surveillance et la société anonyme unipersonnelle. Pour la Commission juridique, l'axiome «liberté, responsabilité» devrait ici aussi trouver application. Il doit appartenir aux organes de gestion de la société, au regard des intérêts de celle-ci, de décider non seulement du montant de tels acomptes, mais également de leur nombre et de leur périodicité, sous réserve de se conformer aux autres conditions édictées par l'article 72-2. Ce sont les seuls organes de gestion qui, sous leur responsabilité, décideront s'il est souhaitable de permettre qu'un acompte soit distribué dès le début de l'exercice ou que de trop nombreux acomptes se succèdent dans le cours d'un même exercice.

Les moyens mis en œuvre en pratique pour contourner ces conditions de délai, comme, par exemple, le changement de l'année sociale, voire même le recours à d'autres types de sociétés commerciales qui ne tombent pas dans le champ d'application de l'article 72-2, ne sont pas sains.

La Commission juridique tient à souligner que la suppression des conditions de délai respecte l'article 15 de la directive 77/91/CEE, qui constitue le fondement de l'article 72-2.

Alors qu'avant la loi du 25 août 2006 concernant la société européenne (SE), la société anonyme à directoire et conseil de surveillance et la société anonyme unipersonnelle, le point c) de l'article 72-2, paragraphe (1) était divisé en trois alinéas, depuis cette loi, le point c) ne comporte plus que deux alinéas. Les restrictions concernant la périodicité d'une distribution d'acompte sur dividende figurent dans le second alinéa du point c) de l'article 72-2, paragraphe (1), au

lieu des alinéas 2 et 3 précédemment. Par conséquent, en l'absence d'un alinéa 3, il faut seulement abroger le second alinéa du point c) de l'article 72-2, paragraphe (1) afin d'éliminer toutes ces restrictions.

Modification de la loi du 25 août 2006 concernant la société européenne (SE), la société anonyme à directoire et conseil de surveillance et la société anonyme unipersonnelle (nouvel article VI)

La Commission juridique a décidé d'abroger l'article I, points 60 et 61) de la loi du 25 août 2006 concernant la société européenne (SE), la société anonyme à directoire et conseil de surveillance et la société anonyme unipersonnelle.

Les articles 204 et 248 visés dans ces deux points ont été abrogés par l'article 96, paragraphe 6. de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et modifiant certaines autres dispositions légales.

Il n'avait pas été dans l'intention du législateur de revenir sur cette abrogation effectuée par la loi du 19 décembre 2002.

Modification de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et modifiant certaines autres dispositions légales (nouvel article VII)

À l'article VII, introduit suite à une suggestion du Conseil d'État formulée dans son deuxième avis complémentaire du 14 novembre 2006, les points 12° et 13° de l'article 65, paragraphe (1) de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et modifiant certaines autres dispositions légales sont adaptés aux nouvelles structures de la société anonyme.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 10.07.2002

Rapporteur: M. Patrick Santer

Travaux de la Commission juridique

(Président: M. Patrick Santer):

29.03.2006	Désignation d'un rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
03.05.2006	Examen de l'avis du Conseil d'État
10.05.2006	idem
20.09.2006	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
25.10.2006	Discussion
15.11.2006	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Premier vote constitutionnel: 21.11.2006

Second vote constitutionnel: 15.03.2007

et du Conseil). Cette directive 2005/56/CE doit être transposée pour le 15 décembre 2007 au plus tard.

En attendant un projet de loi transposant spécifiquement cette directive dans notre droit national et compte tenu du fait que la possibilité d'une fusion transfrontalière est d'ores et déjà envisagée par le projet de loi 4992, il est apparu nécessaire de préciser certaines règles applicables aux fusions afin de renforcer la sécurité juridique d'une opération de fusion transfrontalière, de déterminer le point de départ de ses effets, tant internes qu'externes, et de préciser certaines règles de procédure, notamment au regard de l'implication d'un notaire ou d'une autre autorité qui doivent vérifier si les conditions procédurales d'une fusion transfrontalière ont été respectées.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 21.12.2006

Rapporteur: M. Patrick Santer

Travaux de la Commission juridique

(Président: M. Patrick Santer):

01.03.2007	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
07.03.2007	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.03.2007

Union postale universelle

5613 - Projet de loi portant approbation du Septième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle, du Règlement général de l'Union postale universelle et de la Convention postale universelle et de son Protocole final ainsi que de l'Arrangement concernant les services de paiement de la poste, dans la version signée au Congrès postal universel de Bucarest, le 5 octobre 2004

Le projet de loi 5613 a pour objectif de ratifier les actes issus des délibérations du dernier congrès de l'Union postale universelle (UPU), organisme dépendant des Nations Unies. Le 23^e Congrès postal universel s'est réuni du 15 septembre au 5 octobre 2004 à Bucarest afin de réglementer le service postal international du point de vue technique et tarifaire. Les décisions ont porté sur:

- le 7^e Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle;
- le Règlement général de l'Union postale universelle;
- la Convention postale universelle et son Protocole final;
- l'Arrangement concernant les services de paiement de la poste.

Parmi les décisions du Congrès, les points les plus importants sont, entre autres:

- la création d'un Comité consultatif: aux côtés du Conseil d'administration (CA) et du Conseil d'exploitation postale (CEP), dont les membres représentent respectivement les régulateurs et les opérateurs postaux, il est créé le Comité consultatif. L'UPU offre ainsi à des acteurs postaux autres que les opérateurs ou régulateurs postaux publics la possibilité de s'exprimer au cours des délibérations de l'organisation et de donner leur avis sur l'avenir du monde postal.

- la définition du cachet postal électronique: jusqu'à 50 millions d'opérations sont affranchies chaque année à l'aide d'un cachet postal électronique, qui a été reconnu par le Congrès de Bucarest comme un nouveau service postal facultatif. Ainsi, l'interopérabilité des cachets électroniques entre les postes du monde entier est désormais assurée. Le cachet postal électronique atteste de façon visible la réalité d'un événement électronique, sous une forme déterminée, à un moment donné, et implique une ou plusieurs parties. Il transmet aux documents électroniques tous les avantages du cachet postal traditionnel et prouve, grâce à des caractéristiques telles que l'horodatage, la saisie de l'identité numérique, la vérification du contenu et l'encryption, que le contenu d'un message électronique n'a pas été modifié.

- la version révisée du système de paiement propre à chaque pays pour le traitement du courrier international: un ensemble de mesures vise à rendre le mécanisme de compensation des coûts de traitement des lettres et des envois arrivants autres que les colis plus adapté aux conditions de chaque pays. Il s'agit également de faire en sorte que ce mécanisme reflète mieux les coûts réels. Lors du Congrès à Beijing en 1999 fut décidée la création du Fonds pour l'amélioration de la qualité de service (FAQS). Le FAQS est financé à partir d'une majoration des frais terminaux payés notamment par les pays industrialisés. En raison des changements adoptés au Congrès de Bucarest concernant la classification des pays selon celle du Programme des Nations Unies pour le développement, certains pays en développement contribuent désormais aux revenus du FAQS en vertu du système de frais terminaux. Une distribution plus équitable des ressources financières aux pays en ayant le plus besoin est ainsi assurée. Ce mécanisme international original a permis de financer, entre avril 2001 et mars 2006, la mise en œuvre de 279 projets visant l'amélioration du service postal dans les pays en développement et les pays les moins avancés.

décembre 2006 les dispositions applicables aux services de radiodiffusion et de télévision à certains services fournis par voie électronique.

La directive 2006/58/CE a été adoptée en date du 28 juin 2006, seulement quelques jours avant la survenance de la date d'échéance de l'application temporaire de certaines dispositions de la directive 2002/38/CE fixée au 30 juin 2006. Une transition des dispositions de cette nouvelle directive en droit luxembourgeois avant le 1^{er} juillet 2006 était donc matériellement impossible. Par conséquent, la loi du 1^{er} juillet 2003 fut abrogée (faute de prorogation de la date d'échéance de l'application temporaire des

dispositions), une simple prolongation d'une loi disparue de l'ordre juridique étant exclue. Pour cette raison, les auteurs du projet de loi ont repris toutes les dispositions de l'article III, titre A, de la loi du 1^{er} juillet 2003 dans le présent projet de loi à caractère rétroactif devant produire ses effets au 1^{er} juillet 2003.

Entre-temps une nouvelle directive 2006/138/CE du Conseil du 19 décembre 2006 a prolongé le délai d'application jusqu'au 31 décembre 2008.

Afin d'éviter qu'on ne doive proroger une nouvelle fois l'échéance du délai d'application de la loi en 2008 le présent projet ne prévoit plus de clause de temporisation.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 24.11.2006

Rapporteur: M. Norbert Haupert

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Laurent Mosar):

15.02.2007 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

27.02.2007 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.03.2007

Accords de réadmission

5648 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la Bosnie et Herzégovine relatif à la reprise et à la réadmission des personnes en situation irrégulière (Accord de reprise et de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Sarajevo, le 19 juillet 2006

5649 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement macédonien relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier (Accord de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Vörrburg, le 30 mai 2006

Les projets de loi ont pour objet l'approbation de deux accords de réadmission de personnes en séjour irrégulier, signés entre les

pays du Benelux (Belgique, Pays-Bas, Luxembourg) et la Bosnie et Herzégovine respectivement l'Ancienne République yougoslave de Macédoine (ARYM).

Les États du Benelux continuent à être confrontés à un nombre élevé de personnes en séjour irrégulier, notamment en provenance de l'ex-Yougoslavie. Afin de définir les conditions et les modalités pratiques de l'éloignement et d'améliorer la coopération avec les pays d'origine de ces personnes, les pays du Benelux concluent des accords de réadmission avec les pays concernés.

Le principe général est que chaque État contractant réadmet ses nationaux en séjour irrégulier dans un autre État contractant sur son territoire. Les accords de réadmission contiennent par ailleurs des dispositions concernant la réadmission de ressortissants de pays tiers en situation irrégulière dans un des États contractants lorsqu'ils sont en possession d'un titre de séjour ou d'un visa en cours de validité de l'autre partie contractante ou encore lorsqu'ils ont séjourné dans ce pays au cours de six mois précédent la demande de réadmission. Enfin, les accords de réadmission contiennent des règles concernant le transit de personnes en destination de pays tiers.

TVA

5639 - Projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Le présent projet de loi a pour objet de proroger la période d'application du régime temporaire de la taxe sur la valeur ajoutée applicable aux services de radiodiffusion et de télévision et à certains services fournis par voie électronique. Ce régime trouve sa base légale dans la directive 2002/38/CE du Conseil du 7 mai 2002 modifiant, en partie à titre temporaire, la directive 77/388/CEE en ce qui concerne le régime de la taxe sur la valeur ajoutée applicable aux services de radiodiffusion et de télévision et à certains services fournis par voie électronique. Cette directive a été transposée par la loi du 1^{er} juillet 2003 modifiant et complétant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée.

Cette transposition poursuivait trois objectifs majeurs. En premier lieu elle tendait à introduire de nouvelles règles en matière de lieu d'imposition de certains services fournis par voie électronique. En second lieu, elle modifiait les règles concernant le lieu d'imposition des services de radiodiffusion et de télévision et, en dernier lieu, elle introduisait de manière définitive l'obligation pour les États membres d'autoriser la transmission de certaines déclarations par voie électronique.

La loi du 1^{er} juillet 2003 avait modifié les règles concernant le lieu d'imposition des

services de radiodiffusion et de télévision. Contrairement à ce qui avait été retenu pour les services fournis par voie électronique, le législateur communautaire a considéré le lieu d'utilisation et d'exploitation effectives des services de radiodiffusion et de télévision comme étant le mieux approprié pour déterminer le lieu d'imposition. Ainsi, le lieu d'imposition des services afférents fournis à des personnes non assujetties établies dans un État membre par un assujetti prestant ses services à partir d'un établissement situé en dehors de la Communauté est réputé se situer à l'intérieur du pays membre lorsque l'utilisation et l'exploitation effectives des services s'y effectuent.

Les règles prévues par la directive 2002/38/CE n'étaient applicables que pour une durée de trois ans à compter du 1^{er} juillet 2003. Sur la base d'un rapport de la Commission européenne à présenter pour le 30 juin 2006 au plus tard, le Conseil européen devait proposer soit des modifications du mécanisme de taxation, soit une prolongation de sa période d'application.

Le rapport de la Commission européenne a conclu «que la directive de 2002 a fonctionné de manière satisfaisante et a rempli son objectif. En l'absence de décision quant à leur révision ou à leur remplacement, ses principales dispositions expireraient, et on retournerait, pour les services électroniques, aux règles en vigueur avant les modifications appliquées depuis 2003.» Pour éviter une telle situation, la Commission européenne a proposé la directive 2006/58/CE du Conseil du 27 juin 2006 devant proroger jusqu'au 31

Dépôts par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 08.12.2006

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot):

17.01.2007 Désignation d'un rapporteur

12.02.2007 Présentation des projets de loi et analyse des avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Votes en séance publique: 15.03.2007

«Chamber aktuell»

Chamber TV vous propose tous les vendredis à 19.00 heures un résumé de l'activité parlementaire de la semaine.

L'émission est rediffusée le même soir à 20.00, 21.00, 22.00 et 23.00 heures

Ordre du jour

1. Communications
 2. 5681 - Proposition de loi relative à la modification de la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention - Auteur: M. Henri Kox
 5682 - Proposition de loi portant modification de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques - Auteur: M. Carlo Wagner
(Déclaration de recevabilité)
 3. Ordre du jour
 4. Hommage à M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, à l'occasion de son intronisation, en date du 12 mars 2007, en tant que membre associé étranger à l'Académie des Sciences morales et politiques de l'Institut de France
 5. Déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, à l'occasion du 50^e anniversaire de la signature du Traité de Rome, suivie d'un débat
 6. Dépôt d'une proposition de loi
 7. Dépôt d'une motion par Monsieur Félix Braz
 8. Question avec débat N°15 de Monsieur Roger Negri sur le renouvellement du Traité Benelux qui vient à échéance en 2010
 9. Heure de questions au Gouvernement
 - Question parlementaire N°1597 du 6 mars 2007 de Monsieur Laurent Mosar relative au Projet américain d'installation d'un bouclier antimissiles en République tchèque et en Pologne, adressée à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration
 - Question N°162 du 12 mars 2007 de Monsieur Ben Fayot relative à la proposition des États-Unis d'installer un bouclier de défense antimissiles en Pologne et en Tchéquie, à la mise en œuvre par le CAG de l'article 11 du TUE sur la politique étrangère et de sécurité commune et au positionnement du Luxembourg à l'OTAN, adressée à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration
 - Question N°163 du 13 mars 2006 de Monsieur Charles Goerens relative à la prolongation du mandat de l'Observatoire des phénomènes racistes et xénophobes de l'UE par transformation en Agence des droits fondamentaux, adressée à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration et à Monsieur le Ministre de la Justice
 - Question N°164 du 9 mars 2006 de Monsieur Roger Negri relative aux conclusions sur la politique énergétique et climatique retenues lors du Conseil européen des 8 et 9 mars 2007 et plus particulièrement sur les répercussions pour le Luxembourg, adressée à Monsieur le Ministre de l'Environnement
 - Question N°165 du 13 mars 2006 de Monsieur Claude Adam relative à la 3^e année du Certificat d'Études Pédagogiques dispensée pour la dernière fois par l'Université du Luxembourg durant l'année académique 2007/2008, adressée à Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
 - Question N°166 du 13 mars 2007 de Monsieur Marco Schank relative aux procédures d'autorisation de décollage pour les hélicoptères de la Police grand-ducale et de l'Air Rescue à l'aéroport de Luxembourg, adressée à Monsieur le Ministre des Transports
 - Question N°167 du 9 mars 2007 de Monsieur Robert Mehlen relative au mode d'approche des avions à l'aéroport de Luxembourg dans le contexte des nuisances sonores et environnementales, adressée à Monsieur le Ministre des Transports
 - Question N°168 du 12 mars 2007 de Monsieur Roland Schreiner relative à l'état actuel des négociations sur les conditions de travail auprès des CFL, adressée à Monsieur le Ministre des Transports
 - Question N°170 du 13 mars 2007 de Monsieur Marc Spautz relative à l'introduction d'un abonnement «Seniorrenkard» et en particulier de la mise en vigueur de cette nouvelle mesure qui a été acceptée à l'unanimité par la Commission tarifaire en date du 17 novembre 2005, adressée à Monsieur le Ministre des Transports
 - Question N°169 du 9 mars 2007 de Madame Anne Brasseur relative à la Charte du piéton de la section du parti socialiste de la Ville de Luxembourg, adressée à Monsieur le Ministre des Transports
 10. Déclaration de M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget
 11. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de la sécurité au Centre de détention de Schrassig
(Débat)
 12. Dépôt d'une proposition de loi
 13. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de la sécurité au Centre de détention de Schrassig (suite)
(Débat - suite)
- Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Lucien Lux et Claude Wiseler, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.
- (Début de la séance publique à 15.03 heures)*

»» **M. le Président.** - D'Sitzung ass op.
 Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

»» **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.- Neen, Här President.

1. Communications

»» **M. le Président.** - Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

1. 5683 - Projet de loi portant modification de la loi du 17 mai 2004 relative à la concurrence
 Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 14.02.2007

2. 5684 - Projet de loi portant transposition de la directive 2004/108/CE du Parlement européen et du Conseil relative à la compatibilité électromagnétique et abrogeant le règlement grand-ducal du 21 avril 1993 transposant la directive 89/336/CEE
 Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 14.02.2007

3. 5685 - Projet de loi sur la jeunesse
 Dépôt: Madame Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 16.02.2007

4. 5686 - Projet de loi transposant la directive 2005/35/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions et la décision-cadre 2005/667/JAI du Conseil du 12 juillet 2005 visant à renforcer le cadre pénal pour la répression de la pollution causée par les navires
 Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 16.02.2007

5. 5688 - Projet de règlement grand-ducal portant transposition de la directive 2006/106/CE du Conseil du 20 novembre 2006 portant adaptation de la directive 94/80/CE fixant les modalités de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales pour les citoyens de l'Union résidant dans un autre État membre dont ils n'ont pas la nationalité, en raison de l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie
 Dépôt: Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 21.02.2007

6. 5689 - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 3 juin 2003 sur les transports par rail de marchandises dangereuses
 Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre des Transports, le 21.02.2007

7. 5687 - Projet de loi portant: 1) transposition de la directive 76/207/CEE du Conseil relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en ce qui concerne l'accès à l'emploi, à la formation et à la promotion professionnelles, et les conditions de travail telle que modifiée par la directive 2002/73/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 septembre 2002; 2) modification du Code du Travail; 3) modification de l'alinéa 1^{er} de l'article 2 de la loi du 14 mars 1988 relative au congé d'accueil; 4) modification de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat
 Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 01.03.2007

8. 5690 - Propositions de modification du Règlement de la Chambre des Députés
 Dépôt: Monsieur Gast Gibéryen, le 05.03.2007

Mardi,
13 mars 2007

9. 5691 - Projet de loi portant approbation du Protocole sur la modification de l'Accord instituant une Commission internationale pour le Service international de Recherches, signé à Berlin, le 26 juillet 2006

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 06.03.2007

10. 5692 - Projet de loi portant approbation des Accords entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et certains pays tiers concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 06.03.2007

11. 5693 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite à usage civil entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, signé à Helsinki, le 9 septembre 2006

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 07.03.2007

12. 5694 - Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe des élections législatives en Arménie

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 07.03.2007

13. 5695 - Projet de loi-cadre sur l'eau

Dépôt: Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 08.03.2007

14. 5696 - Projet de loi promouvant l'habitat, créant un «pacte logement» avec les communes, instituant une politique active de maîtrise du foncier et modifiant certaines dispositions du Code civil

Dépôt: Monsieur Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, le 08.03.2007

15. 5697 - Projet de loi portant approbation de la Convention des Nations Unies contre la corruption, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies à New York le 31 octobre 2003 et ouverte à la signature à Mérida (Mexique) le 9 décembre 2003

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 12.03.2007

16. 5698 - Projet de loi: - portant approbation de la Convention du Cap du 16 novembre 2001 relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipements mobiles et de son Protocole portant sur les questions spécifiques aux matériels d'équipement aéronautique; - portant adaptations et modifications de la loi du 29 mars 1978 concernant la reconnaissance des droits sur aéronef pour certaines catégories de biens aéronautiques

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 12.03.2007

17. 5699 - Projet de loi relative à la recherche et à la sanction des violations des droits des consommateurs

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 13.03.2007

3) Trois pétitions ont été remises à la Chambre des Députés.

En date du 12 février 2007 la «Initiativ Roude Léiw» a remis la pétition N°277 soutenant la proposition de loi 5617.

En date du 14 février 2007 le Conseil communal de Rambrouch a remis la pétition N°278 concernant la fermeture éventuelle des bureaux des Postes à Rambrouch.

En date du 15 février 2007 l'Association Générale des Ingénieurs Techniciens de l'État (AGITE) a remis la pétition N°279 concernant la sauvegarde du diplôme d'ingénieur industriel à l'Université du Luxembourg.

4) Cinq nouvelles demandes d'interpellation ont été introduites.

Par lettre du 5 mars 2007 Monsieur le Député Félix Braz a informé le Président de la Chambre qu'il désire interroger le Gouvernement au sujet de l'évolution future de notre système de pensions.

Par lettre du 6 mars 2007 Monsieur le Député Xavier Bettel l'a informé qu'il désire interroger le Gouvernement sur les sujets suivants:

- les problèmes d'application du partenariat; - l'éventuelle introduction dans la législation luxembourgeoise du mariage et de l'adoption pour les couples homosexuels;

- les nouvelles formes de parentalité.

Par lettre du même jour, Madame le Député Colette Flesch l'a informé qu'elle désire interroger le Gouvernement sur le respect de l'équilibre entre sécurité publique et libertés individuelles.

Par lettre du même jour Monsieur le Député Alexandre Krieps l'a informé qu'il désire interroger le Gouvernement sur les sujets suivants:

- les grossesses et les avortements chez les filles mineures;

- le problème des drogues.

Par lettre du 9 mars 2007 Monsieur le Député Robert Mehlen l'a informé qu'il désire interroger le Gouvernement au sujet des mesures visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et des stratégies de prévention et de limitation des dégâts que va générer le changement climatique.

5) Par lettre du 28 février 2007 le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Président de la Chambre des Députés le texte des documents adoptés par le Parlement européen au cours de sa période de session du 31 janvier au 1^{er} février 2007:

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord de coopération scientifique et technologique entre la Communauté européenne et la République de Corée;

- position sur la proposition de règlement du Conseil relatif à la conclusion de l'accord de partenariat dans le secteur de la pêche entre la Communauté européenne et la République gabonaise;

- résolution sur «Promouvoir une alimentation saine et l'activité physique: une dimension européenne pour la prévention des surcharges pondérales, de l'obésité et des maladies chroniques»;

- résolution contenant des recommandations à la Commission sur les délais de prescription applicables dans le cadre des litiges transfrontaliers en réparation de préjudices corporels ou d'accidents mortels;

- résolution sur les relations de l'UE avec les îles du Pacifique - Stratégie pour un partenariat renforcé;

- résolution contenant des recommandations à la Commission sur le statut de la société privée européenne.

2. 5681 - Proposition de loi relative à la modification de la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention - Auteur: M. Henri Kox

5682 - Proposition de loi portant modification de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques - Auteur: M. Carlo Wagner

Déclaration de recevabilité

An hirer Réunioun vum 8. Mäerz huet sech d'Presidentekonferenz fir d'Recevabilität vun zwou Propositions de loi ausgeschwatt. Et handelt sech heibäi èm d'Proposition de loi vum Här Henri Kox iwwert d'Brevets d'invention, an èm d'Proposition de loi vum Här Carlo Wagner iwwert d'Circulation op den öffentleche Weeér.

Schléisst d'Chamber sech dem Vorschlag vun der Presidentekonferenz un?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidément.

3. Ordre du jour

Wat den Ordre du jour vun dëser Woch ueblaagt huet d'Presidentekonferenz Folgendes virgeschloen:

- Haut de Mëttig héiere mer vum Statsminister eng Deklaratioun zum 50. Joresdag vun de Réimesche Verträg. Uschléisend bezéien d'Fraktiounen an d'Sensibilités politiques Stellung während jeeweils zéng Minuten, beziehungweis fénnef Minuten;

- duerno komme mer zur Question avec débat vum honorabelen Här Negri iwwert de Benelux-Traité;

- als drëtte Punkt hu mer eng Froestonn un d'Regierung;

- uschléisend eng Aktualitésstonn op Ufro vun deene Gréngen iwwert d'Sécherheet am Schraasseger Prisong

- a schlussendlech de Second vote constitutionnel iwwert d'Verfassungsänderung 3923C.

Muer um hallwer dräi hu mer um Ordre du jour:

- Fir d'éisch eng Aktualitésstonn op Ufro vun der DP-Fraktioune iwwert d'Problematik vum Suicide;

- eng Aktualitésstonn op Ufro vun deene Gréngen iwwert de Méssbrauch vu Medikamenten;

- d'Question avec débat Nummer 14 vum Här Claude Adam iwwer eng franséisch-sproocheg Filière an der Privatschoul Notre-Dame

- a schlussendlech verschidden Ännerrungsvirschléi vun eisem Chamberreglement.

Iwwermuer, och um hallwer dräi:

- de Second vote vum Projet 4992 iwwert d'Sociétés commerciales;

- duerno d'Projeten iwwert d'Sociétés commerciales, d'TVA, d'Union postale universelle

- a schlussendlech d'Projets de loi 5648 a 5649, en Ofkommes téschten de Benelux-Staten an de Länner Bosnien-Herzegowina a Mazedonien iwwert d'Redämmissiou vu Persounen, deenen hir Openthaltskonditiounen net regulariséert sinn. Béid Projete ginn an enger Diskussioun behandelt.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidément.

4. Hommage à M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, à l'occasion de son intronisation, en date du 12 mars 2007, en tant que membre associé étranger à l'Académie des Sciences morales et politiques de l'Institut de France

Éier ech dem Statsminister elo d'Wuert ginn, fir seng Deklaratioun zum 50. Joresdag vun de Réimesche Verträg ze maachen, wéilt ech soen, datt et mer eng Freed ass am Numm vun der Chamber kuerz op e wichtige Moment zréckzekommen, námlech déi émouvant a feierlech Zeremonie, déi mer géschter, ganz genee viru 24 Stonnen èm dës Zäit, ènnert der Coupole vum Institut de France erlieft hunn. Géschter ass de Statsminister Jean-Claude Juncker zu Paräis officiell an d'Académie des Sciences morales et politiques vum Institut de France opgehol ginn als Membre associé étranger.

De Jean-Claude Juncker assdeen éischte Lëtzebuerger an dësem eminenten Institut. A mir sinn houfreg drop, datt de Lëtzebuerger Statsminister Member an esou enger bedeitender a renomméierter Akademie ginn ass. Eise Statsminister ass selbstverständlich a gudder Gesellschaft an dëser Akademie. Et sinn eng ganz Rei vu bekannte Perséinlechkeete wéi zum Beispill de Carl Friedrich von Weizsäcker, de spunesche Kinnek Juan Carlos, de fréieren UNO-Generalsekretär Javier Pérez de Cuellar an de fréieren tschechesche President Václav Havel oder och de Poopst Benoît de XVI., déi hei Member sinn. Op der Plaz 12 ass eise Statsminister de Successeur vum fréiere senegalesesche President Léopold Sédar Senghor, deen eminenten afrikaneschen Dichter, Politiker a virun allem och Visionär.

De Choix vun der Akademie éiert eise Statsminister, mä en éiert och eis alleguer an en éiert d'Land. Am Numm vun der ganzer Chamber wéll ech dem Statsminister eis häerzlech Félicitatiounen soen, him soen, datt hie kann houfreg sinn, an him soen, datt mir eis mat him freeën.

»» M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.- Merci.

»» Plusieurs voix.- Très bien!

(Applaudissements)

»» M. le Président.- Voilà! Elo huet den Här Statsminister d'Wuert...

(Interruption)

»» Mme Colette Flesch (DP).- Elo ass hien immortel.

»» M. le Président.- ...fir seng Deklaratioun ze maachen iwwert de 50. Joresdag vun de Réimesche Verträg. Här Statsminister, Dir hutt d'Wuert.

5. Déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, à l'occasion du 50^e anniversaire de la signature du Traité de Rome, suivie d'un débat

»» M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.- Här President, Merci fir Är léif Wierder. D'Madame Flesch, déi mer och d'Éier gemaach huet géschter zu Paräis derbäi ze sinn, huet elo just gesot, ech géif elo zu den Onstierfleche gehéieren. Ech géif, well dat fir eng gewëssen Endemotiuun am Land gesuergt huet, soen, dass dat reng symbolech gemengt ass. An als een, dee sech och hei am Haus schonn heiansdo onstierflech blaméiert huet,...

(Hilarité)

...net némmen hei am Haus, sinn ech vrou iwwert déi Kompensatioun, déi d'franséisch Republik mer do offréiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de 24. a 25. Mäerz feieren d'Stats- an d'Regierungschefen vun der Europäescher Unioun an der däitscher Haaptstad - bis viru wéinege Joren nach eng gedeelte Stad am Häerz vun Europa - de 50. Gebuertsdag vun der Europäescher Unioun.

Dir wësst aus Ärem perséinleche Liewen, mir wëssen aus dem Liewe vun eise Familljen, dass dat esou eng Saach ass mat de Familljentreffen. Wa mer éierlech sinn, freet ee sech net èmmer dorop, an et freet ee sech: Muss ech dohinner ginn, wat maachen ech eigentlech do? Wat hunn ech nach mat deene Leit, déi deeselwechten Numm hu wéi ech, gemeinsam? Gëtt et nach eppes, wat mech zwéngend an dee Krees vu menger Famill do erandreift oder ginn ech mer net selwer duer? Sinn ech net selwer dichteg genuch? Brauch ech déi aner iwwerhaapt? Brauch ech déi, déi deeselwechten Numm droe wéi ech? A wat sinn dat fir Leit a sinn dat eigentlech nach dëiselwecht Leit wéi déi, déi viru laange Joren eis Famill gebréint hunn?

A wann een dann e bëssen do ass, well et muss ee jo awer dohinner gien, no e puer Stonnen, heiansdo eréischte ganz zum Schluss, stellt sech dann awer op eng bal wundersam Aart a Weis - nodeem ee wocheleang gezeckt huet, ob een iwwerhaapt soll dohinner gien - dat Gefill an: Dach, mir gehéieren awer zesummen. Och wa mer eis heiansdo op eisen eegene Liewensweeër auserneebewegen an eis mat eiser eegener Konjunktur, mat eisem eegenen Ego staark beschäftegen; wa mer dann esou zréckdenken un den Ursprung vun eiser Famill, an dann eigentlech, well mer deen deeselwechten Numm droe wéi ech, dat, wat de Moment lass ass an der Famill, da mierkt een awer dach: Mir sinn eng Famill an eigentlech sinn ech ouni déi Famill net ganz vill wäert.

An esou, mengen ech, ass et och mat der Europäescher Unioun a mat därt kontinentaler Famill, déi sech an der Europäescher Unioun zesummefonnt huet. An dofir fueren ech och gär op Berlin, fir mat de Stats- a Regierungschefen, Kolleegen, vill vun hinne Frénn, vun der Europäescher Unioun dee 50. Gebuertsdag do ze feieren; grad, ob-schonn ech déi Feier eigentlech am Ufank, wéi ech iwwert déi Familljefeiern nogeduecht hunn, lëiwer zu Roum gesinn hätt stattfanen, op Berlin. Well et gëtt keng Stad an Europa, déi esou symbolträchte ass fir dat, wat Europa geschitt ass, wat Europa mat sech selwer gemaach huet a wat Europa mat deen aneren an der Welt gemaach huet, wéi grad déi Stad, déi a Stécker gerappt gi war an déi stout symbolträchte, mä och a Wierklechkeet, fir deen terriblen Nokrichsdécret, deen eigentlech gewollt hätt, dass Europa op éweg géif a mindestens zwee Lager gespléckt bleiwen.

An dat ass eng gutt Plaz an eng gutt Geeleéenheet, fir Europa emol eng Kéier

anescht ze kucken, wéi mer dat soss maachen. Séier dacks schwätze mer iwwer Europa, da kucke mer mat der Arroganz vum gefestegten Nationalstatut e bëssen arrogant, condescendant, erofoosend an erof-schätzeg op dat Europa erof.

Dee gudde Bléck op Europa kann een zwar och kréien, wann een de Vullebléck hëlt, well da gesäit ee wéi kleng dass Europa an der Welt ass. Mä dee ganz richtige Bléck vun Europa kritt een net, wann een Europa vun uewe kuckt, mä wann een Europa duerchkuckt, am Senn vum Duerchblécken, andeem ee probéiert an deem Bléckfang alles dat ze sammelen, wat déi Europäesch Unioun, deen europäesche Kontinent, esou wéi e war, esou wéi en ass, esou wéi e ka ginn, ausméischt.

Da mierkt een nämlech, dass Europa wuel eng Plaz ass, mä net nämmen eng Plaz. Europa ass eng Iddi ier et eng Plaz ass. An d'ganz Geschéckerlechkeet vun der europäescher Politik, an domat och vun den Nationalpolitiken an Europa, besteet doraner fir déi Iddi op déi Plaz ze bréngen a fir déi Plaz mat der Iddi lues, mä sécher, güerndet, harmonesch mat sech selwer wuessen ze loessen.

A wann ee kuckt, wéi no dass mer déi Plaz an déi Iddi beineee kritt hunn, da versteet ee munich europäesch Opreegunge vum Moment net ganz gutt. Well da gesäit een op eemol, esou wéi um Enn vun enger Familljefeier, oder während der Familljefeier, dass dat jo eigentlech alles schrecklech vill Senn mécht, wat mer do amgaange sinn ze maachen, an dass déi Leit, déi zesummen eppes maachen, zesumgehéieren, an dass se kënnen houfreg sinn op dat, wat se zesumme gemaach hunn.

Da mierke mer vlächt méi staark wéi soss, dass dat esou selbstverständliche net war, dass mer déi Iddi vum Fridden op déi Plaz Europa bruecht hunn, wou déi Iddi an die leschte Jorhonnerten eigentlech ni eng Plaz hat, well regelméisseg hate mer schwéier Konflikter, net mat de Mëttelte vum Fridden, mä mat de Mëttelte vu militärescher Gewalt, vun Dominatioun, vun Nidderkréiewellen déi Problemer, déi Konflikter, déi Schwierigkeiten, déi Zäsuren, déi Déchiruren, déi mer mateneen hunn, mateneen ausdroen, esou zwar, dass den europäesche Kontinent iwwer laang Jorhonnerten de martyrisierte Kontinent virun allen anere Kontinenter war.

Dee Fridden, dee mer färdeg bruecht hunn, eng Leeschung fir déi d'ganz Welt eis bewonert, ass eppes, wat mer solle fest unhalen an deen net selbstverständliche ass. Déi Iddi vum Fridden, denkt zréck virun zéng Joer u Bosnien, wou vun den Hiwwelen vu Sarajevo erof d'Mammen an hirer Kichen doutgeschoss gi sinn, wa se amgaange waren hir Kanner ze nieren, denkt zréck virun e puer Joer am Kosovo, wou Vergewaltegungen, wou Kannermord, wou Konzentratziounslager zur aldeeglecher, wat fir déi Beträffen all Sekund war, Realitéit gehéiert hunn.

Déi Europäesch Unioun huet et färdeg bruecht Stabilitéit op eisem Kontinent ze schafen; aus dem staarke Wëssen eraus, dass onstabil Verhältnisser erém séier kéinten déi al Dämonen, déi d'europäesch Landschaften esou laang bewunnt hunn, zréckruffen.

Dofir hu mer d'Europäesch Unioun, well och déi Länner dat wollten, no Mëttel- an Ost-europa erweitert.

Denkt drun, dass mer zénter 1989, deen Dag, wou d'Berliner Mauer gefall ass, an Europa an direkt ronderém Europa et erließ hunn, dass 23 nei Staten entstanne sinn. Wann een déi 23 nei Staten, besonnesch déi, déi am Hærz vun Europa louchen, net festgemaach hätt, verankert hätt an därs Solidaritéits- a Friddensphär, déi d'Europäesch Unioun duerstellt, da wieren déi zentrifugal Kräfte mat enger explosioun-aarteger Gewalt iwwert deen alen an neie Kontinent Europa eragebrach. Da wiere Grenzkonflikter lassgetruede ginn, da wieren ethnesch Konflikter bis hannehinnger ausgelieft ginn, dann hätten déi just zréckfonnten national Souveränitéiten sech ausgetoobt - esou wéi fréier, wou d'Nationalismen an Europa sech konnten op de Wee maachen -, ouni dass se agefaang gi wieren an deem Stéck vun hinnen, wat pickt a wat

wéi deet, duerch déi europäesch Klamer, déi mer 1957 an der italienescher Haaptstad probéiert hunn opzezeichnen an déi sech als eng erausgestallt huet, déi de Kontinent op eng, wéi echhoffen, durabel Aart a Weis zesummenhält an zesummegefleckt huet; well reparaturbedürftek war dee Kontinent.

Denkt drun, wa mer feieren, dass mer dee gréissste Bannemaart vun der Welt gi sinn; dass mer déi wirtschaftliche Tragik vun der Subdivision vun den ekonomeschen Énnerraim opgehuewen hunn, doduerch dass mer dee gréissste Maart vun der Welt an domat déi zweitstärkste Wirtschaftsmacht vun der Welt färder bruecht hunn. Regelrecht. Et sim der jo vill heibannen, déi dorunner delgehell hunn, fabrizéiert hunn. Dat war net nämmen eng grouss Iddi, dat war och vill handwierklech Aarbecht, déi een huet misse maachen. D'Regierungen, déi sukzessiv zénter 1985, hunn dat gemaach, d'Parlamentelei heiheem selbstverständliche och.

Denkt drun, dass mer eppes färdeg bruecht hunn an der Europäescher Unioun, neift deem Friddenswierk, neift deem ökonomeschen Opbau, neift dä Stabilitéits-sécherung, déi mer hikritt hunn, wat keen eis zougetraut hat a wat mer eis selwer net zougetraut hat, nämlech bis haut 13 Währungen zu enger eenheetlecher europäescher Währung ze fusionéieren.

Liest no, déi déi mengen, si hätten ni Zweifelen dorunner gehat, d'Debatten iwwert de Maastrichter Vertrag, och hei am Haus, esou extrem zahlreich ware mer net, fir dee staarke Glawen hei ze vermittelten, dass mer déi europäesch Währung géifen hikréien, an déi Zweifelen, déi sech duerch d'Debatten heibanne gezunn hunn, waren der, déi mer iwwerall an Europa a wäit iwwert d'Grenze vun Europa eraus émmer erém konnte feststellen.

Et ass déi bis haut schlëssegsten Antwort vun den Europäer op d'Globalisierung, besonnesch op hir negativ Ausfléiss. Den Euro schützt eis. E schuetz eis net. E mécht eis méi staark. E géift eiser monetärer Souveränitéit, ee séier relative Begréff émmer zu Lëtzebuerg, eng Dimensioun, déi d'Grenze vun eisem Land, d'Krafft vu sengen eegene Méglechkeiten ém en Onendlech méi mécht, doduerch dass mer - dat war fir eis méi einfach wéi fir anerer - net fonnt hunn een eleng wär alles, mä gesinn hunn, dass mer zesummen alles kënnen färdeg bréngen.

Stellt lech Europa haut vir, haut de Mëtteg, wéi et géif ausgesinn, wa mer d'Erweiderung no Ost- a Mëttelte Europa net gemaach hätten an alleguer déi Konflikter op eng indirekt Aart a Weis, wahrscheinlich souguer op eng direkt Aart a Weis, sech hätten an eis Géigenden importéiere ge-sinn!

A stellt lech vir den Euro wär net do gewiescht am Moment vum Irakkrieg; am Moment vum 11. September zu New York an zu Washington; am Moment vun de südostasiateschen, russeschen, mexikaneschen a latäinamerikaneschen Finanzkrisen; am Moment vun dem duebeln Neen bei de Referenden an Holland an a Frankräich.

Dee ganzen Desaster, vum ekonomesche bis zum mënschleche Leed, duerch d'Net-léisung vun de Konflikter, déi duerch d'total Expansioun vun de Souveränitéiten an Europa entstanne wären, ass sech net virzestellen.

A well mer eis et och net virstelle kënnen, wësse mer och dat net ze schätzen, wat mer hunn.

Den Euro ass Friddenspolitik mat anere Mëttelen. Näischt anescht wéi dat. Dat huet net nämmen eppes mat Währungen ze dinn. Dat huet net nämmen eppes mat Zentralbanken ze dinn. Dat huet eppes mam Import vun enger Iddi op eng geplote Plaz, an déi heescht Europa, ze dinn; an esou muss een dat gesinn!

A well mer esou vill Grénn hunn, fir houfreg ze sinn, hu mer och esou vill Grénn, fir dat Integratiounswierk do virunzeféieren. D'Erweiderung fir d'éisch. Zwar net wéi bis elo, an dat net nämmen, well d'Leit se net wëllen, mä net wéi bis elo, well dat an der Endkonsequenz kee schlëssegte kontinentale Konzept ass, fir jiddferee mat därselwechter Intensitéit, mat därselwechter Grädgeek, fir emol eng Kéier en däitschen Neologismus ze probéieren, an eis zukünfteg Realitéit anzeféieren, mä ze probéieren, Europa richtig ze duerchkucken, richteg ze duerchblécken a sech ze froen, ze richen och, ze spieren, ob da wierklech jiddferee am selwechte Mooss an déi europäesch Kärfamill gehéiert wéi déi 15, déi dra waren, an déi 27, déi elo dra sinn, oder ob et net besser ass, ronderém e Kär, deen ee muss fixéieren - ech schwätzen net vun

der Iddi vu Käreropa -, eng Orbit ze zéien, wou déi kënnen Platz huelen, déi wëlle matmaachen, mä déi net alles wëlle matmaachen, a wouhinner och déi, déi haut alles matmaachen, mä et eigentlech net wëllen, enges Dags kënnen emigréieren, fir sech do méi wuel ze spieren, wéi an der Totaldisziplin vu gemeinsam gedeelte Politiken an der voller Breet.

Mir brauchen - dat ass eng Aufgabe vun der Zukunft - eng méi staark wirtschaftliche Verzahnung, eng besser Koordinatioun vun de Wirtschaftspolitiken an Europa. Mir musse léieren och am Alldag - all Member vun der Eurozon! -, dass mer dat gemeinsamt Geld kollektiv a solidaresch musse géréieren. Well et gehéiert net nämme méi engem, et gehéiert haut 13 Länner an a 15 Joer mindestens 23 oder 24 Länner. Mir müssen dat léieren, och mir heiheem, dass mer bei eisem kollektive Behuelen heiheem, net dat selwecht këinne lassgetrennt vum kollektive Behuelen vun deenen aneren Entitéiten vun der Eurozon do fräi festleeën.

Et géett gemeinsam Ziler. Dorauser ergi sech gemeinsam Obligationen. Aus gemeinsamen Ziler an aus gemeinsamen Obligationen ergi sech gemeinsam Aufgaben a Politiken. D'Europa vun de Bierger muss viru-gedriwwen ginn. Dat ass eng Saach vum Kampf géint dat grenziwwerschredend Vertrieben. De Bannemaart dierf net ee Fräiraum si fir Gangster a fir Banditten. Dat ass en! E muss ee Fräiheitsraum gi fir déi, déi an him wunnen, an déi müssen sech kënnen wieren.

Mir brauche méi Aussepolitik an alle Beräicher, an do gi vill Fortschritte gemaach zénter Joren. Klenger, mä däitlecher, an déi musse méi grouss ginn. Europa muss Zougréff kréien op d'Entwicklung vun der Welt, an an engem vill méi staarke Mooss wéi bis elo, gestäipt op säi gemeinsame Wäerte-kanon, fir deen ee sech net brauch ze schummen, well e maassgeblech Fortschrittsrhythme setzt fir de ganze Planéit.

D'Doudesstrof - fir emol 20 Joer virunzucken - wäert enges Dags total aus der zivilisierter Welt verschwonne sinn, well Europa einfach dee Rhythmus setzt, dass et an der fräi Welt a besonnesch do, wou déi fräi Welt als fräi Welt emfonnt gétt, net méi ka sinn, dass en anere Mensch sech Här a Meeschter iwwert d'Liewe vun engem anere Mensch mécht.

Déi Décisiounen, déi mer dëser Deeg geholl hunn iwwert de Klimaschutz, hunn Trend-setterfunktioun, well keen - keng Amerikaner a keng Chineesen - op Dauer wirtschaftliche d'Zukunft kann oppauen op ee mangelhaften Èmweltenschutzgedanken. Well jiddferee wäert mierken, duerch déi Impulser, déi Europa gétt, dat mer ee weltwàit émpanend, globaal Klimabündnis brauchen, well jiddferee muss gesinn, dass mer de Klimaschutz an deene leschten 20 Joer trotz alle Warnunge massiv énnerschat hunn an allen Deeler vun der Welt, an dass mer elo iwwer eng kollektiv a gemeinsam staark Wéllensustrengung dat müssen an de Gréff kréien.

Mënscherechter op där enger Sait; d'Doudesstrof, do wou et se nach gétt; d'Entdecke vu Mënscherechter, do wou se net groussgeschriwwen ginn, China beispillsweis; an d'Mënschheetsrechter, do wou et ém de Klima an ém seng Bewahrung geet. Dat sinn europäesch Aufgaben, wou mer déi aner an der Welt, déi matschwätzen esou wéi mir, müssen infizéiere mat der Virtuositéit an der Tugendhaftegkeit vun deem eegenen Denken, wat mer gemaach hunn, Europa, wat mer gebilt hunn.

Europa brauch vill méi eng staark sozialpolitesch Dimensioun. Fir et dausendmol hei an honnertausendmol soss dorémmer gesot ze hunn, brauch ech dat net weider ze ergänzen. Sauf, fir ze soen, dass déi Conseils uniques, déi mer op ville Plazen hunn an déi eigentlech déi Beschäftegt esou behandelen, wéi wa si déi eigentlech Géigner vun der Beschäftegung wären, an d'Verdeele vun de Friichte vun Wirtschaftswuussum eesäiteg orientéieren, nämlech an de Profitdeel vun der Gesellschaft, Entwicklung sinn, déi an der Zomm zu enger Désaffectatioun vun der Majoritéit vun den Europäer par rapport zu dem europäeschen Integratiounsgedanke féieren, a géint déi een sech deementspriechend muss stellen.

Soulaang wéi 25.000 Kanner weltwàit all Dag un Honger stierwen, soulaang ass Europa mat senger Aufgabe an der Welt net färdeg. Europa ass net nämme fir sech selwer erfondt ginn. Europa ass och eng Offerte, een Angebot un aner Deeler vun der Welt, dat déi gären ophuelen, wa mir eis dä Offerte würdeg erweiseen duerch, dass mer, wéi beispillsweis eist Land, déi nouwendeg Mëttel fir dee Raum vun der essenzieller Zukunftspolitikgestaltung zur Verfügung stellen.

Ee Risiko gesinn ech némmeen an Europa. Dat ass, datt een den Äifer verléiert, datt een de Glawe verléiert, datt een d'Begeescherung verléiert, well mer esou midd sinn, well et eis eigentlech gutt geet. Besser wéi iergendengem aneren Deel vun der Welt geet et den Europäer! An duerfir fille mer eis vlächt manner ugéstewelt, fir méi staark och mam Bléck op d'Zukunft no eis selwer an och no deenen aneren ze kucken. No eis selwer kucken an no deenen anere kucken, dat sinn zwou Säite vun enger Medail; dat ass déiselwecht Iddi.

Ech hätt gären, dass déi Iddi Europa, dat, wat d'Wärter vun Europa ausméischt, net némmeen d'Plaz Europa erreecht, mä déi aner Plazen op der Welt erreecht.

Maache mer dat net, gi mer déi Ambitioun op, da verwandele mer eis lues a lues, ouni dass mer et eigentlech mierken, an eng gehuewe Fräihandelszon, déi enges Dags op eemol do ass, ouni dass mer et gemierkt hunn, an déi e Konzept ass, wat ee simplis-tesch Konzept ass fir ee komplizierte Kontinent a fir eng gradesou komplizierte Welt.

An duerfir ass deen Dag 50 Joer Europäesch Unioun een Dag vun zefridenem Zréckkucken a vu klorer Beschreibung vun den Defiziter, déi mer an der Europäescher Unioun hunn, a Gott weess, dass déi a grousser Zuel festzestelle sinn.

Mä et ass och een Dag, fir nei Hoffnung ze schafen, net nämme fir eis selwer, net nämme fir dat eegent Land, mä och fir de Rescht vun der Welt, am strenge Wëssen drëm, dass mer esou eppes wéi déi Vereinigung State vun Europa weder brauchen nach wëllen, mä dass den Nationalstat an deem Deel, wou et mat sech selwer zefriden ass an Harmonie mat sech selwer schaft, ouni negativ anerer eroofdrécken, op anerer iwwerzegräfen an anerer op de Buedem ze zwéngen, bleiwe muss - an deem Mateneen, deem komplizierte, deem subtilen, deem fragilé vum Kontinent a vun der eegener Nation.

Ech hätt gären, dass eis Generationen dat maachen, well déi nächstkommand - déi, déi Europa am Joer 2040 regieren an deenen hir Grousspappen a Pappen net méi kënnen ziele wéi et ass, wann et net esou ass, wéi et haut ass - hunn net méi all Instrumenter an der Hand, well se net méi all wëssen am Kapp an am Hærz, wat dat heescht, wann d'Europäer openen schéissen. Déi hunn a sech selwer net Erënnerungskraft genuch, fir dat Wierk op een Enn ze bréngen. Et wär duerfir gutt, wa mir et géife maachen.

Loosse mer houfreg sinn op Europa an eis druginn. Europa ass 50 Joer al, mä et ass nach net erwuesse genuch, fir et sech selwer ze iwwerloosseren.

Ech soen lech Merci.

» Plusieurs voix. - Très bien!

M. le Président. - Merci, Här Statsminister. Als éischte Riedner schwätzt den Här Michel Wolter. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Michel Wolter (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, en halleft Jorhonnert ass et hier, datt zu Roum déi Verträch énnerschriwwen goufen, déi haut nach d'Grondlag vun der europäescher Integratioun sinn.

Dat halleft Jorhonnert zénter dem 25. Mäerz 1957 war alles anescht wéi langweileg. Vun de Réimesche Verträg iwwert den Acte unique an d'Verträg vu Maastricht an Amsterdam bis zum Erweiderungstraité vun Nice huet d'Europäesch Gemeinschaft - spéider Unioun - enorm Erfolger kënnen verzeechnen. Hätte mer haut och nach eng europäesch Verfassung - Grondlag fir en institutionelle Kader, deen e modernt Europa erméigleche soll -, da kíent ee sech eigentlech net bekloen. Allerdéngs hu mer se net. Mir hu se net, well déi europäesch Zefridenheit sech op ville Plazen a Grenzen hält, well Europa seng Bierger net méi an ausreechendem Mooss inspiréiert.

Villes vun deem, wat de Statsminister elo just gesot huet, a wat déi éischte Generation vun Europapolitiker ugedriwwen huet - d'Verhennere vu Krich, d'Verständnegung téscient de Völker, d'Ofschafe vu Barrières téscient de Länner -, gétt vun de Generationen vun haut als selbstverständliche uge-sinn. Si verlaange méi: nei Perspektiven, en neie Projet fir Europa, eppes, un deem se sech kënnen orientéieren, wat si motivéiert, wat hinne Loscht op Europa mécht; ouni et émmer ze fannen.

Wa mer no 50 Joer iwwert déi Réimesche Verträg nodenken, Verträg iwwert d'europäesch Wirtschaftsgemeinschaft an Euranatom, da musse mer bei all Trauregkeit iwwer méiglech verpasste Chancen dach fir

d'éischt un déi grouss Succès vun der europäescher Integratioun erënneren. Zu Roum si sechs State lassmarschéiert; haut sinn der 27 um europäesche Wee. D'Unioun stellt haut deen eenzege wierksame Referenzkader fir all europäesch Staten duer, andeem se hir Zesummenaarbecht wëlle strukturéieren.

Et ass eng gemeinsam Währung geschafe ginn. Eng Eenheetswährung, déi haut an 13 Memberstate gebraucht gëtt. Slowenien war 1990 nach Deel vum kommunistesche Jugoslawien an ass 17 Joer méi spéit Matpropriétaire vun der europäescher Währung als souveräne Stat. Déi slowenesch Trajectoire beschreift androcksvoll wat Europa trotz ville Réckschléi bewegen a bewierke kann.

Wann ee vun de Réimesche Verträg schwätzt, da schwätzt een awer och vun der Fäegkeet vun de Grënnerstaten, eng quasi existenziell Kris am Prozess vun der europäescher Integratioun ze iwwerwannen. Dat ass am Fong gutt esou, well Europa sech nees eng Kéier an esou enger Kris befénnt. Wann Europa an d'Europäer haut d'Léieren aus der Relance vu viru 50 Joer zéien, da kënnne mir och aus dëser Kris erauskommen.

1954 huet déi franséisch Assemblée nationale de Vertrag zur europäescher Verdedigungsgemeinschaft verworf. Den Traité iwwert d'Communauté Européenne de Défense, oder CED, deem seng Konzeptioun iwwregens vu Frankräich ausgaangen ass an de 27. Mee 1952 zu Paräis énner-schriwwi gi war, kruet den 30. August 1954 keng Majoritéit am franséische Parlament. D'Grënne vun dësem Rejet ware komplex a mussen och net hei richteg a wierklech belicht ginn. Wichteg ass et, de Kontext vun dem Ausschaffen an dem Duerchfale vun dësem Traité ze gesinn.

Nodeems am CECA-Vertrag eng gemeinschaftliche Gestiouun vun de Krichsindustrien - déi vu Kuelen a Stol - festgehale war, wollten d'Europäer vun der éischter Stonn vun 1952 un och eng europäesch Armé schafen. Dés Arméi mat däitscher Partizipatioun sollt vun engem demokratesch legitiméierte politesche Kader ofhänken. Ee Kader, dee parallel an der Form vun enger europäescher politescher Gemeinschaft entweckelt gouf.

Et goung deemoos ém net méi an net manner wéi d'Schafe vun engem federal verfaassten Europa mat politeschen Institutiounen op parlamentarescher Basis an enger gemeinsamer Arméi. All Krich téschent Staten, déi dës Institutiounen an dës Arméi matenee gedeelt hätten, wier domat onvirstellbar a praktesch och net méiglech ginn. A genee doréms goung et: ém dat dauerhaft Verhennere vun engem neie Krich an dësem Deel vun Europa.

CED a CPE - déi politesche Gemeinschaft - goufe parallel entweckelt. An den CED-Vertrag huet scho gemeinsam politesche Institutiounen beschriwwen. De Wee vun Europa wier zénterhier e ganz anere gewiescht, wann d'Assemblée nationale den Traité ratifiziert hätt. Et wier vun Ufank un de Wee vun enger politescher Unioun gewiescht, déi an enger éischt Phas net emol sécher iwwer eng wirtschaftliche Dimensioun verfügt hätt. Eng europäesch Wirtschaftsgemeinschaft gouf zwar Enn 1952 vun Holland ugereeget, awer vun allen aneren europäesche Partner méi wéi skeptesch bekuckt. Et war een zur politescher Unioun bereet, mä net zu där ökonomescher, déi déi national Protektionismus an deem Beräich jo a Fro gestallt hätt.

Ufank 1953 hat dat politescht Europa géint dat wirtschaftliche gewonnen. Ee Joer méi spéit war alles nees a Fro gestallt. Mam franséische Refus vun der CED gouf och déi politesche Unioun begruewen. Europa war a senger éischt Kris.

De Wee aus der Kris eraus huet déi sechs Ausseminister fir d'éischt op Messina gefouert. Do, énnert der Présidence vum Lëtzebuerger Premier an Ausseminister Joseph Bech, hunn déi sechs Staten téschent dem 1. an dem 3. Juni 1955 en neien Elan fir Europa gesicht. Zu Messina gouf sech drop gëeenecht, datt deen nächste Schrëtt an d'Integratioun dann ebe sollt dee wirtschaftliche sinn.

D'Konferenz vu Messina war néideg, well eppes aneschters huet misse fonnt ginn, wéi dat, wat Frankräich grad just refuséiert hat. Dat franséisch Parlament hat sech géint en Europa ausgeschwat, dat fir d'éischt politesch gewiescht wier. De Wee op Roum war deen vun der Réckbesénnung op dat Wirtschaftlichkeit. Deemoos fir Frankräich eng méi akzeptabel Grondlag vun enger weiderer Integratioun an Europa. Méi spéit goufen d'Institutiounen vun der Réimesche Vertrag duerno awer politesch. D'Gemeinschaft - an haut d'Unioun - si längst

iwwer hir reng wirtschaftliche Dimensioun erausgewuess.

An haut? D'Europäer - och, mengen ech, a Frankräich an an Holland - sinn net géint Europa; a virun allem net géint en Europa, wat Politik mécht. Mä si sinn émmer méi géint en Europa, dat just nach reguléiert, verbitt, aschränkt a beléiert, ouni Aarbecht ze ginn, ouni Sécherheet ze bidden a virun allem ouni an der Welt mat enger Stëmm ze schwätzen. Et muss en neien Elan ginn, fir dass dee Wee, dee viru 50 Joer zu Roum beschratt gouf, en erkennbaart an erstriewenswäert Zil gëtt fir d'Generatiounen vun haut.

Europa brauch haut nees dat, wat deemoos „de Geesch vu Messina“ genannt gouf: en neien Ulf, eng nei Bestëmmung, eng aner Zilsetzung. Kee Ménsch wéll 70.000 Säiten Acquis communautaire, deen émmer némme just wiisst, amplaz sech selwer emol a Fro ze stellen. Keng Federatioun op der Welt mëschte sech esou permanent an inzisiv an dat bannescht Liewe vun hire Memberen an, wéi d'Europäesch Unioun dat mécht; mä ganz oft op eng Aart a Weis, déi émmer méi Leit an Europa zur Schlussfolgerung komme léisst, wéi wann et hir Suergen an hir Problemer definitiv net kéint léisen.

Um Sommet zu Bréissel d'lescht Woch hunn déi europäesch Stats- a Regierungschefe gewisen, datt se d'Zeeche vun der Zäit kënnen erkennen an och entsprielchend handelen. Eng gutt Norricht, besonnesch, well et ém déi zukünfteg Liewensgrondlag vun eis alleguer geet, wann Europa sech enger globaler Virreiderroll am Klimaschutz verschreift. Et géif ee sech wénschen déi Bréisseler Eenegkeet vu virun e puer Deeg méi dacks ze spieren. Och an deenen Domäner, déi de Statsminister elo just als priorität fir d'Zukunft genannt huet: Wirtschaftspolitik, Europa vun de Bierger, Aussepolitik, politesch Integratioun.

50 Joer nom 25. Mäerz 1957 ass d'Zäit komm, fir zréckzukucken op d'Manéier wéi d'Grënnerpäpp an Europa sech verhalen hunn an engem Moment, aus deem et deemoos scheinbar keen Auswee gouf. A si hunn e fonnt, well se sech bewosst goufen, datt alles anesch wéi den europäesche Fortschritt keng Optioun wier. Messina a virun allem Roum sinn déi wesentlech Statuounen vun engem europäesche Renouveau an engem Moment, wou en dréngend noutwendeg war. Dat ass haut nees esou. Europa däerf net stoe bleiwen, well et soss zréckfält. Wa mer eis däers all bewosst sinn, da packe mer och de Wee aus dëser Kris.

Ech soen lech Merci.

» Plusieurs voix. - Très bien!

» M. le Président. - Merci, Här Wolter. Den honorabelen Här Charles Goerens huet d'Wuert.

» M. Charles Goerens (DP). - Här President, líef Kolleginnen a Kollegen, et muss ee schonn an de Kontext vun de 50er Joren zréckdenken, fir ze mierken, wat fir eng Pionierleeschtung am Fong d'Ufank vum europäeschen Integratiouns- a Vertragswierk waren. Et war eng Period, déi haaptsächlech vun Angscht a vun Opbroch gekennzeichnet war. Et muss ee wëssen, datt téschent dem Ufank vun der Regierungskonferenz, déi de 26. Juni 1956 war, an der Signature vum Traité, iwwert dee mer haut hei schwätzen, de 4. November 1956 war, wou d'Russen a Budapest agefall sinn. Némme just, fir den deemolege Kontext nach eng Kéier ervirzesträichen.

D'NATO hat schonn e puer Joer um Bockel a war eng Antwort op déi éischt Préoccupatiounen vun de Leit, nämlech déi, fir méi sécher ze ginn no de schrecklechen Erfahrungen vum Zweete Weltkrich. D'Angscht vis-à-vis vun Däitschland waren nach net ganz verschwonnen, a mir brauchen némme haut eenzel Gespréicher bei der Televisioun nozelauscherten, wann e Fussballmatch iwwerdroe gëtt, wou dat Land mat impliziéiert ass, fir ze kucken, datt do nach gewësse Séquellen aus dem Vocabulaire vun de 50er Joren iwwreg bliwwen sinn. An d'Russen hunn duerch den Ufank och vum Kale Krich de Leit Angscht gemaach.

Et gouf en engleschen Diplomat, deen am Fong d'Situatioun op de Punkt bruecht huet, wéi e gesot huet: Eise ganzen Dispositif, dee mer elo hunn - d'transatlantesch Beziehungen, d'europäesch Eenegkeitswierk -, ass am Fong drop ausgerichtet, fir an Europa eng nei Stëmmung opkommen ze loessen, an an där neier Atmosphär hätte mer gär d'Amerikaner dobannen, d'Russen dobausen an déi Däitsch énnen. - Dat war am Fong de Kontext aus de 50er Joren.

Gott sei Dank gouf et nieft Jean Monnet a Robert Schuman eng Partie Statsmänner, un déi de Mëttetg schonn erénnert ginn ass, déi versicht hunn, e Wee an en Auswee aus

där Situatioun, déi markéiert war vun zwee Weltkricher, ze fannen.

Lëtzebuerg war do aktiv. Mir brauchen eis net ze schumme fir dee Rôle, deen eist Land gespillet huet am Laf vun der ganzer europäescher Integratiounsgeschicht. Et ware Leit wéi de Joseph Besch, et ware Leit wéi de Robert Schuman - deen hei gebuer ass, deen hei en Deel vu senge Studië gemmaach huet, deen d'Sprooch vum Michel Rodange geschwat huet -, déi Europa all Éier gemaach hunn.

Et waren och Leit - wéi de Jean Monnet -, déi eng Zäit laang hei zu Lëtzebuerg verbruecht hunn als President vun der Haute Autorité vun der CECA, déi - wat oft iwwers gëtt - e ganz héije Pouvoir de réglementation hat, méi héich wéi dat, wat duerno am Roumvertrag am Fong festgeschriwwen ginn ass.

Lëtzebuerg huet eng aktiv Roll gespillet och duerch eng Partie Leit, déi duerno d'Soen haten hei am Land an déi émmer erém nei Impulser ginn hunn. Dat ass verbonne mat Nimm - fir némme just d'Statsministeren ze erwähnen - wéi Pierre Werner, Gaston Thorn, déi sech enorm engagéiert hunn, fir den europäeschen Integratiunsprozess weiderzebréngen.

Wann een iwwert de 50. Anniversaire schwätzt, da kéint een dann natierlech elo d'Historiker zu Wuert komme loessen, mä et kann en awer och einfach e puer Phasen eraushuelen. Ech si mer bewosst, datt ech do selektiv virginn. Ech hu mat de 50er Joren ugefaangen an ech maachen direkt e Sprong an d'90er Joren, wou mer eis alleguer nach eng Kéier kéint iwwerleeën, wat passéiert wier, wann den europäeschen Integratiunsprozess net schon du mindestens 40 Joer op de Schinne gewiescht wier.

Denke mer nach eng Kéier zréck un dat, wat um westleche Balkan deemoos stattfonnt huet, an iwwerleeën mer eis némme eng Sekonn, wat hätt këinne passéieren, wann Däitschland a Frankräich an därt doter Situatioun net duerch eng ganz Partie Dispositiounen, Regelen a Vertragswierker matenee verbonne gewiescht wieren.

Wat wier passéiert, wa mer déi Situatioun gehat hätten, déi virun 1952 stattfonnt huet, virun der CECA? Wat wier passéiert, wann Däitschland eng Haltung ageholle hätt, déi natierlech konditionéiert gewiescht wier duerch den däitsche Bléck, also e prokrautesche Bléck aus der historescher Perspektiv eraus?

Ech menge ganz, da wier déi Situatioun nach vill méi schlëmm ginn, wéi se en fin de compte war.

Den Élargissement gëtt haut oft beméit, fir de Leit Angscht ze maachen. En fait war d'Perspektiv vun all deene Länner, déi ronderém de westleche Balkan existéiert hinn, déi Perspective d'adhésion an d'Europäesch Unioun, déi se haten, am Fong e Garant, fir datt et net zu engem Ausufere vum Konflikt komm ass, dee souwisou op de Balkan eleng beschränkt scho schlëmm genuch war.

Ech weess net, ob et esou iwwert d'Bühn gaange wär, wéi et en fin de compte gaan-gen ass. Kroatiens war jo an enger Situatioun, wou duerch d'Trennung, duerch d'Zerspléckung vun der jugoslawescher Republik op eemol e Land do war mat 30% Serben, déi keng Bindunge méi haten zu Belgrad, wat virdrun als staark serbescht Element d'Situatioun dominéiert huet. Ech weess net, ob mer et färderdeg bruecht hätten, déi Hoffnungen opkeimen ze loessen an deene Länner ronderém, déi en fin de compte en Impfstoff ware géint e grouss Ausbreede vun der Gewalt an därt Situatioun.

An den 90er Joren, fir och un en aneren Aspect ze erénnernen, hu mer nach émmer déi Dévaluatioun gehat vun deene verschidde europäesche Währungen. Déi eng hinn opgewäert, déi aner hinn ofgewäert. An Norditalien huet d'Autosindustrie geboomt; an Däitschland, déi énnert dem Drock natierlech vun der staarker Währung Schwierigkeiten an Ofsazschwierigkeiten hat, hinn d'Leit misse Feierschichten aleeé respektiv hu missen hir Plaz oppinn. Aus därt Situatioun si mer eraus. Dat hu mer haut net méi.

Mir hätte wahrscheinlich nach eng Kéier gréisser Iwwerraschungen erlief, wa mer den 11. September 2001 net e gemeinsamen Euro gehat hätten, deen eis virun enger ganzer Partie schwierigen Entwicklunge geschützt huet, an dee jiddefalls et

färderdeg bruecht huet, datt ganz geféierlech Entwicklunge konnten ofgefiedert, atténuéiert ginn.

Haut si mer an enger Situatioun, wou d'Angscht erém eng Kéier um Rendez-vous ass: Angscht virun der Globalisation, Angscht virun der Délocalisation vun de Betreiber, Angscht virun der fräier Zirkulation vun de Persounen.

Déi geballten Angscht, déi zum Ausdruck kënnt bei deene verschidde Geleeënheiten, déi d'Opinion publique huet, fir sech ze manifestéieren, déi kann eis net indifferent loassen.

Mir hinn déi gréisse Schwierigkeiten gehat, fir nach enger knapper Majoritéit vu Lëtzebuerger ze erklären, datt e weidere Wee, e weidere Schrëtt a Richtung Entwicklung vun der Europäescher Unioun Senn mécht. An ech mengen, deen Explikatiounseffort dierft nach net als ofgeschloss gëllen, well, wa mer mat médiocré 56% e Vertrag énnerdaach kritt hunn, jiddefalls aus Lëtzebuerger Siicht, hu mer zwar dat gemaach, wat vun eis konnt verlaangt ginn, mä mi mussen awer ganz éierlech soen, mir kënnen net schrecklech houfreg sinn op deen dote Prozentsaz, dee jo nach e puer Joer virdrun aneschters hätt këinne sinn, wann d'Lëtzebuerger an enger räsonnablebel an objektiver Analysé éischter zu 80% dat do hätt kënnen akzeptéieren.

Wat ass dozou ze soen? Dozou ass ze soen, datt Lëtzebuerg an der Vergaangenheit oft Courage bewisen huet. Dat war 1919 de Fall bei der Wirtschafts- a Währungsunioun mat der Belsch, och do gouf et Kassandraen, déi gewarnt hunn: Attention, casse-cou! Dái si Lige gestrooft ginn. Dat war och bei der CECA de Fall, wou et och ém e groussen Oftrëtt gaangen ass vu Souveränitätsrechter, e ganz groussen, vill méi e grousse wéi beim Acte unique a bei Maastricht. Dat gouf et och 1958 bei der Gründung vum Marché commun. Dat gouf et och beim Acte unique; dat gouf et bei Maastricht, an dat gouf et och elo viru kuerzem beim europäeschen Verfassungsvertrag.

Mam Recul gekuckt, muss ee festhalten, datt Lëtzebuerg déi Hürden do alleguer mat Brauvore bestanen huet, well mer e klore Bléck haten an d'Zukunft, well mer e Interesse kloer erkannt hunn an enger weiderer Ze-summenaarbecht mat eisen europäeschen Partenaires. A well mer vläicht duerch d'Klungheet vun eisem Land an duerch déi niddreg Bevölkerungszuel net esou vill weien, hu mer wahrscheinlich éischter verstan wéi déi, déi e bësse méi grouss sinn oder vill méi grouss si wéi mir, datt mir eleng op eis gestallt déi Erusfuerderungen net kënnen packen.

Dat gouf et och deemoos. Leit wéi de Jean Monnet sinn och net émmer direkt an hiren Genie erkannt ginn, a kee Geréngere wéi de Generol de Gaulle, deen oft och net ganz amused war iwwert dem Jean Monnet sái Gebaren, huet emol eng Kéier gesot, op d'Fro hin, wat e géif vum Jean Monnet halen: «Oui, il fait un excellent cognac,...» - sot den de Gaulle - «mais malheureusement cette activité ne lui suffit pas.»

(Hilarité)

Bei därt Skepsis, déi do zum Ausdruck komm ass, ass awer násicht, wat nodréig-lech an der Geschicht awer och némme iergendee Schiet op d'Renommée an op de Genie vum Jean Monnet hätt këinne werfen.

Zum Ofschloss, Här President, mir fält op, wa mer haut kucken, wat an deene 27 Länner vun Europa lass ass, datt et eng ganz Partie Rattenfänger gëtt, déi versichen, d'Leit mat zweifelhafte Parole fir hir Ziler ze gewannen. Et fält eis op, datt déi och net esou gräifen. Et fält eis och op, datt eng Partie extremistes Parteien haut Resultater kréien, déi wesentlech méi héich sinn, wéi dat an den 30er Joren de Fall war.

Wa mer d'Resultater vun deene Parteien, déi dem belsche Rexismus nostougen an déi dorobber grasséiert sinn, vergläichen mat de Resultater vun den extremistischen Parteien an der Belscht haut, da fält eis op, datt déi Resultater haut méi héich si wéi deemoos; et fält eis op, datt déi Vaguë vun Antisemitismus haut op ville Plaze wuel esou violent sinn, wéi dat an den 20er an an den 30er Joren de Fall war.

Wat ass dorauser ze schlussfolgeren? Schlussfolgeren, mengen ech, kënne mer, datt déi Rattenfänger net zum Droe kommen, ganz einfach, well et ausserhalb vum europäeschen Integrationsprozess keng seriö Alternativ gëtt, fir d'Zukunft vun de Leit am Fong ze gestalten a mat ze gestalten. Do huet d'Asicht sech awer duerchgesat. Wann all dat Anert vergiess ass, muss dat jiddefalls bleiwen, datt déi doten Ouverturen, déi mir mat gestalt hunn an de leschte 50 Joer, fir Lëtzebuerg gewënnbréngend waren.

An esou gesinn, Här President, aus Lëtzebuerger Sicht géife mir eis selwer opginn, wa mer den europäeschen Integrationsprozess, dee ganz staark um Roumvertrag fousst, a senger ganzer Wichtegkeet net méi géifien erkennen.

»» Plusieurs voix. - Très bien!

M. le Président. - Merci, Här Goerens. Nächste Riedner ass den honorablen Här Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot (LSAP). - Här President, Lëtzebuerg gëtt et net ouni sain europäesch Émfeld. D'Zesummenaarbecht mat anere Länner ronderëm ons huet sät onser Onofhängegekeet ons wirtschaftlech Grondlag, onse Wuelstand an ons Egestännegkeet garantéiert.

Mir wëssen - et ass schonn hei ugeklungen -, dass et haut Ängschte gëtt virun dår zu grousser Oppenheit. Am meeschten interpellieren ons natierlech déi Ängschte vun der jonke Leit haut; si fäerte keng Aarbecht ze fannen. Et soll een déi Ängschten eescht huelen. Et soll een och probéiere Léisungen dofir ze sichen, mä nach muss ee wëssen, vu wat ee schwätzt.

Mir wëssen, dass Aarbechtsmaartpolitik eng national Kompetenz ass, an et ass d'Lëtzebuerg Politik, déi duerfir zoustänneg ass, mä an der Europäescher Unioun ass déi Zoustännegkeet natierlech duerch d'Zesummeschafte mat deenen anere Länner begrenzt.

Dofir wëll ech hei emol e Wuert soen iwwert dat, wat am Kär vun der europäescher Integratioun sät méi wéi 50 Joer läit.

Dës Integratioun ass d'Resultat vun enger schwiereger Equatioun, déi sech émmer op Neits stellt. Et ass d'Equatioun zwëschen nationalen Interessen an europäescher Zesummenaarbecht. All Land, ob mer zu sechs oder zu 27 sinn, huet seng eegen Interessen a versicht déi Interessen an deem europäesche Kontext ofzesécheren an auszubauen. Dofir musse mer och hei, bei esou engem feierleche Moment, probéiere ganz éierlech ze sinn.

Mir Lëtzebuerg si gutt Europäer. Mir soen dat bei all Émfro. Mir wënschen e staarkt Europa. Mä et mussen natierlech ons handfest materiell Interesse garantéiert ginn. Dat war esou 1950 bei der CECA fir d'Stolindustrie, ob dat d'Kapital war oder d'Aarbecht. An dat war émmer esou während all deene Jorzéngte fir d'Bankgeheimnis zum Beispill, an dat war och esou fir onse Sozialstat, dee mer gäre fir ons eleng halen.

Fir dass déi Equatioun opgeet, musse mer natierlech Kompromisser agoen, oft schwiereger; ech erënneren un de Steierpak vun 1997 énner Lëtzebuerg Présidence. Mä dat Eenzegt, wat émmer kloer ass a muss sinn, dat ass, dass e Réckzuch op onsen Territoire oder eng Préférence nationale - wéi et munche Leit virschwift - fir Lëtzebuerg manner wéi fir iergenden anert Land eng Léisung ass.

(Interruption)

Här President, de Vertrag vu Roum an all déi europäesch Vertrag virdrun an och duerno hunn onst Land zu deem gemaach, wat et haut ass; nämlech paradoxeweis net e Land, wat énnert dem Bréisseler Superstat géif leiden, mä vill méi en onofhängegt Land, wat matschwätzt a gehéiert gëtt. Ons Existenz gëtt haut vu kengem Noper méi a Fro gestallt. Et däerf een anscheinend haut den neie Generatiounen net méi vum Fridde schwätzen. Op d'mannst muss a kann een hinne soen, dass d'Existenz vun engem Land wéi Lëtzebuerg némnen duerch e gënschtegt internationaalt Émfeld besteht a garantéiert gëtt.

1919 sinn déi héichsten Autoritéite vum Land net méi am Ausland empfaang ginn. 1940 muerges fréi den 10. Mee ass d'Regierung mat der Groussherzogin heemlech iwwert d'Grenzen a Frankräich geflucht, a si haten näischt méi am Land ze soen. Haut, duerch d'europäesch Integratioun, ass dat net méi denkbar. D'europäesch Vertrag erkennen ausdrécklech déi national Existenz an d'Diversitéit vun de Länner un. Si verdedegen déi national Existenz. Am Europäesche Verfassungsvertrag steet: «Unie dans la diversité».

Här President, Lëtzebuerg ass e Land, wat duerch seng europäesch Mataarbecht no 1945 eng europäesch Geschicht huet. All Lëtzebuiger politesch Famill huet dozou bâigedroen. Si gouf gedroe vu bedeitende Politiker vun CSV, DP an LSAP. An - ech wëll dat hei soen - d'LSAP ass houfreg, dass bedeitend Sozialiste wéi de Jean Fohrmann, de Michel Rasquin an der éischter Kommissioun vun der Europäescher Wirtschaftsgemeinschaft 1957, de Jean Fohrmann an der Hause Autorité vun der CECA, an de Victor Bodson an de 60er Joren an der Europäescher Kommissioun mat um Ufank vun der europäescher Eenegung stoung. Dës Geschicht zwëschen deene grousse Parteien erkläert och, firwat dass d'Europäesch Unioun kee brutalen Neoliberalismus wëllt. Si steet fir eng sozial Maartwirtschaft, déi wirtschaftlech Fräiheit a sozial Wärter vu Solidaritéit a Schutz vun der Aarbecht verbénnt.

Natierlech ass och dat ni definitiv erreecht. Et bleibt eng permanent Eerausfuerderung, d'Liewe vun de schaffende Leit ze verbesseren, hir Aarbeitsplazien ofzesécheren, sozialen Dumping ze verhënneren an öffentlech Déngschtleeschtungen ze erhalten an auszubauen.

Här President, d'Europäesch Unioun ass haut e Modell fir Zesummenaarbecht. Si wëllt Fridden an huet sech dem Multilateralismus verschriwwen. D'Unioun wëllt Demokratie a Rechtsstaatlichkeit no bannen an no baussen. Dobäi huet d'Europäesch Unioun Grousses geleescht a mécht dat och weider. Si huet duerch d'Solidaritéit énner räichen an aarme Länner um europäesche Kontinent, an doríwer eraus, ville Mënschen e bessert Liewen erméiglecht. Si huet duerch hir Erweiderung no Osteuropa, dat 1990 seng Egestännegkeet a seng Fräiheit erëmkrut, dës Solidaritéit énner Beweis gestallt.

Och haut geet dës Solidaritéit weider. D'Politique de voisinage entwéckelt d'Zesummenaarbecht mat de Länner vum Mëttelmier, vun Osteuropa bis hin an Asien. Den Accord vu Cotonou mécht europäesch Mäert fir Länner aus Afrika, der Karibik an dem Pazifik op a garantéiert hinnen anstänneg Präisser fir hir Produkter. D'Stabilitéit un onse Grenzen an d'Léisung vu schwieregen ethneschen a reliéise Problemer um Balkan kënnen némnen duerch d'Solidaritéit vun den europäesche Länner entstoan a garantéiert ginn.

Och am Noen Osten hëlleft d'Europäesch Unioun mat, dee schwierege Konflikt zwëschen Israel a Palästina ze léisen; gradewéi d'illegal Immigration an de Mënschenhandel némnen duerch d'Deele vu Räichtum an den Opbau vu Wuelstand an den Entwécklungslänner bekämpft këinne ginn.

Bei globale Problemer vun der Mënschheet, wéi de Klimawandel, huet d'Europäesch Unioun mat den anere Groussmuechten eng Verantwortung an eng Virreiderroll ze spiller. D'Opzielung vun deene Problemfelder weist natierlech, wat nach alles ze maachen ass an der Zukunft.

Här President, ech wëll awer och hei soen, dass déi 50-jähreg Geschicht eigentlech net némnen eng „success story“ ass. Et ass eng Geschicht och vu Fortschrëtt a Réckschléi, vu villem net émmer zefridje stellende Kompromisser zwëschen nationalen Interessen, vu Gefeilschs hannert zounen Diere mat Aueren, déi ugehale goufen. Et ass d'Geschicht vun engem gespléckte Kontinent. D'europäesch Integratioun war en Deel an der Ausenanersetzung zwëschen zwou Ideologien, zwee Weeë, d'Mënsche glécklech ze maachen.

Et ass och d'Geschicht - dat muss een och soen - zwësche grondverschiedenen Opfaassunge vun der Zesummenaarbecht zwësche souveräne Länner. All Dag gëtt déi Geschicht weidergesponnen.

Europa ass duerch d'Iwwerwanne vun der klassescher intergouvernementaler Zesummenaarbecht duerch d'Gemeinschaftsmethode entstan. Dat heescht, eenzel Kompetenze vun der nationaler Souveränitéit zusammenleeën an zesummen auszueüben an duodurch méi schnell a méi effikass weiderzukommen.

Et ass déi Method, déi haut nach vun enger Partie Länner net gär gesi gëtt. An dofir

menge mir - dat ass op jidde Fall meng Iwwerzeegung -, dass se muss ausgebaut ginn, fir dass d'Décisiounsmechanisme méi effikass a méi transparent ginn. Dës Method däerf net verwässert ginn. Wann déi Gefor géif bestoen, mengen ech schonn, an do sinn ech mam Statsminister d'accord, da soll ee léiwer zu e puer weiderfueren an déi aner dann nokomme loessen.

Här President, Europa ass duerch de Welle vun de Regierungen a bedeitende Politiker entstan. Do waren déiwe Realismus, nationalen Ausgläich, géigesäiteg Konzessionen, perséinlech Kontakter dat wichtegst Element.

Fir dass Europa weiderwiisst, muss et vun de Biergerinnen an de Bierger gedroen a verstante ginn. Mir wësse wéi schwéier dat ze erreechen ass. Och mir hei an der Chamber - ech soen dat émmer erëm - sinn dobäi gefuerert, duerch ons deeglech Aarbecht.

No 50 Joer, Här President, ass d'Europäesch Unioun net um Enn. Ech géif éischter soen, si ass um Ufank vu groussen Aufgaben op bal alle Gebidder. Well och wa munnech Bierger iwwer eenzel Punkten euroskeptesch oder euronegativ sinn, da gëtt et keen, deen an der Europäescher Unioun net den „dernier recours“ fir déi meeschte Problemer vun onser Zeit gesäit.

Ausser extremen Nationaliste gëtt et keen, deen net fir europäesch Zesummenaarbecht ass. Et gëtt keen, deen déi Fräiheit, déi Oppenheit an dat tolerant Zesummliewe vun den europäesche Länner mësse wëllt.

Dat ass, Här President, a mengen Aen dat schéinste Kompliment, wat een der europäescher Eenegung ka maachen.

Ouni Europa gëtt et keng Zukunft, weder fir Lëtzebuerg noch fir all déi aner Länner, mat deene mer zesummeschaffen.

Merci.

»» Plusieurs voix. - Très bien!

M. le Président. - Merci, Här Fayot. Den nächste Riedner ass den honorablen Här François Bausch. Här Bausch!

M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, viru bal genee 50 Joer, de 25. Mäerz 1957, goufen zu Roum d'Vertrag zur Grënnung vun der Europäescher Wirtschaftsgemeinschaft a vun der Europäescher Atomenergiemëschaft énnerschriwwen. Zesumme mat der CECA vun 1952 goufen et vun do un dräi europäesch Communautéiten.

50 Joer duerno ass dorauser d'Europäesch Unioun entstanen. Mir kënnen haut op e puer Jorzéngte vun enger aussererdentlech erfollegräicher, origineller a wäiträichender Kooperatioun an Integratioun vun den europäesche Länner zréckblécken.

Zu de sechs Memberstate vum UFak si mëttlerweil nach 21 anerer dozougestouss. Domadder bitt d'Europäesch Unioun haut e gemeinsame Liewenskader fir nobäi eng hallef Milliard Leit! An ech mengen et kann een némme bâifügen an drop hiwiseen, dat mer eis eigentlech oft däers net genuch bewosst sinn. Zumools an den aktuelle verschidde Diskussiounen an enger komplett verännerter Welt par rapport zu der Grënnung vun der Unioun.

An et ass och gutt, dat dat esou gaang ass. Hautdësdags ass keen europäesch Land, egal wéi grouss, nach fäeg, de globalen Erausfuerderungen eleng ze begéinen, sief dat um sozialen, demokrateschen, politischen, militäreschen, technologeschen oder och, besonnesch mam Klimawandel, um ekologesche Plang.

Mir all hunn némmen eng Chance, wa mer zesummen handelen, eis iwwer gemeinsam Prioritéiten eens ginn a resolut an déiselwech Richtung zéien.

Et kann een awer net vu 50 Joer Europäesch Unioun schwätzen, ouni op déi aktuell Blocagé bei den Zukunftsperspektive vun der EU anzegoen. Weder d'Regierungen nach d'Bierger si sech momentan eens, wéi et mat der EU soll weidergoen.

Et feelt eis haut un enger klorer Visioun, engem gemeinsamen europäeschen Dram. An de Statsminister huet zu Recht virdru gesot, datt et dës Generation muss sinn, déi nach eng gewësse Mémoire huet iwwert d'Geschicht vum Kontinent, déi dofir muss suergen, datt awer dësen europäeschen Dram muss ageleet ginn an och an Erféllung goen.

Nom Blocage vun der EU-Verfassung, de penible Streidereien zu de Finanzperspektiven an enger schneller Erweiderung op 27, ass d'Kris ém d'Finalitéit, ém d'Moyen an ém déi geographesch Grenze vun der EU net méi ze ignoréieren.

D'Europaskepsis war och am Musterland Lëtzebuerg selten esou staark wéi haut. Ech mengen awer, datt fir d'Majoritéit vun de Leit dës Kris kee Grond ass, den europäesche Projet grondsätzlech a Fro ze stellen. Si weist eis allerdenks, datt et héich Zäit gëtt, sech ém d'Haus Europa emol méi grëndlech ze këmmern, emol e bësse méi grëndlech nom Stot ze kucken.

D'EU-Institutiounen an hir Funktiounweise müssen dréngend vereinfacht an dem Bierger méi no bruecht ginn. D'EU muss méi transparent a méi demokratesch fonctionnéieren, notamment mat oppene Ministerterroffsetzungen, enger voller Bedeilegung vum Europäesche Parlament an och mat Elementer vun direkter Demokratie, esou wéi se iwwregens am Traité constitutionnel och virgesi waren.

Eng Conférence intergouvernementale no däi anerer ass keng Lésung méi. Punktuell Korrekturen a Fléckaarbechte ginn net méi duer. D'Beispiller vun Amsterdam a virun allem vun Nice hunn dat bewisen.

Et feelt der Unioun awer och massiv u finanzielle Moyen. Ee maximale Budget vu liicht iwwer 1% vum europäesche PIB ass net vill, wann een all déi Kompetenzen an Aufgabe vun der EU betreucht, a virun allem och wann ee weess, datt de grëssten Deel vun désem Budget traditionell an d'Agrarpolitik fléisst.

Mam aktuelle Finanzaccord wäert am Joer 2013 souguer prozentual manner communautaire finanzieréiert ginn, wéi an deene leschten zéng Joer. Mir landen do quasi erëm um Stand vum Maastrechter Vertrag, an dat trotz enger historischer Erweiderung, trotz den neiwen Aufgaben an de villen Absichtserklärungen op EU-Sommets.

D'Memberstate feilsche léiwer méintelaang fir selwer ee Maximum erauszeschloen, anstatt d'Hauptgewicht op d'Efficacitéit an d'Solidaritéit mat méi arme Memberstaaten ze leeën.

Wa mer der EU ständeg méi Aufgaben iwwerdroen, da musse mer hir logescherweis och déi néideg finanziell Moyené ginn, fir datt se deene kann nokommen.

Wa mer wëllen, datt déi sozial Kohesioun an der Europäescher Unioun schnell Fortschritte mécht, wa mer d'Sozialstandarde wëlle qualitativ weiderentwéckelen, an engem Senn, datt an deene 27 EU-Länner se méiglechst schnell op ee méi oder wéineger gemeinsamen eenheetlechen Niveau kommen, da mussen d'Kohesiounsfongen an déi relevanten Programmer iwwert deen néidege finanzielle Spillraum verfügen.

Wat der EU also feelt, ass eng grondleeënd Diskussioun an d'Iwweraarbechtung a Richtung Transparenz vun der Politik, Vereinfachung vun de Prozeduren, der Definitioun vun enger kohärenzer politescher Finalitéit vun der Unioun an déi entsprichend Resourcen, fir hiren Aufgabe gerecht ze ginn.

Déi wichtigst Erausfuerderung ass also elo net némmen de Verfassungsprozess erëm nei unzukuerbeln, mä virun allem de Malaise vun de Leit eescht ze huelen an entspreichend ze handelen.

Déi selwer operluecht Denkpaus huet bis elo keng erkennbar Friichte gedroen, och wann enger Efforté gemaach gi sinn, fir op d'Leit zouzegoen a se ém hir Meenung ze froen.

Et däerf een net mengen, datt d'Verfassung an zwee Länner just dofir ofgelehnt gouf, well d'Leit d'Unioun net richteg verstinn oder den Text net richteg erkläert kritt hunn. Sécherlech war et e kompliziérerten Text an hinn déi Saachen och matgespilt, mä d'Grënn vun der Oflehnung leien eiser Meenung no op engem aneren Niveau.

Neen! Mir sinn der Meenung, d'Haaptponsabilitéit fir de Malaise droen zu engem gudden Deel verschidde - an ech beitounen „verschidde“ - EU-Politiken: een iwwerdrivwene Liberalisierungswahn, ee mangelnde Welle fir sozial Kohesioun, een héich riskant Konkurrenzdenken an der Steierpolitik. Dat sinn némmen e puer Beispiller vun EU-Politiken, déi de Leit Suerge maachen. An do gëlt et elo direkt méi Jallonen ze setzen, well dat ass méi wichteg wéi iwwer all méiglech Zeenarien nozedenke wéi een dann elo dee Verfassungstext awer nach duerckréie kënt.

Wat elo zielt, sinn effizient Institutiounen, transparent Prozeduren an e staarke Schutz vun de Grondrechte. Virun allem muss awer och den aktuellen europäeschen Trend, quasi ausschliesslech d'Wettbewerbsfähigkeet an den Zentrum vum politeschen Interesse ze stellen, émgedréint oder zumindest rééquilibréiert ginn. Et sinn d'ekologesch Modernisierung, den Embau vun der Energiepolitik hin zu méi Effizienz, Resourcen aspieren an erneierbar Energien, verbonne mat der Sécherung vun eise so-

Mardi,
13 mars 2007

ziale Standarden, déi an de Mëttelpunkt vun der Politik de Moment gehéieren. Nëmme wa mer dat fäerdeg bréngen, wäerte mer och erëm méi Interesse kréie fir dee grousse communautäre Projet.

Falls et elo also zu enger Neiverhandlung sollt kommen, da si fir déi Gréng véier Haaptchwéierpunkten onverzichtbar:

1. d'Rechtsverbindlechkeet vun der Grondrechtecharta;

2. d'Rettung respektiv den Ausbau vun den institutionelle Fortschritte, an ech ernimmen heibäi speziell d'Stäerkung vum Europaparlament, de verstäerten Iwwergang zum Vote à majorité qualifiée an déi nei duebel Majoritéit am Conseil, an de Posté vum europäischen Ausseminister;

3. ass et fir déi Gréng och kloer, datt den Euratom-Vertrag net däerf an d'Verfassung iwwerholl ginn. Duerfir fuerdere mer d'Ofschafe vun désem Traité. Wa Klimaschutz an Nohaltekleet ab elo eng éierlech Prioritéit solle ginn, dann ass keng Plaz méi fir dést atomaart Relikt. 50 Joer eesäiteg, ondemokratesch a virun allem och nach vergleich Promotioun vun der Atomenergie sinn eiser Meenung no méi wéi genuch;

4. mir brauchen dréngend sozial Mindeststandarden, fir datt déi ganz EU méi séier eng sozial Kohesioun kritt. An d'Schafung, eiser Meenung no, vun engem europäische Mindestloun kéint hei e wichtegt éischt Zeeche setzen.

Hei läit an eisen Aen elo déi grouss Aufgab vun der Politik fir déi kommend Méint a Joren. Engersäits selwer an esou séier wéi méiglech de Wee an d'Zukunft vun der EU ze fannen an dése Wee esou ze gestalten, dass en den Interessen, de Wënsch an de Bedürfnisser och vun den normale Leit entsprécht, déi an désem Europa liewen. Wa mer dat fäerdeg bréngen, da kann een der europäischer „success story“, déi mat de Réimesche Verträg ageleet gouf, eng nei Dynamik am 21. Jorhonnent ginn a se weiderfieren. Déi Gréng hoffe ganz staark, datt dat eis geléngt, a si wäerten dozou hire Bäitrag leeschten.

Ech soen lech Merci.

»» Plusieurs voix. - Très bien!

»» M. le Président. - Merci, Här Bausch. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Gibéryen. Här Gibéryen!

»» M. Gast Gibéryen (ADR). - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, datt mer haut an der Chamber eng Deklaratioun vum Premier mat enger kuerzer Debatt iwwert de 50. Joresdag vun der Énnerzeichnung vun de Réimesche Verträg maachen, ass duerhaus ubruecht. Dés Verträg stinn um Ufank vun deem Europa, wat mer haut kennen. Dés Verträg waren déi eenzeg richteg Antwort op all dat Schrecklech, wat de leschte Weltkrich u Verbriechen un der Menschheet ugeriicht huet.

Europa huet eis elo schonns iwwer 60 Joer Fridde bruecht, huet déi eenzel Staten zum Mateneen an net méi zum Géintenee gefouert. An deene 50 Joer ass d'Landkaart an Europa fréisch gezeichnet ginn an huet e friddelech Zesummelieu wäit iwwert d'Grenze vun 1957 eraus erméiglecht. Eleng wéinst dëser Friddensmissiou gëtt et keng Alternativ zu Europa. Doriwwer eraus huet Europa d'Bannegrenzen ofgeschafft, de Bierger a Wueren eng fräi Zirkulation erméiglecht, den Euro agefouert an ass weltwäit zur gréisster Wirtschaftsmuecht ginn.

An dach ass d'Skepsis vis-à-vis vun deem Europa haut esou grouss wéi nach ni. Firwat, kann ee sech d'Fro stellen. Et giët sëcherlech vill Ursachen. Deenen enge geet d'Erweiderung ze séier an ze wäit, déi aner henn Angscht virum sozialen Ofbau oder Chômage. Anerer fäerten, hir kulturell an national Identitéit géif an engem europäischen Zentralstat, dee vun enger iwwermächtiger europäischer Verwaltung dominiert gëtt, verluer goen. All dës a vill aner Suerge féiere beim Bierger zu dëser bechegter Skepsis.

Firwat - musse mer eis elo d'Fro stellen - ass dës Skepsis entstanen? Fir eis als ADR gëtt et eng wesentlech Antwort op dës Fro: Europa ass ouni seng Bierger gebaut ginn; jo, Europa ass hannert zouenen Diere gebaut ginn; Europa huet seng Bierger vun der Diskussion ausgeschloss. D'europäisch Spëtzpolitiker an Eurokrate sinn als Super-, als Iwwermënschen duergestallt ginn, déi alles besser wéissen a kënnen. Europäisch Sommeté sinn opgebaut a mediatiséiert ginn, wéi wann do hannert zouenen Diere Gott weess wat erfonnt an décidéiert géif ginn.

Wien awer mengt, déi Netbedelegung vum Vollek, vun den nationale Parlamente, déi

Ontransparenz, dat oft onlegitiméiert Virgoe wieren Zoufall oder Onwësse gewiescht, deen iert sech ganz staark. Dat war Absicht, voll Absicht. Et war d'Basis, et war de fest Bestanddeel vun där Strategie, vun där Lobby, déi Europa esou gebaut hunn, d'Leit, d'Vollek esou mann wéi méiglech mat an d'Diskussionen an an d'Entscheidunge mat anzebauen. Sech selwer als Iwwermënsch duerzestellen, d'Saach esou kompliziert ze maache wéi némme méiglech, fir datt esou mann Leit wéi némme méiglech sech interesséiere fir dat, wat do an hirem Numm décidéiert gëtt.

Am beschten huet dës Strategie eise Premier, den Här Juncker, an engem Interview 1999 am „Spiegel“ résuméiert, ech zitiéieren: „Wir beschließen etwas, stellen das dann in den Raum und warten einige Zeit ab was passiert. Wenn es dann kein großes Geschrei gibt und keine Aufstände, weil die meisten gar nicht begreifen, was dort beschlossen wurde, dann machen wir weiter, Schritt für Schritt, bis es kein Zurück mehr gibt.“ Besser hätt een de Fonctionnement vun der Europapolitik net kënnne résuméieren.

»» M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État. - Här Gibéryen, dat war awer eng Kritik, déi ech formuléiert hunn, an et giët ëmmer présentiert wéi wann ech gesot hätt, dat wär gutt esou. Duerfir sinn ech lech dankbar, dass Der mir emol eng Kéier d'Geleeënheet gitt hei am Haus ze soen, dass ech dat kritiséiert hunn an net gesot hunn, esou misst et virugoen.

»» M. Gast Gibéryen (ADR). - Ech si fru, Här President, festzestellen, datt den Här Juncker och hei falsch verstanne ginn ass deemoos.

A genau dat Europa wëllen d'Bierger an och mir als ADR net! Mir hätte virun allem gären en transparent, en demokratesch Europa, wou d'Bierger objektiv informéiert ginn, e wierklecht Matsproocherecht a Matentscheidungsrecht kréien, an datt bei wesentleche Froen némme méi iwwert de Wee vun engem Referendum entscheet gi kann.

Mir triede fir en Europa an, wat sech virun enger weiderer Erweiderung kloer Grenze gëtt a wou eng Türkei ni ka Vollmember hinn. Mir triede fir e soziaalt an ekologesch Europa an. Mir triede fir en Europa an, dat fiskalen Dumping zugonschte vun de multinationale Konzerner verhënnert. Mir triede fir en Europa vu Staten an, wat déi national a kulturell Identitéit a Verfassunge respektéiert a garantéiert. Mir triede fir en Europa vum Bierger an.

Här President, fir dat ze erreeche muss Europa staark émdenken. Hei geet et net duer fir e puer Auserwielter mediatiséiert zu Hurra-Europäer émzeswitchen oder e puer Botterfahrten an d'Europaparlament ze organiséieren. Iert d'Bierger sech erëm mat Iwwerzeegung fir Europa begeeschtere loossen, müssen déi, déi un der Spëtz sinn, fir d'éischt de Beweis erbréngen, datt se och wierklech de Message verstanen hunn an d'Bereetschaft zum Émdenken erbruecht hunn, an dat novollzéibar an nohalteg.

(Coups de cloche de la Présidence)

»» M. le Président. - Här Gibéryen, entschëlleget, Dir trëtt fir vill Saachen an, dat ass och richteg a gutt esou, mä ech triede fir d'Reglement an. Är Zäit ass elo ofgelaf. Ech hinn lech eng Minutt gelooss.

»» M. Gast Gibéryen (ADR). - Här President, ech sinn och um leschte Saz, a wann den Här Statsminister mech net énnerbrach hätt,...

»» Plusieurs voix. - Ooohhh!

»» M. Gast Gibéryen (ADR). - ...da wär ech a menge fënnef Minute bliwwen. Dobäi wéll ech soen,...

»» M. le Président. - Ech mengen zwar net.

»» M. Gast Gibéryen (ADR). - ...datt den Här Fayot eng Minutt méi laang geschwat huet, den Här Goerens annerhalfe Minutt an den Här Bausch 38 Sekonnen, ouni vun lech dorobber opmierksam gemaach ze ginn.

Ech wéll dann awer mäi leschte Saz soen, Här President.

(Interruption)

Den Nee vu Frankräich an Holland zum Verfassungsvertrag war duerfir e wäertvollen Nee fir Europa, wann den Nee zu engem fundamentalen Émdenke féiert.

Ech soen lech Merci.

»» Une voix. - Très bien.

»» M. le Président. - Merci, Här Gibéryen. Ech wéll lech soen, datt déi eenzel Fraktioun proportionell zu der Stäerk an hirer Riedezäit, déi se haten, eng esou vill konnt iwwerzéie wéi déi aner; Dir esou vill wéi déi aner.

(Interruption)

Den Här Jaerling huet d'Wuert elo.

(Interruption)

Neen, ech mengen zwar net. Ech mengen zwar net.

»» M. Aly Jaerling (Indépendant). - Här President, nodeem dass eng Rei vu menge Virchner d'Geschicht vun Europa seriö duergestallt hunn an en aneren erëm op seng traditionell Polemik zréckgefall ass, wéll ech dann och hei mäi bescheidene Bäitrag vun mengen Iwwerleeungen zu Europa bréngen.

Wann ech mech soll mat Europa kënnen identifizéieren, da kann ech dat némme, wann dat Europa sech zweegleiseg entwéckelt, an dat parallel: Engersäits eng noutwendeg ekonomesch Entwécklung an anersäits eng staark sozial Entwécklung, déi et erméiglecht, dem Bierger e Stéck vun där ekonomesch Entwécklung matzeginn.

Leider lafen déi zwee Gleiser net parallel, mä déi ekonomesch Entwécklung ass wäit no riets ofgedrift. Duerfir muss dofir gesuergt ginn, dass déi zwee Gleiser beineen kommen, fir kënnen parallel weiderzelafen. Awer net iwwert de Wee, dass elo dat soziaalt Gleis och no riets soll ofgedriwwen ginn, mä dat ekonomesch Gleis muss sech schnell op dat soziaalt zoubewegen.

Fir dass dat Europa, wat ech mer virstellen, prioritar am Interesse vum Mensch ka wieren, muss de Mensch an de Mëttelpunkt vun alle Politike gesat ginn. D'Ekonomie muss do sinn, fir dem Mensch ze déngen an net émgédreint. D'Liewensqualitéit vum Mensch muss eisen éischten Objektiv sinn.

50 Joer laang sinn elo eng Rei vu gudde Pisten opgezeechent ginn, Konflikter vermidde ginn, a Mensche si sech méi no bruecht ginn. Et heescht elo déi Initiativen ze konsolidéieren a weider auszebauen, fir dass eise Kanner en Europa iwwerlooss gëtt, wat all Mensch e wierdegt Liewe garantéiert.

Et sinn Échec ginn a mir mussen doraus léieren. Et ass un eis ze beweisen, dass mer dorauser kënnen léieren. Och wat déi europäisch Vertragswierker ubelaangt, muss mer léieren, dass all Vertragswierker renégociabel muss sinn, an dass et e Feeler ass, stuer un enger Linn festzehalen an dass besonnesch Transparenz an Dialog mam Bierger de Wee ass, deen ee muss aschlooen, fir hinnen Europa verständlech ze maachen an hinne méi no ze bréngen.

Eis Jugend huet eis mat hirem Neen zum Traité constitutionnel kloer ze verstoe ginn, dass mir hinnen Europa net méi no bruecht hinn a si sech net mat deem Europa, wat mer hinne wollten erklären, kënnen identifizéieren.

Aus désem Message mussen mer iwwerlopäit, fir dass net Riets- oder Lénks-extremisten déi Bausteng vun Europa, déi nach net gefestegt sinn, zerstéieren.

D'Politik huet d'Flucht, dem EU-Bierger seng Liewensqualitéit ze garantéieren, andeem se all ekonomesch Schrëtt begleit mat adequate soziale Mesuren. Den ekonomesch Fortschrëtt huet net némme Acquisé bruecht, mä huet ekologesch vill Schued ugeriicht, ier d'Politik gemierkt huet, dass se falsch Weeér gaangen ass. Aus deene Feeler muss och geléiert ginn, well mer elo schonn d'Konsequenzen ze spire kréien an och nach méi haart wäerten ze spire kréien, wa mer net émdenken.

Solidaritéit ass gefrot, awer net némme vun de Bierger, esou wéi dat d'Politik meeschtrëtt duerstellt, mä och Solidaritéit vun deenen, déi némme drop aus sinn, d'Friicheit vum Fortschrëtt an hir Täsch ze détournéieren. Och d'Kapital muss sái Bäitrag baidroen, fir dass mer an de Mensch kënnen investéieren.

„De Mensch an de Mëttelpunkt“, ass mäi Message fir déi nächst 50 Joer Europa. Soss riskéiere mer enges Dags en Europa ouni Mensche virzefannen.

Ech soen lech Merci.

M. le Président. - Merci, Här Jaerling. Doamat si mer um Enn vun dëser Debatt ukomm. Den honorabelen Här François Bausch huet elo d'Wuert fir den Dépôt vun enger Proposition de loi.

»» M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - Här President, ech froen d'Wuert fir eng Proposition de loi ze déposéieren am Numm vum Marco Schank, Alex Bodry, Claude Meisch, Robert Mehlen a mir selwer. Dëi Proposition de loi geet ém de Finanzement vun de politesche Parteien.

- *Proposition de loi N°5700 portant réglementation du financement des partis politiques.*

»» M. le Président. - Merci, Här Bausch. Dëi Proposition de loi geet an d'Conférence des Présidents, fir op hir Recevabilité iwwerpréift ze ginn. Den Här Félix Braz huet d'Wuert gefrot.

7. Dépôt d'une motion par M. Félix Braz

»» M. Félix Braz (DÉI GRÉNG). - Här President, et ass fir den Dépôt vun enger Motioun. Dëi Gréng wéll mat dëser Motioun drop opmierksam maachen - an et ass och vläicht e bëssen eng Bréck par rapport zu der Debatt vu virdrun -, dass mer fir d'Europawahlen am Joer 2009 eng Clôture vun de Wielerlëschte schonn d'nächst Joer am Abrëll 2008 wäerten hinn an dass mer wéll d'Regierung opfuerderen, eng Campagne d'information ze initiéieren, fir erëm eng Kéier bei den Uniounsbierger, déi zu Lëtzebuerg liewen, déi Iddi vun der Inscriptioun virunzebréngen an ze propagéieren. Mir hinn an deem Senn eng Motioun préparéiert, déi mer elo wéll déposéieren.

Motion

La Chambre des Députés,

- *considérant qu'une minorité des personnes non luxembourgeoises pouvant aller voter au Luxembourg se sont inscrites sur les listes électorales;*

- *constatant que les bilans des inscriptions sur les listes électorales indiquent un taux moyen d'inscriptions de 5,1% d'électeurs étrangers pour les élections européennes de 2004 et de 9,7% pour les élections communales de 2005;*

- *soulignant qu'il faut déployer des moyens supplémentaires pour améliorer le taux de participation de résidents non luxembourgeois aux élections européennes et communales afin de favoriser leur intégration politique;*

- *rappelant que les listes électorales sont arrêtées un an et demi avant les élections, ce qui fixe la date d'introduction des nouvelles demandes d'inscription au 1^{er} avril 2008 pour pouvoir participer aux élections européennes de 2009;*

invite le Gouvernement

- *à organiser dans les meilleurs délais une campagne d'information et de sensibilisation pour inciter davantage de personnes non luxembourgeoises à s'inscrire sur les listes électorales en vue des élections européennes de 2009 et des élections communales de 2011;*

- *à élaborer et mener cette campagne en étroite concertation et coopération avec tous les acteurs concernés (communes, monde associatif, organisations culturelles et sociales, associations d'étrangers...);*

(s.) Félix Braz, Claude Adam, François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox, Viviane Loschetter.

»» M. le Président. - Merci, Här Braz. Mir kucken, wéini dass mer déi op den Ordre du jour huelen.

Da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut. Dat ass d'Question avec débat vum honorabelen Här Roger Negri sur le renouvellement du Traité Benelux qui vient à échéance en 2010.

8. Question avec débat N°15 de Monsieur Roger Negri sur le renouvellement du Traité Benelux qui vient à échéance en 2010

M. Roger Negri (LSAP).- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Häre Ministeren, Dir Dammen an Dir Hären, den 3. Februar 1958 ass d'Union économique du Benelux (UEB) vu Belgien, Holland a Lëtzebuerg zu Den Haag ge-grënnt ginn.

Dëse Vertrag ass den 1. November 1960 a Krafft getruede fir eng Period vu 50 Joer a leeft den 31. Oktober 2010 aus. Et ass vir-gessinn, dass de Vertrag tacitement, also au-tomatesch, jeeweis ém zéng Joer verlängert gëtt, wann net ee vun de Partner ee Joer virdrun de Vertrag opkënnegt.

Duerfir mussen elo zwou Froe gekläert ginn:

- 1) Brauche mir nach e Benelux an engem vereenegten Europa vun haut 27 Länner?
- 2) Kann d'Benelux weider esou bestoe blei-wen, wéi et sengerzäit geduecht war?

1) Zur éischter Fro. Iwwert de Senn an Zweck vum Benelux wësste mer, dass an engem émmer méi groussen Europa Lëtzebuerg, relativ gesinn, émmer méi kleng gëtt. Wat géif also méi no leien, wéi eng be-stehend Struktur wéi d'Benelux weider bestoen ze loessen oder souquer ze erwei-deren an domat déi émmer méi gewënschte Struktur vun engem Europa vun de Re-giounen a Groussregiounen an d'Praxis ém-zeseten?

Fir Lëtzebuerg bedeit d'Unioun mat Belgien an Holland en onkompliziéierten Zougang zum Mier. Dëst gëtt an Zukunft aus zwee Grénn émmer méi wichteg: éischtsens, wéinst der Energiefro. E groussen Deel vum Pétrol a vum Gas kënnnt via Benelux aus den Häfe vun Antwerpen, Zeebruges a Rotterdam an der Nordsee an dëst op eng relativ kuerz Distanz vu ronn 350 km op Lëtzebuerg.

Zumindest weisen déi béiss Spiller an deene leschte Wanteren aus dem vill méi wäit ewechen Oste vun Europa, dass mer eis wéi esou oft, mä och hei am Energie-secteur, méi wéi eng Dier oploosse müssen. Mir dierfen eis náischt virmaachen a wësste genau, dass mir dat bringt Gold nach émmer brauchen.

Et ass ze begréissen, dass eise Statsminis-ter op dem EU-Sommet d'lescht Woch duerchsetze konnt, dass och Projeten am Beräich vun den erneierbaren Energien ausserhalb vun eise Landesgrenzen an in-nerhalb vun der EU der Gesamtbilanz vum jeeweilege Land ugerechent kënnne ginn.

Déi positiv Décisioun vum EU-Sommet zu Bréissel, fir erneierbar Energien nach vill méi staark ze förderen, an dat och a Synergie mat den Nopeschlännner, ass e weidere Grond fir verstärkt Allianze mat Belgien an Holland ze sichen. Als Fallbeispiel wëll ech soen, dass Wandenergianlagen eben nun emol am effikassten um Mier sinn.

Zweetens, d'Transportweeër vun der Nord-see aus dem Atlantik ginn iwwert de Kontinent an de Süde vun Europa riecht duerch Lëtzebuerg. Do leie mer strategesch optim-al fir d'Weider- an d'Émverdeelung vun de Wueren. Stéchwuer Logistikcenter zu Lëtzebuerg. Dëst ass fir eis national Ekonomie enorm wichteg a bréngt Aarbeitsplazien.

Duerfir däerde mer net schlofen, soss maachen déi aner et, wéi mer et zu Athus an der neier Containergare gesinn hunn. Lëtzebuerg ass a muss en Transitland bleiwen, well, wa mer als Land bis émfuer ginn, dann ziele mer och fir eis Nopere ganz séier net méi. Duerfir solle mer och net iwwerreagéieren a Saachen Tanktourismus aus engem falsch verstanene Klima-Patriotismus.

All dëst misst e klore Jo zur Benelux erginn.

2) Zur zweeter Fro, ob d'Benelux no 50 Joer weider esou ka bestoe bleiwen. Hei muss ee méi nuanciéieren a mat Zäit no Léisunge sichen.

Éischtsens, et ass eng Tatsaach, dass Belgien net méi national, mä federal konsti-tuéiert ass, mat der Wallonie, der Haaptstad ronderém Bréissel a Flandern.

Zweetens, géif et net Senn maachen, d'Saar-Lor-Lux, Rheinland-Pfalz an Nordrhein-West-falen awer och d'Regioun vun Reims, Lille an Dunkerque um franséische Mier mat an ee Benelux plus mat anzebanne?

Domadder kéinte mir mat eisen Noperen, mat deenen ee sech jo émmer soll beson-nesch gutt verdroen, och an der Praxis en Europa vun de Regiounen a Groussregiou-nen nohalteg émsetzen.

Här President, et ginn nach eng Rëtsch vun aneren Traitéen, déi um Traité vun der Union économique du Benelux drunhänken, énner anerem d'Konvention vum 5. November 1955 iwwert de Conseil interparlementaire consultatif du Benelux; den Traité vum 31. Mäerz 1965 iwwert de Statut vun der Cour de Justice du Benelux; d'Konvention Benelux en matière de coopération trans-frontalière entre collectivités ou autorités ter-ritoriales vun 1991; an awer och nei Traité wéi den Traité Benelux vum 8. Juni 2004 en matière d'intervention policière transfronta-lière an den Traité Benelux vum 25. Februar 2005 en matière de propriété intellectuelle. Derbäiziele muss een och nach den Traité vu Prüm vum 27. Mee 2005 am Kader vun der Lutte géint den Terrorismus.

Am Conseil interparlementaire consultatif du Benelux, am sougenannte Benelux-Par-lament, wou ech d'Éier hunn, 2007 an 2008 de President däerfen ze sinn, ginn niewent deenen üblechen trilateralen Themen all dës Froen iwwert d'Zukunft vun der Benelux no 2010 an engem speziellen Aarbeitsgrupp an an de Kommissioune an duerno am Plenum debattéiert.

M. le Président. Här Negri, Dir musst zum Schluss kommen.

M. Roger Negri (LSAP).- Ech soen de leschte Saz, wann Der wëllt, Här President.

En guise de préparation vun der éischter Plénière vum Benelux-Parlament hei zu Lëtzebuerg den 23. an de 24. Mäerz wëll ech d'Regierung froen, wéi mer hei zu Lëtzebuerg déi zukünfteg Entwécklung vun der Benelux gesinn?

Ech soen lech Merci fir Äntwert.

M. le Président.- Merci, Här Negri. D'Wuert huet elo den Här Ausseminister Jean Asselborn.

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'alleréisch selbstverständliche dem Roger Negri als neie President vum Benelux-Parlament hei félicitéieren.

Une voix.- Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.- An ier ech vläicht op déi Fro zréckkommen, déi hie gestallt huet, zémools déi zweet Fro, géif ech gäre soen hei an der Chamber, dass mer eis musse bewosst sinn, dass scho '44, also wou de Krich nach u war, praktesch zu London d'Benelux-Kooperatioun lancéiert ginn ass. Den 3. Februar '58 ass dunn énnerschriwwen ginn an den 1. November 1960 ass de Benelux-Traité a Krafft getrueden, fir eng Period vu 50 Joer, an déi leeft jo da bekanntech 2010, den 31. Oktober, aus.

Duerno gëtt den Traité, wéi et am Text stieet, automatesch zéng Joer verlängert, à moins dass eent vun deenen dräi Länner wéilt austrieden.

Mir hu vun Ufank un, virun allem wat den eu-roپäischen Opbau ugeet, enk zesumme-geschafft am Benelux schonn zu Messina. D'Konferenz ass hei zitiert ginn elo grad bei eisem Débat iwwert d'50 Joer Europäesch Unioun. Wann Der lech kënnnt erënneren, beim Traité constitutionnel sinn och ganz enk Zesummenaarbechte gewiescht énnert dem Benelux, fir do een Auswee ze sichen.

Mir hinn och als Benelux aner Initiative lancéiert, an déi bekanntesten ass Schengen. Dat waren déi dräi Benelux-Länner plus Däitschland a Frankräich. Déi hu jo d'Accordé vu Schengen initiéiert.

Mir probéieren och an der Europäesch Unioun mat eise belschen a mat den hollän-nesche Kolleegen zesummeneschaffen. D'Regierunge vun deenen dräi Länner gesi sech all Kéier virum Conseil européen, wat ganz wichteg ass. Mir hinn och zénter dem Ufank vun der Lëtzebuerg Présidence 2006 erëm ugefaangen, also déi dräi Ausseministeren, dass déi sech all Kéier gesi virun den Ausseministertreff vun der EU, sief et hei zu Lëtzebuerg oder zu Bréissel.

An den Här Negri, Här President, huet kom-plètt Recht. Et gëtt immens vill wou mer kënnne kooperéiere matenane. Ech soen némme just Energieberäich, Migratioun, an dann den Élargissement, wou mer Posi-

tionen och ausgeschafft hinn an dem Benelux, déi dann och ugeholle gi sinn, als Propositoun vun der Benelux am Transfert affaires générales.

Mir wëssen, dass vill Länner och probéieren eis do ze imitéieren. Et ass och esou, dass mer zum Beispill am leschte Conseil euro-péen eng Réunioun hate mat de baltesche Länner um Sommet, dat heesch um héchsten Niveau; dass mer och Réuniounen hinn, sief et d'Premierministeren, sief et d'Ausseministeren, mat de Visegrád-Länner. Och dat fénnt regelméisseg statt, esou dass do schonn eleng déi Kontakter, déi mer hinn als Benelux, ganz interessant si fir e politesche Plang.

An eng Europäesch Unioun vun 27 Staaten ass trotzdem d'Kooperatioun téscht eis dräi Länner ganz wichteg. Déi belsch an déi hollännesch Regierunge stinn och weider zum Benelux - ech mengen dat muss ee ganz kloer hei op der Chambertribün soen.

„Firwat wëlle mer elo den Traité eigentlech reviséieren?“, kéint ee jo froen.

Nun, 50. Gebuertsdag, ech hinn et elo grad gesot. E muss trotzdem eng Cure de jeunesse kréien, deen Traité, well villes, wat do dran ass, ass haut net méi d'actualité, well d'Europäesch Unioun huet villes iwwerholl vun deem, wat an deem Traité fixéiert ginn ass. Mä och do musse mer wëssen, Èm-weltprotektioun, Propriété intellectuelle, Aménagement du Territoire, Recherche, Ze-summenaarbecht am Beräich vu Justice, Police an esou weider: Och do, mengen ech, musse mer mat eise Kolleegen aus deenen zwou anere Regierunge kënnen ze-summeschaffen, zum Wuel och vun eise Po-sitiounen a vun eisem Land.

Vill vun deenen neie Kooperatiounen, an Dir hutt der e puer ugeschnidden, wou ech mech elo net wëll a Substanz domat ause-nanersetzen, sinn net am Traité ugeschnidden, an déi musse mer also erakréien.

Ech wëll awer soen, dass mer jo selbst-verståndlech, wa mer elo nei verhandelen, a mir si jo amgaangen um Niveau vun eisen Diplomaten, deene belschen Equiliberen, constitutionnelles Equilibere musse Rech-nung droen. Et bleibt, dass de Benelux muss eng Zesummenaarbecht bleiwen téschent dräi Länner, an net zwee Länner mat Frak-tiounen vun engem anere Land! Ech men-gen, dat muss bleiwen an doropshi schaffe mer och, och wann een deem muss Rech-nung droen, dass et an der Belsch e wéineg méi kompliziéiert ass, wéi hei zu Lëtzebuerg.

Et wäert, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, drop erauslafen, dass mer een neie Protokoll élaboréieren, mat deem deen aktuellen Traité amendéiert gëtt, do wou et néideg ass, an och complétiert gëtt mat enger politescher Deklaratioun.

D'Belsch, déi hinn elo d'Présidence, déi wëllen d'Ausseministeren zesummenruffen, nach an deem éischte Semester, fir eis dann och Texter ze énnertreeden.

Selbstverständliche, Här President, sinn ech op allen Niveaué bereet, fir mat der Cham-ber zesummen ze kucken, wéi dat evoluéiert. Ech stinn lech gären zur Verfügung, fir dass mer de Point maachen, a selbstverständliche och, ier mer dann ofschléissen, fir eis hei ze concertéieren, wat am beschte wär fir d'Chamber an och fir eis Regierung an der Erneierung vum Benelux-Traité.

Merci, Här President.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domadder ass och dése Punkt ofgeschloss. Mir kommen elo zur Froestonn un d'Regierung. Ech rappeléieren nach eng Kéier: D'Députéieren hinn zwou Minuten Zäit, fir hir Fro virzedroen, an d'Regierung kritt véier Minuten Zäit, fir drop ze ántwerthen.

Fir d'éischt hu mer zwou Froen, déi deesel-lichen Objet hinn, déi eng vum honorablen Här Mosar, déi aner vum honorablen Här Fayot, un den Här Ausseminister iwwert d'Installatiounen vun engem Anti-Rakéite-system an Tschechien an a Polen. Den Här Ausseminister gëtt eng Äntwert op déi zwou Froen. Fir d'éischt den Här Mosar, duerno den Här Fayot.

9. Heure de questions au Gou-vernemant

Question parlementaire N°1597 du 6 mars 2007 de Monsieur Laurent Mosar relative au Projet américain d'installation d'un bouclier anti-missiles en République tchèque et en Pologne, adressée à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration

Question N°162 du 12 mars 2007 de Monsieur Ben Fayot relative à la proposition des États-Unis d'ins-taller un bouclier de défense anti-missiles en Pologne et en Tchéquie, à la mise en oeuvre par le CAG de l'article 11 du TUE sur la politique étrangère et de sécurité commune et au positionnement du Luxembourg à l'OTAN, adressée à Monsieur le Ministre des Affaires étran-gères et de l'Immigration

M. Laurent Mosar (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi amerikanesch Regierung wëllt hire Rakéitenof-wiersystem complétiéieren duerch zwou zousätzlech Installatiounen. Eng an der Tschechescher Republik, wou se eng Radarinstallatioun wëllt ubréngen, an dann och nach eng Base de lancement a Polen, fir do d'Rakéiten ofzfännen.

Et schéngt esou ze sinn, datt déi zoustänn-eg Regierunge, souwuel déi polnesch wéi déi tschechesch, heizou nach keen definitiven Accord ginn hinn. Et schéngt awer och esou ze sinn, datt den NATO-General-sekretär eigentlech der amerikanesch Initiative do ganz positiv schéngt gesénnt ze sinn. Et ass am Moment jo e grousses Sujet an der ganzer europäesch Press.

Ech wëll elo net op de Fong vun der Problematik agoen. Do wär sécherlech ganz vill ze soen, an ech mengen et kann een hei sé-cherlech besuergt sinn, ob net duerch esou eng Installatiounen deen nucléaire Equiliber an Europa an iwwerhaapt och an der Welt a Fro gestallt wäert ginn.

Mir geet et eigentlech hei méi ém d'Aussoe vum Här Ausseminister, besonnesch déi am „Spiegel“, wou den Här Ausseminister de-klaréiert huet, dëst wär op jidde Fall en eu-roپäesch Problem an dee misst och um Niveau vun der Europäesch Unioun diskutéiert ginn.

Et schéngt awer och esou ze sinn, datt d'lescht Woch um Sommet déi däitsch Présidence dëse Problem net wollt diskutéieren, an et schéngt och esou ze sinn, wéi wann déi däitsch Présidence, ganz besonnesch d'Madame Merkel an den Här Steinmeier, éischter da wëllen déi ganz Diskussion um Niveau vun der NATO feieren. Duerfir wéisst ech gär vum Här Ausseminister, wat elo d'Position vun der Lëtzebuerg Regierung ass, a wéi et eventuell och vereinbart ass mat der Position vun der däitscher Présidence.

M. le Président.- Merci, Här Mosar. Den honorablen Här Fayot.

M. Ben Fayot (LSAP).- Här President, mech inquiétéiert bei därt Entwécklung, déi een do gesäit op eis zoukommen, dass zwee Länner vun der Europäesch Unioun mat de Vereenegte Staten zesummen Initiativé wëllen huelen, déi trotzdem ausserhalb vun der europäesch Aussen- a Sé-cherheitspolitik leien. Mir hinn e Vertrag, an déi Länner hinn och e Vertrag énnerschriwwen, mam Artikel 11 vum Vertrag vun der Europäesch Unioun, dee seet, dass d'Länner probéiere gemeinsam Aussepolistik ze maachen, an all Initiativen, déi se kënnen énnertreuen, och mat hire Partner ofzestemmen.

Ech weess net, ob dat hei geschitt ass. Do fir stellen ech déi Fro un den Här Ausseminister. Ech weess och net, ob dat iwwert d'däitsch Présidence koordinéiert gëtt. Dat ass och eng Fro un den Här Ausseminister.

Selbstverständliche stellt sech och d'Fro, vu dass et sech jo ém d'Verdeedegung handelt, awéiwäit dass d'NATO hei wëllt era-kommen. Well an der NATO gëtt et och Obliga-tiounen, fir esou Verdeedegungsefforté gemeinsam ze maachen. Also ech waarde wierklech mat Spannung op dem Här Ausseminister seng Aussoen, fir Kloerzestellen, wéi dann Europa, wéi och d'NATO op deem Gebitt do weidergeet.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Den Här Ausseminister Jean Asselborn.

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.- Här President, ech si mer bewosst, dass déi Äntwert hei vläicht kéint iwwert dëst Parla-ment eng gewësste Portée hinn. Duerfir géif ech mer och erlaben, meng Preparatioun hei esou virzedroen a mech méiglechst no un den Text ze hale vun deem, wat ech pre-pareert hinn.

Mir hinn et beim geplangte Rakéitenofwiersystem mat enger héichkaräteger politischer Fro ze dinn, an eréischt un zweeter Plaz mat enger militärescher Fro. Um Ni-veau vun der NATO ass zu Riga um Sommet de leschten November vun der Allianz be-schluss ginn, eng Etüd iwwer eng Rakéite-

nofwier weiderzedreiwen. Bis dato leie keng Konklusiounen vun där Etüd vir.

An engem Interview mat der „Financial Times“ dése Méindeg - an den Här Mosar huet elo den NATO-Generalsekretär Jaap de Hoop Scheffer ugeschwat - seet den NATO-Generalsekretär, dass d’NATO-Diskussionen souwuel déi politesch wéi och déi militäresch Dimensionen vun der Problematik solle belichten. Bis dato hu mer keng kloer Indikatiounen - och net technescher Natur - zur Verfügung, fir behaapten ze kënnen, wéi Rakéiten hypothetescherweis aus dem Iran oder aus Nordkorea ofgewiert misste ginn.

Mir all deelen eis jo, geographesch gesinn, dése Kontinent mat Russland. Mir hunn also mateneen ze lieuen, an net de Géigendeel, wéi dat allze laang de Fall war. D’Europäesch Unioun an d’NATO si mat Russland eng Partnerschaft agaangen, fir dëst ze erméiglen. Dat heescht net, dass eis a Russland alles gefale géif respektiv dass mir vu Moskau aus alles fir boer Ménz huele sollen. Mä et kann och net heeschen, dass an Europa d’Sécherheet ouni d’Konzeratioun an ouni d’Kooperatioun mat Russland organisiert ka ginn. Also, ee militäreschen Ofwiermechanismus, dee fir hypothetesch Ugrëff vun ausserhalb vun Europa méi Sécherheet bréngt soll, därf net zur Konsequenz hunn, dass d’Stabilitéit op eisem Kontinent nees a Fro gestallt géif ginn, wéi dat am 20. Jorhonnert de Fall war.

Ängschte sinn dacks op Malentenduen opgebaut. Dat muss verhennert ginn. Dëst zielt fir d’USA, et zielt fir Russland, et zielt fir d’NATO an et zielt fir d’Europäesch Unioun. Europa brauch d’USA, fir zesummen dës nervös Welt méi friddlech ze gestalten. D’USA brauchen awer och e solidarescht an e staarkt Europa, wat net bilateral fonctionnéiert, mä wou europäesch Interessen och europäesch Antwerte kréie müssen, konform - wat den Här Fayot richtege gefrot huet - zum Artikel 11 vum Traité.

Dëst ass d’Position, Här President, vun der Lëtzebuerger Regierung, fir mat der däitscher Présidence zesummen - an ech wäert och als Ausseminister héllefien alles ze maachen an der Europäesch Unioun wéi an der NATO -, fir d’Gefor vun Oprüstung, mä och vu falsche Signaler ze énnerbanne. Mat der Perceptioun, déi bei eis wéi och an Drëttlännere virherrsche kann, muss d’Politik a muss d’Diplomatie sech ausenanersetzen. Dëst soll a fairen an an offene Konsultatiounen geschéien. Ängschten an Onstabilitéit féiere bëid zu manner Sécherheet. Den transatlanteschen Dialog muss grad elo fir méi Sécherheet duerch politesch Stabilitéit stoen. Partnerschaft an net Konfrontatioun ass gefrot.

Ech soen lech Merci.

» M. le Président. - Merci, Här Ausseminister. Dann déi nächst Fro, déi vum honorablen Här Goerens un den Här Ausseminister oder un den Här Justizminister, oder un déi zwee, iwwert d’Mandat vum Observatoire des phénomènes racistes et xénophobes vun der Europäesch Unioun.

- Question N°163 du 13 mars 2006 de Monsieur Charles Goerens relative à la prolongation du mandat de l’Observatoire des phénomènes racistes et xénophobes de l’UE par transformation en Agence des droits fondamentaux, adressée à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l’Immigration et à Monsieur le Ministre de la Justice

» M. Charles Goerens (DP). - Merci, Här President. Déi heite Fro knäppt un un eng Serie vu Froen, déi ech scho gestallt huren an Diskussionen, déi mer hei haten. Si huet Bezuch op den Observatoire des phénomènes racistes et xénophobes de l’Union européenne, deen zu Wien installéiert ass.

Deen ass agesat gi virun enger Rei vu Joren, fir ze kucke wéi d’Evolution wier vun der Xenophobie, dem Rassismus an dem Antisemitismus an Europa. En huet eng exzellent Aarbecht gemaach, an e sollt opgrond vun enger Décisioun vun der Europäesch Unioun an eng Agence erawuessen, an zwar an d’Roll vun der Agence des droits fondamentaux de l’Union européenne.

Wat a sech eng luewenswäert Initiativ ass, wa se net eng Partie Froen opgeworf hätt, notamt déi vum Double emploi mam Conseil de l’Europe. De Statsminister huet e Rapport gemaach iwwert d’Relatiounen téschent der Europäesch Unioun an dem Conseil de l’Europe zejoert nom Sommet vum Conseil de l’Europe zu Warschau. En huet och der Assemblée parlementaire dee Rapport virun enger Rei vu Méint präsentéiert. An do sinn nach eng Kéier déi dote Wünsch corroboréiert ginn.

Meng Froen un déi zoustänneg Ministere si folgend: Déi Agence pour les droits fondamentaux, déi huet den 1. Mäerz ugefangen ze schaffen. Si huet nach eng kleng Period de rodage an dann um Enn vum Joer wäert se voll operationell sinn. Wann déi Agence voll operationell ass, kéint déi dann zum Beispill beméit ginn am Fall wou mer eng ähnlech Situations hätte wéi déi onsäglech Koalitioun, déi mer virun e puer Joer an Eisträch haten?

Ech stellen déi Fro, well den Här Asselborn mer schonn eng Kéier gesot hat, datt, wann déi nei Agence a Krafft wier, ee sech evenuell kéint virstellen, datt am Fall wou esou e Fall sech géif répétertieren, déi Agence am Fong kéint de Conseil opfuerderen, eng Stellungnahm ze huelen.

Ech mengen et wier och gutt, wann d’Agence déi Rechter hätt, well de Conseil ka sech entweder selwer aktivéieren, mä wat awer an deene seelenste Fäll gëllt, well en ass och e bëssen de Sklav vun der Realpolitik, an et wéllt keen et sech mat senge Kolleggen um Verhandlungsdësch, déi een all gedde Broutdag begéint, verdiewen.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Anescht ass et allerdéngs, wann d’Agence des droits fondamentaux seet: Hei an engem Land x ass eng Situations, déi ee misst an de Viséier huelen. Do si Parteien an enger Regierung, déi Rassismus verbreedden, déi soen d’Zigeiner mussen erausgouen, oder déi sech zu antisémítische Parolen hiräisse loossen. Also, ganz kloer wéiss ech gär vum Här Asselborn, ob mer elo en Instrument hätten, fir dat doten ze paréieren.

» M. le Président. - Den Här Ausseminister huet d’Wuert. Här Minister!

» M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l’Immigration. - Jo, Här President, Här Goerens, leif Kolleggen, och am Numm vu mengem Ministerkolleg Luc Frieden wéilt ech also folgend Punkte beantworte vun der Fro vum Här Goerens.

De But vun der Agence des droits fondamentaux soll et jo sinn, de relevanten Organisatiounen, den Institutiounen, den Organer, den Agencë vun der Europäesch Gemeinschaft an och hire Memberstate beim Émsetze vum Droit communautaire mat Expertise a mat Hélfel am Beräich vun der Grondrechte bázestoen, esou dass, wa se d’Mesuren an d’Politiken an deene respektive Kompetenzberäicher formuléieren, dëst soll a vollem Respekt - wann ech esou därf soen - vun de fundamentale Rechter geschéien.

Beim Ausschaffe vum Règlement portant création d’une Agence des droits fondamentaux de l’Union européenne, dee jo de 15. Januar dëst Joer am Conseil JAI ugehol ginn ass, sinn d’Propositiounen vum Rapport Juncker, an dat hat Der mech jo och gefrot, an engem grousse Mooss a Considératioun geholl ginn.

Ech wéll besonnesch hei zwou Propositionen, fir d’Komplementaritéit eigentlech vun der Agence mam Europarot ze assuréieren, ervirsträichen. Dat Éisch, dat ass de Recours op d’Resultater an d’Aktivitéitéit vun de Mécanismes de suivi et de contrôle vum Europarot a vum Commissaire aux droits de l’Homme vum Europarot an dann och d’Énnersträiche vun der Wichtegkeet vun der Koordinatioun vun den Aktivitéitéit vun der Agence an dem Europarot.

Zu deem Zweck ass och virgesi ginn, dass d’Gemeinschaft e speziellen Accord mat dem Europarot ofschléisst, en Accord, deen am Moment nach an der Négociatioun ass.

Wat dann elo déi zweet Fro ugeet vum honorablen Här Députiéierte Goerens, wäert d’Agence also elo wéi gesot Froen am Beräich vun de Grondrechte an der Europäesch Unioun an an de Memberstaten analyséieren, fir hinne beim Émsetze vum Droit communautaire, dat ass jo d’principiell Ausriichtung, mat Expertise an och mat Hélfel bázestoen.

De juristesche Kader, deen am Reglement definéiert ass, ass een, deen den aktuellen Traité Rechnung dréit an en revanche net expressément virgesät, fir ee Suivi vun der interner politesch Situations an de Memberstaten ze maachen.

Dat ass den Text. De Geesch ass a menge Aen en aneren. Ech soen nach eng Kéier, wat ech lech schonn eng Kéier gesot hunn: Ech si komplett mat lech d’accord, dass, wa sech esou eng Situation stellt, een dann am Geesch vun deem Text a mengen Aen op jidde Fall och eng Analys muss können dovunner maachen.

Déi Fro relevéiert jo un éischter Stell vum Artikel 7 vum Traité, dee virgesät, dass de Conseil d’Existenz vun engem kloren Risque vun enger graver Violatioun vun de Grond-

principiën vun der Unioun duerch e Memberstat ka feststellen: Fräheit, Demokratie, Respekt vun de Mënscherechte, fundamental Fräheeten, État de droit.

Ech kann lech némme soen, Här Goerens: Wéi an engem vun deene méi neie Länner an der Europäesch Unioun jo erém eng Kéier opgeflaamt war, ob een d’Fro „Offschafe vun der Doudesstrof“ erém soll réckgängig maachen, do huet ee gesinn, dass dee Mechanismus hei spilt an dass déi Diskussion direkt eriwwer war. Ech mengen, dat war op jidde Fall e Beispill dofir, dass den Acquis communautaire och iwwert d’Texte erausgeet, mä am Geesch muss fest implantéiert sinn.

Awer nach eng Kéier: Ech si mat lech d'accord, dass een am Artikel 7 vum Traité och muss virgesinn, wa ganz kloer Violatioun geschéien - dat heescht, et musse Violatiounen do sinn zu de Grondprinzipien - dass een da kann agéieren...

» Une voix. - Wat géife se da soen, wann et Drillinge wieren. Da kíme se net dergéint un!

(Hilarité)

» M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l’Immigration. - Et ass scho schwéier genuch mat Zwillingen.

(Hilarité)

Ier de Conseil zu engem Constat kénnt...
(Interruption)
Wat sot Der?
(Interruption)
» Une voix. - Hat Der u Polen geduecht bei den Zwillingen?

» M. le Président. - Här Minister, Dir misst zum Schluss kommen!

» M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l’Immigration. - Merci, Här President, fir Är Hélfel.

Ier de Conseil zu engem Constat kénnt, kann een onofhängeg Personalitéit - ech mengen, dat musse mer jo och nach hei erwähnen - froen, fir ee Rapport iwwert d’Situation vun deem Land ze énnerbreeden. An am Aklang mat enger Deklaratioun, déi bei der Adoptioun vum Règlement portant création d’une Agence des droits fondamentaux de l’Union européenne gemaach gouf, verbitt awer och näischt dem Conseil, Här President, d’Agence selwer als eng onofhängeg Personalitéit da können ze designéieren, fir iwwert d’Situation vum Memberstat können e Rapport ze maachen. Ech soen lech Merci.

» M. le Président. - Merci, Här Minister. Déi nächst Fro ass d’Fro 164 vum Här Roger Negri. Si riicht sech un den Émweltminister a bezitt sech op d’Konklusioun vum Conseil européen am Beräich vun der Energiepolitik a vun der Klimapolitik. Här Negri, Dir hutt d’Wuert.

- Question N°164 du 9 mars 2006 de Monsieur Roger Negri relative aux conclusions sur la politique énergétique et climatique retenues lors du Conseil européen des 8 et 9 mars 2007 et plus particulièrement sur les répercussions pour le Luxembourg, adressée à Monsieur le Ministre de l’Environnement

» M. Roger Negri (LSAP). - Merci, Här President. Madame Minister, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, um EU-Sommet d’lescht Woch den 8. a 9. Mäerz zu Bréissel ass en Duerchbroch an der Klima- an Energiepolitik erreichet ginn, an do können mer all némmen deenen implizéierten Acteuré féléitéieren.

D’EU-Regierungschenen huren décidéiert, dass d’EU eng Virreiderroll am Klimaschutz iwwerhëlt, fir domat och déi aner grouss Klimaverschmotzer op der Welt zu engem Émdenken se bréngen an domat d’CO₂-Emissioune global - an dorop kénnt et am Endefekt un - eroftzesetzen. Esou soll bis zum Joer 2020 an der EU als Haaptpunkten: den Energieverbrauch ém 20% reduzéiert ginn; d’CO₂-Emissioune op 1990 zréckgerechent ém 20% reduzéiert ginn; wann aner Länner a State wéi d’USA, China, Brasilien an Indien sech deem uschléissen, d’CO₂-Reduktione souguer ém 30% an der EU reduzéiert ginn; den Energieverbrauch zu 20% mat erneierbaren Energien gedeckt ginn, an all EU-Land säi Bensin- an Dieselverbrauch zu 10% mat Biotreibstoffen ofdecken.

Här President, ech wéll den Émweltminister, den Här Lucien Lux, froen, wéi dës positiv Décisiounen vun der EU hei zu Lëtzebuerger sollen émgesat ginn. Wéi sinn dës Décisiou-

nen am Kader vum Kyoto-Protokoll ze gesinn, bis 2012 an no 2012?

Wéi gesät et mat eisem CO₂-Allocatiounspang aus? Gëtt deen op déi nei Situations ugepasst am Beräich vun den erneierbaren Energien, wou mer nach meilewæit vun deenen 20% vum Gesamtverbrauch ewech

sin?

Wéi sinn do d’Strategiën vun der Lëtzebuerger Regierung - well dat Ganzt kascht jo Geld an do ass déi ganz Regierung gefuerert?

An deem Kader wéll ech dann och nach ganz terre à terre froen: Wéi gesät et aus mat deenen neie Reglementer fir d’Subsidien an den erneierbaren Energien, déi jo Enn 2007 auslafen, a wou et gutt wär, wann d’Leit mat Zäit géife gewuer ginn, wéi et an deem Beräich weidergeet, well do jo och vill Arbechtsplazien drun hänken?

Ech soen lech Merci fir Är Antwort.

» M. le Président. - Merci, Här Negri. D’Wuert huet den Här Émweltminister.

» M. Lucien Lux, Ministre de l’Environnement. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dem Kolleg Roger Negri seng Fro géif sécherlech méi Zäit verlaangen a méi en déifgrënnege Débat, fir ze kucken, wat fir eng Strategie d’Lëtzebuerger Regierung, an ech mengen de Lëtzebuerger Stat insgesamt hëlt fir d’Émsetzung vun deenen dräi groussen Zilsetzungen, déi de Conseil européen d’lescht Woch zréckbehalten huet. Vlächt kréie mer d’Geleéenheet an der Émweltkommission a spéider och hei eng Kéier op deen Débat zréckzekommen.

Ech gesinn an désem Moment dräi Niveauen, wou déi Virbereeding elo muss stattfannen. Ech mengen, engersäits geet et jo drëm, fir elo ganz hartnäckeg Diplomatie ze maachen, fir dat wichtegst Zil ze errechen, námlech dass mer all déi grouss Länner, all déi grouss Energievergeuder an d’Boot vun de Verhandlunge fir de Post-2012-Regime drakréien.

Dëse Weekend treffe sech zu Potsdam d’Émweltministere vum G8 zesumme mat den Émweltresponsable vu China, vu Brasilien, vu Indien an esou weider, fir eng éischt Diskussioun ze féieren. Dann huet jo déi däitsch Présidence sech virgeholl um Sommet am Juni zu Heiligendamm och nach eng Kéier déi Diskussioun op héchster Ebene ze féieren.

D’Konventioun innerhalb vum Kyoto-Protokoll gesät sech zweemol elo, eng Kéier am Juni zu Wien an am September och nach eng Kéier zu Berlin, an da schlussendlech wäert am Dezember déi Diskussioun, déi grouss Diskussioun, op Bali stattfannen, fir d’Négociatioun ze démarréieren.

Ech mengen, op deem Gebitt do ass et sécherlech wichteg, dass mer an désem Stadium esou oppen an esou flexibel awer och gradesou determinéiert - dat ass och d’Schwierigkeet - dorun eruginn, an duerfir ass déi Décisioun, fir jiddefalls unilateral eng Reduktione von 20% op den Dësch vun de Négociatiounen ze leeën, eng gutt Décisioun, well se weist, dass mer eisem Leadership do wëlle gerecht ginn.

Den zweeten Niveau ass deen innereuropäesch, wou et elo dorém wäert goen, de sougenannten „burden sharing“ festzeléeën, souwuel bei der Reduktione vun den CO₂-Emissioune wéi och virun allem bei den erneierbaren Energien.

Ech mengen, Dir wësst, wat fir eng Apporten d’Lëtzebuerger Regierung an deem Zesummenhang an d’Diskussiounen amgaangen ass eranzeleeën. Dat ass bei den CO₂-Emissioune virun allem d’Diskussioun iwwert d’Territorialprinzip. Et ass awer och d’Diskussioun iwwert d’Verglärcher innerhalb vun de Secteuren. Dat heescht, dass net „benchmark“ stattfannen innerhalb vun de Grenze vun engem Land, wou mir d’Schwierigkeet huren, dass mer Secteuren huren, wou mer némmen eng Entreprise am Protokoll dran huren, wou et also näischt ze verglärche gëtt, mä dass mer dat gären iwwergeuerdnet iwwert d’Grenzen ewech hätten. An dann natierlech och bei den erneierbaren Energien déi Fro vun den Aides d’Etat an déi Fro vun deem, wat Der virdru schonn an enger anerer Interventioun gesot hutt, déi Fro, fir innerhalb vum Marché intérieur Projete kennen ze realiséieren.

Deen doten Niveau ass deen nationalen. Ech mengen do stinn eng ganz Rei vun Décisiounen, déi amgaang sinn émgesat ze ginn. Eng aner Rei si prett, fir émgesat ze ginn. Mir waarde mat vill Ongedold op den Avis vum Conseil d'Etat zur Wärmeschutzverordnung, well mer déi nawell gären den 1. Juli a Kraakt gesat hätten.

Mir si mat der Potenzialstudie iwwert d'erneierbar Energien esou gutt wéi färdeg. Si wäert d'nächst Woch vun deenen zwee Ministères - Économie an Environnement - validiéert an da publiziert ginn, fir dass déi nei Reglementer fir d'erneierbar Energien virun der grousser Vakanz kënnen depôniert gi beim Conseil d'Etat, fir dass se den 1. Januar 2008 da kënnen déi iwwerhuelen, déi da wäerten auslafen.

Wichteg ass och de Plan d'action, dee mer zesummen ze maachen hunn, fir d'Energie-Effizienz ém 20% ze verbesseren. D'Décisiounen gesi vir, dass all Land dat soll maachen.

An Dir frot da schlussendlech: Wéi ass et mam Allocatiounsplang?

Ech mengen, déi Décisiounen vum Conseil européen vun der leschter Woch tangéieren a sech de facto guer net méi déi Diskusioun do iwwert dat, wat an der éischter Kyoto-Period uestet fir den Allocatiounsplang, mä vill méi déi, déi duerno wäerten ukommen.

Fir all dat doten eng Kéier rassembléiert ze diskutéieren, hu mer fir den 3. Mee dee ganzen Dag e Forum aberuff, fir eng Evaluierung an och e Bléck an d'Zukunft ze gehelen, wat eis Efforten ubelaangt. Do sinn natierlech och all Députéierten, déi Intérêt an Zait hunn, deen Dag häerzlech invitéeert.

Merci.

» M. le Président. - Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Fro 165. Dat ass déi vum Här Claude Adam. Si riicht sech un den Héichschoulminister iwwert de Certificat d'Etudes Pédagogiques. Här Adam!

- Question N°165 du 13 mars 2006 de Monsieur Claude Adam relative à la 3^e année du Certificat d'Etudes Pédagogiques dispensée pour la dernière fois par l'Université du Luxembourg durant l'année académique 2007/2008, adressée à Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

» M. Claude Adam (DÉI GRÉNG). - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, d'Gesetz vum 12. August 2003 iwwert d'Schafung vun der Uni Létzebuerg gesäit et jo ausdrécklech vir, datt een énnier bestëmmte Konditioune kann d'Beruffserfahrung a verschidde Studien unerkannt kréien. Dat huet et an der Vergaangenheet och enger ganzer Rei Chargés de cours am Enseignement primaire a préscolaire erlaabt, fir kënnen an d'zweet oder an d'drëtt Joer vun der Uni ze kommen.

Déi Validatioun vun däi Beruffserfahrung a vun deene Studie gëtt vun enger Jury kontrolléiert, wat och richteg ass; dat ass énnert der Responsabilitéit vum Rektorat. Mir sinn awer elo an engem speziellen Zeenario, well 2007/2008 eigentlech déi leschte Kéier ass, wou mer e Brevet vum Schoulmeeschter oder vun der Léierin këinne mat dräi Joer kréien. Duerno ass et jo eng Studiendauer - den neie Bachelor - vu véier Joer, deen elo schonn amgaanger ass.

An deem Kontext wollt ech lech froen, Här Minister: Wéi vill Demandé sinn elo era-komm? Dir hat mer an enger Question parlementaire gesot, dat den 1. Mäerz den Dé-lai war, wou d'Demandé missten dobanne sinn.

Zweetens: Gëtt et eng Limite vun den Demandé? Dat heesch, wann et däi Demandé ganz vill sinn, gëtt awer jiddfereen zougelooß no de Kritären, déi d'Jury dann ebe kuckt?

Et muss ee jo och wëssen, datt vun deene Leit, déi do interesséiert si fir ze studéieren, der ganz vill zéng, 15, 20, souguer 30 Joer Beruffserfahrung hunn.

Ech ginn dovun aus, datt fir déi do Studien déiselwecht Bestëmmunge gëllen, fir Subsiden ze kréien. An et ass awer och inte-

ressant ze wëssen: Wéi ass et mat der Anciennetéit vun deene Leit, déi dann hiren neie Brevet kréien? Kréie se déi Anciennetéit, déi se schonn am Enseignement hunn, ganz oder deelweis unerkannt?

Ech soen lech Merci.

» M. le Président. - Merci, Här Adam. Den Här Héichschoulminister Biltgen huet d'Wuert.

» M. François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. - Merci, Här President. Den Här Adam huet et schonn däitlech gesot, dat hei-ten ass eng Aufgab vun der Uni, net vun der Regierung. Dat huet de Législateur och esou gewollt, wéi d'Gesetz gemaach ginn ass.

Et sinn elo 250 Demanden erakomm. Déi Demandé gi gekuckt, ob se de Kritären entspriechen oder net; Kritären, déi dee Jury do festleet. Et ass e Jury, dee vum Recteur agesat ginn ass, an dee leet d'Kritäre fest. Dee muss dann natierlech déi dann och esou evaluéieren.

Ech hunn och schonn an der Vergaangenheit regelméisseg vu Leit Reklamatiounen, Froe kritt, fir ze soen, wéi maache se dat eent, wéi maache se dat anert.

Do ass et ganz kloer, dass, wann eng Kéier ee sech géif léséiert fillen a géif mengen, do wäre keng propper Kritären, deen zum Bei-spill d'Recht hätt ze kloen.

Hei ass et ganz kloer. Hei si mer an enger administrativer Matière. Hei ass et och net de Minister, deen eng Décisioun hält, mä et ass d'Uni, déi eng Décisioun hält. An da muss d'Uni sech och u Kritären halen, déi d'Egalitéit virum Gesetz wahren.

Déi Haaptpunkte fir d'drätt Joer - ech schwätzen hei jo elo wierklech fir d'drätt Joer, well et fir d'lescht ass, dass ee kann an d'drätt Joer kommen -, déi do zielen, dat ass emol déi éischt Kategorie vu Leit, déi do ugeholl ginn. Dat sinn déi, déi am Pool des remplaçants sinn, déi sechs Joer geschafft hinn, déi 120 Stonne Formation continue haten, sechs Stonne Stage, dräi Stonnen Examen an nach dräi Rapporté geschriwwen hunn. Dat sinn d'Konditiounen. Wann déi Leit dat erfëllen; dat ass déi éischt Kategorie, déi do ugeholl kënne ginn.

Et ass esou, dass dee Jury - hunn ech vergiess ze soen - kann d'Leit ganz unhuellen; soe kann, du erfëlls alles. E kann awer och soen, Dir musst nach verschidde Saachen noreechen. Dat ass déi éischt Kategorie.

Déi zweet Kategorie, dat sinn déiselwecht Leit vun dem Pool des remplaçants, déi awer net déi Formatioun gemaach hunn. Déi kënne geholl ginn, wa se zwielef Joer geschafft hinn.

Déi drëtt Kategorie vu Leit, dat si Leit, déi véier Joer Pedagogie studéiert hunn. Dat heesch, et ass net egal, wat ee studéiert huet. Also et ass net, wann een zum Beispill wollt an iergendengen Branche Professer an engem Lycée ginn an et ass een ofgeleht ginn, dass een dat géif als Pedagogie uner-kannt kréien. Et muss ee wierklech da pedagogesch Studie gemaach hunn. Wat mer iwwregens logesch schéngt, dass een, dee véier Joer Pedagogie studéiert huet, misst kënnen ugeholl ginn.

Dat sinn also déi dräi Haaptkritären. Natier-lech kënnet et dann émmer zu eenzelne Fäll, an déi musse Cas fir Cas gekuckt ginn. Dee Jury wåert och elo an deenen nächsten zwou Wochen déi dote Konditiounen och nach weider preziséieren.

Déi lescht Fro, déi Dir gestallt hutt, fält net direkt a meng Kompetenz. Dofir sinn ech elo e bësselchen iwwerfot. Ech ginn dovunner aus, dass een do muss kucken, a wat fir eng Carrière ee kënnnt. Dat heesch, wann déi Leit bis elo Employé privé waren als Chargé a si kommen elo an d'Fonctionnaires-carrière, als Schoulmeeschter oder Léierin, dann appliziéiere sech d'Prinzipie vun der Carrière vum Fonctionnaire, wou et jo eng Partie Jore gëtt, déi dann effektiv ugerechent gi fir d'Anciennetéit. Ech mengen do gëtt et Regele beim Stat, déi een awer kann nokucken, déi ech awer elo net auswenNEG am Kapp hunn, wéi déi Computatiounen vun der Anciennetéit do geschitt. Mä no de Regele beim Stat gëtt do eng gewëssen Anciennetéit computéiert.

» M. le Président. - Merci, Här Minister. Mir kommen dann un déi nächst Fro. Dat ass d'Fro 166 vum Här Marco Schank un den Transportminister iwwert d'Flugerlaubnis fir Helikoptere vun der Police a vun der Air Rescue. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°166 du 13 mars 2007 de Monsieur Marco Schank relative aux procédures d'autorisation de décollage pour les hélicoptères de la Police grand-ducale et de l'Air Rescue à l'aéroport de Luxem-

bourg, adressée à Monsieur le Ministre des Transports

» M. Marco Schank (CSV). - Här President, Kolleginnen a Kollegen, mir waren als Kommissioune vun den Affaires intérieures d'lescht Woch um Flughafen, fir eis d'Installatiounen vun der Air Rescue unzucken, op Invitatioun vun der Air Rescue. An do hunn déi Responsabel eis gesot, datt zénter ongeféléier engem Joer de Flughafen, also de Findel, net méi de Statut als Heliport hätt. Dat heesch, datt d'Helikoptere misste genau déiselwecht Prozedur duerchlafe fir ze starten. Dat gëlt souwuel fir d'Air Rescue-Helikopteren, déi do stationéiert sinn, wéi och fir de Police-Helikopter.

Dat heesch, et kann zéng Minuten a méi laang daueran, wann den Téléfon kënnt, et ass eng Urgence, souwuel, wéi gesot, da bei der Verbrechensbekämpfung oder och do wou Mënschelieu a Gefor sinn, da muss deen nach wéinstens zéng Minute waarden, bis dee ka starten.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence.)

Mir hunn als Kommissioune alt gemengt, et wier awer vläicht wichteg, datt een do géif ee Wee fannen, datt dat net méi esou wier, datt den Helikopter fräi kéint starten, soubal wéi den Téléfon kënnt; an datt ee vläicht eng extra Derogatioun misst an deem Kontext hunn. Dat wier da meng Fro un den Transportminister.

Merci.

» M. le Président. - Merci, Här Schank. D'Wuert huet den Här Transportminister Lucien Lux.

» M. Lucien Lux, Ministre des Transports. - Här President, de Kolleg Marco Schank werft en echte Problem op, deen, wéi ee sech kann denken, mir scho méi laang bekannt ass wéi de Membere vun der Commission intérieure. Mir hunn och versicht, dorobber Äntwerte kënnen ze ginn, déi allerdéngs ganz schwierig sinn.

Et ass och net grad esou, dass mer um Findel schonn d'Situatioun haten, dass mer de Statut vun engem Heliport haten. Deen hate mer u sech ni. Mir hu just virun engem Joer am Kader vun dem Audit vun der OACI kloergemaach kritt, dass d'Situatioun, wéi se sech am Moment géif do uewen duerstellen, net kompatibel wär mat de Regelen, déi d'OACI festleet.

Mir hunn zwar eng Pist, déi déi erstaulich Längt huet vu véier Kilometer. Tatsaach ass awer, dass all eis Infrastrukturen - an ech mengen, dat ass eis all bekannt - op der nördlecher Säit laanscht déi Pist leien, an deem Couloir, deen téschent der Pist an der N1 ass.

Et ass allerdéngs esou, dass opgrond vun de Gegebenheiten a vun de Volen, wéi se sech op eisem Flughafen duerstellen, d'OACI als Regel festleit, dass mer en Écart brauche vu mindestens 250 Meter téschent dem Offléléie vun den Helikoptere vun der Police oder vun der Air Rescue par rapport zu der Pist. Déi Situatioun ass awer um Findel am Moment net esou, esou dass déi eenzel Helikoptere sech müssen un déi Regelen halen, wéi all normalen Avion, deen decolléiert, wat natierlech zu Recht de Problem opweist: Wat geschitt am Fall, wou mer eng Urgence hunn an onnéideg géife Minutte verléieren, déi och dramatesch Konsequenze kíenten hunn?

Et muss een also soen, dass mer engersäits de Versuch sät Woche gemaach hunn, fir ze kucken: Ass et méiglech innerhalb vun der Enceinte vum Findel eng aner Platz ze fannen? An ech muss leider soen, dass déi Äntwert do méi wéi sécher Neen ass. Et gëtt an der Enceinte vum Findel keng Méiglechkeet dat doten ze maachen, esou dass mer also och am Moment wierklech studéieren, fir ausserhalb vun der Enceinte vum Findel op eng anerer Platz e Site ze fannen, deen et géif der Police an der Air Rescue erlaben, fir vun do kënnen fortzefléien.

Ech mengen, et ass op däi anerer Säit awer och esou - et muss een dat soen -, dass déi Leit, déi d'Responsabilitéiten am Tower hunn, natierlech dofir suergen, dass och wierklech all Kéiers déi Urgence, déi duerch en Décollage vun engem Helikopter vun der Air Rescue oder vun der Police noutwendeg ass, respektéiert gëtt par rapport zu deem normale Fluchverkéier. Ech mengen, do gëtt also schonn dofir gesuergt, dass déi fir d'éischt fortkommen.

Natierlech ass dat net méiglech, wa just zu deemselwechte Moment e Fliger fortflitt oder ukénnnt. Mä ech mengen am normalen Oflaf gëtt awer vun deenen, déi d'Décisiounen am Tower huelen, respektéiert, dass déi Helikopteren do soltten eng Prioritéit hunn. Mä am Moment, wéi gesot, ass et e grousse Problem, well mer innerhalb vun der Enceinte déi Schwierigkeiten hunn.

Mir stinn iwwregens erém eng Kéier relativ kuerz - ech mengen, am Mee - virun engem neien Audit vun der OACI an hunn also do keng Marge de manoeuvre, well d'Regele sinn do. An déi ginn och relativ brutal age-halen. Ech mengen, mir hu jo am Zesummenhang mat deenen anere Sûretés-Konditioune gesinn, dass do an den Audité vun der Kommissioune relativ streng - net némme zu Létzebuerg, mä op allen anere Plazzen - gefuer gëtt, fir déi Regelen do an-zehalen, esou dass vläicht de Wee, eng Alternativ ausserhalb ze sichen, deen een-zegen ass, deen en fin de compte wäert bleiwen.

» M. le Président. - Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur nächster Fro. Dat ass déi vum honorablen Här Mehlen och un den Här Transportminister iwwert d'Lärmbelästigung um Flughafen. Den Här Mehlen huet d'Wuert.

- Question N°167 du 9 mars 2007 de Monsieur Robert Mehlen relative au mode d'approche des avions à l'aéroport de Luxembourg dans le contexte des nuisances sonores et environnementales, adressée à Monsieur le Ministre des Transports

» M. Robert Mehlen (ADR). - Merci, Här President. Meng Fro betréfft eigentlech méi déi grouss Fligeren, an och net némme de Kaméidi, mä och den Ausstooss un CO₂, dee jo de Moment ganz aktuell ass.

Här President, et gëtt schonn zénter Laang-gem driwwer diskutéiert, ob mer et net kéinte färder leidet bréngen, datt virun allem déi schwéier Maschinen eng aner Approche hätté wa se landen. Konkret ausgedréckt, ob se net kéinten aus méi enger grousser Héicht - bildlech geschwat - am Gleitflug erof op d'Pist kommen, wat et géif erméig-licheen, praktesch ouni Schub bis praktesch bei d'Pist ze kommen. Dat hätt zur Folleg, datt se manner Kaméidi géife maachen an dat se och manner Sprit géife brauchen.

Dést Théma ass kierzlech och op enger auslännischer Televisiounschäine diskutéiert ginn. Do waren Experten, déi der Mee-nung waren, et kéint effektiv eng ganz Partie Sprit am Fluchverkéier gespüert ginn, wann ee ganz besonnesch bei der Landung eng aner Approche géif anhuelen.

Wéi gesot, dat Théma gëtt schonn zénter Längerem hei diskutéiert. Et ass virun enger Zäit emol gesot ginn, dat wär schwierig, well eisen Territoire esou kleng ass. Do wär den Impakt vun den auslännische Lotsen, déi eis Fligere géifen zwéngt, ze fréi op eng méi niddreg Héicht erofzegoen, wa se eist Land approchéieren, esou datt et net onbedéngt ganz am Ermiesse vun eise Fluglotse wär, fir esou eng Approche ze ge-nehmegen.

Dofir wollt ech den Här Minister emol froen, besonnesch virum Hannergond vun der Diskussioune, fir den CO₂-Ausstooss an alle Secteuren ze limitéieren, wéi wäit datt mer an deem Dossier do wären?

Ech soen lech Merci.

» M. le Président. - Merci, Här Mehlen. D'Wuert huet nach eng Kéier den Här Transportminister Lucien Lux.

» M. Lucien Lux, Ministre des Transports. - Här President, déi Fro vum Kolleg Mehlen ass jo effektiv Bestand gewiescht vun enger Konferenz, déi d'lescht Woch, mengen ech, stattfonnt huet, an och enger Presentatioun vun der Etüd, déi d'Cargolux zesumme mat Boeing gemaach huet, fir ze kucken, awéiwäit dass een an enger anerer Aart a Weis, virun allem an der Descente continue, kíent dozou báidroen, souwuel manner Emissiounen, mä virun allem och manner Kaméidi ze produzéiere beim Lan-den um Flughafe vum Findel.

Ech mengen, dat reit sech an an eng Rei vun Efforten, déi d'Gesellschaft net némme am Zesummenhang mat der Recherche gemaach huet; si huet nach en anere Programme de recherche zesumme mam Centre de recherche Henri Tudor gemaach, fir hei Efforten ze maachen, wat ee positiv soll bemerkien. An ech mengen, op däi anerer Säit och déi Décisioun, déi jo viru Méint ustoung, fir entweder bei Boeing ze kafen, oder awer bei den Airbus 380 ze goen, ass jo och d'Décisioun vu Boeing eng gewiescht, déi énnier anerem och wéinst dem Ermiesse vu manner Kaméidi geholl ginn ass.

Wat dëse Projet selwer ubelaangt, hutt Dir zum Deel, Här Mehlen, schonn d'Äntwert selwer ginn op déi Fro, déi Der gestallt hutt, well effektiv ass et esou, dass d'Descente continue mat sech bréngt, dass een effektiv iwwer vill Kilometere keen Agréff mé

Mardi,
13 mars 2007

(Interruptions diverses)

» M. le Président.- Also, et ass esou, d'Froestonn ass, wat d'Zäit ubelaangt, elo ofgela. Wéinst engem Malentendu mat der Madame Brasseur sinn ech awer bereet, dass hir Fro elo nach drugeholl gëtt, an duerno hale mer op.

Här Minister, äntwert elo op d'Fro, déi lech gestallt ginn ass.

» M. Lucien Lux, Ministre des Transports.- Ech sinn och effektiv e bëssen duercherneen, well ech hat de Computer agestallt op d'Madame Brasseur, an du krut ech den Här Spautz. Dann dréine mer dat elo ém.

(Hilarité et interruptions)

An der Fro vum Här Spautz, am Zesummenhang mat der Aféierung vun der Seniorekaart, do wëll ech soen, dass effektiv fir d'éisch emol eng Décisioun ze huelen ass, ob mer déi nei Tariffer, iwwert déi mer eis, Ministère an Opératoren, eens gi sinn an déi de Moien an enger Sëtzung vun der Communauté des Transports och eestëmmeg ugeholl gi sinn an domadder elo kënnen an d'Phas vun der Ëmsetzung goen, un d'Décisioun vun der Aféierung vum „e-go“ heften oder net.

Ech sinn éischter am Moment op der Linn fir ze mengen, dass ee sollt déi nei Tariffer, déi wichteg wären an dësem Moment, fir den 1. Juli aféieren a se net knäppen un d'Aféierung vum „e-go“, un deem mer awer och gutt weiderkomm sinn an deene leschte Wochen, an enger leschter Diskussiouon d'lescht Woch mat den Opératoren, fir dann och kënnen dee Chantier vum „e-go“ - Chantier kann een dat schonn nennen - émgesat ze kréien. Mä ech mengen net, dass een déi zwou Saachen elo sollt matenee verbannen.

Déi zweet Saach ass déi vun der Seniorekaart selwer. Ech mengen, dass déi Iddi jo domadder zesummenhänkt, dass déi eeler Leit dobaussen, an ech mengen et ass vläicht gutt op dëser Tribün dat och eng Kéier ze soen, dass et net automatesch esou ass, dass all déi Leit iwwer 65 Joer hei zu Lëtzebuerg gratis mam öffentlechen Transport kënnen fueren.

Ganz am Géigendeel ass et esou, dass, wa se vun engem normale Billjee Gebrauch maachen, se dann den normalen Tarif bezuelen, wéi all déi aner Leit och. Wa se en Abonnement huelen, hu se haut 50% Reduktioun zegutt. An da gëtt et jo déi, déi iwwer entweder d'Invalidekaart oder als RMG-Bezéier oder ech mengen och nach Asylbewerber, do sinn eng Rei vu Kategorien, vum gratis Transport kënnen profitéieren.

Ech wëll soen, dass mir am Moment - dat war déi éisch Fro, déi Der gestallt hutt: Wéi vill dár Invalidekaarte gëtt et am Moment hei zu Lëtzebuerg, fir also domadder vum gratis öffentlechen Transport kënnen ze profitéieren?

Halt lech un, et sinn der insgesamt 75.000!

(Brouhaha général)

Déi 75.000 profitéieren also am Moment vum gratis Transport, an ech mengen, et wär wierklech un der Zäit fir do eppes ze maachen. Un dem Fait, dass Invaliden an dass RMG-Bezéier an anerer sollen och weiderhi vum gratis Transport kënnen profitéieren, dorunner wëlle mer näischä änneren. Mir wëllen och näischä drun änneren, dass een och nach wie vor 50% ka kréien am Kader vum Monatsabonnement. Mä et ass un der Zäit, dass een op dár anerer Säit awer de Leit eng Alternativ gëtt, fir iwwert d'Seniorekaart, wa se net wëllen dee Wee goen, d'Méiglechkeet ze hunn, fir 50 Euro d'Joer da kënnen d'ganzt Joer vum öffentlechen Transport ze profitéieren.

Wéi gesot, dat huet Konsens fonnt, souwuel bei den Opératoren, dat heesch den TICE, der Eisebunn, dem RGTR an dem AVL hei an der Stad, wéi och am Ministère. A mir wëllen, wéi gesot, elo kucke fir dat den 1. Juli émzeseten, niewent enger Rei vu Verbesserungen am Tarif, déi haapsächlich domat ze dinn hunn, dass mer de Wabesystem vun der Kombinatioun tëschent Zäit an Distanz zum grëssten Deel wëllen schaffen an eng Rei vu Verbesserungen och wëlle maachen, fir zum Beispill déi Fro och vun de Familljen, vun de Weekendlbilljeeën.

bereeden. Déi Décisioun vun der Descente continue, déi gëtt virun allem am Ausland getraff an deene Secteuren, déi an Däitschland oder a Frankräich, egal wou de Fliger hikénnt, sinn. All Kéiers wann de Fliger vun engem Secteur an deen anere geet, ass et déi Autoritéit, déi fir dee Secteur responsabel ass, déi d'Décisioun muss huelen, ob déi Descente continue do ka gemaach ginn oder net.

Derniewent géif dat hei zu Lëtzebuerg och heeschen, dass mir eis Sendemaste fir de Gleitwénkel, deen d'Landung herno mat impliziert, op eiser Pist, déi - wéi ech virdru scho gesot hunn - véier Kilometer huet, misste verréckelen, wat natierlech mat dozou bädriéit, dass een och relativ grouss infrastrukturell Aarbechte misst maachen, well dat eng komplett Veränderung zum Beispill vun der gesamter Belichtung op de Pisten an och derniewent géif mat sech bréngen.

Derniewent ass et jo och esou, dass ee vun de grousse Problemer bei deene Landungen dee Bockel ass, deen an der Pist vun eisem Flughafen dran ass. Dee stellt sécherlech fir d'Cargolux kee Problem duer. Et wär fir si also interessant, deen heite Projet weiderzedreiwen, mä fir all déi kleng Avione stellt sech d'Situatioun awer émgedréint, esou dass et also do och keng eenheetlech Meenung gëtt vun den eenzelnen Opératoren, wou deen een esou een Intérêt huet an deen aneren en aneren Intérêt huet, wann d'Landung geschitt.

Ech hätt awer gären definitiv, dass mer iwwert dee Projet vun der Cargolux wéissste wou mer dru sinn. Well zu Recht hutt Der gesot: Mir diskutéiere sät laanger Zäit elo do driwwer. Dofir hunn ech Fraport, wat de Gestionnaire ass vum Frankfurter Flughafen, beoptraagt, fir déi Etüd vun der Cargolux genau énnert d'Lupp ze huelen a mer en Avis ze maachen, plus en Devise, awer och hannendru wat dat och um Niveau vun den Investitiounen op eisem Flughafe géif bedeiten.

Mir ass de Moie gesot ginn, dass déi Etüd an deen Avis vu Fraport kéint an zwee, dräi Méint virleien. Ech mengen, et ass dann un eis deen ze analyséieren an ze kucken, ob et wierklech e Senn gëtt, fir an déi Richtung ze goen. Mä et bleift egal wéi, mengen ech, ouni dem Avis vu Fraport virzegräifen, e grousse Problem, dass d'Descente continue, déi effektiv géif erlaben a méi héijen Etagen - wéi déi Responsabel um Flughafen dat nennen - ze bleiwen, éier een erofkénnt, dass déi virun allem ausserhalb vun eise Grenze scho geholl gëtt, an domadder héchstwahrscheinlech, egal wéi och deen Avis ausgeséit, mer émmer wäerten Tribunaire bleiwe vun den Décisiounen, déi d'Autoritéiten huelen, déi ausserhalb vun eiser Kompetenz sinn. Mä losse mer ofwaarden, wat Fraport seet, a mir wäerten dann d'Géleeheet kréien, fir dorop zréckzekommen. Merci.

» M. le Président.- Merci, Här Minister. Déi nächst Fro ass déi vum honorablen Här Schreiner, déi sech och un den Här Transportminister Lux adresséiert. Den Här Roland Schreiner wëllt Froe stellen iwwert d'Aarbechtsbedingunge bei den CFL.

» Une voix.- Ah!

» M. le Président.- Här Schreiner, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°168 du 12 mars 2007 de Monsieur Roland Schreiner relative à l'état actuel des négociations sur les conditions de travail auprès des CFL, adressée à Monsieur le Ministre des Transports

» M. Roland Schreiner (LSAP).- Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, ech wollt dem Transportminister...

» Une voix.- Ass den Här Grethen elo net hei?

» M. Roland Schreiner (LSAP).- ...eng Fro stellen am Zesummenhang mat de lafenden Neiverhandlunge vun den Aarbechtskonditiounen bei der Eisebunn. Dës Négociationen si jo Bestanddeel vun de Konklusiounen vun der CFL-Tripartite vum Dezember 2005. An dése Konklusiounen steet énner anerem dran, dass déi nei Aarbechtsbedingunge mussen definéiert ginn am Respekt vun der Sécherheet, der Gesondheet an der Liewensqualitéit vun de Leit, déi am Secteur schaffen.

De Knackpunkt an den Diskussiouen schéngé jo déi sougenannt Galopptouren ze sinn, wou ee mat enger reduzéierter Rouzäit an engem kuerze Wiessel vun enger Schicht op déi aner spréngt. Dës Galopptouren hu sech an der Vergaangenheit bewährt; si hunn de Patron arrangéiert, well

hien doduerch seng Effekter méi niddreg konnt halen, a si hunn och d'Leit arrangierte, well si doduerch vill Roudeeg beienee konnte kréien.

Ech hunn elo zur Kenntnis geholl, dass d'Gewerbeinspektioun den 31. Januar d'Eisebunn ugewisen huet, dës Galopptouren aus Sécherheetsgrënn ofzeschafen.

Ech wollt duerfir de Minister froen, éischtens emol wéi de Stand vun den aktuelle Verhandlungen an der Commission paritaire vun der Eisebunn ass; a wéi engem Délai e rechent, dass ofgeschloss ka ginn; an da virun allem och, wéi dem Minister seng Positioun ass, wat dës Galopptouren ugeet, well am Fall vun engem Désaccord innerhalb der Commission paritaire et jo d'Regierung ass, déi muss herno décidéieren, wat geschitt.

» M. le Président.- Merci, Här Schreiner. Den Här Minister Lux huet d'Wuert.

Dir sidd e gefrote Member vun der Regierung haut.

» M. Lucien Lux, Ministre des Transports.- Et hätt ee kënnen en Tapis roulant hei maachen.

» M. le Président.- Maja!

» M. Lucien Lux, Ministre des Transports.- Här President, den Här Schreiner kënnt zréck op déi wierklech schwiereg Diskussiouen, déi mer am Moment an der Commission paritaire iwwert déi nei Aarbechtskonditiounen bei der Eisebunn hunn.

Ech mengen, dat geet jo zréck engersäits op den Tripartite-Accord vum 20. Dezember 2005, an deem sech déi dräi Parteie verflucht haten, fir eng Neigestaltung vun den Aarbechtskonditiounen virzehuelen.

Ech mengen, déi Konklusiounen waren och déi, fir d'Aarbechtskonditiounen vun den Eisebunner ze alignéieren un déi vum Privatsecteur, fir aus der Eisebunn eng performant Entreprise ze maachen, déi sech der europäescher Konkurrenz och ka stellen.

A wann ech zréckginn op d'Aussoen, wéi se am Tripartite-Accord stoungen a vun alle Parteien och énnerschriwwen gi sinn, da war dat fir de Produktivitéitsniveau vum Personal a vum Material ze steigeren. Dést allerdéngs am Respekt vun den Impérativen vun der Sécherheet an der Gesondheet op der Aarbecht an der Liewensqualitéit vun den Eisebunner. Ech mengen, dat ass plus ou moins den Text, esou wéi e signéiert ginn ass.

Déi Verhandlungen, déi hu sech ganz schwiereggedoen, an Dir kënnt lech sécherlech erénnernen, dass am Mee 2006 d'Direktioun Virschleié dohinner geluecht hat, déi awer plus ou moins ganz no waren un deem, dat we Minimum am Droit commun duergestalt huet a wat och zu enger geharneschter Reaktioun vu menger Säit fouert, fir déi Verhandlungen do ze relancéieren a se op eng Basis ze leeën, déi mengen ech méi no war bei dem Esprit vun deem, wat mer an der Tripartite effektiv diskutéiert hunn, a wou den Alignement un de Privatsecteur haapsächlich och den Alignment un d'Konditiounen an der Stol-industrie war, well mer jo do och gesicht hunn en Alignment an e Repère ze fannen, wéi mer déi Verhandlunge sollte féieren.

Et koum dann derbäi, wat mengen ech engersäits vläicht fir vill Eisebunner eng schlecht Noriicht gewiescht ass, op dár anerer Säit war et eng gutt, well et effektiv déi Verhandlungen, déi amgaang waren, accéléréiert huet, nämlech déi Reaktioun vun der Inspection du travail et des mines, déi am Zesummenhang vun den Diskussiouen an den Analyse vum Zuchaccident vun Zoufftgen zu der Konklusioun komm ass, éischtens emol zur Analys vun de sougenannte Galopptouren, deenen Touren also, déi eng relativ kuerz Rouzäit hu vun enger Schicht op déi aner, fir zur Konklusioun ze kommen, dass déi a sech - ech mengen, aneschters kann een et net nennen - illegal sinn, net konform sinn zu de Regele vun eisem Aarbechtsrecht.

Duerfir mengen ech hu mer elo zwee Grénn: Mir hunn d'Emsetzung vun der Tripartite ze maachen a mir hunn anerersäits eis ze conformiéieren duerch déi Décisioun un d'Regle vum Aarbechtsrecht.

D'Commission paritaire, déi sech deem Sujet ugeholl huet, war elo véiermol ze summen a wäert dat nach eng Kéier e Freideg, de 16. Mäerz maachen. Ech hat d'Géleeheet, e Freideg de Mëttég eng Delegatioun vun deenen zwou Gewerkschaften ze gesinn a wäert muer de Mëttég och ze summekomme mat der Eisebunsdirektioun, fir e bëssen e Bilan intermédiaire ze maachen.

Ech wäert och alles maachen, fir net elo hei iergendeng Positioun ze huelen zu deene Problemer, déi et gëtt. Ech mengen, et gëtt haapsächlich e Problem bei de Gewerkschaften, fir de Personnel sédentaire, dat heesch fir déi Agenten, déi no Tableau de service schaffen, fir de Report périodique vun engem Dag wiederhén automatesch mat engem Report journalier vu 14 respektiv 12 Stonne verbonnen ze gesinn. Dat ass d'Position vun de Gewerkschaften. Dat ass net onbedéngt d'Position vun der Direktioun. Datselwecht ass och beim Personnel roulant, wou eng Diskussiouen stattférn iwwert d'Zäit vun der Conduite ininterrompue, wou gefrot ass, fir déi ém 45 Minuten auszeweiten. Och dat ass nach eng Divergenz, déi am Raum stéet.

A sécherlech mat der Ofschafung vun der Galopptour, déi mer musse maachen, do hu mer net de Choix, déi muss geschéien, gëtt natierlech och d'Fro vum Kompensiatiounen vun de Gewerkschaften opgeworf a Form vun fräinen Deeg, déi kënnten accordéiert ginn.

(Coup de cloche de la Présidence)

Ech loossen elo d'Commission paritaire e Freideg zum Enn vun hiren Diskussiouen kommen. Ech gesinn et am Moment schwéier, dass et hei zu engem Konsens an dár Kommissioun kënnt. An dann ass et um Verwaltungsrot vun der Eisebunn a vun der CFL-Cargo, fir déi Diskussiouen ze aviséieren, an ech mengen da schlussendlech un der Regierung, fir a Form vun engem Règlement grand-ducal definitiv Décisiounen ze huelen.

» M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zu dár leschter Fro, déi mer haut huelen, dat ass d'Fro vum honorablen Här Spautz nach eng Kéier un den Transportminister iwwert d'Seniorekaart.

- Question N°170 du 13 mars 2007 de Monsieur Marc Spautz relative à l'introduction d'un abonnement «Seniorekaart» et en particulier de la mise en vigueur de cette nouvelle mesure qui a été acceptée à l'unanimité par la Commission tarifaire en date du 17 novembre 2005, adressée à Monsieur le Ministre des Transports

» M. Marc Spautz (CSV).- Merci, Här President. Här Minister, mäi Kolleg Fred Sunnen hat eng schrëftlech Ufro un lech gestallt wéinst der Seniorekaart. Do hutt Dir drop geántwert, dass de 15. November 2005 schonn an der deemoleger Tarifkommissioun festgehale gi wier, dass d'Seniorekaart gëfouert ginn, soubal den elektronischen Ticket gëfouert ginn.

Ech wollt awer elo froen, éischtens, wéi vill Leit iwwerhaapt nach an de Genoss kënne komme vun esou enger Seniorekaart. Well ech ka mech erénnernen, bei den Debatten, déi mer haten, dass ganz vill Leit scho vun enger Tariffkommissioun profitéieren, déi sougur ganz gratis ass. Dat wier déi éisch Fro.

An déi zweet Fro. Ech hu gëschter héieren, Dir hätt ugekénngt, am öffentlechen Transport géifouert ginn, fir Tariffkommissiounen. Ob, wann déi nei Tariffer da kommen, dann och d'Seniorekaart derbäi ass?

(Interruptions diverses)

Här Gibéryen, ech hunn ni gesot den Nulltarif.

» M. Gast Gibéryen (ADR).- Sidd Der dergéint?

» M. Marc Spautz (CSV).- Oh, ech mengen, datt dat net ze finanzéieren ass, den Nulltarif.

» M. Gast Gibéryen (ADR).- Ouh?! Oh!

» M. Marc Spautz (CSV).- Dat ass meng Meenung, mä do musst Der den Här Minister froen.

(Brouhaha général)

» M. le Président.- Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

» M. Lucien Lux, Ministre des Transports.- Här President, déi Fro vum dem Kolleg Marc Spautz betréfft déi Iddi, déi vun der...

» M. le Président.- Entschëllelegt, Här Minister, just ee Moment.

Madame Brasseur, mir kënnten Är Fro nach huelen. Mir hunn eis falsch verstane gehat. Also, wann Dir heibleift, mä elo ass d'Madame Minister fort... Dir hutt d'Fro adresséiert och un den Här Transportminister, dann ass et kee Problem.

» Mme Anne Brasseur (DP).- Et ass nach eng un den Transportminister.

Do gëtt et eng Rei vu Verbesserungen, déi mengen ech interessant sinn. An ech hunn och dee Problem net vergiess bei där Geleeënheet - d'Madame Stein ass just net hei-bannen -, dee mer viru kuerzem vun hir hei héieren haten, fir de gratis Transport anze-féiere fir déi Leit, déi e Blanne mat accom-pagnéieren, plus den Hond. Dat war eng vun de Froen. Déi ass an deem Paquet vun de Verbesserungen och dës Kéier mat derbäi.

Merci.

»» Une voix. - Merci!

»» Une autre voix. - Très bien.

»» M. le Président. - Merci, Här Minister. D'Madame Brasseur, och mat enger Fro un den Här Transportminister, iwwert d'Charte du piéton.

- Question N°169 du 9 mars 2007 de Madame Anne Brasseur relative à la Charte du piéton de la section du parti socialiste de la Ville de Luxembourg, adressée à Monsieur le Ministre des Transports

»» Mme Anne Brasseur (DP). - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn eng Fro un den Transportminister ze stellen am Zesummenhang mat enger Initiativ, déi d'Stater Sozialisten de 15. Februar geholl hunn, andeems se proposéiert hunn, eng Charta des piétons an der Stad Lëtzebuerg anze-féieren.

Dat ass a sech eng gutt Iddi, an d'Sozialisten hu sech do inspiréiert a Stied wéi Lyon, Genève oder Montréal.

Géint d'Inspiratioun anzwousch anesch hunn ech náischt - den Här Fayot, dee lauschttert interesséiert no -, mä wat mech stéiert, dat ass, dass do wuertwirtlech aus der Charta vu Montréal ofgeschriwwen ginn ass.

An den Här Fayot, dee jo fir Rigueur intellec-tuelle antrëtt, ka jo net domat d'accord sinn.

Ech hunn och un d'Question parlementaire e Beispill drugeheft, fir ze weisen, datt et of-geschriwwen ass. Zum Beispill an der Deklaratioun vu Montréal steet: «reconnaître la primauté du piéton dans l'espace urbain et en même temps affirmer la nécessité pour le piéton d'adapter des comportements sécuritaires en respectant notamment le code de sécurité routière». Bei de Sozialiste liesen ech: «La charte des piétons a comme but de reconnaître la primauté du piéton dans l'espace urbain, mais aussi d'affirmer la nécessité pour le piéton d'adapter des comportements sécuritaires en respectant les règles de la circulation.»

Et ass also wuertwirtlech a ganze Pas-sagen, an dat geet duerch d'ganzt Dokument esou, ofgeschriwwen.

Ech fannen, wann een eppes ofschreift, da soll een d'Sourcen uginn.

(Interruption)

Ech wollt awer dem Transportminister d'Fro stellen, ob en der Meenung ass, dass een déi Iddi soll iwwerhuelen. An da soll een dat net némmer op d'Stad Lëtzebuerg maachen, well hei geet et och ém de Code de la Route; dass een dat effektiv soll do ém-leeën.

(Brouaha général)

A meng zweet Fro, déi ech gestallt hunn, ass, ob e Konzept - d'Opreegung schéngt nawell grouss ze sinn -, wat awer fir eng Stad vun 3,5 Milliounen Awunner développéiert ginn ass, transposabel ass op Stied vun onser Gréisst.

Merci, Här President.

»» M. le Président. - Merci, Madame Brasseur.

»» M. Ben Fayot (LSAP). - Här President, ech hunn e Fait personnel.

(Hilarité)

»» M. le Président. - Här Fayot, ech hat geduecht, Dir wäert an d'Regierung age-trueden!

(Hilarité)

»» M. Ben Fayot (LSAP). - D'Madame

Brasseur huet mech do an de Mond geholl a si huet vu menger Rigueur intellectuelle geschwatt.

Éischtens emol hunn ech déi Charta net redigéiert, an zweitens wéll ech awer ganz kloer soen, mir können dat jo nach am Stater Gemengerot eng Kéier diskutéieren, wann d'Madame Brasseur dat wéllt op den Ordre du jour setzen, oder den Här Mobilitésschäfje ka jo och do matméschen.

Mir hu ganz kloer gesot, an där Presentioun vun d'r Charta du piéton, dass déi inspiréiert ass vum Québec an dass se sech ganz kloer och orientéiert un deem, wat do gesot ginn ass.

Et ass also kee Problem vu Rigueur intellectuelle. Et ass ganz kloer gesot ginn, wou dat hierkomm ass.

Ech wollt dat hei soen, Här President. Merci fir Är Gedold, mä ech mengen, wann en Députéierten an de Mond geholl gëtt, muss en dat kloerstellen.

»» M. le Président. - Ganz richteg.

»» Mme Anne Brasseur (DP). - Ech hat geduecht, Här President, et wär e Kompliment, wat ech dem Här Fayot gemaach hunn, fir seng Rigueur intellectuelle ze énnersträichen, an en hélét dat net als Kompliment un.

Merci.

»» M. le Président. - Merci, Madame Brasseur. Den Här Minister äntwert elo, souwält wéi seng Kompetenzen hei uge-sprach gi sinn. Ech denken net, dass en hei ass fir d'Stater sozialistesch Fraktioune ze verteidegen.

(Interruptions)

»» M. Lucien Lux, Ministre des Transports. - Här President, ech mengen net, dass ech an där Fro hei, jiddefalls net am Moment, vill a staark gefuerdert sinn, well ech, niewebái bemierkt, frou si fir all Efforten, déi gemaach ginn, net némmer an der Stad Lëtzebuerg, mä an allen anere Gemengen, fir d'Rechter vun de Foussgänger an op d'r anerer Säit o d'Rechter vun de Vélos-fuerer ze énnerstötzen an nei Iddien ze bréngen. Dat erfreet mech, egal wou et gemaach gëtt.

Deen hei Projet hunn ech bis haut net énnerbreit kritt, well ech mer soe geloos huet vun den Initiateuren, dass en am Moment géif hei an der Stad mat Interesseveräiner an anere Gruppen diskutéiert ginn an dass en duerno, wann e fäerdeg ass, wäert dem Gemengerot vun der Stad Lëtzebuerg énnerbreit ginn. An ech mengen dann ass et um Gemengerot vun der Stad Lëtzebuerg fir do reglementar Saachen ze iwwerhuelen oder net. Wa se dat mécht, kénnt dat als Délibératioun vum Gemengerot op mäin Dësch an da wäert ech dat aviséieren.

Merci.

»» Une voix. - Très bien.

»» M. le Président. - Merci, Här Minister. Domadder si mer um Enn vun der Froestonn un d'Regierung ukomm. Den Här Justiz-minister Luc Frieden freet d'Wuert. Här Minister!

10. Déclaration de M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget

»» M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget. - Här President, ech wollt net als Justizminister, mä als Minister zoustännege fir d'Finanzplaz just d'Chamber iwwer eng ganz aktuell a positiv Nouvelle informéieren.

No enger ganzer Rei vu Gespréicher mam Stat huet dee gréissste Réassureur vun der Welt, Swiss Re, de Métteg d'Décision geholl, fir seng ganz europäesch Aktivitéiten, all déi ausserhalb vun der Schwäiz, déi also innerhalb vun der Europäischer Union sinn, op Lëtzebuerg ze reggruppéieren, do eng ganz Rei nei Gesellschaften ze grénnen an och virun allem Aarbechtsplazzen ze schafen an de Beräicher Finanzen a vun der juristescher Abteilung.

Ech mengen, dat ass eng gutt Nouvelle fir d'ganzt Land. Et ass eng Konfirmatioun fir dat gutt reglementaresch Wierk, wat och dës Chamber matgestëmmt huet, well och an der Matdeelung vu Swiss Re gëft aus-drécklech op dat staarkt reglementaresch Émfeld vun der Lëtzebuerg Finanzplaz a vun dår gudden Iwwerwaachung vum Réassurance-Secteur higewisen. An ech hu gemengt, et wär gutt wann d'Chamber, déi esou oft d'Projete vun der Finanzplaz huet, och géif direkter iwwerwaachung informéiert ginn.

Merci.

»» M. le Président. - Merci, Här Minister. Dat ass eng gutt Nouvelle, déi mer aus dem Mond vun der Regierung héieren. An ech wéll lech soen, Här Minister, d'Tribün vun der Chamber steet der Regierung zu all Moment op, wa se der Chamber esou gutt Nouvellé wéi déi dote matzedeelen huet.

(Interruption)

Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass d'Heure d'actualité, déi ugefrot ginn ass vun deene Gréngen, iwwert d'Sécherheet am Schraas-séger Prisong. D'Chamberreglement gesät vir, dass där Fraktioune, déi dës Stönn ufreet, zéng Minuten zur Verfügung stinn, deenen anere Fraktioune jeeweils fénnef Minuten, de Sensibilités politiques zwou Minuten, an eng Véirelstonn fir d'Regierung.

D'Wuert huet elo den Här Félix Braz am Numm vun der Fraktioune vun deene Gréngen. Ageschriwwi si bis elo: den Här Santer, den Här Bettel, d'Madame Err an den Här Henckes. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

11. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de la sécurité au Centre de détention de Schrassig

»» M. Félix Braz (DÉI GRÉNG). - Merci, Här President. Zénter dem 20. Februar ass hei zu Lëtzebuerg ganz vill iwwert den Nuka Kujtim geschwatt ginn. Et ass och fréier vill geschwatt ginn, wa Leit aus dem Prisong fortgelaf sinn. Et ass awer och ganz vill geschwatt ginn iwwert deen zoustännege Minister. Dat ass gutt a richteg. Am Fall vun enger Evasioun muss een dorriwwer schwätzen. Et ass en Evénement, deen net dierf geschéien, deen awer nun emol geschitt; an net némmer hei zu Lëtzebuerg, mä och an deenen anere Prisongen uechter Europa an uechert d'Welt.

Et geet awer net duer, wann een iwwert de Prisong wéllt schwätzen, dass een iwwert dee schwätz, dee fortgelaf ass, an och iwwert dee schwätz, deen dofir responsabel ass, dass deen aneren dobanne bliwwer wär. Mir hunn als Gréng den Dag selwer vun der Evasioun dës Heure d'actualité ugefrot, well mer domadder och wollte Kloer dokumentéieren, dass mer net interesséiert sinn un Äntworten an der Urgence, mä mir sinn drun interesséiert eng Debatt ze férieren an och Äntworten ze kréie mat engem gewësse Recul op déi Evénementer. Mir wëllen och haut iwwert déi Sécuritéit schwätzen, déi mir mengen.

Mir sinn der Meenung, dass zu der Inva-sioun selwer vum Nuka Kujtim schonn alles gesot ginn ass. Mir ware mat der Commission juridique op der Plaz a konnten eis e Bild do maachen. Déi eenzel Fraktioune hunn och scho kommentéiert wat se do gesinn hunn. Mir considéréieren domadder, dass déi Evasioun fir eis ofgeschloss ass.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Wat net ofgeschloss ass, dat ass d'Diskus-sioun dorriwwer, wat d'Sécuritéit ass. Wat ass Sécuritéit an engem Prisong? Ass dat, wann, wéi hei zu Lëtzebuerg am Prisong zu Schraas-sége, an der Moyenne eng Evasioun all dräi bis véier Joer stattfénn? Ass dann d'Sécherheet a Gefor? Ass d'Sécherheet a Gefor wann eng Tentative d'évasion - an der Moyenne eng pro Joer - stattfénn?

Oder sinn déi wierklech Sécherheetsproblemer vum Prisong net déi, dass pro Joer iwwert dausend Leit - iwwert dausend Leit pro Joer! - ganz legal aus dem Prisong erauskommen, an en Deel vun deenen no enger Rei Wochen oder Méint, heiansdo och Joren, nees zréck an de Prisong kom-men. An téschent deenen zwee Passagen, zwéischent den Diere vu Schraas-sége, sinn da ganz oft dobaussen nees Saache geschitt, déi als Verbriechen heiansdo müssen ugesi ginn, an déi dann och mat sech bréngen, dass déi Leit mat enger neier Condamnatioun zréck an de Prisong kommen.

Mir sinn haut e bëssen, och wann d'Verhäl-nisser anerer si wéi an de 70er Joren, och nees virun enger Zort Scheideweg. Mir hunn déi lescht Jore ganz vill iwwert de Strofvolzuch geschwatt, énner Termen zur Sécuritéit. Sécuritéit am Senn vu Brouilleuren, déi sollen installéiert ginn; Sécuritéit am Senn vu méi Kontrolle bei der Entrée vum Prisong; Sécuritéit, wéi elo nees, an Termé vu méi Drot ronderém déi Mauere vu Schraas-sége maachen, eventuell Stroum an deen Drot ze maachen, wou ech nach émmer mengen, dass dat net dem Minister sain Eescht war. Ech mengen, dass dat méi

en Testballon war, deen de Minister wollt lancéieren, fir ze kucke wéi eng Reak-tionen, dass hien dorobber géif kréien.

Ech halen dee Virschlag net fir ganz seriö, well en eiser Meenung no net vill géif léisen. Et gëtt aner technesch Methoden, wann ee sech scho wéllt mam Drot beschäftegen, fir en als eng Zort Bewegungsmelder émz-réschten - där Technike gëtt et um Marché -, dass een also mierkt wann een amgaang ass um Drot ze schaffen. Dofir muss deen awer kee Stroumstouss kréien. Dofir menge mer, dass dat méi am Dépit war, wou de Minister déi dote Vorschläge lancéiert huet, well mir halen déi fir relativ wéineg proportio-néiert par rapport zu deene Problemer, déi am Prisong solle geléist ginn.

Et gëtt sech och haut, wéi an de 70er Joren, d'Fro gestallt: Wéi eng Zort Strofvolzuch a wéi eng Zort Prisong brauche mer? An de 70er Joren ass d'Optioun geholl gi vun engem Prison de moyenne sécurité. A mir halen dat och haut nach émmer fir déi richteg Optioun. Et ass deemoools vun der deemoleger Regierung bewosst net d'Optioun geholl ginn, fir en Héichsécherheits-prisong ze maachen. Och haut kommen nees Stëmmen op, déi sech d'Fro stellen: Misst ee sech net awer nees déi Fro stelle vun engem Héichsécherheitsprisong, sief et némmer en Trakt, sief et der méi.

Eis Äntwert dorobber ass, dass mer der Meenung sinn, dass dat déi falsch Optioun wär, well contrairement zu déem, wat een de Leit suggéréiert, ass en Héichsécherheits-prisong net e Prisong aus deem een net ka fortlafen. Och aus Héichsécherheits-prisonge lafe Leit fort. Den Énnerscheed mat deem Prisong, dee mir hunn, verglach mat engem Héichsécherheitsprisong, ass ganz einfach just deen, dass een, fir aus engem Héichsécherheitsprisong fortlaufen, aner Moyene muss uwenden, an da kénnt een och do eraus. Woubái een hei, wann een trainéiert ass, an déi Schwächten déceléier huet, déi mer haten - déi méttr-weil behuewe sinn -, da kann een fortkommen, ouni dass engem anere Mënsch e Leed geschéie muss.

Aus engem Héichsécherheitsprisong kommen d'Leit och fort; an der Regel awer némmer doduerch, dass se aner Moyenen hu missen uwennen. Dat ass oft mat Prises d'otages verbonnen. Dat ass oft mat Blut-vergëisse verbonnen. An déi Fro, déi mer eis solle stellen, ass, ob dat wierklech déi Optioun ass, déi mer wëllen zréckbehalen, oder ob mer haut net sollten éischter e rouge Kapp behalen a soen: Et si Saache schifgelaft; déi muss ee behiewen. Et muss een dat a Fro stellen, wat schifgelaft ass; awer némmer dat a Fro stellen, wat schifgelaft ass an net alles a Fro stellen; well mer awer e Prisong hunn, deen iwwert d'Joren, wat déi Sécherheitsaspekt betréfft, verbessert ginn ass an eigentlech Verglächter mat de Prisongen am Ausland absolut ka standhalen. Dofir solle mer och net an eng Sécherheitsysterie verfallen an elo wëllen a kierzester Zäit alles dat vun Instrumenter benotzen, déi et an eenzelne Prisongen uechter Europa gëtt, an déi hei zu Lëtzebuerg wëlle reggruppéieren.

Mir sinn zum Beispill och der Meenung, dass et net vill Senn mécht déi Brouilleuren do ze installéieren. Dorriwwer ass vill geschwatt ginn. Mir sinn der Meenung, dass déi Brouilleure vu praktesch kengem richteg gewollt ginn. Wann een esou héiert wéi Leit vum Parquet sech dozou äusseren, wéi Leit vun der Administratioun vum Prisong sech äusseren, huet een eigentlech och d'Gefill vun der PJ. D'PJ ass éischter Demandeur dofir, dass d'Brouilleuren net installéiert ginn, well se da kénnen Écouté maachen op eng Method, déi legal ka stattfannen, a wou se dann och wësse wéi se kénnen u verschidden Informationen kommen.

Duerch d'Installatioun vun engem Brouilleur géife mer erém eng Kéier méi Problemer schafe wéi mer der géife léisen. Mä dat seet sech alles gutt. Wann anzwousch eng Tentative d'évasion war oder och eng, déi Erfolleg hat, dann ass et liicht no méi strenge Sécuritéitsmoosnamen ze froen. A Wierklechkeet léise mer, eiser Meenung no, domadder awer kee wierkleche Problem.

Wat mer wierklech brauchen, dat ass, dass sech mat deene Leit beschäftegt gëtt a wierklech beschäftegt gëtt, déi am Prisong sinn. De Prisong war konzipiéiert gi fir eppes no bei 600 Leit. Mir sinn am Moment bei ém déi 770: dovunner d'Halscent ongeférer Prévenuen, déi aner Halscent Condam-néierter. Déi Plazverhältnisser dinn haut praktesch alles scheiteren, wat ee ka vu Programmer développéieren am Beräich vun de Formatiounen, am Beräich vum Sport; och fir d'Personal. Och d'Personal huet scho missen eng ganz Rei Aschränkungen akzeptéieren, fir hir eege Raimlechkeeten hierzegi fir eng aner Notzung.

All déi dote Problemer sinn déi wierklech Problemer vum Prisong, dat sinn déi, déi derfir suergen, dass bannen am Prisong eng Stëmmung a Psychologie sinn, déi Problemer schafen, an net déi Problemer léisen. Mir hunn zu Lëtzebuerg leider keng Statistiken iwwert d'Récidive. Et misst ee sech dann och ee fir allem eens ginn, wat genau énner Récidive ze verstoer ass. Mä hätte mer wierklech Statistiken iwwer Récidive, da géife mer vlächt mierken, dass eise Prisong en Deel vu sengen Aufgaben net esou erfëllt wéi e se misst erfëllen.

Déi Sécherheet, déi mir mengen, ass ganz kloer déi, déi probéiert d'Kriminalitéit ze verhënneren, och doduerch, dass een zum Beispill bereet ass iwwer eng aner Drogopolitik ze diskutéieren. Déi Sécherheet, déi mir mengen, ass déi, déi doduerch, dass genuch Sozialarbechter am Prisong schaffen, verhënnert, dass d'Leit Gefor lafen an d'Récidive ze kommen. Mir hunn zwar an de leschte Joren opgestockt, mä mir hunn haut awer fir ee Sozialarbechter 75 bis 80 Leit am Prisong, déi musse géréiert ginn. Ideal wäre 25 bis 30 Leit fir ee Sozialarbechter. Dat heesch, mir hunn en Drëttel vun deem, wat mer missten hunn.

Et ass do, wou mir d'Regierung opfuerderen ze investéieren, well dat sinn eiser Meenung no déi wierklech Problemer, déi mer an deenen nächste Joren diskutéiere sollen. Mir sollen ophalen eis verblassen ze losse vun engér Sécherheetshysterie, déi Problemer erbäriet, déi et an deem Mooss do net gëtt, déi amplifiéiert ginn an déi de Leit e falscht Bild vermettelen, an och d'Sich vun der Regierung no engem Site fir deen drëtten oder - wéi et allgemeng gesot gëtt - fir deen zweete Prisong némmen erschweiert.

An dat ass eist lescht Stéchwuert: Mir wëllen de Minister froen, wou hien drun ass mat der Sich nom Site fir deen neie Prisong; wat jo eng Maison d'arrêt soll gi fir Untersuchungshäftlingen. A mir wëllen de Minister opfuerderen haut ze soen no wéi enge Kritären, dass dee Site gesicht gëtt. Mir soen och hei mëndlech - an ech mengen, dass de President vun der Commission juridique dat och bereet ass ze akzeptéieren -, dass mer wëllen, dass an enger nächster Réunion vun der Commission juridique iwwert déi dote Kritären diskutéiert gëtt, mat deene mer iwwert d'Land zéien, fir e Site ze fannen, an dass mer dann och hei an der Chamber an der Plénière eng Motioun dorriwwer solle stëmmen, fir kloerzemaachen, wat den Optrag ass, dee mer der Regierung ginn, fir dee Site ze fannen. Well mer wierklech der Meenung sinn, dass et méi liicht wäert sinn e Site ze fannen, wa mer d'Kritäre virdru benennen. Wann de Site bis public ass a genannt ass gëtt et ganz schwéier nondréiglech d'Argumenter ze liwweren, firwat dass et dee Site huet misse sinn. Dat gëtt ees wéi ees eng schwierig Diskussiouen.

Eise Rôle, mengen ech, ass et och, als Parlament d'Regierung bei där absolut noutwendeger Sich no deem Site doduerch ze énnerstëtzen, datt mer bereet sinn hei an der Chamber eng Motioun matzestëmmen, wou déi Kritäre géifen drastoen, déi d'Regierung zu Gronn geluecht huet an hirer Sich no engem Site fir deen neie Prisong zu Lëtzebuerg.

Mir wëllen als gréng Fraktioun eis dorunner bedeelen, dass mer méiglechst séier dat Gebai hei zu Lëtzebuerg stoen hunn, well ouni dat Gebai hu mer en desastréise Strofvollzuch énnert deem Bléckwénkel, dee mir Gréng als Sécuritéit betreuchen - an net déi aner Sécuritéit, déi mir net mengen.

Ech soen lech Merci.

»» Plusieurs voix. - Très bien!

»» M. le Président. - Ech soen dem Här Braz Merci. Ier ech dem Här Santer d'Wuert ginn, wollt ech ganz kuerz matdeelen, datt mer no dëser Heure d'actualité Schlusmaachen; dat heesch, et wäert kee Vote méi kommen, well verschidde Leit Obligationen hunn. Duerfir hale mer also no dësem Débat mat eisem Ordre du jour op a fuere muer normal virun.

Sou, elo ass als nächsten an als éischte Riedner den Här Patrick Santer agedroen. Här Santer, Dir hutt d'Wuert.

Débat

»» M. Patrick Santer (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Ausbroch de leschten 20. Februar aus dem Prisong vu Schraasseg huet erém d'Fro vun der Sécherheet am Prisong opgeworf. Ech wéll elo net erém eng Kéier op dësen Ausbroch agoen. Deen ass jo scho laang a breet duergestallt a kommentéiert ginn. Ech wéll mech op déi a mengen Ae wesentlech Froe konzentréieren op déi et ukënn, nämlech déi ronderém d'Sécherheet am Prisong.

Et ass net, och wéi den Här Braz virdru gesot huet, well een Häftling ausgebrach ass an dobäi nach vu Sécherheetsmoosname profitéiert huet, fir op d'Aussemauer ze klammen, datt de Prisong zu Schraasseg e Sift wär. Niewebäi bemierkt sinn der wéineg aus dem Schraassegger Prisong säit 1984 ausgebrach oder hunn et versicht.

Et soll kee behaapten, wéinstens net mat guddem Gewëssen, et géif näischt a puncto Sécherheet am Prisong gemaach ginn. Et si Gitteren un d'Fénstere komm - där gouf et net am Ufank -; et ass en Aussenzon installéiert ginn 1995, an et wäerten an Zukunft nach weider Sécherheetsmoosname geöffnet ginn.

Ech wéll just op zwou Mesuren agoen, déi als absolut Idealléisungen duergestallt gi sinn. Jo, et ass keen oder nach kee Brouilleur installéiert ginn, deen et den Häftlinge verbidde géif mat erageschmuggele Handyen ze téléfonéieren. Esou e Brouilleur muss eise moderne Kommunikatiouns-normen entspreechen, ouni dobäi all Kommunikatioun an den Nopeschdierer flaachzeleen, an e muss d'Häftlingen an d'Personal, déi esou enger Installatioun Dag fir Dag ausgeset sinn, géint Elektrosmog schützen.

Et si Modelle getest ginn, och zu Lëtzebuerg, mä net een huet sech weder technesch nach a Saachen Émweltverträglechkeet als zefriddestellend erausgestallt. Fir d'Schlussfolgerung ze zéien, dass näischt op dësem Gebitt geschitt wier, ass op d'mannst vireileg.

Och a puncto Droege sinn an de leschte Wochen an Deeg Drogenhënn als Allheilmittel duergestallt ginn, fir géint den Drogenhandel virzegoen. Drogenhënn sinn dat awer net. Si sinn op eng speziell Zort vun Droege spezialiséiert. Si können némmen eng kuerz Zäit am Asaz sinn. Si können och krankfalen an all Hond brauch e Maître-chien.

Fir hei erém eng Kéier ze behaapten, näischt géif énnerholl ginn, ass strikt falsch. Et gi Kontrollen énnerholl: An deenen zwee éischte Méint sinn 120 Kontrollen am Prisong an Drogesachen duerchgefouert ginn.

An et gëtt keng absolut ad vitam aeternam garantéiert Sécherheet am Prisong. Mir welle jo net op Modellen oder Infrastrukturen zréckgräifen, wéi se am Mëttelalter geherrscht hunn. Mä d'Sécherheetsdebatt kann een net lasstrenne vun zwou gradesou wichtegen, wann net nach méi wichtige Froen, déi sech am Prisong stellen: d'Iwwerbevölkerung an d'Resozialisierung.

Mir kéint nach laang iwwert dës zwee - Sujeté schwätzen a mir wäerten dat nach am Kader vun der Debatt iwwert d'Sécurité intérieure maachen. Duerfir just zwee Wieder: De Prisong ass e Prisong fourtout, dee fir 550 Häftlinge geduecht war an der elo 682 huet.

Ech begréissen, datt endlech eng Léisung fonnt gëtt fir de Bau vun der Unité de sécurité fir déi Männerjähreg zu Dräibur - endlech! -, well Männerjähreger zu Schraasseg - an ech hat och d'Geleeënheet, fir dat hei ze soen - am Prisong näischt verluer hunn. E Centre de rétention gëtt gebaut oder sollt gebaut ginn an deene beschten Délaïen - esou hoffen ech dat -, an eng Maison d'arrêt, also ee fir Untersuchungshäftlinge spezifische Prisong, soll gebaut ginn.

Wou soll deen awer gebaut ginn? De Choix vun der Plaz ass limitéiert. 90% vun de Prévenüe sinn am Arrondissement judiciaire vu Lëtzebuerg viru Geriicht. 10%, dat sinn der ongefíer 30, sinn zu Dikrech. Also d'Plaz ass limitéiert, an ech zielen awer op d'Ennertstzung vun allen Députéierten hei am Haus. Et ass jo eng Question d'intérêt national, fir datt endlech eng Léisung fonnt gëtt, wéi a wou dësen zweete Prisong oder dës Maison d'arrêt soll gebaut ginn.

(Interruption)

De Prisong, Här President, Här Goerens, soll net falsch verstane ginn. Et geet net némmen dréms fir Leit, déi géint e Strofgesetz verstouss hunn, ze bestrofen. Et geet och dréms deene Leit no hirer Zäit zu Schraasseg am Prisong erém Perspektiven ze ginn, fir en neit Liewen unzefärken, fir ze vermeiden, datt se erém stroffällig ginn. Op dësem Gebitt müssen nach Initiativen ergraff ginn, well soss hätt de Strofvollzuch senger Aufgab net Rechnung gedroen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, einfach Spréch, déi och gutt ukommen, hëlfen net an der Fro vun der Sécherheet.

(Interruption)

Här Bettel, Dir sidd dee mat den einfache Spréch.

Et ass eng komplex Matière, d'Problemer kenne mer, mä ech hunn an deene leschten Deeg tout et son contraire héieren, mä ech

hu keng konkret Léisung fonnt. Ech hu just Froen héieren. D'Froe kenne mer, mä et muss een do an där komplexer Matière en Équilibre téschent op där enger Sait der Fro vun der Sécherheet an op där anerer Sait dem Strofvollzuch a senger Resozialisierungsaarbecht fannen.

»» M. le Président. - Här Santer, Dir musst esou lues zum Schluss kommen.

»» M. Patrick Santer (CSV). - Nach ee Saz, Här President. D'Polemk, déi eropbeschwuert ginn ass, den Här Justizminister hätt näischt gemaach, kënnt just engem zegutt, nämlech deem, deen d'Polemk ugefaangen huet, mä sécher weder der Sécherheet am Prisong nach den Aarbechten an den Efforté vun der Prisongsverwaltung an de Giischtercher.

Ech soen lech Merci.

»» Plusieurs voix. - Très bien!

»» M. le Président. - Ech soen dem Här Santer Merci. Als nächste Riedner ass den Här Bettel agedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

»» M. Xavier Bettel (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et hätt mech gewonnert, wann de Vertrieder vun der CSV elo just net den Här Frieden a Schutz geholl hätt, an net gesot hätt, et ass jo alles an der Rei an dësem klenge Land,...

(Interruptions)

...well et verschidde Sujeten hei am Land gëtt, Här President,....

»» M. le Président. - Esou, elo huet den Här Bettel d'Wuert.

(Interruptions)

»» M. Xavier Bettel (DP). - ...déi een am lëifsten net soll diskutéieren.

(Interruptions)

»» Une voix. - Hal däi Mond...

»» M. Xavier Bettel (DP). - Wa mer, Här President, vun de Faité vum Ausbroch vu Schraasseg schwätzen, da kann ee just feststellen, dass den éischten Dag, e puer Stonnen nom Ausbroch, den Här Frieden am Prisong eng Pressekonferenz gemaach huet, wou hie gesot huet den Här Kujtim wär iwwert dräi héich Mauere komm, en hätt eng top militäresch, sportlech Formatioun.

Dass aus där grousser Mauer méi kleng Maiercher gi sinn, dass aus deem grousse Sportler eng Info gi war, déi ee vun engem Giischtche kritt huet: Et soll een net Saache behaapte wéi wann et Wourechte wieren, wann een se selwer net vérifiéiert huet, Här Minister!

D'Wort hat eng richteg Versioun geschriwwen; déi ass e puer Stonnen drop verschwonnen.

Ech wär och ganz drun interesséiert, Här Minister, wann Der eis kéint soen, wat d'lescht Woch geschitt ass, leschte Méindeg, elo net géschter, mä d'lescht Woch, wou och een aus dem Block „Charly“ fortgelaf ass iwwer eng Clôture, a well d'Kameraen en nees net gesinn haten an d'Giischtcher en och net gesinn haten, well se jo an engem Container sétzen an eng Fénster hunn, wou een net erausgesäßt, d'Daachdecker, déi um Daach geschafft hunn, hu misse Bescheid soen, soss wär déi Persoun och dobaussen.

Et wär jo vlächt interessant duerno - Dir hutt jo méi Zäit wéi mir hei, Dir hutt eng Véirelstonn -, fir eis iwwer en neie Fall ze informéieren.

Dir hutt behaapt, Här Minister,....

(Interruption)

Jo, et schéngt ze stëmmen; op jidde Fall krut ech dat vun e puer Quelle gesot. Den Här Minister huet selbstverständlich keng Pressekonferenz organiséiert, well de Prisonnéier och net erauskomm ass, mä da soll een och iwwer esou Saachen diskutéieren.

Wat d'Kommunikatioun ugeet, Här President, do muss ee leider soen, dass - an ech mengen hei hunn och nach Vertriebeder vun der CSV e Freideg op der Assemblée générale vum Syndicat national de la Police grand-ducale dat matgedeelt kritt - de Portrait vum Nuka Kujtim - an dat war dat, wat mer och direkt gesot hunn - vill ze spéit komm ass; dass verschidde CPen an Clen en eréischt den Dag drop kritt hunn. An dann ass et e bëssez schwéier, wann d'Leit gesot kréien, si sollen den Nuka Kujtim sichen, a si wëssen net wéi en ausgesäßt.

Den Här Minister huet gesot, dat wier net esou dramatesch, a mer kruten dat och vun der Policedirektioun bestätigt, well den Nuka Kujtim wier e Begréff.

Ech gleewe kaum, dass all Member vun der Police grand-ducale, deen um Terrain war oder deen d'Foto net kritt hat, iwwerhaapt wousst wien et wär.

Wann ee seet, et wier alles an der Rei, den Här Minister huet dat jo gesot, da muss ee sech d'Fro stellen: Firwat dann 150 nei Kammeraen installéieren? Firwat en elektreschen Drot? Firwat en Antihelikopterdrot? Firwat méi Rondé bei Niwwel?

Wann alles an der Rei ass, den Här Minister huet jo gesot, dass och kee Feeler do ass an dass deen Nuka Kujtim einfach e supere Typ wär, deen esou iwwer Mauere géif kommen, da kann ee sech d'Fro stellen, ob da wierklech alles esou an der Rei ass.

Mir kréien hei behaapt, mir hätte keng Alternativen. Ech wéll just den Här Santer drun erénnern, dass ech elo am aachte Joer hei an der Chamber sinn, an et ass net fir d'éischt, wou ech hei iwwert dee Sujet diskutéieren, Här Santer!

Mir können déi lescht PVe vun der Commission juridique kucken. Ech wéll lech just drun erénnern, dass den Här Frieden och am Joer 2000 gesot huet, dass Giwenché fir d'Fraen... A meng Kollegin hei, d'Claudia Dall'Agnol, vun der Lëtzebuerger Sozialistischer Aarbechterpartei, huet jo och gesot, dass een eng Egalitéit vis-à-vis vun der Verfassung misst hunn, dass Fraen a Männer déiselwecht Strukture géifen hunn.

Den 3. Mee 2000 - et ass jo net dann déi lescht puer Wochen, Här Santer, dass dat gesot ginn ass - huet de Minister gesot e wier dofir, dass een eng Structure semi-fermée hätt fir d'Fraen, obwuel net vill Fraen do wieren an och mam Personal vlächt Problemer waren.

Här Minister, vum 3. Mee 2000 bis den 13. Mäerz 2007 sinn e puer Deeg scho vergaangen: Wéi wäit ass et mam Projet? Ass en déposéiert? Ass en an Ärem Tirang? Oder ass e verschwommen?

Iwwer Droege gëtt gesot, selbstverständlich, dass et onmëiglech wier e Prisong ouni Drogen ze hunn. Ech hunn d'Fro vun engem Drogenhond gestallt, deen owes, wann d'Päck erakommen, an e Sall géif goen an do en Tour maache géif - en Hond brauch keng 20 Minutte fir de ganzen Tour vun de Päck ze maachen -, amplaz drépscherweis d'Päck eranzekréien. Do krut ech d'Antwort, déi den Här Santer och hei gesot huet, déi awer eng Antwort ass, déi mir e bëssez Suerge mécht, dass en Hond kéint krank sinn. Jo, e Giischtche kann och krank sinn; dass en Hond awer och net all Droege kéint erkennen.

Mir hu Sue fir alles, Här Santer, mir hu Sue fir alles hei an deem Land! Wann een awer net wéll am Prisong de Problem an de Gréff kréien, da brauch een och déi Suen do net ze investéieren.

Endlech de Brouilleur. Do kréien ech dann hei vu verschidde Kollege gesot, dat wier jo keng wichteg Saach. Ech muss just soen, wann ech an engem Dossier gesinn, dass eng Persoun en Drogeréseau organiséiert huet aus dem Prisong an 10.000 Téléfongesprécher hat; an dass eng aner Persoun an engem Prozess téléphonéiert kritt huet, dass seng ganz Famill géif émbruecht ginn, iwwert den Handy, wann déi iergendeppes géifen den Dag drop am Prisong soen, dann ass dat eng Saach vu Sécherheet. E sëtzt haut am Prisong. Et ass en Dossier, deen ech hunn.

(Interruption)

Här President?

»» M. Félix Braz (DÉI GRÉNG). - Dir hutt jo awer elo e gutt Beispill ginn

(Hilarité)

»» **M. Xavier Bettel** (DP).- Här President, ech hunn nach e puer Sekonnen, well ech sinn elo énnerbrach ginn.

Ech wëll just soen: Et ass net normal, dass esou eng Persoun iwwer en Handy do-baussen d'Leit terroriséiert. Wann den Här Braz dat fir normal fénnt, ech net.

An dann nach schlussendlech, Här President, ob dat elo mat de Réfugiéen ass, déi nach zu Schraasseg sinn, wou de Prozess gesot huet, et wier géint d'Ménschen-dignitéit; de Suivi no der Sortie vum Prisong, dee scho vu verschidde Leit hei ervir-gehuewe ginn ass; d'Formation vum Personal; d'Krankheet vum Personal, déi och ganz ganz héich an Tauxen ass.

Den Här Minister huet eng Kéier behaapt, e wier 70% Budgetsminister an 30% Justiz-minister. Här President, eist Land brauch e Justizminister, deen 100% Justizminister ass, an et ass kee „part-time job“.

»» **Plusieurs voix**.- Très bien.

»» **M. le Président**.- Ech soen dem Här Bettel Merci. Als nächst Riedner ass d'Ma-dame Lydie Err agedroen. Madame Err, Dir hutt d'Wuert.

»» **Mme Lydie Err** (LSAP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt just am Ufank soen, dass meng Vue vu Sécherheet genau déiselwecht ass wéi déi vum Félix Braz. Well ech der Meenung sinn, dass et bei Sécherheet wierklech net ém Gebaier ka goen, mà dass et bei Sécherheet ém Froe vu Fonctionnement geet, deen innerhalb vun deene Gebaier do stattfénnt. Do, mengen ech, sinn immens vill Efforté gemaach ginn, och wa Pépiné virkommen. Mä ech kommen aus enger Partei, déi be-reet ass mat sech diskutéieren ze loissen, och wa Problemer sinn an och wa mir d'Verantwortung an der Regierung deelen, och wann dat net émmer de Fall war.

Et gëtt en Accord op e puer Punkten, wat de Prisongsfonctionnement ubelaangt.

Éischtens: Surpopulation. Fir 500 Leit ass e gebaut ginn. Iwwer 700 Leit sinn de Mo-ment dodranner. Dovunner 78% Netlétze-buerger a vun deenen 78%, an dat ass och e grosse Problem, 50% Netrésidenten. Dat heesch Leit, déi am Fong vun deene Fa-veuren, déi et méiglech wier ze ginn, fir d'Peinen ze verkierzen, net profitéiere kënnen, well se keng Wunnplaz zu Létze-buerg hunn; well et heiansdo schwierig ass Pabeieren ze kréien, fir déi Leit dohinner ze féieren, wou se hierkommen, am Fall wou se irregulär Pabeieren hunn, etc.

Esou dass et wichtig ass, a jiddfereen huet dat hei gesot, dass déi Surpopulation am Prisong ophéiert, well sécherlech ass dat eng vun deene groussen Ursachen, déi och mat der Sécuritéit zesummenhänkt, duerch d'Konstruktioun vun enger Maison d'arrêt. An ech fannen déi Suggestioun vum Här Braz hei net esou schlecht.

Ech géif am Fong just nach wëllen e puer Saachen derbäifügen. Et geet menger Meenung no och net duer, fir Kritären ze siche fir den Emplacement vun enger Mai-sion d'arrêt, mà och, wéi esou eng Maison d'arrêt fonctionnée soll. Well dat schéngt mir wierklech de Punkt ze sinn. Well eng Maison d'arrêt, wou Prévenuen, dat heesch Untersuchungshäftlingen, dra sinn, déi muss aneschters fonctionnée wéi e Prisong, wéi deen, dee mir elo hunn a wou Condamnierter dra sinn. Souwéi e Centre de rétention - an do hu mer d'Diskussioun deemnächst an der Kommissioun mam zoustännege Minister - aneschters fonctionnée muss wéi aner Kategorie vum Prisongen.

An ech géif duerfir am Fong dat dann emol un déi Kritären, déi hei opgezielt gi sinn, d'Modalités de fonctionnement och umaa-chen. Mir wëssen all, firwat mer net wëllen am Detail vun enger Platz schwätzten, mà mir kënnen a mir sollen, mengen ech, wa mer wëllen iwwert d'Sécherheet schwätzten, iwwert de Mode de fonctionnement an iwwert d'Kritären, no deenen d'Plaz muss erausgesicht ginn, diskutéieren.

Alternativen zum Prisong siche schéngt mir och eng Platz vu Sécherheet ze sinn. Well wa mer némmen déi richteg Leit am Prisong

hunn, némmen déi, wou et wierklech keng aner Méiglechkeet gëtt, dann hu mer der manner. A wa mer der manner hunn, da kann ee se besser surveilléieren, besser encadréieren, besser organiséieren, esou dass da sécherlech all déi Risiken, déi duerch d'Surpopulation, duerch e Manktum un Aarbecht, duerch e Manktum un Aktivitéit par ailleurs entstinn, sécher-lech manner grouss wieren.

Et ass kloer, an dat ass en drëtte Punkt, deen a mengen Aen och e Sécherheets-facteur duerstellt, dat ass de Fait, dass d'Leit net némme keng Aarbecht hunn, also soumadder näischt verdéngé können, mä och keng Beschäftegung hunn, keng sén-nvoll Beschäftegung. Da sëtzte se zesummen zu e puer an der Zell, si hunn näischt ze dinn an da kënnnt natierlech näischt Ge-scheites dobäi eraus.

An duerfir wier Sécherheet a mengen Ae beispillsweis méi Personal, wat psychosozial géif déi Leit am Prisong entouréieren. Déi Leit, déi forméiert wieren, fir mat schwie-rege Leit a schwierege Situations adaptéiert émzegoen, an déi och selwer eng Supervision hättent. Well ech mengen, dass et kloer ass, dass Gardien an engem Prisong vun haut e Beruff ass, dee wierklech net enviaabel ass an deen een duerfir och misst deemgemäss encadréieren.

Giwenech oder eng Aart Giwenech och fir Fraen, och wa manner Fraen am Prisong si wéi Männer - et ass schonn hei ugeklungen -, ech mengen och dat wier eng Saach, déi richteg wier.

E puer Saachen zum Schluss, a ganz schnell, wollt ech opzielen, déi erauskomm sinn an engem Gespréich mat der Delegatioun vun den Détenen, déi mer haten, net déi lescht Visite am Prisong, mà déi vir-lescht, a wou ech wierklech - an ech mengen ech war net eleng am Fall - impressionnéiert war iwwert d'Qualitéit vun der Organi-satioun vun deene Revendicatiounen, an ech wëll der duerfir hei e puer just eraus-huelen an ech géif dem President vun der juristescher Kommissioun virschloen, dass mer iwwert déi principiell Saachen, déi do opgeworf sinn, och eng Kéier géifen diskutéieren unter Ausschluss der Öffentlichkeit, an zwar iwwer en Tribunal d'application des peines, iwwer eng Méiglechkeet bei Disziplinarstrofe können ze diskutéieren, ob se berechtegt sinn an ob se kënnen ausge-fouert ginn. Iwwert, an dat hu mer schonn an engem anere Kontext ugeschwat, even-tuell e Conseil supérieur des Magistrats a wat déi eventuell dann nach mam Prisong ze dinn hättent; well dat ass am Fong déi Fro, déi elo hei interessant wier.

An eng aner Suggestioun, déi op d'mannst eng gemeinsam Reflexiouen derwäert wier, ass déi, fir fir den Traitement vun de Prisonnéier eng Aart Système à points ze schafen, deen, wa se sech gutt géife behuelen, dass se da géifen am Fong en Traitement de faveur eventuell sech kënnne verdéngé, fir an en aneren Deel vum Prisong ze kommen, wou et méi agréabel ass fir eranzekommen.

An, wat mech erstaunt huet, och dat mengen ech ass eng Diskussioun derwäert, et sinn d'Experté vun de Prisongen, déi dat soen, dat heesch déi Leit, déi drasézten: „donner plus de pouvoir aux surveillants“. Et ass dat, wat ech mer sécherlech am mannsten erwaart hat an dår Diskussioun; mä och dat, denken ech, ass derwäert.

De Parloir plus intime, ech mengen dat ass eng laangwiereg Demande, déi émmer nach net erféllt ass. Och bei dår wier et sécherlech derwäert eng Kéier drop zréck-zekommen. A vläicht ass déi Geleéenheit vun dår Diskussioun hei iwwert d'Sécuritéit vu Gebaier oder vu wat och émmer der-wäert, fir Ureegungen ze gi fir Diskus-siounen, déi zwar mat Sécherheet ze dinn hunn, mä net apparemment an net direkt. Och dat, mengen ech, wier sécherlech am Senn vun deem, deen hei d'Froestonn uge-frot huet.

12. Dépôt d'une proposition de loi

Domadder, Här President, wollt ech lech nach just eng Proposition de loi ofginn, déi náiischt mam Prisong ze dinn huet, mä dann ass dat gemaach; da vergiessen ech se net.

- Proposition de loi N°5701 portant modifi-cation de la loi du 15 novembre 1978 rela-tive à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption de la grossesse

»» **M. le Président**.- Ech soen der Ma-dame Err Merci. Als nächst Riedner ass den Här Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

13. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de la sécurité au Centre de détention de Schrassig (suite)

»» **M. Jacques-Yves Henckes** (ADR).- Här President, an deenen zwou Minuten, déi mer zur Verfügung hunn, wollt ech just nure soen, datt den Här Justizminister héchstwahrscheinlech aus dår ganzer Affär eppes geléiert huet, an dat ass, datt, wann en Ausbroch an engem Prisong geschitt, een da fir d'éisch d'Enquête administrative ofwaarde muss. Dat hëlleft relativ, fir d'Situatioun ze berouegen a fir ganz prezis Indika-tiounen ze ginn.

Dat gesot, muss een awer och festhalen, datt et Tradition hei ass, datt de Prisong als eng métTEL Sécherheet geduecht ass, an datt en dat och soll an Zukunft bleiwen. D'Fro, déi sech awer stellt - an dat müssen déi Leit wëssen, déi am Prisong selwer vill ze dinn hunn, déi d'Détenuë kennen -, dat ass, ob een net soll e puer Zellen oder e klengen Deel als Héichsécherheetstruktur gesetzt fir déi Individuen, déi wierklech gewalttäteg sinn, sief et am Prisong, sief et, datt, wa se géifen erauskommen, se do këinte geféierlech ginn. Am Ausland huet dat ganz positiv Resultater gehat, well déi Leit jo net onbedéngt müssen déi ganzen Zäit drableiwen, mä wéinstens an dår Zäit bis et sech e bësse berouegt huet.

Mä den Haaptproblem, Här Justizminister, deen ass awer nach émmer den Drogen-handel am Prisong. Mir gesinn, datt e klenge Prozentsaz vu Leit an de Prisong erakommen, déi droguéiert sinn, a wa se erauskommen, da sinn et der vill méi. An all Droguéierten, deen erauskénn, dee brauch am Prinzip téschent 3.500 a 4.000 Euro de Mount, fir seng Drogen ze kafen. Dat bedeut Beschafungskriminalitéit. Dat bedeutet, datt aner Leit mat an den Drogekonsum era-geholl ginn. Et kënnnt hei kiloweis an de Prisong eran. Dat brauch just nuren een Témoignage ze beweisen, an dat sinn déi Nolen, déi gezielt ginn, an déi mussen am Prisong verdeelt ginn am Kampf géint den Aids. Dat sinn Indikatiounen. An do, Här Minister, do sidd Der gefuerert.

Deen zweete Punkt, an do sinn ech mat de grénge Kollegen d'accord: Et muss och op d'Aarbecht insistéiert ginn, fir déi Pri-sonnéier, déi erauskommen, op d'Liewe vir-zebereeden, fir se ze resozialiséieren. Och do feelt et ganz vill u Leit an u Moyenen.

Ech soen lech Merci.

»» **M. le Président**.- Ech soen dem Här Henckes Merci. Als leschte Riedner ass den Här Aly Jaerling agedroen. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

»» **M. Aly Jaerling** (Indépendant).- Bon. Merci, Här President. Ech mengen, ech kann dat, wat den Här Braz hei gesot huet, némmen énnerstëtzen. Et ass e Problem vun Infrastrukturen, an et ass e Problem vun Resozialiséierung. A wann ech vu Resozialiséierung schwätzten, da soen ech: Resozialiséierung, dat ass, wann deen, dee se be-tréfft, net méi dohinner zréckkénn, wou e war. Dann ass Resozialiséierung gegléckt.

Et ass e Problem vun den Infrastrukturen. Et ass awer och e Problem am Prisong, deen iwwerfellt ass, an et ass e Problem fir déi Beamte fir dår iwwerhaapt eng seriö Kontroll ze maachen. A wann een och vu Päck schwätz, déi erakomme fir Chrëschtdag oder esou, da muss ee sech emol iwwer-leeën, wéi dat an dår kuerzer Zäit, déi d'Beamten dofir hunn, méiglech ass, well wa se jo awer gären hättent, dass déi Leit fir Päck kréien, an zumindest och nach e bëssen anstänneg kréien, an et dierf een net vergiessen, dass do heiansdo less-wueren dra sinn, déi net méi genéissbar sinn, wa se eng Zäit leien, ech mengen, da muss een do oppassen.

Ech wëll dem Här Bettel soen, wann hien elo vun Drogenhënn hei schwätz, da soll hien net esou oft de Fernseh kucken, well mat den Drogenhënn ass dat net esou einfach. Ech kann lech einfach némme soen, wann Der e Sachet Drogen hutt an Der macht se an e Pak Kaffi an d'Métt, da kënnnt Der dee schärfsten Hond huelen, deen Der hutt, dee richt se net.

(Interruption)

Esou einfach ass et. Dat ass d'Praxis. Dofir wëll ech soen, dass d'Drogenhënn och keng Wonner kënnne bewierken.

Wonner kënnne mer iwwerhaapt keng be-wierken. Et ass eben eng laangfristeg Auf-gab fir eben déi Sécherheet, déi mer all mengen, ze kréien. An dat ass fir mech

haapsächlech eng Aufgab vun der Op-deelung vun de Strukturen, net esou déi Vermëschung vun all deene verschiddenen Delinquenzen, déi do an deem Prisong sinn, wéi zum Beispill Süchteger, déi iwwert d'Beschafungskriminalitéit do erakommen. Déi gehéiere fir mech net dohinnen.

Do muss ee sech einfach d'Fro stellen, wann en nei Infrastrukture baut - an dat war meng Iddi vun Ufank un -, wann ee Süchteger, déi iwwert d'Beschafungskriminalitéit erakommen, an de Prisong ka stiechen, da kann een och higoen an et kann een se gradesou gutt an eng geschlosse Suchtanstalt stiechen, wou zu-mindest de Versuch gemaach gëtt hinnen ze hëllefen, dass se vun den Drogen ewechkommen, a wou et zumindest sécher ass, dass se net méi un Droge kommen.

Dat wär eng Approche vu menger Sät, mä op jidde Fall ass den Haaptaspekt, dass dee Prisong einfach ze voll ass, dass d'In-frastrukturen müssen opgedeelt ginn op déi eenzel Kategorien, an dass d'Resozialiséierung awer och muss - wéi den Här Braz et scho gesot huet - un alleréischter Stell stoen. Wa mer dat réusséieren, dann hu mer och eppes a puncto Sécherheet gemaach, well ech kann lech eppes soen zu méttraler Sécherheet oder staarker Sécherheet: Ech mengen, métTEL Sécherheet gëtt et net, well et ass ee jo och net hallef schwanger, an esou gëtt et och keng métTEL Sécherheet.

»» **M. le Président**.- Ech soen dem Här Jaerling Merci. Elo huet de Justizminister Luc Frieden d'Wuert.

»» **M. Luc Frieden**, Ministre de la Justice.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an deene leschte Wochen ass vill iwwert de Prisong geschwat a geschriwwen ginn. An et ass am Fong schued, datt némmen dann iwwert déi komplex Matière vum Strofvollzuch intensiv geschwat gëtt, wann eppes geschitt. Well d'Problemer - dår ginn et der vill an dår wäerten et der och émmer vill ginn -, d'Erausforderungen, mä och d'Realisatiounen an d'Erfolge vun all deenen, déi mam Strofvollzuch ze doen hunn an der Politik an der Verwaltung, déi verlaangen, datt een och derzwëschent heiansdo doríwwer diskutéiert. Ech weess awer, datt dat manner spektakulär ass an duerfir weder d'Attentioun vun der politischer Debatt nach vun de Mediécommuni-tairé fénnt.

De Prisong - an ech hunn dat émmer gesot, an ech soen dat och de Métten hei - ass net problemfräi a wäert och ni problemfräi sinn. Ech mengen, et gëtt keng Ausso vu mir, wou ech gesot hunn: Do ass kee Problem. Och an den auslännesche Prisonge gëtt et Pro-blémer, an duerfir muss ee sech an enger komplexer a permanenter Evolutioun be-fannen an émmer erém versichen un déi Problemer vum Strofvollzuch mat bewährten oder neie Methoden erunzegoen. Et ass och ganz normal, datt et an engem Prisong Pro-blémer gëtt, well bekanntlech sëtzen do lauter Leit, déi jo net do sëtze wëllen, déi zesumme müssen do liewen ouni wëllen zesummen do ze liewen. An datt dat zu Konflikter féiert, datt dat zu Roserie féiert, datt dat zu Versich féiert, fir aus deem gezwongenen Zesummeliewen ausze-briechen, dat ass nun emol inhärent zum Prisongswiesen.

Elo ass an deene leschte 14 Deeg, dräi Woche villes gesot ginn, wat falsch war, wat och heiansdo blessant war, an et huet een natierlech dann d'Loscht an och d'Roserie fir op all déi Saachen am Eenzelnen anze-geben a parteipolitesch dorobber ze rea-géieren. Ech wollt dat och ursprünglech maachen. Ech maachen dat net, well et am Fong kee vun de Problemer léist. Et mécht vläicht deen een oder anere méi bekannt; deen een oder anere kritt vläicht e puer Minuten op engem Medium ze schwätzten, mä ech si trou, datt sech de Gros vun den Interventiounen haut op d'sachlech Problematik vum Prisong bezunn huet. D'Fro si komplex, an et muss een émmer d'Breet vun der Aufgab vum Strofvollzuch kucken, fir zu all eenzelner ze versichen eng Äntwert ze fannen.

Fakt ass, datt e Gefaangenen et fäerde bruecht huet iwwert de Sécherheetsdispo- sitif: Mauer, Stacheldrot, erauszekommen. A Fakt ass och - dat dierf een awer hei och nach vläicht eng Kéier soen an énner-sträich - , datt duerch d'Mathélfel vun engem responsabile Matbierger an engem remarquable Asaz vun der Police dës Persoun och erém konnt festgeholle ginn.

En Ausbroch wéi deen doten ass an der Vergaangeneet nach ni zu Schraasseg ge-schitt; Schraasseg huet 23 Joer Existenz. An ech géif och menge soen ze kënnen, datt opgrond vun enger Rei Moosnamen, déi d'Prisongsdirektioun geholl huet, et dierf schwierig sinn, datt nach eng Kéier

en Ausbroch op déi dote Fassong geschéie keint.

Mä de Prisong huet an eiser Opfaassung - an ech mengen, déi gëtt heibanne gedeelt - op d'mannst dräi Aufgaben: En huet d'Aufgab an den Zweck eng Strof ze organiséieren fir déi Persoun, déi eppes gemaach huet, wat am Strofrecht virgesinn ass an net erlaabt ass, déi also eppes Illegales gemaach huet. En huet als zweet eng Aufgab, all déi aner Leit an der Gesellschaft ze protegéieren, also d'Sécherheet vun deenen anere matzeorganiséieren, an e muss d'Preparatioun vun deene Leit op d'Zukunft maachen, wat an engem Prisong wéi deem létzebuergeschen äusserst schwierig ass duerch d'Kompositioun vun der Leit, déi dobanne sétzen. D'Zesummesetzung ass zu Létzebuerg atypesch. An duerfir sinn déi dräi Froen - Preparatioun op d'Fräheit, Strof a Sécherheet dobannen an duerfir Schutz vun deenen anere Leit dobaussen - eng enorm komplex Matière.

Ech weess net, ob et lech bewosst ass wéi d'Evolution vun de Chifferen am Prisong vun de Gefaangenen ass. Déi ass eemoleg an der Evolution vun eisem Land an och am Verglach mat den Nopeschlänner. 1984, wéi dése Prisong agewiet ginn ass vun der deemoleger Justizministerin, der Madame Colette Flesch, du waren do 210 Gefaangener. De Prisong huet eng Capacitéit vu ronn 600 Leit. Wéi ech 1989 Minister gi sinn hat de Prisong 330 Gefaangener. E war also némmen halfe voll. An et ass eréischt 2004, wou mer éischtmoleg iwwregens an deene leschten 500 Détenuen haten, a mir hunn der elo zu Schraasseg 680 - fir eng Gesamtplatz vu 600 Leit.

De Problem vun der Iwwerbevölkerung ass zu engem groussen Deel zréckzeféieren op déi Politik, déi mer an deene leschte Jore soss am Sécherheetsberäich gemaach hunn: Andeem mer d'Zuel vun den Polizisten a vun de Riichtere massiv gehéicht hunn, andeem mer och enger Rei vu Problemer, déi sech op verschidde Plazzen am Land gestallt hunn, massiv entgéintgetruede sinn.

De Phenomeen vum Drogenhandel an der Stad hat zur Konsequenz, datt 200 Leit zousätzlech an de Prisong komm sinn duerch eng Rei vu Razziaen am Drogemilieu Leit, déi allegueren net aus der Europäischer Unioun komm sinn, déi ganz vill énnerschiddlech Sprooche vum afrikanesche Kontinent geschwatt hunn.

Dat heescht, vun 2004 un eréischt hu mer am Fong de massive Problem vun der Iwwerbevölkerung. An duerfir ass et och wichtig a richteg, mengen ech, datt mer dunn décideert hunn no Refleksioun - an do hunn ech och émmer d'Ennerstättung hei am Parlament gespuert -, datt mer en zweeten zouene Prisong géife brauchen.

Mir hunn e Konzept iwwert dee Prisong ausgeschafft, wat en fait kee Prisong ass, mä wat an eisen Aen eng Institution soll gi fir maximal 400 Untersuchungshäftlingen, déi hir Platz an engem räsonnablem Émkrees ronderém dat Haaptgeriicht vum Létzebuerg Land muss hunn. 90% vun den Untersuchungshäftlinge ginn un d'Stater Geriicht. Dat heescht, mir müssen an engem räsonnablem Émkrees vun deem Geriicht sinn, wou déi Leit och müssen higefouert ginn.

Mir mengen, datt et ideal wär, wann deen Terrain schonn elo a Statsbesézt wär, an dat ass eng vun den zousätzleche Schwierigkeiten, guer net ze schwätzen vun deenen Autorisationen, déi mer duerno brauchen a wou mer jo och an aneren Dossiere gesinn hunn, datt dat keng einfach Saach gëtt.

Ech begréissen d'Invitatioun, déi souwuel hei vum Organisateur vun dëser Froestonn, dem Här Braz, souwéi vum honorabelen Här Santer, dem President vun der Commission juridique, komm ass, fir dat Konzept, esou wéi mir eis dat virstelle vun d'r Maison d'arrêt, an d'Commission juridique virstellen ze kommen. Dann hu mer nach émmer keen Terrain an da steet en nach émmer net do.

An dann hoffen ech duerno, datt och all déi, déi sech hei reell Suergen ém d'Sécherheet vum Strofvollzuch maachen, op deenen anere Plazzen, wou se Responsabilitéiten hinn, och dann hir Responsabilitéit mat iwwerhuelen an datt mer dann och ganz schnell können an engem nationalen Effort deen Terrain fannen, wou mer dee Prisong können hibauen.

Ech soen lech nach, datt mer dann nach émmer kuerzfristeg e Riseproblem hunn, well och mat schnellster Baufäegkeet weess ech, an den Här Bauteminister ass do, datt mer net vun haut op muer esou e Gebai hunn.

À propos Gebaier wéll ech hei och nach eng Kéier soen, datt och ech émmer bedauert hunn, datt mer Mannerjähreger am Prisong hunn. Wat mech am Fong am trauregsten, am rosenste mécht, ass, datt

déi Impressioun do bewosst émmer geschaf gëtt, wéi wann ech a) géing déi Leit dohinner setzen, b) dat mech géing freeën an c) datt ech näischte géing maachen, fir datt dat géif änneren.

Mir hu fir de Moment um Dag vun haut, fir datt dat och kloer ass, dräi Mineuren zu Schraasseg. Dat sinn dräi Mineuren, déi vum Jugendericht dohinner gesat gi sinn, op déi Gesamtzomm vu 680 Leit, vun deene mer der Meenung an der Regierung sinn, datt déi net dohinner gehéieren. An duerfir hunn déi sukzessiv Regierungen - an ech war elo an dräi Regierungen derbäi - an déi zoustänneg Familljeministeren a Bauteiministere sech ém déi Fro bekämpft an x Gespréicher mat der Gemeng vu Wuerm geféiert, fir zu Dräibur kënnen eng zounen Infrastruktur fir déi Kanner oder déi Jugendlech, dat sinn der meeschentens vu 16 bis 18 Joer, ze schafen.

Deen Dossier huet extrem laang gedauert, mä ech kennen awer och d'Efforten, déi de Bauteminister - och seng Virgänger iwwregens - an d'Familljeministerin an deem Dossier gemaach hunn. Iwwregens hu mer parallel douzou och viru kuerzem als Regierung an der zuener Psychiatrie Plaze geschaf, wou eng Rei vun deene Jugendlechen och kënne vum Jugendrichter hiverweise ginn, an eng Rei ginn och vum Jugendrichter an d'Ausland a spezial Strukturen iwwerwisen.

Iwwregens sinn déi Jugendlech ganz oft esou énnerschiddlech, datt een och meeschentens mat enger zouener Infrastruktur iwwerhaapt net déi Problemer ka léisen. Jee nodeem wat se gemaach hunn oder wou hire Problem läit, brauch een nach méi spezialiséiert Institutioonen; et kann een awer net fir all Jugendlech eng speziell Institutioon bauen.

Wat déi illegal Immigranten ubelaangt, wéll ech och soen, datt mer där um Dag vun haut zwielef zu Schraasseg hunn. Do wéssst Dir vun den Efforten vun der Regierung fir e Centre de rétention ze bauen. De Bauteminister an den Ausseminister sinn do an deene Gespréicher och relativ wäit komm, esou datt dee Bau geschwé misst kënnen ufánken, wann dann déi Prozeduren allegueren ouni Hürde kënnen iwwerschrott ginn.

Ech hoffen an ech wünschen als deen, deen zoustänneg ass fir de Prisong awer net fir alles dat, wat ronderém och nach muss geschéien, mä awer gär do mat solidaresch déi Aarbechten ze begleeden. An ech hoffen, och als Budgetsminister, datt mer dat këinne schnell iwwert d'Bühn kréien.

Mä déi Zuel, déi mer da manner hunn zu Schraasseg - dräi Mineuren haut, zwielef illegal Immigranten -, déi léisen nach net fundamental eise Problem, well bei 680 Détenuen op 600 Plaze fir de Moment - net wéssend wéi d'Evolution wäert sinn -, bleibt d'Problematik vun der Iwwerbevölkerung nach ganz grouss.

An da kénnt d'Multinationalitéit dobäi, déi eemoleg am Létzebuerg Prisong ass. Mir hunn um Dag vun haut 66 Nationalitéiten zu Schraasseg am Prisong. Dat sinn och enorm vill verschidde Sproochen. A fir dass déi Leit allegueren zesummen eens ginn, dat wär schonn an enger oppener Struktur ganz schwierig. Stellt lech dann emol vir wéi dat ass an enger Struktur, wou d'Leit gezwunge matenee liewe müssen, a sech un e relativ strenge Regime awer hale müssen.

An duerfir ass et am Fong awer remarquabel, datt mer an deene leschte Jore relativ wéineg, am internationale Verglach, Ausbréch haten: Mir haten der siwen am Ganzen, dovunner zwee, déi a meng Amtszaít gefall sinn.

Et ass all Kéier en Échec. Dat beweist, datt Problemer do sinn, mä ech géing soen, Problemer an engem Prisong, trotz allen Efforten, déi mer gemaach hunn, wäerten émmer bleiben. Mä dat heescht net, datt een näischte muss maachen an duerfir hu mer schrecklech vill an deene leschte Jore gemaach!

Am Beräich vun der Sécherheet: Dee pickegen Drot bannen op de Maueren - den Här Santer ass dorobber agaangen -, dee gouf et guer net fréier! Deen hu mer 2002 oder 2003 eréischt installéiert. Mir hu Scannere kaaft fir d'Kontroll vun de Päck besser kënnen ze maachen, fir ze kucken, wat dann iwwerhaapt eraként. Mir hunn en Apparat kaaft, deen extra soll d'Leit kënnen detektéieren, déi eventuell sech géife verstoppen a Camionen, déi erafueren.

Mir hunn énner schwierigesten Émstänn de Chantier vun der Buanderie gebaut, an do ass Gott sei Dank an all deene Joren a puncto Sécherheet näischte geschitt. Mir hunn d'Haaptentrée vum Prisong nei organiséiert, fir déi méi sécher ze maachen. A villes aneres méi.

An trotzdem muss een émmer erém weider dorunner schaffen. Duerfir hunn ech gesot, an dat hu mer d'lescht Joer décideert, datt mer géingen de Kamerasystem nei maachen, net well mer elo op eemol fannen, datt mer dee sollen nei maachen, mä ech mengen, datt dat Installatiounen sinn, déi regelméisseg müssen erneiert ginn, well émmer erém nei Technike kommen an och déi al Apparater op eemol net méi ginn.

An ech sinn dankbar, datt de Bauteminister d'accord ass, fir op eng schnell Aart a Weis, dat heescht, opgrond vun engem Marché négocié, an och wéinst de Sécherheets-consideratioonen, déi do Bestellungen opzegginn, mä nach dauer dat eng Zäitchen. Fir déi do Kameraen ze bestelle muss een e Cahier des charges ausschaffen, et muss een also eng ganz Rei technesch Exame maachen. Et geet also net esou schnell, wéi een dat vläicht als politesche Responsabele gären hätt.

Datselwecht gëllt fir déi Antihelikopterdeit, déi mer do maachen. Ech deelen d'Meuning vun deenen, déi soen, mer solle kucken, datt mer vläicht eng Unitéit hinn, déi sech fir méi geféierlech Gefaangener oder fir Gefaangener, wou d'Fluchtgefó méi grouss ass, prétier. An dofir wéll mer och op zwee Préauen héchstwahrcheinlech némmen deen Dispositif maachen. Et ass och eppes Kompliziéiertes vun der Technik hier; gradesou wéi mer wéllen de Stacheldroit eben un déi neist Erkenntnisser vun der Technik adaptéieren.

Mä och dann, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, ginn et nach émmer Problemer. A Frankräich hu se zu Fresnes Tiers gebaut, Miradoren, wou Leit dra ware mat Waffen. Wat ass geschitt 2003? Et ass eng Attaque gemaach gi vu baussen op de Prisong. Et ass fir d'éischt op d'Gardiene geschoss ginn, déi am Mirador souzen, an dunn ass mat engem Auto an d'Mauer gerannt ginn.

Dofir soen ech - an dat ass keng Excuse fir manner Sécherheet ze maachen -: Ech mengen, ech wär genuch derfir bekannt, datt ech mech fir d'Sécherheet bannen am Prisong a ronderém aseten, mä et gétt keen Dispositif, wou net erém aner Krimineller nees nei Iddié fannen. Mir wäerten den Dispositif weider adaptéieren, mä et wäerten och dann nach émmer Problemer ginn; Gott sei Dank zu Létzeburg méi klenger wéi am Ausland.

Och am Beräich vun den Drogen, dee fir mech net zefridde stellend ass, hu mer enorm vill an deene leschte Jore gemaach. Mir hunn en Drogendetektor kaaft. Mir hunn Zellekontrolle gemaach a mir hunn eng speziell Eenheet vu Giischtercher extra agesat, déi just dat maachen, gradesou wéi se ganz enk zesumme schafft mat der Police, fir Kontrollen op generelle Plazzen ze maache wéi Atelieren, Turnhal, an do iwwregens och mat de Polizei-Drogenhenn.

Mir hunn d'Gesetz vun 2000. Dir hutt dat Gesetz gestëmmt, wat nei Pouvoiren der Prisongsverwaltung gëtt, notamment fir zum Beispill Bluttprouwe kënnen ze maachen, fir ze testen, ob Gefaangener Droge geholl hunn oder net.

Firwat schwätzt keen doríwwer? Ma well déi Saache weiderginn, well déi och Erfolge hinn. Eng ganz Rei Strofe sinn ausgeschwatt ginn, och iwwregens vis-à-vis vu Visiteuren, déi versicht hunn Drogen eranzékreien. An esou musse mer och weiderfueren op deem Sujet vum Brouilleur.

Ech sinn nach émmer der Meenung, datt et inakzeptabel ass, datt kënnne Kommunikationen iwwer Handy gemaach ginn. Elo ass dat awer e Fait. Am Dezember 2004 huet d'Verwaltung véier Firmen kontaktéiert, déi an deem Beräich täteg sinn. Eng ass zréckbehale ginn. Dél Firma huet et bis haut net färdeg bruecht dat ze réalisieren, an d'Nopeschlänner hunn et och net färdeg bruecht, well entweder war de System ze staark, dann huet dat Stéierungen um Findel mat sech bruecht an an de Gemengen, déi ronderém waren, oder e war ze schwaach, dann huet et net funktionéiert.

An dofir sieht d'Prisongsverwaltung op mäi Wonsch hi weider, an ech géif gären der Commission juridique e Rapport weisen, deen ech kritt hu vu ville Säiten, wou Dag fir Dag drasteet, wat an deem Dossier gemaach ginn ass, fir ze weisen, datt déi Leit, déi un deem Dossier geschafft hunn a meng Instruktioun ausgeféiert hinn, gutt geschafft hinn, mä wann déi Firma et net färdeg bréngt, da kann ech awer och de System net selwer installéieren.

Ech mengen, datt de Strofvollzuch eng komplex Matière ass, wou ee muss op alle Pisten schaffen. Preparatioun op d'Zukunft, wou ech iwwregens wéll, an dat wéll ech heibanne soen, e System maachen, wou och déi Leit, op d'mannst d'Résidenten,

oder déi aus der Europäischer Unioun, wa se am Prisong schaffen, och an Zukunft an eng Pensiounskeess kënnen abezuelen. Datt, wa se erauskommen, och net fir déi Joren iwwerhaapt keng Pensioun herno kréien, duerch déi Joren, wou se am Prisong waren; doduerch also an eng grouss Schwierigkeit kommen. Dat geet awer, wéi gesot, némmen innerhalb vun der Europäischer Unioun, well soss funktionéiert de System net.

Ech wéll weider kucken, datt mer Aarbechtsplazen am Prisong kréien, mä dat ass enorm schwierig. Dir kennt jo och vill Patronen. Kuckt, datt se héllefen Atelieren am Prisong ze kréien. Mir hunn d'Buanderie schlussendlech installéiert an dése Joren. Mir hunn iwwregens an deene leschten aacht Joer, wou ech am Prisong als Justizminister zoustänneg sinn, 60 Milliouen Euro investéiert an d'Extensioun vum Prisong an och an dee Chantier vun der Buanderie. Mä och d'Extensioun ass a menger Amtszaít mat der Ennerstättung selbstverständliche vun all de Kollegen an der Regierung a besonnesch och dem Bauteminister gemaach ginn.

M. le Président. - Här Minister, Dir misst esou lues zum Schluss kommen.

M. Luc Frieden, Ministre de la Justice. - Et wär nach vill, Här President, ze soen, well de Problem ass extrem komplex. Ech wéll déi dräi Pisten: Sécherheet, Preparatioun op d'Zukunft a Strof, mat Determinatioun viruféieren.

Et gëtt een net politesche Responsabele fir de Strofvollzuch, fir an agréabelen Dossier ze hunn, wou jiddfere an d'Hann klappt a wou, wann een dräi Saache mécht, et da keng Problemer méi ginn. Wann een némmen dár Dossiere wéllt, da gëtt een net Justizminister.

Ech mengen, datt et eng nobel Aufgab ass fir de Stat a fir de Justizminister, sech fir d'Fräheit a fir d'Sécherheet vun de Leit anzesetzen. An zur Sécherheet gehéiert d'Aktion um Terrain a gehéiert och de Prisong. An duerfir hoffen ech, datt mer an der Commission juridique an deenen nächste Woche kenne ganz am Detail op eng Rei vun deenen Dossieren agoen.

An ech géif lech souguer nach méi propostéieren: Ech wär dankbar, wa mer kíent all dräi Méint eng Diskussion an der Commission juridique iwwer eng Rei Dossiere vum Prisong hunn, fir datt Der och d'Evolution vun deenen Dossiere gesitt an datt dat dann och vläicht manner eng Iwwerenschung ass, wann déi eng oder aner Kéier eppes geschitt.

Woubái ech an deem Kontext just soe wéll, datt mer selbstverständliche och d'nächste Kéier wäerte versiche méi schnell via Internet och mat der Population am Allgemeinen ze kommunizéieren - woubái am Dag d'Leit méi de Radio lauschte wéi den Internet kucken, esou datt d'Kommunikatioun iwwert de Radio net déi schlechst war.

An zweetens bieden ech och ém Verständnis, datt d'nächste Kéier, wann esou eppes geschitt, datt kënnne Kommunikationen iwwer Handy gemaach ginn. Elo ass dat awer e Fait. Am Dezember 2004 huet d'Verwaltung véier Firmen kontaktéiert, déi an deem Beräich täteg sinn. Eng ass zréckbehale ginn. Dél Firma huet et bis haut net färdeg bruecht dat ze réalisieren, an d'Nopeschlänner hunn et och net färdeg bruecht, well entweder war de System ze staark, dann huet dat Stéierungen um Findel mat sech bruecht an an de Gemengen, déi ronderém waren, oder e war ze schwaach, dann huet et net funktionéiert.

Et ass ganz schwierig no dräi Stonnen déi allerpreziisten Informatiounen ze hunn. Fakt ass awer, datt némicht, wat ech gesot hinn, fundamental falsch war, mä datt d'Présisioun logescherweis eréischt d'Enquête vun der Police konnten erginn.

Ech sinn dankbar fir all déi, déi hei Bäitrag geliwvert hinn, fir op eng sachlech Aart a Weis dee komplexen an ni problemfräie Raum vum Prisong ze diskutéieren, an ech fuere gären eng Diskussion mat der Chamber doríwwer weider.

Merci.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Ech soen dem Här Justizminister Merci.

(Interruption)

Hei sinn nach zwou Froen un de Minister ze stellen. Fir d'éischt den Här Braz.

»» M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).- Manner eng Fro wéi eng Remarque als „parole après ministre“.

Et wär villes ze soen, mä dat ass haut net méi d'Geleeënheet. Just op ee Punkt wéll ech ganz kuerz agoen.

De Minister huet geschwat vun der Wichtegkeet, datt déi Leit, déi aus dem Prisong erauskommen, och eng Chance hunn eng Aarbecht ze fannen, an en huet verwisen op déi Patronen.

De Problem ass manner Patronen ze fannen, déi bereet sinn dat ze maachen. Där gëtt et der, esouwuer am Private wéi bei de Gemengen. De Problem ass, dass vun deene Patronen da méi verlaangt gëtt wéi dat wat si kënnen bidden. Si sinn némme Patron. Déi hätten némme gären e Mataarbechter, dee sain Job mécht.

Datt se sollen d'sozial Begleedung vun deem Mataarbechter maachen, dat kënnen se net assuréieren, an do si mer dann erém eng Kéier op deem Punkt, wou mer mierken, dass ouni genuch qualifizéiert psycho-

soziaalt Personal och deen doten Transfert op den Aarbeitsmarché net funktionéiere kann. Mir sinn am Verhältnis 1:3 énnerbesat, an dat ass och fir d'Patronen e Problem. Si si gäre bereet engem eng Aarbecht ze ginn an eng Pai ze gi fir eng gutt gemaachten Aarbecht, mä si kënnen net niewebäi als Patron och nach de Sozialaarbechter spillen.

An dorunner scheitert dann no e puer Wochen, heiansdo och no e puer Méint, de Versuch déi Leit ze reintegréieren. Dofir ass dat erém eng Kéier ee vun de wesentlechen Aspekter, wa mer doriuwer diskutéieren.

»» M. le Président.- Den Här Bettel.

»» M. Xavier Bettel (DP).- Här President, ech soen lech Merci. Ech hat dem Minister zwou Froe gestallt. Ech wollt awer just soen, well et ass hei ganz vill iwwert de Strofvollzuch geschwat ginn, ech ka verstoen, dass een dat mat als Part vun der Sécherheet am Prisong ugesait, mä de Sujet war jo awer, suite à l'évasion vum Här Kujtim, d'Sécherheet am Prisong. Dofir hat ech mech och op dee Punkt cantonnéiert.

Här President, ech hat dem Här Minister zwou Froe gestallt. Dat wor eng Kéier iwwert d'Faité vu leschter Woch, vun e Méinden, wou hien elo guer net drop agaangen ass. Ech verstinn hien zwar och, dass hien net gären doriuwer diskutéiert. Mä d'Fro ass awer gestallt.

(Brouhaha général)

An déi iwwer Giwenech fir Fraen, Här President, wou den Här Minister viru siwe Joer ugekënnegt huet, hie wär dofir. Ech wéilt just gäre wéssen, ob dat nach émmer dem Här Minister säi Wonsch ass, ob hien dofir ass, mä och ob eppes gemaach gëtt.

»» M. Luc Frieden, Ministre de la Justice.- Här President, wat déi vum Députéierten ugeschwate Faité vun e Méinde sinn, hunn ech keng Informatiounen an deem Kontext. Dat muss ech also nofroen.

Zweetens, wat Giwenech betréfft respektiv den oppene Strofvollzuch fir Fraen, esou ass dat effektiv eng vu menge Suergen. Ech deelen och déi Opfaassung, déi dår Deeg an engen Question parlementaire vun der Madame Dall'Agnol gesot ginn ass, well ech se émmer gedeelt hunn, datt dat keng gutt Situatioun ass, datt mer fir d'Männer en oppene Strofvollzuch hunn a fir d'Fraen net.

Fakt ass deen, an dat huet d'Schwierigkeit esou grouss gemaach, datt mer am Prisong 680 Persounen hunn, dovunner awer némmen eng 30, 40 Fraen, a vun deene kommen der jo och némme ganz wéineg a Fro; d'nämlecht wéi bei Männer, déi kënnen an den oppene Strofvollzuch kommen. Wann een also seet, an dorunner si mer gescheitert: Fir déi, losse mer emol soen 10%, dat wären da 4 Persounen, baue mer elo eng Infrastruktur, wou mer musse Personal hunn, Infrastruktur, Sécherheet - och an engem semi-ouverté Prisong brauch een nach gewësse Regelen a Sécherheet -, dann ass dat ganz schwierig.

Duerfir kommen ech am Fong zwee Joer, nodeem ech dat effektiv gesot hunn, zur Konklusioun, datt mer sollen zu Giwenech, ähnlech wéi dat an Dänemark ass, an opgrond vum Prinzip vun der Gläichheet vu Mann a Fra eng mixte Struktur maachen, well et am Fong keng Argumenter ginn an enger Gesellschaft, wou mer d'Gläichheet héichhalen, fir separat Prisonge bei och oppene Strukturen ze schafen.

Duerfir sinn ech der Meenung, datt mer an enger Struktur wéi Giwenech och vläicht kéinten ee Pavillon fir d'Frae reservéieren, déi da par ailleurs an enger mixter Gesellschaft - esou wéi se och an der fräier Gesellschaft niewentenee kënnen lieuen - sinn. An do hunn ech den Optrag ginn, fir ze kucken - an och do maachen ech gär der Commission juridique an e puer Woche Bericht - wéi mer dat kënnen émgesat kréien. Wa mer vläicht déi eng oder déi aner Gardienne dohinner kréien, da misst dat machbar sinn. Well de Gläichheetsprinzip soll sech do esou appliziéiere wéi an der fräier Gesellschaft selbstverständliche.

»» Une voix.- Très bien!

»» M. le Président.- Sou! De Punkt ass domadder ofgeschloss a mir si gläichzäiteg um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer de Mëtten um hallwer dräi.

Heimadder ass d'Sitzung opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.45 heures)

SÉANCE 25

Mercredi, 14 mars 2007

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président

Ordre du jour

- 5700 - Proposition de loi portant réglementation du financement des partis politiques - Auteurs: MM. Marco Schank, Alex Bodry, Claude Meisch, François Bausch et Robert Mehlen
- 5701 - Proposition de loi portant modification de la loi du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption de la grossesse - Auteur: Mme Lydie Err
(Déclaration de recevabilité)
- Dépôt d'une proposition de loi et d'une motion par M. Aly Jaerling
- Dépôt d'une proposition de loi
- Ordre du jour
- Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet de la problématique du suicide au Luxembourg et plus particulièrement au sujet du taux de suicide chez les jeunes
(Débat - Résolution)
- 3923C - Proposition de loi portant 1. révision des paragraphes (1), (3), (4), (5) et (6), alinéa 1^{er} de l'article 11 de la Constitution; 2. création d'un article 11bis nouveau de la Constitution
(Second vote constitutionnel)
- Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de l'abus de médicaments psychotropes chez les adultes et les jeunes en Europe et au Luxembourg
(Débat - Résolution)
- Question urgente N°1607 de Mme Martine Stein-Mergen relative au remboursement du nouveau code de visite majorée en médecine générale (V8)
- Question avec débat N°14 de M. Claude Adam relative à l'introduction d'une filière en langue française pour l'éducation préscolaire et l'enseignement primaire à l'École privée Notre-Dame dès la rentrée 2007-2008
- 5690 - Propositions de modification du Règlement de la Chambre des Députés
(Rapport de la Commission du Règlement - Vote)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen et Mars Di Bartolomeo, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

»» M. le Président.- D'Sitzung ass op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

»» Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.- Neen, Här President.

»» M. le Président.- Merci, Madame Jacobs.

1. 5700 - Proposition de loi portant réglementation du financement des partis politiques - Auteurs: MM. Marco Schank, Alex Bodry, Claude Meisch, François Bausch et Robert Mehlen

5701 - Proposition de loi portant modification de la loi du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption de la grossesse - Auteur: Mme Lydie Err

Déclaration de recevabilité

An hirer Réunioun vun haut de Métteg huet sech d'Presidentekonferenz fir d'Recevabilitéit vun zwou Propositions de loi ausgeschwatt. Et handelt sech ém d'Proposition de loi N°5700 vun deenen Häre Schank, Bodry, Meisch, Bausch a Mehlen iwwert d'Parteiefinanzierung, an d'Proposition de loi N°5701 vun der Madame Lydie Err iwwert den Avortement.

Schléisst d'Chamber sech dem Vorschlag vun der Presidentekonferenz un?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Den Här Jaerling an och den Här Wagner hunn d'Wuert gefrot, fir en Dépôt ze maachen. Dat gesi mer elo.

2. Dépôt d'une proposition de loi et d'une motion par M. Aly Jaerling

»» M. Aly Jaerling (Indépendant).- Jo, Här President, ech wéll dës Geleeënheit notzen, fir eng Proposition de loi ze depo-nierieren, fir en zousätzlechen Artikel an der Verfassung bázifügen, opgrond vun deem d'Lëtzebuerger Sprooch als Sprooch vun de Lëtzebuerger och an der Verfassung verankert gëtt.

- Proposition de loi N°5702 visant à modifier la Constitution.

An dann opgrond vun deem, wann d'Lëtzebuerger Sprooch an der Verfassung verankert ass, wéll ech eng Motioun hei depo-nierieren, déi d'Regierung dann duerno opfuerert, bei den europäeschen Instanze virzesprechen, fir dass d'Lëtzebuerger Sprooch och als europäesch Sprooch unerkannt gëtt, well et déi eenzeg Sprooch ass vun engem vun de Grënnerstate vun Europa, déi nach net als europäesch Sprooch unerkannt ass.

Motion

D'Volleksvertrieberkummer,
- besuert d'riwwer, fir d'Lëtzebuerger Sprooch als e wichtigt Element vun eiser Kultur, awer och als wichtigt Integrationsmëttel ze erhalten an auszubauen, an dat och grenziwerschredend ze demonstreieren;

- net averstanen domat, datt déi iwwert d'Gesetz vum 24. am Spierkel 1984 iwwert de Sproochregime als national Sprooch vun de Lëtzebuerger festgeschriwwen Lëtzebuerger Sprooch als eenzeg National-

Mercredi,
14 mars 2007

sprooch nach net als europäesch Sprooch unerkannt ginn ass, dat obwuel Lëtzebuerg ee vun de Grënnerstate vun der Europäischer Unioun ass;

fuerert d'Regierung op

- no der Verankerung vun der Lëtzebuerg Sprooch als Nationalsprooch vun de Lëtzebuerg an der Lëtzebuerg Verfassung, bei den europäeschen Instanzen anzewierken, fir datt eis Nationalsprooch als europäesch Sprooch unerkannt gëtt.

(s.) Aly Jaerling

Ech soen lech Merci.

» M. le Président. - Merci, Här Jaerling. Är Proposition de loi gëtt an der Presidentekonferenz op hir Recevabilitéit gepréift. Dann huet den Här Wagner d'Wuert gefrot.

3. Dépôt d'une proposition de loi

» M. Carlo Wagner (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et kënnnt èmmer nees vir hei am Land op eisen Autobunnen, ob dat d'Collectrice du Sud ass oder ob et d'Tréierer Autobunn ass, dass et an der Géigend vun den Tankstellen zu ganz geféierleche Réckstauen op der Autobunn kënnnt. Dofir maachen ech heimat eng Proposition de loi sur l'obligation des poids lourds en transit d'emprunter les autoroutes.

Mir hunn e puer Plazien hei am Land, wou een de Camionen, de Poids-lourdë soll erlauben ausserhalb vun der Autobunn tanken ze goen, sous condition dass d'Tankstell manner wéi ee Kilometer vun der Autobunn fort ass an dass selbstverständliche den Tracé duerch keng Zone d'habitation feiert.

- Proposition de loi N°5703 sur l'obligation des poids lourds en transit d'emprunter les autoroutes.

Merci.

» M. le Président. - Merci, Här Wagner. Och Är Proposition gëtt vun der Presidentekonferenz gepréift an et gëtt gekuckt, ob se recevabel ass. Wa jo, da kënnnt se hei-hinner an de Plenum.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. D'DP-Fraktioune huet eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Problematik vum Suicide hei zu Lëtzebuerg ugefrot, virun allem wat déi Jugendlech ubelaangt. Laut eisem Reglement huet d'Fraktioune, déi dës Stonn ufreet, zéng Minuten Zäit fir ze schwätzen, währenddeem déi aner Fraktioune fénnef Minuten hunn, d'Sensibilités politiques zwou Minuten an d'Regierung eng Véirelstonn. Bis elo sinn age-schriften: d'Madame Andrich, den Här Bettel, d'Madame Err, den Här Adam an den Här Mehlen. D'Wuert huet elo...

(*Interruption*)

Pardon. Madame Flesch?

4. Ordre du jour

» Mme Colette Flesch (DP). - Här President, zum Ordre du jour: Mir hu gëschter jo den Ordre du jour net épouséiert, a mir hunn nach dee Vote virzehuelen iwwert d'Verfassung, wou besonesch Konditiounen virgesi sinn. Ech verstinn, dass Der en elo aus evidente Grënn net wëllt huelen. Ech mengen, et wär awer gutt wann Der ons kéint soen, wéini dee Projet drukénn, fir dass mer ons an alle Fraktioune kënnen organiséieren, fir kënnen hei ze sinn an dann an de gegebene Konditiounen ze stëmmen.

Ech wëll fir mäin Deel drop hiweisen, dass verschidde Membere vun onser Fraktioune Obligationen hu bei engem Läichen-déngscht de Mëttet, dass mer also e gewëssene Moment mussen aus der Sitzung fortgoen.

» M. le Président. - Madame Flesch, ech denken, dass mer dee Vote maachen, soubal d'Konditiounen hei am Sall esou sinn,...

(*Hilarité*)

...dass se de Verfassungsbestëmmungen...

(*Interruption*)

Pardon?

» Une voix. - D'Leit dobausse versti guer näisch.

» M. le Président. - D'éi Appréciatioun wëll ech net onbedéngt deelen. Loosse mer

elo kucken... Mir maachen de Vote, Madame Flesch, esou schnell wéi et iergendwéi méiglech ass.

Sou, den honorabelen Här Xavier Bettel ass de Riedner vun der Fraktioune vun deene Liberalen, fir zu der Problematik vum Suicide ze schwätzen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

5. Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet de la problématique du suicide au Luxembourg et plus particulièrement au sujet du taux de suicide chez les jeunes

» M. Xavier Bettel (DP). - Här President, ech soen lech Merci. Dir Dammen an Dir Hären,....

(*Brouhaha et coups de cloche de la Présidence*)

» M. le Président. - Ech géif èm Op-miersamkeet fir den Här Bettel bieder!

» M. Xavier Bettel (DP). - ...fir d'éischt wëll ech der Suicide-Vernetzungsinstitut Merci soe fir deen Engagement, dee se hunn, fir dëse Sujet net vergiessen ze loossen, an dass se och déi Journée nationale de réflexion iwwert de Suicide organiséiert hunn, wou verschidde Leit - Acteuren, déi um Terrain sinn, Familljen - mam Ministère zesummen déi verschidde Problemer ervirgehuewen hunn.

D'Thema Suicide ass mat Schmäerz verbonne fir Famill, Frënn a Kollegen. Fir déi Leit ass et keen anere Wee ginn. Zu Lëtzebuerg - et muss een d'Zuele gesinn - gehéiere mer zu den Top 5 vun de Länner, wou déi héchsten Zuele vu Suicidë sinn: Finnland, Schwäiz, Éisträich, Frankräich, Lëtzebuerg. Wann een d'Zuele kuckt: An den 80er Joren ass et eroftgaangen, an den 90er Joren ass et eroftgaangen. Mä einfach plakeg Zuelen - wann ech lech elo géif soen, dass mer 2000 66 Suiciden haten, 2001: 77, 2002: 92, 2003: 53, 2004: 67, 2005: 60 - wëllen näisch heeschen.

Dat Eenzegt, wat ee ka feststellen, dat ass, dass dëst Zuele sinn, déi offiziell sinn; mä derbäi rechne mer och net all déi Leit, déi mam Auto eng riicht Streck an e Bam fueren. Wat gewosst ass, ass, dass ongefíer 1.000 Tentatives de suicide zu Lëtzebuerg d'Joer - mäi wéi 1.000, well et ass nach eng grouss schwarz Zuel, déi onbekannt ass - sinn, an dass ongefíer 7.000 Leit all Joer - dat heescht Famillje vu Leit, déi de Suicide bal oder definitiv begaangen hunn - domat konfrontéiert sinn.

Bei den Tentativen huet Der méi Frae wéi Männer, a beim Suicide huet Der awer - deen och zum Doud bruecht huet - mäi Männer wéi Fraen; dräi Männer ongefíer fir eng Fra. Bei der Tentative gëtt et awer méi jonk Leit wéi eeler Leit, déi de Suicide probéieren. Et ass och ee Sujet, deen elo haut mäi spezifesch op déi Jonk soll treffen.

Wéi ech dunn awer déi Journée nationale du suicide do suivéiert hunn, hunn ech festgestallt, dass de Suicide bei den eelere Leit ganz tabu ass, an dass guer net geschwatt gëtt vun deenen eelere Leit, déi sech och d'Liewen huelen.

Wéi kann een de Suicide bekämpfen? Selbstwàertgefiller, Ënnerstëtzung, d'soziaalt Émfeld, fir Schwieregkeeten ze packen an eens ze ginn. Wat ass et? Kommunikatioun, Famill, Aarbecht a Schoul si wichteg Acteuren, déi eng Roll ze spille henn. Kommunikatioun: mat engem kënnen iwwer sang Stäerkerten a sang Schwächten ze diskutéieren; Lauschteren, a virun allem nogelauschtet kréien. Am Fong Emotionen ze reguléieren; Gedanken a Gefiller ze klären. All Mënsch brauch en anere Mënsch. Vertrauen an Hoffnung ze kréien ass wichteg. Vill Préjugéë gëtt et, vill Evidenze fir deen een oder fir deen aneren. Et ass dach alles virdru gutt gaangen. Hien huet eis dach näisch gesot. Mä bon, et war jo säi Choix.

Et gëtt awer Signaler. An all déi Saachen, déi ech hei soen, hunn ech och op dár Journée nationale du suicide matgedeelt kritt. An dofir ass et wichteg, dass mer heiriwwer diskutéieren. Et gëtt verbal Signaler. Eng Persoun, déi lech seet: Ech weess keen Auswee; ech pale kengem méi zur Laascht. Et gëtt déi net verbal Signaler: soziale Réckzuch; een deen ganz vill schlöfe geet; et gëtt e Verhalen, een deen en Abschiedsbreif schreift; een deen zum Beispill seng Lieblingsobjekter weiderverschenkt. De Prozess ass de Suicide als eng Méiglechkeet ze gesinn, de Pro an de Kontra ze jugéieren, an dann ass den Entschluss de Suicide.

D'Ursaachen, déi de Suicide meeschters provozéieren, sinn: Depressioun, Dépendance vum Alkohol, vu Medikamenten, vun der Spillsucht, familiär Problemer, psychatresch Krankheeten, eng onheelbar Krankheit, Isolation, den héijen Alter, oder eng traumatesch Situations.

Firwat ech de Sujet als Aktualitéitsstonn ugefrot hat, war justement, well déi Journée nationale iwwert de Suicide organiséiert ginn ass. Et hätt ee se och kënnen deemools stellen, wéi déi dräi jonk Leit bannen e puer Deeg décideert hate sech d'Liewen ze huelen. Bei all deene Leit, déi e Suicide gemaach hunn, bleift e Schock fir d'Famil, et bleift e Schock fir d'Frënn, et bleift e Schock fir d'Allgemengheet wann een duer-constatéiert: Mä et ass ze spéit!

Dofir misst ee verschidde Saachen hei am Land ännern. Zum Beispill ass gesot ginn, dass d'Psychiatrie zu Esch net duergeet, dass een zu Esch misst méi an d'Psychiatrie investéieren an dass ee misst méi Better hunn. Et ass jo net normal, dass et eng Waardelësch gëtt, fir an enger Psychiatrie behandelt ze ginn.

Gëtt e Suicide-Preventiounsprogramm virgesinn oder net? Et wier wichteg, wann hauft de Gesondheetsminister eis géif soen, wéi dee soll ausgesinn, wat gemaach gëtt justement fir d'Suicide-Preventioun hei zu Lëtzebuerg ze garantéieren. Bei der Weltgesondheetsorganisatioun an der Suicide-Preventioun ass kee Lëtzebuerg derbäi. Wier et dann net méiglech, dass den Här Minister, Här President, awer insistéiert, fir dass een derbäi kéint sinn?

Am Februar 2006 war eng Réunioun mam Gesondheetsminister, mam Familljemi-nistère a mam Schoulminister. Do ass e Budget virgesi ginn. Wéi geet et weider? Sue sinn eng Saach. Wéi ass d'Volontéit vun déser Regierung, fir Suicide-Bekämpfung hei zu Lëtzebuerg ze hunn?

Strukturen: Dat ass e Problem. Mir haten de Fall - an den Här Minister war och derbäi -, wou vun Eltere gesot ginn ass, dass se e jonkt Kand haten, wat d'Lëtzebuerg Sprooch beherrscht huet, an et ass owes an eng Struktur bruecht ginn, well et eng Tentative de suicide gemaach huet, an dass et do betreit ginn ass vu Leit, déi d'Lëtzebuerg Sprooch net geschwatt hunn.

Misst een net eng Obligation oder eng national Presenz op jidde Fall ariichten, dass 24 Stonnen op 24 awer e Kand kéint empfaange ginn, wat 14, 15 Joer al war, wat wollt e Suicide begoen a wat do Infirmières an Dokteren hat, déi der Lëtzebuerg Sprooch net mächtig waren. Ass dat awer och net eppes, wat wichteg ass?

De Problem ass bei der Tentative de suicide ganz oft, dass wann Der een hutt, deen eng Tentative de suicide mécht, da gëtt en hei zu Lëtzebuerg bal als psychesch Kranke considéréiert. An da gëtt gesot: Dee muss just psychesch soignéiert ginn. Et kann eng Persoun sinn, déi just Hëllef brauch! Eng Persoun, déi eng Phas où elle voit du noir duerchließt. Duerfir ass et och ganz, ganz wichteg, dass ee bei den Tentatives de suicide déi Leit dann och weidergëtt.

Et ass jo net normal, dass een dann an d'Spidol kënnnt, wann een d'Oderen opgeritzt huet, do dann déi zougebutt kritt, do zwee, dräi Deeg an Observatioun bleibt an dann heemgeschéckt gëtt. Firwat gëtt et dann net eng automatesch Iwwerweisung bei e Psychiater? An d'Méiglechkeet, dass een op d'mannst mat deem Psychiater a Kontakt kënnnt?

Vill Leit wëssen iwwerhaapt net, wa se e Problem hunn, wou se kënnen telefoniéieren. Mir hunn SOS-Détresse, mä wann Der zum Beispill am Téléfonsbuch no «Suicide» kuckt, do steet näisch. Ech si ganz averstanen: SOS-Détresse ass sécher wichtig, mä et wier och vläicht gutt, wann een e Renvoi am Téléfonsbuch hätt vum Suicide op SOS-Détresse.

An de Schoule gëtt net iwwer Suicide geschwatt oder op jidde Fall hunn ech nach ni héieren, dass iwwer Suicide geschwatt ginn ass. An ech mengen, et wier och wichteg, dass een iwwert de Sujet géif diskutéieren, an dass een och eng Ulafstell hätt als Jonken, wou ee kéint higoen, wou ee kéint telefonéieren a wou ee kéint no Hëllef froen.

Ech sinn och ganz mat lech averstanen, dass et delikat ass, well heiansdo e Jonken, deen e Problem huet, een a sengem Alter bräicht, fir mat him kënnen ze schwätzen. Well hie brauch justement vläicht dee Kolleg, deen hien net huet, oder d'Hälfte, déi hien net huet, mat d'r hie ka schwätzen. An do misst een da vläicht och jonk Leit iwwert dat, wat ee jo nennt den „monitoring“ oder op jidde Fall den „peering“ forméieren, fir vläicht anere jonke Leit ze héllefien, déi an esou schwierege Situationen sinn.

Schlussendlech, Här President, wat wichteg ass, ass och d'Formationen iwwert d'Suicide-Preventioun, ob dat elo Leit sinn, déi an der Medezin schaffen, ob dat Leit sinn, déi an der Schoule schaffen. D'Suicide-Preventioun ass e Sujet, wou mer hei zu Lëtzebuerg jo awer Leit hunn, déi déi Formationen gemaach hunn an déi och déi Formationen hunn, fir déi Formationen kënnne weiderzegginn. Firwat insistéiere mer net méi, fir net némme iwwert d'Suicide-Preventioun kënnnen ze diskutéieren, mä déi Formationen och ze offréieren?

Här President, wann ee gesäit: All eenzelne Suicide ass ee Suicide ze vill! Ech si mer bewosst, dass mer dee Sujet hei zu Lëtzebuerg ni vun der Bildfläch verschwannen doe kënnen. An engem Land, wou mer jo awer émmer esou gärt schreiwen, dass mer esou räich sinn, dass et eis all esou gutt geet, geet et ville Leit net gutt. An de Suicide ass fir déi dee leschten Ausgang, dee se fannen, well se justement déi Problemer net welle konfrontéieren.

Et ass e bëssen en Tabu-Sujet, iwwert deen een net gären diskutéiert. Duerfir, Här President, huet d'Fraktioune vun der Demokratescher Partei et wichteg fonnt, fir no dár Journée de réflexion iwwert de Suicide hei och d'politesch Verantwortung ze iwwerhuelen, an dass d'Regierung seet, wat hir Meenung iwwert de Suicide ass, a virun allem vun der Regierung ze héieren, wéi een awer de Fléau vum Suicide ka bekämpfen, well awer nach ganz vill ze mäachen ass.

A wéi virdru gesot ginn ass: All eenzelne Suicide ass eng Faillite vun eisem System a virun allem e grouss, grousst Leed fir eng Famill a fir Frënn.

Ech soen lech Merci.

» Plusieurs voix. - Très bien!

» M. le Président. - Merci, Här Bettel. D'Madame Andrich-Duval huet d'Wuert fir d'CSV-Fraktioune.

Débat

» Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat deem eeschten Thema vun hauft deet sech esis Gesellschaft schwéier, fir sech do-mat ausenanezesetzen, well et eben allze oft nach en Tabuthema ass. Mä némme fénnef Minuten driwwer ze schwätzen, geet sécherlech och net duer.

Hei zu Lëtzebuerg, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, hate mir laut Statec vun de Joren 2000 bis 2005 an der Moyenne ronn 70 Persounen, déi sech d'Liewe geholl hunn; mäi Männer wéi Fraen, a virun allem an der Alterspart téschent 25 an 39 Joer. Bei de Kanner a Jugendlechen hate mer zu Lëtzebuerg bis zu siwe männlech Ju-gendlech pro Joer, déi hirem Liewen en Enn gesat hunn.

Effektiv besteet awer eng Donkelziffer vun Doudesfäll, déi net als Suicide erkannt ginn. En plus ginn nach all Joer hei zu Lëtzebuerg zirka 1.100 Mënsche mat gravë Verletzungen no engem Selbstdordversuch an d'Kliniken ageliwwert.

Laut Weltgesondheetsorganisatioun ginn déi meesch Versich, fir sech d'Liewen ze huelen, vu jonke Meedercher gemaach. Beonrougeg ass, dass d'Selbstdord-versich bei de Jugendlechen insgesamt an d'Luucht ginn.

Leider gëtt et nach oft Viruerteeler a falsch Meenungen zum Thema Selbstdord. Zum Beispill: Wie vu Selbstdord schwätzt, dee mécht et net. Oder: Eng Suicide-Handlung geschitt ouni Virzeechen. Oder weider: Deen e Versuch mécht, sech d'Liewen ze huelen, wéllt onbedéngt stierwen. Oder och: Jiddfereen, dee Selbstdord mécht, ass geescheskeskrank.

Dat alles stëmmt kloer net, Dir Dammen an Dir Hären! All Mënsch kann an enger krisenhafter Liewenssituatioun an d'Gefor kommen, sech d'Liewen ze huelen, wat net automatesch heescht, dass hie psychesch krank ass. Et gëtt bestëmmte Risikofakteuren, déi dat begénschtegen, an zwar bestëmmte psychesch Krankheeten, wéi zum Beispill Suchtkrankheeten, eng Depression, déi am Moment vun der Weltgesondheetsorganisatioun als Krankheet

Nummer 1 an eiser westlecher Welt aklassiert gëtt. Si féiert a 40 bis 70% vun de Fäll zu engem Selbstmord.

Och Gefiller vun Hoffnungslosegkeet, Resignatioun, Wäertlosegkeet, Isolatioun a Schold, Selbstmordversich an der Virgeschicht, déif gehend Kränkungen, schwierig sozial Situationsen - dorënner kann och Aarbeitslosegkeet falen -, körperlech a sozial Krisenzäiten, Katastrophen a Situationen, déi eng Gefor fir déi eegen Existenz duerstellen. An alle Fäll ass de Leidensdruck immens héich bei deene Leit duerch eng grouss Frustration an Aggressionen, déi géint déi egee Persoun gedréint sinn.

Bei Kanner a Jugendleche kënnt hautdës-dags laut Experten nach derbäi, dass an eiser heiteger Gesellschaft kee sech méi verantwortlech fillt fir d'Kanner an d'Jugendlech, ausser sengen eegenen. Doduerch sinn d'Elteren an och d'Léierpersonal oft iwwerfuerdert an hirem Erzéitungsoptag. A meeschters kréie se dann och nach de Message, si géifen alles falsch maachen.

Effektiv verfügt eis modern Kärfamill net iwwer genuch Mëttelen, fir der Orientierungslosegkeet vun de Kanner a Jugendlechen an eiser Gesellschaft entgeintzrieden. Fréier an de Groussfamiljen, déi en zolidd Opfangnetz waren duerch déi verschidde Generationen énner engem Daach, gouf et eng Wäertvermëttlung an der Famill, déi op Solidaritéit opgebaut war. Gestéiert Bindunge vun de Kanner zu hiren Eltere si gradesou e Risikofacteur wéi Kanner, déi énner groussem Leeschungsdrock stinn.

Och besteet e momentanen Trend, fir d'Kanner iwwerméisseg ze behidden a se virun alles an allem wëllen ze schützen. Dat rifft bei de Kanner awer de Besoin ervir, fir sech nach méi fréi vun hiren Elteren ze distanziéieren, fir sech en eegent Gefill vun Identität opzebauen. Haaptmëttel fir sech ze distanziéieren sinn da virun allem déi gemeinsam Consommatioun vun Alkohol, Zigaretten a Cannabis zum Beispill. Hei hunn déi Kanner, déi méi labil an exposéiert sinn, leider wéineg Chancen, fir e konstruktive Wee an d'Liewe kënnen ze fannen.

Et ass virun allem d'Kommunikatioun - mäi Virriedner huet et och gesot -, d'matenee Schwätzzen, also sech Hëllef froen oder der ugeotbude kréien, déi aus där geféierlecher Isolatioun erausféiert a sech als schützend erweist. Et sinn Hëllefsmoosname gefuerdert, déi de Leidensdruck kënnen ewech-huelen oder ofschwächken.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn zu Lëtzebuerg eng breit Palette vu stationäre Strukturen, wéi psychiatresch Unitéiten an de Kliniken a vun oppene Strukturen, zum Beispill psychologesch Berodungsservicer, déi mam Ministère de la Santé respektiv mam Familljeministère konventionéiert sinn, fir deene Persounen, déi selbstmordgefährdet sinn, an och hierer Famill ze hëllefen. Och fräischaffend Professioneller stinn zur Verfügung.

Ech wëll virun allem awer och op déi Hëllefsmoosname fir Kanner a Jugendlecher hiweisen, wéi déi stationär Jugendspsychiatrie um Kierchbierg, de Service de pédopsychiatrie am Centre hospitalier, a ganz wichtig de Kanner- a Jugendlélefon, deen een anonym ka kontaktéieren, wann een net méi an nach aus weess. Hei gouf och an de leschte Joren eng speziell Kanner- a Jugendinternetsäit geschaf, déi besonnesch attraktiv ass fir eis jonk Leit.

Leider gëtt hautdës-dags nach allze oft eng Selbstmordgefährdung net zurzäit erkannt. Dofir muss an der Zukunft d'Suicide-Prophylaxie verantwortungsvoll weiderent-wéckelt ginn. An dat duerch eng besser Koordinatioun a Vernetzung vun den aktuel- len Hëllefsmoosnamen. Et musse systematisches Brécke gebaut ginn téschent de stationäre Strukturen an deenen oppene Servicer, déi d'Begleedung vun der behan-delter Persoun no engem Klinikopenthalt viruféieren, soss riskéiert se nees an dat nächst Lach ze falen.

Duerch zousätzlech Informatiouen an Opklärung vun de Professionellen, dem Public an och de Medien iwwert dat Thema, fir dass jiddferee seng Verantwortung kann iwwerhuelen - hei besteht jiddefalls e grousse Besoin -, an duerch eng méi

intensiv Formationen am diagnostesche Beräich vun dem Klinikpersonal zum Bei-spill a vun den Hausdokteren, déi jo oft un éischter Plaz...

(Coups de cloche de la Présidence)

»» **M. le Président.**- Madame Andrich-Duval, Dir musst zum Schluss kommen!

»» **Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).**- ...mat Suicide-Patienten konfrontéiert ginn.

An ech komme bei mäi leschte Punkt, Här President.

»» **M. le Président.**- Jo, mä Dir hutt elo schonn eng Minutt iwwerzunn. Maacht e kuerz!

»» **Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).**- A gradesou muss virun allem e Bewosstsein an eiser Gesellschaft geschaf ginn, dass d'Wäertvermëttlung an d'Erzéitung vun de Kanner jiddferee eppes uginn. D'Eltere musse méi énnerstétzzt ginn. A mir sinn iwwerzeugt, dass mer um richtege Wee si bei där flächendeckender Aféierung vun de Maisons relais, déi net némme Famill a Beruff matenee vernetzen, mä si können zu regelrechte Brécke gi fir d'Elterenhaus.

Ech soen lech Merci.

»» **Plusieurs voix.**- Très bien!

»» **M. le Président.**- Merci, Madame Andrich. Dann ass den Här Bettel nach eng Kéier fir d'DP-Fraktioun hei ageschriwwen.

(Interruptions)

Dann ass et un der Madame Err. Madame Err, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption)

Här Bettel an Här Bodry, et ass elo un der Madame Err.

»» **Mme Lydie Err (LSAP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären...

(Interruption)

Ech waarde bis se färdeg sinn.

»» **M. le Président.**- Jo, Madame Err, waart bis et roueg ass.

»» **Mme Lydie Err (LSAP).**- Géschter ém dës Zäit huet de Premier op dëser Tribün eppes gesot an engem ganz anere Kontext, wat menger Meenung no och ganz gutt an dëse passt. An zwar sot en: Vläicht geet et eis ze gutt, fir eis ém anerer, besonnesch manner privilegiéiert Matmënschen ze këmmern. An ech fäerten hien hat Recht. Et ass ja keen Zouf, dass dat Beispill, wat de Premier géschter opgefouert huet - vum Familljenzesummenhalt -, ze wünschen iwwreg léisst an enger Gesellschaft, déi émmer méi individualistesch ginn ass a wou jiddferee mengt, well e finanziell d'Moyenen hätt eleng iwwert d'Ronnen ze kommen, bräicht hien déi aner Leit och net fir sái generelt Wuelbefannen.

Dat ass natierlech en lertum, an dat ass en Tabu. An et ass sécherlech och keen Zweifel, dass besonnesch d'Länner, wou d'Zuele vum Selbstmord ganz héich sinn - besonnesch bei jonke Leit -, am Norde leien; énner anerem Dänemark a Finnland. Lëtzebuerg läit sécherlech och ze héich do par rapport zu deem, wat mir eis virstellen. Dat beweist a sech schonn, dass d'mate-riell Wuelbefannen net an engem direkten Zesummenhang steet mam Wuelbefannen tout court vun de Leit, vun de Bierger aus engem Land.

Duerfir mengen ech ass et wichtig, dass iwwert dat Thema geschwat gëtt. Ech bedaueren allerdéngs, dass et an engem Kader wéi dëser Debatt stattfénnt, well dës Debatt geet am Fong just duer fir Verschiedenes unzeschneiden, fir náischt ze diskutéieren, a scho guer net, fir eng Léisung ze fannen. A wann dat soll den Zweck vun der Übung sinn, da wier ech wierklech dankbar, wa mer dat Thema hei, déi Debatt vun hei kéinten an eng Kommissiouen oder an eng Commission jointe weiderginn, wou seriö géif drop geschafft ginn, a wou duerno eng Debatt géif kommen, déi virbereet wier, wou d'Parteien an d'Fraktiounen sech positio-néiere géife par rapport zur Problematik, a wou mer konkret Virschléi kíente maache wéi et weidergeet.

Well ech denken, heibanne sétzt eigentlech keen, deen, losse mer soen, professionell particuliérer qualifizéiert wier, fir zu deem Thema ze schwätzten. Am beschte qualifizéiert si sécherlech Leit, déi selwer mam Problem konfrontéiert waren, ob-schonn dat keng Qualifikatioun ass, mä eng Liewenserfahrung, aus där jiddferee fir sech selwer jiddefalls eng Léier kann zéien. Mä mir hätten do d'Méiglechkeet eis an enger Vibbereedung vun enger Debatt mat Experten ze émginn, fir ze kucke wéi ee kíent

virukommen, an da konkret Virschléi ze maachen.

Fir einfach méi Suen hei verlaangen ze kommen, fir Saachen ze maachen, schéngt mer e bëssen einfach. An ech menge jo och, dass et kloer ass, dass ee kengem kann d'Schold fir dëse Phenomeen och zu Lëtzebuerg op de Bockel geheien. Tatsaach ass, dass mir net gutt dostinn an dass mer musse kucke besser Politik ze maachen, besser Praxen ze maachen op allen Ni-veauen, wou et noutwendeg ass, fir dass déi Chifferen an deen Tatbestand, dee mer hei kennen, sech verbessert.

Ech wëll ausdrécklech den Initiateure vun deen Colloque vun der Prévention vum Suicide félicitéieren, deen e ganz ráichen Évé-nement war, mä dee sécherlech och net duergeet, well haaptsächlech Leit aus dem Secteur social do waren, esou wéi ech dat emfond hunn. Mä et misst ee vill méi eng breit Platfform kréie mat Professionelle vun alle Kategorien. Esou bedaueren ech zum Beispill haut, dass eis Erzéiungsministesch net direkt ugeschwät war, déi awer sécherlech och concernéiert ass, wa mer wësse wat zu Lëtzebuerg an de Schoule geschitt, an dass ee misst eben déi Debatt méi wält opmaachen.

An eise Schoulen - an ech komme just ee Momentchen dorop, well ech och kee Spezialist vun eiser Schoul sinn - wéi op anere Plaze gétt gekuckt Wësse können ze ver-mëttelen, mä et gëtt am Fong net méi probéiert ze vermittele wéi een ze sinn huet, wéi ee sech selwer ka verstoen, mat sech selwer émgoen, an och wéi ee ka respekt-voll mat deenen aneren émgoen.

Ech si mer natierlech bewosst, dass, all Kéiers wa mer e soziale Problem hunn, erém op d'Schoul gewise gëtt, mä d'Schoul ass nun eemol - wéi soll ech soen - dee Facteur, wou all Kand laanschtgeet, do wou et keng Differenze gëtt, do wou et Méiglech-keete gëtt u jiddferee erunzkommen a wou et net dovunner ofhänkt, aus wat fir enger Zort Famill ee kënn, a wat fir engem Quartier ee wunnt. Duerfir deet et mer leed, mä ech denken, dass och hei an der Schoul eng Missioun ze erfélle ass, besonnesch wann ee weess, dass an de Schoulen och jonk Kanner, ganz jonk Kanner sech ém-bruecht hunn, dass d'Kanner opgehaangen erémonnt ginn an enger Schoultoilette.

An der Primärschoul gëtt et kee spezifische Service op der Plaz - an ech betounen „op der Plaz“ -, esou dass d'Prevention schwéier ass, dass d'Hélfel an der Urgence menger Meenung no onmégliche ass, dass dat natierlech an de Sekondärschoule besser gëtt. Wéi et op der Uni ass, weess ech net. Mä ech denken, dass een duerch-weegs ka soen, dass op deenen dräi Ni-veauvun eise Schoule misst probéiert ginn do erunzkommen.

Ech denken, dass et an eise Schoulen net aneschters ass, wéi bei deenen Erwues-senen, dass, wann net alles esou funktionéiert wéi et eigentlech kíent, et ganz oft e Problem vu Kommunikatioun ass, e Pro-blème vu Léiere sech auszedrécken iwwer seng Emotiounen, etc., an dass et duerfir Instrumenter gëtt, déi och an der Schoul kënnen ugesat ginn, notamment iwwert de Wee vun der Médiation scolaire oder - de Xavier Bettel huet et ugeschwät - vun der „peer mediation“, wou Kanner bâibruet kriéien, wéi si sech selwer kënnen aus-drécken, wa Problemer do sinn, mat sech selwer, mat aneren, mam Schoulpersonal, dass se virun allem léieren - an dat schéngt mer essentiell ze sinn - eegestänneg u Problemer erunzegoen, amplaz ze probéiere bei all Schwierigkeit, déi sech stellt, sech weider u Grousser ze wenden.

Ech mengen duerfir, dass et Beispiller gëtt, déi ee kíent benotzen, an dass mer gutt géifen doen iwwert dës Debatt eraus - an ech komme gläich u mäi leschte Saz - un dësem Dossier weiderzeschaffen an eis Verantwortung als Politiker a Politikerinnen ze iwwerhuelen.

Ee leschte Saz. Et gëtt aner Länner, wou méi progressistesch un dësem Thema geschafft gëtt. An enger vun deene Suggestiounen, déi aus der Schwätz kennt - eng Initiativ an de Schoulen, déi „Stop suicide“ heescht -, do gëtt ganz formell gefrot, dass ee Pro-zentsaz vun 0,7 vum Budget social an enger Gemeng soll verwennt ginn op Savoir-être an de Schoulen an op d'Preven-tioun vum Suicide, deen natierlech dran ass. Wann ee weess, dass dat zugläich och eng Prévention de la violence ass a Kom-munikatiounstraining, dass dat am Fong Êmgang mat deem aneren a mat sech selwer ass, dann, mengen ech, wieren déi 0,7 och hei zu Lëtzebuerg gutt investéiert.

»» **M. le Président.**- Merci, Madame Err. Den Här huet d'Wuert elo fir d'Fraktioun vun deene Gréng.

»» **M. Claude Adam (DÉI GRÉNG).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech deelen d'Ausso vun der Madame Err, fir ze soen, datt et effektiv ganz schued ass, datt mer némme fénnef Minuten hunn, fir eis zu deem wichtegen a komplexen Thema ze äusseren. Duerfir sinn ech och esou fräi mech op den zweeten Aspekt vum Sujet ze beschränken an ausschliesslech iwwert de Suicide bei deene jonke Mënschen ze schwätzten.

Déi Gréng gesinn de Suicide vu jonke Mënschen och émmer an engem Kader vu Gewalt. Gewalt énner Jugendlechen a Gewalt géint Jugendlecher sinn ee Phenomeen vu groussem Ausmooss an eiser Gesellschaft, an eng extrem Form vu Gewalt ass déi Gewalt, déi ee géint sech selwer riicht. Et ass scho vill iwwer Zuelen a Statistike geschwät ginn. Et ass eng Tatsaach, datt de Gedanke vum Suicide an de Kapp vun eise Jonke present ass. Lëtzebuerg zielt zum Spëtzepeloton an dëser Statistik. Et ass kee soziale Milieu verschoumt. Wann de Suicide déi zweetheefest Doudesursaach bei Jugendlechen zu Lëtzebuerg ass, da gëtt et keen Zweifel drun, datt mer all gefuerdert sinn hei preventiv anzegräifen.

Den Doud ass an eiser Gesellschaft nach émmer een Tabuthema; de Suicide a besonnesch de Suicide vu Jugendlechen émsou méi. An dobäi ass et immens wichtig iwwert d'Thema Suicide ze schwätzten. D'Prevention vum Suicide ass eng Eausfuerderung fir eis all.

Mir mengen, mir sollten op villen Niveauen eng fréizäiteg Preventioun maachen, andeems mer probéieren de Jugendlechen ee Plus u Liewenswäert ze ginn. Dat geet énner anerem iwwert d'Erzéitung, wou all Partner gefuerdert sinn, un éischt Stell d'Elteren, awer och - an émmer méi - d'Schoul an den Encadrement ronderém d'Schoul a virun der Schoulflicht.

Aus der Etüd „Das Wohlbefinden der Jugendlichen in Luxemburg“, déi 2002 publiziert gouf, geet ervir, datt zum Beispill 14% vun de Jugendlechen téshent 13 an 19 Joer aussoen, datt si sech oft eleng oder isoléiert fillen; 11% soen, si wieren on-glécklech; 10% hunn e regelméisse Kontakt mat Alkohol; 9,5% soe si hätt schonn onerwënscht sexuell Kontakter missen erdulden.

Jonker fille sech heiansdo einfach iwwerflësseg am Wee, onerwënscht, net eescht geholl, ouni Perspektiven. Den Ausléiser fir ee Suicide ass net émmer festzestellen; vill manner nach sinn et d'Ursaachen, déi do-zou gefouert hunn. Et kann een doven ausgoen, datt mer d'Ursaache scho müssen an déi fréi Kandheet siche goen. An da sti mer erém do, wou mer schonn esou oft stoungen: bei de Veränderungen an eiser Gesellschaft, bei Problemer a Gewalt an der Famill, beim Konsum vun Alkohol an aneren Drogen, bei Exzesser vun enger Konsum-gesellschaft, bei Kanner aus komplizierte Famillieverhältnisser oder problemateschen elterleche Konstellatiounen, vill ze oft begleet vu Sträit, emotionaler Erpressung an Angscht.

Eis éischt Fuerderung ass a bleift duerfir en Investissement an eng kannerfréndlech Ge-sellschaft. All Euro, dee mer an d'Enner-stützung vun de klenge Kanner an hiren Elteren investéieren, ass dee beschtméig-lichen Investissement.

Eng weider Phas an der Preventioun ass d'Information vun de Jugendlechen a vun den Erwuessen, déi mat hinen zesumme sinn. Dozou gehéieren Informationscampagnen zesumme mam Familljeministère, der Education an der Santé. Dës Cam-pagnen riichte sech engersäits un déi Jonk selwer. Si si meeschters déi, déi fir d'éischt mat de suizidäre Gedanke vun hire Schoukollege konfrontéiert ginn, awer och un d'Elteren, déi oft d'Signalen net erkennen, a wa se se dann erkennen, oft net wëssen, wouhi se sech wende sollen. Et ass nun emol och eng Tatsaach, datt déi meeschtent Tentatives de suicide vu Jugendlechen als Ausgangspunkt de Medikamenteschaf vun doheem hunn.

Et ass an eisen Aen och wichtig, datt d'En-seignanten an hierer Formation continue sech mam Thema auserneesetzen. Dozou gehéiert dann och eng gutt Zusammen-arbecht téshent SPOS an Enseignanten, wou nach eng Kéier drun erénnert soll ginn, datt och d'Enseignanten e Secret profes-sionnel hinn.

An der Schoul schwätzze mer iwwer villes, iwwer Drogepreventioun, iwwer gesond Ernährung, iwwert d'Sécherheet am Ver-kéier - dat ass alles gutt esou, mä mir müssen och iwwert de Suicide schwätzten, an zwar och systematesch.

Eng drëtt Form vu Preventioun dréint sech ronderém d'Crise suicidaire selwer. Dee

gefährdete Jugendlechen erkennen, Hélfel ubidden, zur Zäit agräifen, den Akt selwer verhënneren, dofir brauch een änner anerem Personal, gutt stafféiert Services psychologiques an de Schoulen, awer och genuch Plazan an de Kliniken.

Zu Létzebuerg sinn dár Plazan net genuch. D'Waardelëschten zéie sech iwwer Méint, wann net eng absolut Urgence virläit. Wa mer och elo um Kierchbierg d'Méiglechkeet hunn, bei akute Krisen ze intervenéieren, esou si mer dach awer schlecht équipéiert, wat de Suivi vun deem Jonken no enger Kris ugeet. Mir entloossen hien, ouni datt séchergestallt ass, datt déi Ursachen, déi zu enger Kris gefouert hunn, sech verännert hunn, respektiv siche mer eng Therapieplaz am Ausland.

Och hei gëllt, datt mir selbstverständlech net alles an eisem klenge Land kënnen ubidden, mä dat geet net duer als Excuse fir de Mangel un Therapieplaze respektiv vun de Méiglechkeiten, Familljen erëm fit ze maache fir den Émgang mat hire Jugendlechen. Besonnesch am Norde feelt et och ganz vill un deene Strukturen.

An da mäi leschte Punkt: Ech stelle fest, datt vill Froen zum Suicide nach onbeäntwert bleiben. Firwat sti mir ganz un der Spëtz vun de Statistiken? Wéi direkt ass eisen Émgang mat den Antidepressiva a Relatioun mat dësen héije Chifferen? Wéi eng netmedikamentös Alternativ gëtt et? Wéi reagéieren eis Kanner a Jonker op d'Katastrohemeldunge vun der Klimapolitik? Mir sollten duerfir och net d'Wichtegkeet vun der Fuerschung op dësem Gebitt vergiessen, a grad wéi d'Madame Err soen ech, datt ech frô wier, wa mer den Thema géif an enger Kommissiou verdéiwen.

Ech soen lech Merci.

»» Une voix. - Très bien!

»» M. le Président. - Merci, Här Adam. Den Här Mehlen huet als nächste Riedner d'Wuert.

»» M. Robert Mehlen (ADR). - Merci, Här President. Ech mengen, mir sinn eis all heibannen driwwer eens, datt de Suicide zu engem wierklech grousse Problem an eiser Gesellschaft ginn ass.

D'international Statistike weisen, datt de Suicide déi lescht 45 Joer ém 60% an der Gesellschaft weltwàit zougeholl huet, datt mer eng weltwàit Mortalitéitsrat vu 16 pro 100.000 Awunner hunn. Dat bedeut all 40 Sekonnen een op der Welt, dee sech d'Liewen hëlt, a mir gesinn, datt et keng Fro ass vu materiellem Wuelstand, keng Fro ass vun Nout, mä e gesellschaftspolitisches Phänomen, deen eis och an eise räichen Industriegesellschaften net virun deem Fléau do verschoumt.

Wann ee sech Gedanken driwwer mécht - an an zwou Minutten kann een dat sécher hei net maachen -, wat d'Ursaache sinn, da géinge mir awer och gären de Schwéierpunkt drop leeën, datt eis Gesellschaft sech esou verännert huet, datt vill sozial Kontakter, vill sozial Sécherheet, am familiären Emfeld virun allem, awer och am erweiterte familiären Emfeld, sech esou verännert hunn, datt virun allem déi jonk Leit, déi heiansdo an enger Situationsvu Perspektivlosegkeit sinn, kee Repère méi fannen, wou se sech kënnen uvertrauen a wou se sech erëm kënnen opfâne loissen.

An ech mengen, ouni elo kënnne wéi gesot an zwou Minutten op dee ganze Problem anzegoen, datt, wa mer eis d'Méi maachen, an dat wär och eise Wonsch, eis eng Kéier seriö an enger Préparatioun vun esou engem Débat mat dár Problematik auserneenesetzen, een och do wierklech misst an Zukunft e Schwéierpunkt setzen.

Ech hätt gär, Här President, nach méi dozou gesot, mä meng zwou Minutte si schonn ofgelaf. Ech hoffen, datt mer eng aner Kéier d'Geleeënheet kréien, méi déif dorop anzeigoen. Ech schléisse mech do der Suggesioun vun der Madame Err un.

»» Une voix. - Très bien!

»» M. le Président. - Merci, Här Mehlen. Da kënnnt als leschte Riedner den honorabelen Här Jaerling.

»» M. Aly Jaerling (Indépendant). - Här President, wichtig an dëser Diskussion ass, dass emol en Tabu gebrach ginn ass. Dat ass schonn dat, wat an éischter Stell ze begréissen ass. D'Fro, déi ech mer émmer stellen, ass: Ass e Suicide en Zeeche vu Courage oder vu Feigheet; ass ee feig oder couragéiert, wann ee selwer décidéiert, wéini dass Schluss ass? Ech mengen, weder dat eent nach dat anert.

Meeschtens ass e Suicide eng Kuerzschlusshandlung no laangem Leiden, no

Problemer, meeschters och ganz oft no emotionale Problemer, ganz besonnesch bei deene Jonken. Mä eppes ass sécher: D'Zuel vun de Suiciden ass op jidde Fall och e kloren Hiweis dorop, wéi krank dass eng Gesellschaft ass. Besonnesch, wann et Jonker sinn, déi an dëser Gesellschaft keng aner Alternativ fanne wéi fréizáiteg Schluss ze maachen, muss ee sech effektiv wierklech vill Gedanke maachen.

D'Ursaachen, déi si vielfältig, an duerfir ass d'Preventioun, wat de Suicide ubelaangt, guer net esou einfach. Dat kann een net einfach an engem Otemzuch maachen. Et geet ém Drogen; et geet ém Depressiounen; et geet ém Aarmut; et geet ém Scholden; et geet ém d'Spilen; et geet ém Stress a Mobbing op der Arbeacht. D'Ursaache si vielfältig, mä et geet awer och ganz oft ém Krankheet, well ech kennen do einfach ee Fall vun engem Mënsch, dee sech invulnérabel gefüllt huet, an op eemol, wéi en eng schwéier Krankheet erwëscht huet, einfach net domat fäerdeg ginn ass a Schluss gemaach huet.

Dat heesch, och dat sinn Ursachen, dass ee mat Problemer am Liewen net fäerdeg gëtt. An duerfir ass et schonn e Sujet, dee mäi eeschhaft wéi dat haut elo geschitt behandelt muss ginn. Haut ass et eeschhaft ugaangen, mä et misst awer nach eeschhaft weidergefouert ginn, fir dass mer awer och an deem Sënn a ganz besonnesch bei deene Jonken awerken, fir dass dat zu engem Maximum vermidde gëtt.

Et schéngt mer eng Alternativ ze ginn, déi ganz wichtig ass: Dat ass déi Jonk emol direkt ze léieren, mat Konfliktsituatiounen fäerdeg ze ginn, ze schwätzen, fir mat Konfliktsituatiounen fäerdeg ze ginn, sech de Konflikter ze stellen a versiche se ze léisen an net do virdru fortzelafen, net ze flüchten an iergendwéi eng amer Welt, mä einfach déi Jonk versichen ze léieren, vu klengem un, mat Konflikter fäerdeg ze ginn. Ech géif mengen, dann hätte mer schonn e gudde Schrëtt no vir gemaach.

»» M. le Président. - Merci, Här Jaerling. Dann huet den Här Bettel d'Wuert nach fir den Dépôt vun enger Resolutioun.

»» M. Xavier Bettel (DP). - Här President, ech soen lech Merci. Ech wëll fir d'éischt hei de Riedner, der Madame Err, dem Här Adam, dem Här Jaerling, dem Här Mehlen an der Madame Andrich-Duval. Merci soe fir déi konstruktiv Debatt, déi mer hei haten, duerch déi mer gesinn hunn, datt mer awer alleguerte wëllen an déi richteg Richtung goen.

Duerfir maachen ech hei en Dépôt vun enger Resolutioun, déi ech am Moment eleng énnerschriwwen hunn. Ech wier vrou, wann aner Fraktiouen déi géife mat énnereschreiwen.

Ech schreiwen an der Resolutioun: «...constatant que la problématique d'un taux élevé de suicides au Luxembourg est une réalité, décide de charger la Commission de la Santé et la Commission de la Famille à organiser une réflexion approfondie sur la problématique en organisant un débat au sein de ces commissions pour approfondir le sujet.»

Ech géif lech froen, ob déi aner Parteien do mat averstane wieren - et ass eng Propositioun, déi och vun der Madame Err jo komm ass -, datt mer eis dann och engagéieren, dat ze maachen.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

constatant que la problématique d'un taux élevé de suicide au Luxembourg est une réalité,

décide

de charger la Commission de la Santé et la Commission de la Famille à organiser une réflexion approfondie sur la problématique en organisant un débat au sein de ces commissions pour approfondir le sujet.

(s.) Xavier Bettel, Claude Adam, Sylvie Andrich-Duval, Lydie Err, Marie-Josée Frank, Aly Jaerling, Robert Mehlen.

(Interruption)

»» M. le Président. - Här Fayot, den Här Bettel hat dat virdru vergiess. Et ass jo elo net schliëmm. Elo ass et nogeholl.

Elo huet d'Regierung d'Wuert. Ech denken, dass den Här Gesundheitsminister vläicht d'Madame Jacobs fir d'éischt schwätze léisst?

(Interruption)

»» M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale. - Mir hinn eis ofgeschwat.

»» M. le Président. - Dann akzeptéiert d'Chamber, wéi esou oft, dass den Här Di

Bartolomeo fir d'éischt d'Wuert kritt an duerno d'Madame Jacobs. Ech denken, dass d'Regierung weess, dass se gemeinsam 15 Minuten zur Verfügung huet an net jiddfer Member. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

»» M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale. - Selbstverständlech weess d'Regierung dat. Duerfir, Här President, hunn ech lech jo gefrot, dass Dir mech no néng Minute sollt stoppen.

»» M. le Président. - Esou wéi mer lech kennen, bleibt awer net méi vill fir d'Madame Jacobs. Sou, Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

»» M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si mat allen eenzelne Riedner eens, dass et e ganz eeschte Sujet ass, deen dru gewëntt wann d'Chamber en op hir Prioritéiten hieft, well beim Suicide, wéi bei kaum engem anere Phenomen, ass et wichtig, dass een d'Problematik aus der Donkelheit eraus hält, dass een d'Schweigen iwwerwëntt an dass een oppen driwwer schwätzt. An dat, mengen ech, si mer am Moment amgaangen ze maachen.

Responsabel dofir sinn eng ganz Rei vu Leit mat gudden Initiativen. Responsabel dofir ass d'öffentlech Meening, déi sech bei Suicid vu ganz jonke Leit opgerëselt gefilzt huet an eben net einfach zur Dagesuerndnung iwergaangen ass, mä gesot huet: Wa mer elo déi heite Beträffenheet net nutzen, fir driwwer ze schwätzen, fir et besser ze maachen, dann ass eis net ze hëllefen!

Ech wëll stellvertriedend fir alleguer déi, déi sech engagéieren, der Vernetzungsinitiativ fir d'Suicidepreventioun Merci soe fir d'éischt Journée nationale pour la prévention du suicide, an ech wëll och den Organisateure vun dár Konferenz iwwert d'Suicidabilität bei deene Jonken an ausdréckleche Merci soe fir déi gutt Initiativen.

Si stinn net eleng do. Dat wëll ech kloer soen, well virun engem Joer - an ech wëll dat dofir nuancéieren, wat hei gesot ginn ass vis-à-vis vu menger Kollegin, der Unterrechtsministerin - d'Familijeministesch, d'Erzéungsministesch an de Gesondheetsminister d'Ennerstëtzung fir d'Vernetzungsinitiativ zugeschert hunn, a mer dat och an deenen nächste Méint a Jore wäerte materialiséieren. Hei ass Geld a Personal net alles, mä ee wichteg Element.

D'Kommunikatioun ass also a Saache Suicide-Preventioun eppes enorm Wichtiges. Mir müssen driwwer schwätzen a mir müssen nolauschteren. Mir müssen iwwert d'Ursaache schwätzen, a mir müssen d'Warnungen héieren, well ganz oft gëtt et Warnungen, wann ee weess, dass d'Zuel vun de Versucher ongefëier 15-mol méi héich ass wéi d'Zuel vun deene réussierter Suiciden. Dat heesch also, ganz oft - meeschters souguer - komme Messagen. Oft gi se net gehéiert. Oft komme se net op déi richteg Platz. An do ass, mengen ech, fir d'éischt de Punkt unzeseten.

Ech hu virdru gesot: Et gëtt eng ganz Rei vun Initiativen. Mä si sinn net vernetzt. Si sinn net zesummegestréckt. A si si vläicht heiansdo net visibel genuch. Mir müssen derfir suergen zesummen déi Visibilitéit vun den Hélfsservicer ze verbesseren, de Leit de Reflex ze ginn, wa se eleng net méi eens ginn, sech bei déi vill gutt Initiative mellen ze goen, déi hinne kënnen hëllefen aus de Problemer zumindes erëm erauszekommen.

Dat ass déi éischt Prioritéit. Also: driwwer schwätzen; vernetzen; e Problem wierklech multidisziplinär ugoen; do, wou d'Infrastrukturen net bestinn, déi Infrastrukturen schaffen. Mir hinn an deene leschte Joren extrem vill Efforté gemaach, fir Strukturen ze schaffen. Ech wëll just erëm eng Kéier un d'Reform vun der Psychiatrie erënneren, wou sech enorm vill gedoen huet an deene leschte Joren; selbstverständlech nach émmer net genuch - richteg! -, mä awer an déi richteg Richtung.

Mir hinn d'Psychiatrie dezentraliséiert, wou d'Leit net méi déi Berührungsangscht müssen hunn, wa se e Problem hunn, fir och Hélf sichen ze goen an akut Spideeler. Mir hinn eng Jugendpsychiatrie opgebaut, déi, mengen ech, mat ganz vill Kompetenz gefouert gëtt, a wou ech just bedaueren, dass - net duerch d'Schold vun der Regierung, mä duerch aner Optiounen - de Projet Dagesklinik-Jugendpsychiatrie e bëssen a Verzuch kënnnt. Mir wäerten hëllefen, dass dat esou séier wéi méiglech kënnnt. D'Kannerpsychiatrie kritt adaptéiert Raimlechkeeën. D'éischt misst 2008 opgoen.

Jo, et gëtt nach op anere Gebidder Handlungsbedarf. Duerfir hu mer alleguer d'Ac-

teuren, déi am Beräich vun der Psychiatrie aktiv sinn, invitéiert, fir ze kucke wou mer op d'auslännesch Strukturen ugewise sinn an zréckgräifen, a wou mer net missten drop zréckgräifen. Et gëtt der, wou mer müssen drop zréckgräifen. Et soll een also net esou maachen, wéi wann een alles misst zu Létzebuerg maachen. Mä et gëtt der, déi méi adaptéiert si wa mer am Ausland drop zréckgräifen.

A virun allem musse mer kucke wou mer déi Folgestrukture fannen nodeems een aus der akuter Phas - entweder an der Behandlung hei zu Létzebuerg oder am Ausland - erëmkennit; wou een do déi adaptéiert Strukture fénnt. Mir hinn den Acteure gesot, si solle sech zesumme mat de Krankees, déi dée beschten Iwwerbléck hu wéi d'Traitementer oflafen, concertéieren, fir eng Rei vun Ugebueten hei zu Létzebuerg ze schafen.

Ech wëll soen, dass mer émmer ganz besonnesch opgerëselt sinn, wa jonk Leit hiert Liewe verléieren op deem dote Wee, fräiwëlleq aus dem Liewen ausscheeden. Dat ass dramatesch, mä et ass awer och dramatesch, wann ee Leit métten am Liewen huet, déi vu lauter Problemer net méi iwwert de Bierg gesinn an ausscheeden. Et ass och dramatesch, wa ganz vill eeler Leit keng aner Aussichts méi gesinn, wéi aus dem Liewen auszescheeden. Duerfir musse mer op déi verschidde Gruppe spezifesch Äntwerte kënnne ginn, zesummen an engem gudde Geesch.

An ech mengen, et ass vun e puer Députéierten drop higewise ginn, dass et wichtig ass dat Thema hei ze verdéiwen. Awer net némmer an der Chamber. Mir müssen et wierklech erausdroen, well et ass do baussen, wou ka gehollef ginn, fir de Suicide ze verhënneren. E Suicide, dee keng Fatalitéit ass, deen émmer d'Konsequenz ass vun enger Rei vu ganz schlëmmen Evénements, déi direkt zu enger Kuerzschlussreaktioun féieren, oder awer ugesammelt iwwer längre Zäit.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kann lech versécheren, dass d'Regierung d'Wichtegkeet vun deem heite Sujet unerkant huet an alles wäert maachen, fir um Terrain ze hëllefen, fir op deem heite Gebitt virunzekommen: selbstverständlech doheem - ee vun deene wichtegen Terrainen, wou muss agegraff ginn -; an der Schoul, mä awer och schlechthin an der Gesellschaft.

Dat kléngt vläicht ofgedrosch, mä et ass et awer net. Et gëtt heiansdo an enger erfollegerwinnter Gesellschaft - Wuelstands-gesellschaft - déi Schiessäiten, iwwert déi een ewechgeet. Abee, hei ass eng vun deen, wou mer eis et net kënnen erläben einfach driwwer ewechzegoen.

»» M. le Président. - Här Minister, Dir musst zum Schluss kommen.

»» M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale. - Selbstverständlech. Ech hinn nach genee 50 Sekonnen, elo nach 48.

Ech wollt just soen, dass ech frô sinn iwwert déi Aart a Weis, wéi hei an der Chamber diskutéiert ginn ass, an ech et och ganz gutt fannen, dass déi Diskussion an der Kommission vun der Chamber wäert weidergefouert ginn, an hoffentlech dann am Rahme vun enger Orientierungsdebatt erëm hei an d'Chamber zréck wäert fannen.

Villmoos Merci.

»» Une voix. - Très bien!

»» M. le Président. - Merci, Här Minister. Dann huet d'Madame Familljeminister Marie-Josée Jacobs d'Wuert. Madame Minister!

»» Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif och wëllen all deenen Orateur Merci soe fir déi Seriositéit, mat dár d'Diskussionen hei gefouert ginn ass. D'éischt Zuel ass jo eppes, wat schwierig ass. A wann ee gesäßt: Am Ausland hu se festgestallt, datt deemno aus wéi enge Regionen d'Leit kommen, se méi Suicide-gefährdet si wéi anerer. Zum Beispill gesäßt een, datt een a Bremen an a Sachsen-Anhalt méi Tentative-</

en-suiciden huet wéi zum Beispill an Nordrhein-Westfalen oder am Saarland. Et gétt keng Explikatiounen, oder ech hu keng derfir, mä dat misst ee vlächt och eng Kéier e bésse méi verdéiwen.

Als Familljen- a Jugendminister wéll ech haapsächlech och iwwert d'Preventiou schwätzen, an ech schwätzen och némmen iwwert déi Jugendlech. Ech sinn domadder d'accord, wat och de Gesondheetsminister gesot huet, datt et virun allem wichteg ass och deen Tabu ze briechen iwwert de Selbstmord an iwwert d'Selbstmordgefährdung. Well erwiserweis - an d'Madame Andrich-Duval huet dat och gesot - ass et net méi esou, wéi fréier émmer gemengt gouf, datt een, dee géif soen, e géif Selbstmord maachen, kee géif maachen, mä datt haut eigentlech gesot gétt, datt jiddfereen, deen dat wéilles hätt, et an iergendenger Form och eng Kéier géif ausspriechen.

Duerfir ass et wichteg déi Messagen opzehuelen. Et ass wichteg et ze verstoen an dat och seriö ze huelen. Duerfir muss een och d'Leit sensibiliséieren - d'Elteren, d'Erzéier, d'Schoulpersonal, d'Frénn, d'Begletpersonal aus de Sportsclub, de Jugendmouvementer an de Jugendhaiser -, fir datt se mierken, wann et engem Kand oder engem Jugendleche schlecht geet. Et muss een also d'Symptomer erkennen, d'Zäit sech huelen, fir mat deem Beträffen zu schwätzen, ob hien duerzegoen an him och seng Hélfel unzebidden.

Et gétt vill Grénn fir Kanner a Jugendlecher, fir Suicide-gefährdet zu sinn. Ech denken un Depressiou als Krankheet, mä awer och als Folleg vun traumateschen Erlebnissen, zum Beispill Kanner, déi an hirer ganz jonker Kandheet verlooss goufen; Scheedungen, wou d'Kanner ganz dacks sech als déi Schéllieg spieren; d'Gewalt vis-à-vis vun de Kanner; den Abus sexuel; Jugendlecher, déi an Droge komm sinn a keen Auswee méi gesinn, an dat nach gekoppelt mat héije Scholden; Doud an Trauer; Einsamkeet; d'Angscht net matzekommen an der Schoul, ausgeschloss ze sinn aus der Geellschaft an esou virun.

D'rëttwichtegst Element ass d'Formatioun, an op Wonsch vum Personal besonnesch aus de Jugendhaiser wäert vum nächste Joer un de Service National de la Jeunesse eng Formation continue aféiere fir d'Educatoren an d'Educateur-graduéen an d'Educatrices zu deem Thema. Mir wäerten och e Guide erausginn iwwert de Bien-être vun deene jonke Mënschen, wou och dést Thema ugeschwat gétt a wou besonnesch och an der Annex Informatioune si fir dat éducatiivt Personal, déi déi doranner erémfannen.

Aner Servicer, déi Hélfel bidde fir Kanner a Jugendlecher an déi mam Familljeministère konventionéiert sinn, sinn eng Kéier de Service Psy-jeunes, de Service psychothérapeutique pour Jeunes vun der Croix-Rouge, dee säit 1994 besteht a Kanner a Jugendlecher bis zu 22 Joer betreit. E bekëmmert sech ebenfalls ém déi betraffe Leit, déi, déi Jugendlecher betreien, souwéi d'Elteren, d'Geschwëster, d'Schoulpersonal an anerer.

De Psy-jeunes adresséiert sech u Jugendlecher, déi e Psychotrauma erlief henn an hirer Famill, an der Schoul oder soss éierens an déi doropshin verhalensgestéiert sinn.

Zweetens, de Kanner- a Jugendtéléfon, den 12345, an SOS-Détresse si Servicer, déi nolauschteren an orientéieren iwwert den Téléfon. Si sinn do fir d'Kanner an d'Jugendlech ze énnerstétzten an hinnen ze héllefén, eng ugepasste Léisung ze fannen. De Kanner- a Jugendtéléfon an SOS-Détresse kennen och virun orientéiere bei déi spezifesch Servicer.

Drëttens, d'Services de médiation. D'Madame Err hat virdrun dovunner geschwatt. Et gétt der métterweil dräi hei zu Lëtzebuerg, déi sech och dorëmmer këmmeren. Ech denken och, datt déi eng wichteg Roll spiller, wann et drëm geet, och an der Famill oder am noen Ëmkrees Konflikter ze léisen.

Véiertens hu mer d'Sozialservicer vum Roude Kräiz, déi an éischter Linn schaffen a fir d'Leit do sinn, fir de Leit an der Nout ze héllefén respektiv déi Servicer an Administratiounen unzegginn, wou déi Personounen an Nout Hélfel kenne kréien.

Féenneftens, d'Centres vun der Ligue médico-sociale. Hei kréien d'Leit iwwert d'Action sociale gehollef; si kennen awer och juristesch a psychologesch Hélfel kréie bei familiäre Problemer, bei Surendettement oder och aneren.

Sechstens, d'Centres d'accompagnement en milieu ouvert. Dat si Servicer, déi alternativ oder als Zousaz zu engem Placement an engem Foyer als psychopedagogesch oder sozial Begleitung vun de Kanner a Jugendlechen an/oder hirem Entourage duerch sozial Formatioun, Consultatioun, Mediatioun an esou viru kennen héllefén.

Siwentens hu mer d'Foyers d'accueil et de dépannage, d'FADEPen. Dat si Foyer, wou Kanner a Jugendlecher an Noutfall a Krisesituatiounen aus hire Familljen opgeholl ginn. Hei ass d'Personal och konfrontéiert mat der Suicide-Problematik a muss héllefén de Kanner a Jugendlechen hir Liewenskrisen ze bewältegen. A wéi ee Kräizwee ganz dacks déi Kanner hanner sech henn, wa se bis dohinner kommen, ass onbeschreiblich.

Dann hu mer de Service Treppunkt, deen organiséiert gétt vun de staatleche Kannerheemer. Si begleeden d'Elteren an d'Kanner, déi sech am Kader vum Droit de visite op enger neutraler Plaz begéinen am Fall vu Placement, Scheidung oder Trennung, respektiv begleede si Kanner bei der Visite bei hiren Elteren am Prisong.

Dann hu mer als nächst Struktur de Logement en milieu ouvert. Hei handelt et sech ém Servicer, déi d'Kanner an déi Jugendlech begleeden, déi aus de Foyere kommen, wou se placéiert waren, fir datt se selbstnègg gi respéktiv an e Logement encadré kenne kommen. Mir hunn 117 Plazen, déi dofir zur Verfügung stinn, an hei ginn d'Hélfel vun der finanzieller Énnerstzung bis zum Zurverfügungstelle vu Logementer mat engem socio-éducativen Encadrement.

D'Centres socio-éducatifs de l'État vun Dräibur a Schraasseg huele Jongen a Meedercher op, déi mannerjähreg sinn an iwwert de Jugendrichter placéiert ginn. Missiounen sinn éischteins den Accueil socio-éducatif vun deene Kanner, therapeutesch Hélfel, Enseignement socio-éducatif, d'Preservation an d'Garde - wat och bedeit, datt Jugendlech mat Selbstmordgefährdung betreit ginn.

Dat sinn déi haapsächlech Servicer. Et gétt der eng ganz Partie anerer. Ech denken zum Beispill un Omega 90, déi och Kanner begleeden, wann eng Persoun oder een aus der Famill gestuerwen ass.

An, Här President, ech si mat all deene Virriedner och vrou, datt déi éischte Journée nationale de la prévention stattonnt huet, déi SOS-Détresse an de Centre d'Information et de Prévention organiséiert haten, a wou all déi Professionell do waren. Hir Recommandatiounen, fir zesummenzeschaffen a gutt geplangten a kohärent Réseauen opzubauen, fir Selbsthilfegruppen ze schafen, fir Sensibilisation fir de Grand public a Formatioun fir d'Personal aus dem Secteur psycho-médico-social, kann ech némmen énnerstétzten.

Ech fannen och dës Vernetzung besser, wéi wa mer erém géingen nei Servicer schafen, a schliesslech si vill Professioneller op ville Plaze betraff. An et ass och hei gesot ginn, datt selbstverständliche niewent eis, déi de Mëttig hei waren, och d'Schoul gefuerdert ass a gefördert ass, an duerfir si jo och Vertrieder do, fir dat hei matzedeelen.

Ech sinn och iwwerzeegt, datt, wa mer zesumme mat deene villes Acteuren um Terrain - an dozou gehéiert selbstverständlich, wéi gesot, nach eng Kéier och d'Schoul - mateneen a vernetzt denken a schaffen, mer d'Zuel vun deene jugendleche Selbstmorden erofgesat kréien.

Et geet jo net ém d'Zuelen an et geet net ém Statistiken, mä et geet ém Mënschen. An do denken ech ass alles wichteg, wat mer kenne maachen an hirem Interessi a selbstverständlich och an deem vun hire Familljen.

Merci.

» Une voix. - Très bien!

M. le Président. - Merci, Madame Minister. Domadder si mer um Enn vun déser Debatt ukomm. Dem Här Bettel seng Resolutioun ass an der Zwëschenzäit vun alle Fraktioune énnerschriwwen.

Résolution

» M. Jos Scheuer (LSAP). - Zur Resolutioun nach ee Wuert.

M. le Président. - Jo, Här Scheuer.

» M. Jos Scheuer (LSAP). - Merci, Här President. Verschidde Riedner henn et

gesot, d'Madame Err huet et besonnesch énnerstrach, datt d'Educatioun eng grouss Roll ze spille huet an déser Problematik. Ech wollt proposéieren, fir niewent der Commission de la Santé an der Commission de la Famille och d'Commission de l'Éducation nationale an dës Resolutioun opzuhuelen.

» Une voix. - Très bien!

» M. Xavier Bettel (DP). - Här President, als Auteur vun der Resolutioun henn ech selbstverständlich náisché géint déss Propositioun.

» M. le Président. - Gutt, da kënnt d'Kommissioun vun der Educatioun nach derbäi.

Résolution 1 modifiée

La Chambre des Députés,

constatant que la problématique d'un taux élevé de suicide au Luxembourg est une réalité,

décide

de charger la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale, la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse à organiser une réflexion approfondie sur la problématique en organisant un débat au sein de ces commissions pour approfondir le sujet.

(s.) Xavier Bettel, Claude Adam, Sylvie Andrich-Duval, Lydie Err, Marie-Josée Frank, Aly Jaerling, Robert Mehlen.

Vu dass d'Fraktiounen allegueren domat d'accord sinn, dës Säit och, kenne mer par main levée ofstëmmen.

Vote

Wien ass d'accord mat der Resolutioun? Ech gesinn, dass déi eestëmmeg ugeholl ass. Da kennen d'Kommissiounen ufänke mat schaffen.

Mir kommen dann zum Second vote constitutionnel iwwert d'Verfassungsmännerung 3923C, déi mer géschter net evakuéiert kruten.

6. 3923C - Proposition de loi portant 1. révision des paragraphes (1), (3), (4), (5) et (6), alinéa 1^{er} de l'article 11 de la Constitution; 2. création d'un article 11bis nouveau de la Constitution - Second vote constitutionnel

D'Chamber huet heiriwer eng éischte Kéier den 22. November 2006 ofgestëmmt. Et sie drun erénnert, dass mer hei eng Zweidrëttelmajorité brauchen, opgrond vum Artikel 114 vun der Verfassung. De Vote par procuration ass net erlaabt. Mir kommen dann also elo zum Second vote constitutionnel iwwert d'Propositioun 3923C.

Second vote constitutionnel

D'Proposition de loi 3923C ass am Second vote constitutionnel mat 45 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui: Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, M. Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kae, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Roger Negri, Jos Scheuer, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mmes Anne Brasseur, Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass eng Aktualitésstonn ugefrot vun der Fraktioun vun deene Gréng. Iwwert de Medikamenteméssbrauch. Et si bis elo ageschriwwen: d'Madame Stein, den Här Krieps, d'Madame Dall'Agnol an den

Här Mehlen. D'Wuert huet elo als éischte Riedner fir d'Fraktioun vun deene Gréng den honorabelen Här Jean Huss.

7. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de l'abus de médicaments psychotropes chez les adultes et les jeunes en Europe et au Luxembourg

» M. Jean Huss (DÉI GRÉNG). - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Sujet vun déser Heure d'actualité, nämlech de Méssbrauch vu Psychopharmaka hei am Land a ronderëm eis, huet indirekt och e wéineg ze di mam Sujet vu virdrun, der Inzidenz vum Suicide, well zum Beispill munche Psychopharmaka nogesot gétt, grad si kéint de Risque vum Suicide och nach verstärken. Mir bleiwen also mat déser Heure d'actualité am Beräich vun de psychesche Problemer a psycheschen Erkrankungen.

Wa mer nämlech europa- a weltwäit d'Statistik vum Gebrauch oder vum Méssbrauch vu Psychopharmaka kucken, da stelle mer fest, datt eist Land doranner zwar just e klenge Stee vun engem grousse Puzzle duerstell, mä et stellt een awer och fest, datt Lëtzebuerg niewent Frankräich, der Belsch oder Italien an Europa mat am Spëtzepeloton vum Konsum vu Psychopharmaka läit.

Iwwert de steigende Konsum a Méssbrauch vu Psychopharmaka insgesamt géif et ganz vill ze soe ginn, an deet mer duerfir nodréiglech gesinn och leed, datt ech do riwwer just eng Heure d'actualité ugefrot henn an net eng Interpellatioun, déi eis méi Zäit fir d'Diskussioun erlaabt hätt, fir op d'Problematik vun de Psychopharmaka insgesamt méi am Detail kennen anzegoen. Zum Beispill och op de wuessende Problem vun de sougenannten Antidepressiva oder zum Beispill och op de Problem vun der Verschreibung vu Psychopölle bei eise Kanner. Mir wäre bei anerer Geleeënheit dorüber zréckkommen.

Haut wéilt ech also just iwwert de Problem vum héije Konsum a vum Méssbrauch vun de sougenannte Benzodiazepine schwätzen. Dat heescht also haapsächlech iwwer Schlaf- a Berouegungsspällen a Pëlle géint Angscht oder Stressgefüller, woubäi awer natierlech net de kuerzzäitige kontrolléierten therapeuteschen Asaz vun esou Mëttelen a Fro steet.

Iwwert de Méssbrauch vu Benzodiazepinen ass bekanntlech viru kuerzem e ganz interessante Mémoire, eng Etüd vum Lëtzebuerg Pschyater Jean-Marc Cloos virgehuecht ginn iwwert d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg, a wann een doranner d'Donnéen an d'Zuele vergläicht mat den Donnéeen, déi an engem rezente franséische Rapport vun der Assemblée nationale a vum Senat aus dem Joer 2006 énnert dem Numm „Rapport sur le bon usage des médicaments psychotropes“ publizierte goufen, da géift et do vill Ähnlechkeeten an et géift och d'éiselwecht Grénn fir sech Suergen ze maachen a fir ze kucken, fir all néideg an all méiglech Géigemesuren ze ergräifen.

E puer Zuele just aus deem Mémoire iwwert d'Situatioun zu Lëtzebuerg. Zuelen, déi op Donnéeen vum Contrôle médical vun de Krankeesse berouen aus dem Zäitraum vun 1995 bis 2004, also iwwer ronn zéng Joer.

Deemno hätten émmerhin iwwer 166.000 Persounen an deenen zéng Joer op esou Benzodiazepinen zréckgegraff. Een Deel dovunner just kuerzzäitige an heiansdo, mä ronn 70.000, dat wären iwwer 15% vun der Gesamtpopulatioun, hätten e Laangzäitkonsum gehat, dee Problemer kíent opwerfen, a 46.318 hätte souguer iwwer ee Joer eraus all Dag op esou Mëttelen zréckgegraff. Esou datt ee laut wéssenschaftlechen Donnéeen dovu misst ausgoen, datt wahrscheinlech iwwer 5% vun eiser Bevölkerung vu Benzodiazepinen ofhängig, dat heescht medikamentesché dierfte sinn.

No den Donnéeen vun der UCM wieren 0,4 bis 0,5% vun eiser Bevölkerung dobäi net némmen esou Laangzäitkonsumenten, mä dorriwwer eraus och nach problematesch Héichdosiskonsumenten, mat alle gesondheetlechen, sozialen a gesellschaftlechen Risiken, déi dat ka mat sech bréngen.

Zwee Drëttel vun alle Konsumenten insgesamt wierte méi wéi 50 Joer al an zwee Drëttel dovunner wierte Fraen.

Dir Dammen an Dir Hären, dës Zuelen a Statistike gi vun 1995 bis 2004 an am Joer 2004 gouf vum Santéministère fir d'éischte Kéier eng Sensibilisierungscampagne fir

Mercredi,
14 mars 2007

Patiene gestart mat Affichen an Déplianten, a vu datt dat elo méi wéi zwee Joer hier ass, wier et natierlech interessant vum Här Gesondheetsminister gewuer ze ginn, ob dës Aktiouen zu engem wesentleche Réckgank vum Konsum vun dëse Benzodiazepine geféiert huet.

Eng Partie Froe bleiwe souwisou och no dëser exzellenter Etüd nach net beäntwert. Zum Beispill d'Fro, wann zwee Drëttel vun de Konsumenten iwwer 50 al sinn, wéi vill dovunner dat eleng doheem maachen a wat émgekéiert den Undeel vum Konsum ass, zum Beispill an Alters- a Fleegeheimer, a firwat déi Zuelen do eventuell esou héich sinn, an domadder verbonnen natierlech och d'Fro no méiglechen Alternativen.

Onkloer bleibt zum Beispill och d'Fro, wat fir a wéi vill Doktore wéi oft Benzodiazepine verschreiwen, ouni déi néideg Formation ze hunn iwwert d'Riske vun de Benzodiazepinen an iwwert de méigleche Méssbrauch dovunner an iwwert d'Problemer vum Sevrage, dat heescht vum Ofsetze vun esou Medikamenten.

Hei wieren op jidde Fall, an eisen Aen, Weiderbildungscoursé fir Generalisten an Dokteren insgesamt absolut sénvvoll.

Problematesch bleibt zum Beispill och d'Fro un d'Adress vum Ministère, mä virun allem un d'Adress vun de Krankekeesen, wéisou si bei der Verschreibung vu Benzodiazepine 40% pro Packung rembourséieren, genuwéissend, datt si domadder zum Deel awer och zu Sucht an Ofhänggekeet kenne baidroen. Wier do zum Beispill net e vill méi niddrege Remboursementstaux sénvvoll? Wier net zum Beispill eng vill méi streng Kontroll vun der Verschreibungspraxis, zum Beispill iwwer e Carnet à souches, virun allem par rapport zu de chronesche Laangzäit- an Héichdosispatienten, néideg, déi net némmen eng Gefor fir sech selwer duerstellen, mä am Autosverkéier oder a verschidde Beruffer och fir hir Matmënschen?

D'Gesondheetsgeföre vum chronesche Laangzäitkonsum vu Berouegungs- oder Schlofmettelen eleng, oder och nach an der Kombination mat Alkohol zum Beispill, bestinn nämlech net némmen am Risque vu Sucht an Ofhänggekeet, mä och a Problemer vu geféierlechem Aschlofe während dem Dag selwer an egal wou. D'Gesondheetsrisike leien awer och a Gedächtnisproblemer am Beräich vum Kuerzzäitgedächtnis, wou ee vläicht d'Fro kéint opwerfen, ob domadder och net Problemer vu fréizäiteger Demenz kinté verbonne sinn. A schliesslech och an neie gesondheetleche Problemer beim Sevrage, wann et drëm geet, d'Leit dovunner ewechzékréien, beim Entzuch also, wann esou e Sevrage net fachgerecht duerchgezu gëtt.

Wier et also aus der Siicht vun de Krankekeesen an aus der Siicht vun der Santé publique net méi sénvvoll, amplaz a Pëllen, méi Suen ze investéieren a Preventiou an an Opklärung, an och méi Suen ze investéieren an Alternativen zum Pëllekonsum, zum Beispill an dem Beräich vun der Psychotherapie an an d'Ënnerstëtzung vu Selbsthilfegruppen oder sozialen Associationen, déi esou Leit mat psychesche Problemer kënnten opfänken a se och kënne konstruktiv abannen?

A schliesslech, Dir Dammen an Dir Hären, misst eis Gesellschaft vläicht net endlech och emol versichen ze verstoen, firwat an eiser materiell relativ räicher Gesellschaft, an obscho sech an deene vergaangene Joren do much sozial Rëss, Froen an Ongewëssheeten opgedoen hunn, firwat also esou vill Leit anscheinend esou grouss psychesch Problemer hunn, datt se zu all dëse Psychopëlle gräifen.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Natierlech spiller do eng gréisser Roll déi oft skrupellos Marketingstrategié vu grousse Pharmafirmen, déi sech iwwert d'Medikalisierung vu sozialen oder mënschleche Problemer nei profitabel Marchéë wëllen erschliessen. Mä op däri anerer Sät gëtt et awer och d'Realitéit vun engem Uwesse vu psychesch Problemer an eisen entwéckelte modernen Industriegesellschaften. Industriegesellschaften, wou just nach Individualismus an Egoismus, Konsum- a Konkurrenzdenken an „shareholder value“ am Vierdergrond stinn, a wou dofir émmer méi Leit énnert dem steigenden Drock an dem steigende Stress, énnner Mobbing oder sozialen Ängschten oder énnner Problemer an der Famill oder dem sozialen Ëmfeld leiden.

Iwwert dës Ursache kéint a misst ee ganz laang schwätzen, zum Beispill och iwwert déi rezentsten Analysen aus der Psycho- an aus der Sozialforschung, déi de Politiker noleéen, erém vill méi staark ze investéieren, engersäits a sozial Netzer an a

sozial Opfangstrukturen, mä anerersäits awer och a Richtung vun engem komplette Mentalitéitswandel. E Mentalitéitswandel ewech vun der „Geiz ist geil“- oder „après moi le déluge“-Mentalitéit an hin zu neien a gestäerkte gesellschaftsleche Wäert- a Solidaritésmodeller a Solidaritéitsstrukturen, well némmen doduerjer, duerch nei gemeinsam sozial a konstruktiv Ziler a Projeten am Grousse wéi am Klengen, kéint erreecht ginn, déi villfältig psychesch Problemer wéi Isolatioun, Ängschten, Stresssituatiounen, de Mal de vivre, Perspektivlosegkeit an Zukunftsängschten ofzebauen an ze reduzieren.

Als Gréng sti mir ganz Kloer fir esou gesellschaftslech a sozial Perspektiven. Mir wieren och dorunner interesséiert, eng méi länger Diskussioun ze féieren, zum Beispill iwwert d'Relatioun zwësche falschen Ernährungsgewunnechten a psychesch Erkrankungen oder zum Beispill och iwwert de Risque vun Émweltschadstoffen a psychesch Erkrankungen, déi och domadder kënnen ze dinn hunn.

Well awer meng Riedezaït hei elo esou lues a lues ofleet, kann ech haut dorobber leider net weider agoen. Mir wéilten dofir um Schluss nach just eng Motioun mat méi kuerzfristegen Ziler hei eraginn. Eng Motioun, déi d'Regierung invitíert - ech soen dat just hei a Stéchwiederer -, fir d'Information an d'Sensibilisierung vun de Konsumenten a Patiente vun de Benzodiazepinen nach weider ze verstären; fir d'Formation continue vun den Dokteren iwwer Suchtrisiken an iwwert de Problem vum Entzuch ze propagéieren; a fir gegebenenfalls sougenannte Sevragestationen, Services de sevrage an engem oder an engem Rei vun anere Spidolsinfrastrukturen ze erméiglichen; zum Beispill och fir d'Krankekeesen ze encouragéieren, d'Abusé besser ze kontrolléieren, a fir a Preventions an an Alternativen ze investéieren. Datselwecht gëllt fir Selbsthëlfegruppen oder fir sozial Opfangstrukturen. A schliesslech sollt an eisen Aen och gekuckt ginn, fir am Intérêt vun de Patiente psychotherapeutesch Alternative méi wäitgehend unzéerkennen an ze rembourséieren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant

- l'évolution préoccupante observée ces dernières années dans de nombreux pays de l'Union européenne en ce qui concerne la consommation de médicaments psychotropes;

- les effets secondaires sur la santé humaine que ce type de médicament peut engendrer, ainsi que les risques sévères de dépendance en cas d'utilisation chronique à long terme;

- que cette problématique prend également de plus en plus d'ampleur au Grand-Duché de Luxembourg;

- la première campagne de sensibilisation relative à l'abus des médicaments psychotropes menée conjointement par la Division de la Médecine préventive du Ministère de la Santé et le Centre de Prévention des Toxicomanies en 2004;

- l'étude récente d'un psychiatre luxembourgeois qui dévoile des statistiques préoccupantes quant à la consommation abusive de médicaments psychotropes au Luxembourg, dont un taux probable de dépendance de 5% de la population totale;

- les recommandations faites par ce même auteur au Ministère de la Santé, englobant entre autres une meilleure information quant aux risques liés à ces médicaments;

invite le Gouvernement

- à relancer et à intensifier les campagnes de sensibilisation afin d'améliorer l'information du patient sur les effets secondaires possibles ainsi que les risques de dépendance des médicaments psychotropes utilisés de manière chronique, même à faible dosage;

- à encourager la formation continue des médecins généralistes sur les risques de dépendance et la problématique du sevrage;

- à encourager, en vue de diminuer les abus, les efforts des caisses de maladie pour améliorer la qualité des contrôles en relation avec les habitudes de prescription des médecins ainsi que des consommateurs chroniques de fortes doses notamment;

- à réfléchir à l'instauration d'un service de sevrage spécialisé dans le domaine de l'addictologie et plus spécialement des médicaments psychotropes dans un ou plusieurs établissements hospitaliers du pays;

- à soutenir toutes les mesures de prévention, les associations de malades et les

structures d'entraide ainsi que les thérapies alternatives qui existent dans ce domaine;

- à étudier en faveur des patients concernés la possibilité de remboursement des traitements psychothérapeutiques dispensés par des médecins généralistes ou des psychologues, qualifiés dans ce domaine.

(s.) Jean Huss, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kok, Viviane Loschetter.

Här President, hei ass déi Motioun, déi ech heimadder ofginn.

Et wier, wéi gesot, vill ze soen insgesamt; net némmen iwwer Benzodiazepinen, mä iwwer Psychopharmaka insgesamt. Ech mëngen, mir musse bei enger anderer Geleeënheit dorobber zréckkommen.

Merci.

» M. le Président. Merci, Här Huss. Deen éischt ageschriwwene Rieder ass d'Madame Dokter Stein. Madame Stein, Dir hutt d'Wuert.

Débat

» Mme Martine Stein-Mergen (CSV). Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Moien, wéi ech aus der Klinik komm sinn, hunn ech mer erlaabt, den Auteur vun der Etüd unzeruffen, a sot em: Wat wär dann däi Message un ons Députéiert? Hie sot némmen ee Saz: „Et muss eppes geschéien.“

D'Etüd vum Dokter Cloos ass säi Mémoire de thèse an der Addictologie op der Uni Stroossbuerg, an dës Etüd seet, wat mir alleguerete scho laang wëssen, mä wat nach keen esou chiffréiert hat.

Et sinn net némmen d'Dokteren, mä och op der UCM an an der Santé si mer ons dëses Problems laang bewosst. Dir kënnt lech vläicht nach un déi zimlech mésslonge Campagne géint d'Psychotropen erënneren, déi all dës Medikamente an een Dëppé geworf huet. Dunn ass nämlech dat geschitt, wat een net wollt: Dái eng hunn hir Benzodiazepine monter weidergeschléckt, an déi, déi op hiren Neuroleptique oder Antidépresseur ugewise sinn, ware schwéier dozou ze kréien hir Pëlle weiderzehuelen. Hei ass also meng éischt Bemerkung: Wann een nach emol eng Campagne mécht, da muss se anescht ugepaakt ginn.

Wéi konnt et zu dëser Situatioun kommen, an däi mer sinn? Nun, an de fréie 60er Jore sinn d'Benzodiazepinen entdeckt gi mat hiren zwou formidabile Wierkungen: Si huelen d'Angschta si hellefe beim Schlofen. Dat heescht, si wierke géint d'Angschtaoustann, an hire groussen Avantage am Verglach zu deem, wat deemoos existéiert huet, a wou iwwregens och schonn dichteg abuséiert ginn ass, dat war hir geréng Toxicitéit an domat grouss therapeutesch Sécherheet. Wann d'Marilyn Monroe deemoos eng Benzodiazepine geschléckt hätt, amplaz Barbituriken, da wier et vläicht hau nach bei ons.

Et ass bal onméiglech sech souguer mat engér héijer Quantitéit émzebréngen. Den Désavantage vun der Sucht war am Ufank net bekannt. Et ass an de folgende Joren a Jorzéngten also émmer zu engem méi labberen a groussen Verschreiwe vun dëse Medikamente komm.

Wéi ech op der Uni war - dat ass zwar och schonn zimlech laang, awer net gradesou laang -, du war d'Suchtproblematik schonn erkannt. A wéi ech mech néiergelooss hunn, hunn ech fir d'éischt gemerkt, wéi vill Leit déi Zäit waren, déi Lexotan an Temesta geholl hunn, déi dës Pëlle geschléckt henn, a wéi schwéier et war, fir se dovunner fortzékriéien. Dái einfach logesch Konsequenz also: se net méi ze verschreiwen oder d'Indikatiounen ganz genau ze stellen.

Dat hunn och déi meesch Kollege vu menger an de spéidere Generatiounen émgesat, an an onsem Beruff ass d'Ëmdekkung zum groussen Deel schonn erfollegt. Mä an der Praxis gesäßt et anescht aus. Ech wëll ganz kuerz op déi speziell Charakteristike vun dëser Sucht agoen.

Éischtens hu mer do d'Altersgrupp. Och wann déi jonk an eeler Politoxikomane Benzodiazepinen als Zousätz zu hiren aneren Droge bet्रuechten an dës Substanzen op der Gare, oder wou och grad émmer gedealt gëtt, émgeschloe ginn, esou sinn déi meesch regelmisséeg an och problematesch, well héichdoséiert Konsumenten iwwer 50 Joer al; zwee Drëttel Fraen. D'Ëmschlagplaze sinn also hei éischter d'Kaffiskränzercher.

Et ass och net direkt e soziale Problem, well dat spilt sech och an héije soziale Kreesser of. Et ass bekannt, dass d'Konsumenten sech een deem aneren iwwer en Enkpass aushëlfen, an dass emol déi eng oder aner Këscht fir en anere Patient gefrot gëtt.

Et ass net fir mech, Dokter, mä fir meng Mamm. Si huet keng méi.

Mir stinn hei virun enger Verneenung vun der Sucht, wéi mer se net gewinnt sinn, well mer normalerweis aner Patienten an deem Kontext hunn. Mä och dës Konsumenten, wéi aner Toxikomanen, maache sech selwer vir, si kéint all Moment ophalen.

Zweetens gëtt et op dës Substanz eppes ganz Seelenes, nämlech eng „low-dose dependence“ mat enger relativ gerénger Toleranz. Dat heescht, dass Medikamente net müssen an héijer Dosis geholl ginn, fir de gewënschten Effekt ze entwéckelen, an dass een och scho mat enger niddreger Dosis eng Ofhänggekeet kann entwéckelen, nom Moto: Dokter, schreif mer nach e Pak op, ech huelen all owes némmen eng hallef. Dëse wichtige Punkt ass ebenfalls laang net erkannt ginn.

Drëttens ass et immens wichteg, dass mer dës Medikamente kënnen behalen, well si gi gebraucht. Dat ass émmer dann de Fall an Ausnahmesituatiounen. Et ass ganz sécher esou, dass déi allermeesch Konsumenten déi éischt Kéier während engem Klinikenopenthalt mat hirer Benzodiazepine a Kontakt kommen. Dës Substanzen sinn immens wichteg wann een eng schlëmm Krankheet huet - en Accident mat Frakturen, en Hærzinfarkt -, wou et drëm geet, de Patienten hir Angstgefiller ze bekämpfen, well se d'Heeling verlangsamen.

Den Hausdokter schreift se dann awer weider op. Aus der Etüd geet dat net ervir, well een zwar de Prescripteur am Ambulatoire kennt, net awer de Verbrauch an de Spideeler. Et misst een also net némmen an der Médecine de base ugräifen - an do rechnen ech dann net némmen d'Generalisten, mä och d'Gynékologen, do ginn d'Fraen zweemol am Joer, de Rhumatologue, mä och all aner Spezialitéiten derbäi.

Et geet hei virun allem drëm, och de Spidoktere Kloerzemaachen, dass esou eng Benzodiazepine, déi oft am Entloosungsbréif als allerlescht Medikament steet, also verharmlost gëtt, well se net lievenserhalend ass, némmen iwwer kuerz Zäit an némmen no engem Kontrakt mat engem Patient sollt opgeschriwwen.

An der Urgence brauche mer dës Wirkung och. Wann d'Leit mat schwéieren Angschtaoustann an enger Somatisatioun dovunner erakommen. Mä dat gëllt fir d'Akutphas; op kee Fall däerf dës eng Solution de facilité sinn, wat se leider zum Deel de Moment ass.

Et bleift nach ze soen, wien de Kampf géint dëse Fléau kann ophuelen: D'Santé publique ass Kloer gefuerert. Mir wëlle keng franséisch Verhältnisser hei zu Lëtzebuerg. Opklärungscampagné fir Professionelle, mä awer och Patiente sinn néideg, mä net eleng. Et geet drëm - an do sinn d'Krankeeses gefuerert -, Regelen ze setzen, esou wéi dat entre-temps an enger Rei Nopeschlännner geschitt ass; an zwar fir de Prescripteur, mä och fir de Konsument, d'Dauer vun der Prescription, d'Quantitéiten an eng Limite pro Patient. Well den Hausdokter weess net, dass de Kardiolog och eng Këscht opgeschriwwen huet; oder de Fraendokter, den Hautdokter oder wien och émmer. Esou kënnt et dann zu dëse Quantitéiten.

Mir müssen ons bewosst sinn, dass mer hei am Land iwwer 50.000 Leit hunn, déi eng Délivrance en continue hunn. Dat si méi dräi Méint. Dat sinn 20% vun der Population.

(Interruption)

Iwwer 50.000. Dat sinn iwwer 20% vun de Population.

De Sevrage vun de Benzoen, wann d'Adhésioun vum Patient dann eemol ginn ass - dat ass dat Schwierereg - , dauer relativ laang a brauch vill Zäit, mindestens aacht Wochen.

» M. le Président. Ech muss lech awer drun erénnern, Madame Stein-Mergen,...

» Mme Martine Stein-Mergen (CSV). Zwee Sätz nach. Merci, Här President.

Ech énnertztzen dem Här Huss seng Iddi, dass een do soll d'Psychotherapie de

soutien énnerstétzen. De Sevrage an der Klinik ass dergeéint net géeegent, well en aacht Woche brauch. Et ass en ambulante Sevrage, deen een hei muss maachen. Addictologie ass iwwregens en Thema an onsem Troisième cycle de médecine générale op der Uni Lëtzeburg.

Am Numm vun der Fraktioune wéilt ech dovu profitiéieren, fir och dann ze froen, dass mer sollen an der Gesondheetskommissioune vläicht mat deem Thema eng Kéier befaasst ginn.

Ech soen lech Merci.

»» Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Stein. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Dokter Krieps. Här Krieps, Dir hutt d'Wuert.

M. Alexandre Krieps (DP).- Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegegen, d'Froestellung vum honorabelen Här Huss mat den deelweise Stellungnahmen haut an der Press beweisen, Här President, dass net némmeen d'Musel hundesdags am Dusel ass, mä d'gantz Ländchen.

(Hilarité et interruption)

Ech iwwerhuelen do de Slogan, an ech félicitéieren onsem Kolleg Jean-Marc Cloos, wat e ganz gudde Mënsch ass, fir seng Aarbecht.

Ganz erstaunlech ass, dass déi éischt Prescription an dësem Land d'Schlof-mëttel Stilnoct ass. Dat erstaunt een extrem, well dat gëtt et némmeen zu Lëtzeburg. Wéi ech viru bal 33 Joer ugefaangen hunn ze schaffen, huet mer en eelere Kolleg gesot: Lex, pass op, den Ticket an der Medezin, dat ass owes eng Temesta a moies eng Agiolax fir unzukommen. An dee Mann hat Recht. Dat war esou!

No där émwerfender Feststellung, Här Minister, vun Ärem Kolleg Lucien Lux gëschter, dass méi wéi 70.000 Leit an dësem Land eng Invalidekaart hu fir den öffentlechen Transport - dat heesch, méi wéi 15% vun der Gesamtbevölkerung, a sécherlech méi wéi 50% vun den iwwer 60-Jährigen -, da schwätze mer haut de Mëttet vläicht vun deenen anere Prozent. Oder sinn dat déi nämlecht? Dat ass eng Fro, déi net beäntwert ass.

Op alle Fall, an der Gesellschaft gräift d'chemesch Keul - d'Camisole chimique - émmer méi ém sech. Dat féiert zu der „Zombifikatioun“ - wéi verschidde Wëssenschaftler dat nennen - vun onse Matbierger.

(Hilarité)

M. Robert Mehlen (ADR).- Dat arrangeert awer eng Rei Leit.

M. Alexandre Krieps (DP).- Jo. Ech kommen nach dorobber zréck, Här Mehlen.

(Interruption)

Alles dat gëtt vun onser Gesellschaft toleréiert. Deen offiziell vun de Krankekeese gesponsereten Doping féiert natierlech zu enger pharmakologescher Medikalisatioun vun onser Gesellschaft. Et gëtt dem Patient eng falsch Perceptioun vun onsem Émfeld - net némmeen, wéi gesot ginn ass, vun der Émwelt -, an ass op laang Siicht doudsécher en Attentat op seng Liewensqualitéit an d'Fräiheit vun deemselwechte Bierger. Mir huelen natierlech aus däri Definitioun déi Leit eraus, déi richteg Maladie-mentalen hunn. Déi sinn hei net abegraff.

50% vun de behandelten Depressiounen a méi wéi zwee Drëttel vun de behandelten États d'angoisse oder Anxiétéiten entsprechen net de rigouréisen diagnostesche Kritären. D'Epidemie vun onsem Pëlle-Schlécken an onser Schlofgesellschaft wiisst all Joer 6 bis 7%. D'Ursaache sinn émmer méi isoléiert Individuen an onser Gesellschaft, déi erdréckt gi vum Ideal vun der Autonomie an déi sech net méi an onser Gesellschaft valoriséiert fillen. Dat ass doudsécher de Fall. Ech kommen net op déi medezinesch Nieweneffekter vun der Schlofmettgesellschaft zréck.

Wat kënne mer maachen? Mir müssen d'Patienten - an dat ass hei gesot ginn - an och d'Dokteren - well ech weisen lech drop hin, dass 80% vun de Prescriptione vu Gene-

raliste kommen - erzéien. An dësem Problem wéi a villen anere Problemer am Liewe kënnt et op déi éischt Prescriptioun un an op déi éischt Benutzung vun esou Pëllen. Et ass déi éischt Prescriptioun an déi éischt Prise, déi zielen. An déi bëid Säite müssen erzu ginn.

D'Pharmaindustrie natierlech, duerch de Marketing. Dat ass „Blockbustermedizin“, dat geet all Joer an d'Lucht. An, wat och gesot ginn ass: Mir müssen d'Prescriptione begrenzen an der Quantitéit, an der Zäit. Mir müssen och d'Mise sur le marché begrenzen an énner Émstänn vun remboursement differenzéieren.

Ech weisen zwar drop hin, dass an der Belsch, wou déi Produitié scho laang net méi erëmbezuelt ginn, dat guer näisch bruecht huet. D'Leit schlécken dat schéi virun. An der Belsch ginn déi Produkten net erëmbezuelt, ausser wa vun engem Psychiater verschriwwen. Dat gëtt et an der Belsch schonn 30 Joer.

(Interruption)

D'Éducation sanitaire an der Schoul ass fundamental wichteg. Et muss een also d'Pëlle-Schlécken, ob dat elo Berouegungsmëttel oder aner Pëlle sinn, abezéien an d'Éducation sanitaire.

Mir müssen och an dësem Haus e bësse méi schnell ginn an d'Gesetzgebungen adaptéieren. Ech erënneren u mäi Virgänger a Frénd Niki Bettendorf, dee bei den Autoschaufferen niewent dem Alkohol d'Berouegungsmëttel an d'Droge wollt kontrolléiere losseen. Déi Gesetzgebung ginn an dësem Haus méi lues émgesat wéi d'Gesetzgebungen, déi d'Bankeplaz Lëtzeburg ubelaangen.

Här Haupert, Dir sidd mat mir d'accord!

Mir müssen d'Prescriptione fir déi Jonk a fir d'Kanner ganz strikt am A behalen. An et muss ee sech natierlech - an do kommen ech op Är Fro, Här Mehlen - d'Fro stellen, wat den Intérêt ass vun der Gesellschaft, fir hir Bierger roueggstellat ze gesinn. Dat ass eng fundamental Fro. Ech wéll net soen, dass dat en Impakt op d'Wahlresultater kënnt hunn, mä ech mengen, dat ass eng fundamental Fro.

Wat awer och net gesot ginn ass: D'Pëlle-Schlécke gëtt an de Famillje verierft. Do gëtt et an de Familljen e kloren Trend zum Pëlle-Schlécke vun enger Generatioun an déi aner. Dat ass och eppes, wat mer bei anere Problemer gesinn hunn, bei Leit, déi ze déck sinn an esou virun. Dat muss ee kucken.

Loosse mer et net esou wäit komme wéi a verschiddenen transatlantesche Firmen, wou moies d'Mataarbechter musse Pippi an e Glas maachen a kontrolléiert ginn op Berouegungsmëttel oder soss Substanzen. Dat gëif e bësse wäit féieren, mä dat kënnt nach esou wäit.

Op alle Fall, Här Gesondheetsminister, Dir sidd an dësem Dossier elo dans l'immédiat gefuerert, an ech soen lech villmools Merci fir déi Aarbecht, déi Dir do ugitt.

Merci.

»» Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Krieps. Dann huet d'Wuert d'Madame Dall'Agnol.

Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP).- Merci, Här President. Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, wou geet eigentlech de Méssbrauch vu Medikamenten un? Ma schonn do, wann een e Medikament, dat een zwar verschriwwen kritt, méi oft, a méi enger grousser Quantitéit oder méi laang hält, wéi een dat eigentlech soll.

D'Pëlle ginn awer hundesdags an eiser Gesellschaft ze vill heefeg als de Problem-léiser schlechthin ugesinn, an enger Gesellschaft, wou et émmer méi wichteg ass, schéin, schlank, jölk, dynamesch an erfolgräich ze sinn an am beschten dat alles nach beienen. Dann ass de Gréff no Medikamenten ganz oft virprogramméiert, net bei jiddferengem, mä virun allem och a jonke Joren, wou deen een oder anere Kilo ze vill oder e Manktum un Opmerksamkeet vum anere Geschlecht dach ganz dacks zur Weltenergangsstëmmung féiert, ass de Risiko ganz héich, fir op e Méssbrauch vu Benzodiazepinen ze kommen.

Medikamenteméssbrauch gëtt et awer och am Sport - et heesch just anescht - a Form vun Doping, a wann am Sport eben och just Leeschung zielt an een als Zweete schonn zu de Verlängerer gehéiert, dann ass do de Sport näisch anescht wéi de Spigel vun däri Gesellschaft, déi ech virdru beschriwwen hinn.

Wa mer elo dovunner ausginn, datt d'Psychotropen awer all rezeptflichteg sinn, an de Schwarzmaart eigentlech hei keng

grouss Roll spille - vläicht den Internetverkauf -, dann handelt et sech hei ém eng Sucht op Ordonnance.

Wien elo mengt, datt de Problem vun der Medikamentenofhängigkeit am Verglach mat aneren Drogen awer Quantitéit négligable wier, deen iert sech, well bei eisen däitschen Noperen ass de Benzodiazepineméssbrauch nom Alkohol den zweitgräisste Méssbrauchproblem, an ech géif eng Wett mat lech agoen, datt dat net némme bei hinnen esou ass.

Et geet och elo net hei drëm, wéi verschidde Virriedner scho gesot hunn, fir de Gebrauch vun esou Medikamenten ze verändielen. Au contraire, et geet eigentlech drëm, e verantwortungsbewossten Emgang ebe mat dëse Medikamenten ze léieren.

Wat bei däitschen Etüden och erauskoum, dat ass, datt dës Medikamenten meeschteens ebe vum Generalist verschriwwen ginn, ouni datt e psychiatreschen Diagnostique virlouch. An och datt et émmer deselwechte Generalist ass, deen dem Patient seng Dosis verschriwwen huet. Hei huet also dee Phenomeen, dee ganz oft „Doktor-Hopping“ genannt gëtt, also vun engem Dokter bei deen anere goen, fir eben dat verlaangtent Rezept ze kréien, emol iwwerhaapt guer net misse stattfannen. D'Verantwörting läit also hei fir déi Sucht ganz kloer och beim Dokter, dee se énnerstëtzzt.

Eng öffentlech Debatt iwwer Medikamenteméssbrauch gëtt jo - leider, géif ech soen - éischter seelen an der Gesellschaft an och an der Politik gefouert, esou datt et sech hei zwar ém eng legal, mä awer och eng heimlech Sucht handelt.

Wéi ech ebe scho sot, d'Politik huet sech bis haut vill ze vill mann mam Thema auserneegesat - dat soll jo elo anescht ginn -, obwuel hei och ganz vill Geld ze spuere wär, ouni emol op d'gesondheetlech Konsequenzen vun engem Méssbrauch vun esou Medikamenten anzegoen.

Duerfir si mir och der Meenung, datt an Zukunft eng verstärkt Öffentlechkeetsaarbeit misst gemaach ginn, zum Beispill a Form vu Campagnen, wéi se jo schonn erfolgräich war beim Thema vun den Antibiotiken, misst dést och gemaach gi fir d'Psychotropen.

An och wann et kloer ass, datt vill Patienten hundesdags erwaarden, wa se bei den Dokter ginn, datt hien hinnen déi Pëllercher verschreift, an och virun allem émmer erëm verschreift, da muss a soll hei verstärkt kontrolléiert an awer och kënne sanktionéiert ginn.

Zum Schluss nach e Wuert zu ADHS. Ech hunn a mengem viregte Beruff Vakanzaktivitéit fir Primärschoulkanner mat organiséiert, an all Joer, wann déi Fiches d'inscription erakomm sinn, da waren et der méi, wou dropstoung, datt d'Kanner missten d'Medikament Ritalin huelen, wat e Psychostimulantium ass. An och hei ass et evident, datt den Dokter an d'Eltern eng ganz grouss Responsabilitéit hunn.

Jo, ADHS, wat esou vill heesch wéi Aufmerksamkeitsdefizitstörung mat Hyperaktivitéit, ass eng Krankheet a soll a muss behandelt ginn. Mä d'Pëllen därfen hei awer och keen Ersatz fir d'Bezuchs-persoune sinn, sech mat deene Kanner auserneenesetzen.

Wichteg ass och, datt net all Kand, wat onkonzentréiert oder wibbeleg ass, dës Krankheet huet, a souguer bei däri Krankheet ass et net néideg, all Fall medikamentös ze behandelen.

Nei Etüde soen zwar, datt, wann een d'verschriwwen Dosis anhält, bei esou Medikamenten wéi Ritalin zumindes, kee Suchtrisiko besteet, mä eleng de Fait, datt een an esou jonkem Alter scho mat Pëllen a regelmäisse Kontakt kënnt, schéngt eis als Sozialisten awer kënnen e Problem duerzestelle fir de Suchtpotenzial am spéidere Liewen, well Méssbrauch an Ofhängigkeit leien oft ganz no beieneen.

An deem Senn Merci fir d'Nolauschteren.

»» Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Dall'Agnol. Den Här Mehlen huet d'Wuert als nächste Riedner.

M. Robert Mehlen (ADR).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als Ost-deputéierte muss ech mengem Frénd Alexandre Krieps, deen iwwregens eng exzellent Ried hei gehalen huet, widder-sprüchen. D'Musel ass net am Dusel, mä e guerde Pättchen an Éieren hieft normalerweis d'Stëmmung an d'Moral an ass souguer der Gesondheet zouräglech, wann een den Etüde ka gleewen.

(Interruption)

Här President, et stëmmt, datt de Konsum vu Psychopharmaka hei zu Lëtzeburg e risege Problem duerstelt. Mäi fréieren an hoffentlech zukünftege Fraktiounskolleeg Jean Colombera huet mer eng Partie Énnelagelage geliwwert, an hie seet, datt zum Beispill 1995 déi Zort vu Medikamenten déi zweiteschverkaafte Medikamente hei zu Lëtzeburg gewiescht wären.

2003, wou déi lescht Zuele sinn, iwwert déi hie verfügt, wäre se einsam Spézt an de Kategorië vu Medikamenten, déi verkauft ginn, net méi anzhuelen, Tendenz steigend. Hie beklot sech awer driwwer, d'Doktere wären zénter 2003 net méi informéiert ginn iwwert d'Evolution oder iwwert d'Ausweidung vun deem Problem.

Sécher ass, datt d'Kanner haut schonn a relativ fréiem Alter däri Medikamente kreien, an et muss ee sech och do Gedanken driwwer maachen, wat an eiser Gesellschaft alles krommleeft, genau wéi bei deem Débat, dee mer virdrun haten, datt dat schonn esou jonk ugeet.

Fir Jonker stellen déi Medikamente Einsiedsmedikamente duer, fir speider an haart Drogen iwwerziewesselen. D'Suizidge-for ass bei deenen, déi déi Zort vu Medikamente huelen, méi grouss, a mir sinn - meng zwou Minutte lafe schonn o och hei gefuerert, eis seriö Gedanken iwwert d'Ursaachen ze maachen an, Här Minister, Dir als Regierung a mir als Chamber, fir eng seriö Strategie ze entwéckelen, fir deen Fléau do bázieren kommen. Well et ass wierklech e reelle Problem fir eis Gesellschaft, awer och e reelle Problem fir eis Krankekeess.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Da kritt d'Regierung d'Wuert; den Här Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo, wann ech gelift.

M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, deen Thema, dee mer virun enger Stonn diskutéiert hunn, an dësen Thema si méi no beineen, wéi een dat kéint unhuellen. Si hunn eppes gemeinsam.

Et ass wichteg, dass een driwwer schwätzzt, dass een et thematiséiert an dass een et net einfach rulle léisst.

Et ass richtig, dass Lëtzeburg am Konsum vun de Psychotropen, am Konsum vun de Benzodiazepinen, wéi et richtig heesch, op deene Plaze steet, wou een normalerweis gär steet, awer an dësem Fall net dierft stoen, dat heesch ganz uewen.

Am leschte Joer - dat sinn déi rezentst Donnéeën, déi mer hinn - steet Lëtzeburg, wat de Konsum vu Berouegungsmëttelen ugeet, op der alleréischt Platz weltweit, nach viru Frankräich, dat bis dohi Spätzereider war.

Bei de Schlofmettelen ass d'Positionnement e bësse méi schlecht, an dësem Fall awer besser, well mer do op der sechster Platz landen, an ech wéll dat emol esou kloer soen, wéi ech dat gesinn: Hei zu Lëtzeburg gi Medikamente am Allgemengen, Psychotropen insbesondere, Berouegungsmëttelen, Schlofmettelen, vill ze vill liicht verschriwwen.

Dat soll een esou kloer soen, an da soll een aus däri méi graffer Analyse zur Feinanalys iwwergoen.

E Medikament ass keng Séissegkeet, ass keng Kamell. Et soll een et also och net wéi Kamelle schlécken.

E Medikament ass eppes ganz Eeschtes, an dofir muss een dofir suergen, dass een dat richtig Medikament zum richtegen Zäitpunkt, richtig doséiert an iwwert déi Zäit, wou et da muss sinn, soll kréien, an net dorriwwer eraus.

Et ass also kee Wonner, dass och déi suzessiv Regierungen op déi dote Problematik agaange sinn, méi verstärkt an deene leschte Joren, doduerch dass mer de richtige Gebrauch vum Medikament insgesamt promouvéiert hunn, net eleng, mä mat den Acteuren zesummen. Dat heesch, mat den Prescripteuren, wéi dat esou schrecklech heesch, mat den Acteuren aus de Gesondheetssecteuren, awer och mat de Patienten, mat de Keesen zesummen.

Et ass gutt, dass elo vun engem Fachmann vum Terrain eng Etüd komm ass. Et ass eng Etüd, déi eenzel Elementer ofdeckt, déi, wat d'Feinanalys

deen e seriöt Element ass an der Diskusioune, op den Dësch komm ass.

Et ass net dat eenzegt Element bei eis am Haus. Ee vun eise Spezialisten a Saache Pharmakologie, de Marcel Bruch, ass amgaang, eng ganz detailliéiert Analys ze maachen, och wat d'Altersgruppen ugeet, och mat konkrete Propositionen, a mir proposéieren, fir den Thema vun de Psychotropen op den Ordre du jour vun där nächster Gesondheetskonferenz ze huelen, mat enger Rei vun Elementer, déi elo komm sinn, mat deenen Elementer, déi aus eisen Etüden erauskommen, an no enger gudder Diskusioune, déi mer schonn entaméiert hunn, mat de Leit vum Terrain.

Den Alexandre Krieps huet op een Element higewisen, dat ganz wichtig ass. Et sinn déi Dokteren, déi no bei de Patienten sinn, déi eng grouss Responsabilitéit och zesumme mat de Patienten hunn. Et ass awer net esou, dass d'Generalisten 80% verschreiwen. Et sinn der némme, téschent Guillems, 70% an et si 60% vun de Patienten, esou dass et och wichtig ass, dass mer zesumme mat de Generalisten, wéi mer dat ganz oft gemaach hunn, zum Beispill bei den Antibiotiken, dass mer dat zesummen uginn.

Net an enger Approche, wou een deem aneren de béis Fanger weist, mä wou ee fir Transparenz suergt, wou d'Dokteren zum Beispill fir Profiler kréien, wéi se verschreiwen a wéi se sech vis-à-vis vun hire Kollege situéieren - e ganz wichteg Element, wat mer och regelméisseg maachen -, an déi nächst Profiler wären an deenen nächste Méint un d'Doktere goen. De Contrôle médical, net elo an enger Approche vun „Johnny Controletti“, mä an enger Approche vun Transparenz, wäert dat un d'Doktere weiderginn.

Et ass richteg gesot ginn, dass hei zu Lëtzebuerg ronn 20% vun de Leit psychotrop Medikamente kréien. An der Populatioun vu méi wéi 65 Joer sinn et émmerhi 50% vun de Leit, déi esou Medikamente kréien.

Et ass net verwonderlech, dass een an der Hitparad vun deene meesch verschriwwenste Medikamente Medikamente erémfénnt, déi Schlofmettele sinn. Den Alexandre Krieps huet eent vun deene genannt. De Stilnoct ass en absolute Renner, an dat bedauerend ech. Dat bedauerend ech, well et net onbedéngt misst ee Renner sinn, wann ee vláicht verstärkt op d'Ursaachen ageet, firwat dass een drop zréckgräift.

An dár heiter Diskussioune ass et wichtig, dass een objektiv bleibt an dass een net alles an een Déppé geheit.

Et ass richteg, dass eng ganz Rei vun deene Medikamente, vun deene mer schwätzen, zu engem gewëssenen Zäitpunkt am Liewe ganz ville Leit können héllefien, awer némme wa se richteg agesat ginn an némme wa se agesat ginn, wa se wierklech gebraucht ginn an net éiweg geschléckt ginn.

Dat ass déi Diskussioune, déi mer musse feieren.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Jiddfereen, dee verschreift, muss sech kritisches mat sengem Verschreifmodus auseinanersetzen, a jiddfereen, dee freet, fir déi Medikamente ze kréien, muss gesot kréien, dass déi Medikamente heiandsdo eng falsch Léisung fir e reelle Problem sinn an dass d'Léisung fir dee reelle Problem ganz oft op enger anderer Plaz ze fannen ass.

Mir hunn eis eng Rei vun Instrumenter gi fir virunzekommen. De Conseil scientifique, deen den Doktere kann héllefie mat Guidelines, fir hinnen nozebréngen, opgrund vun internationalen Erkenntnisser, wat utile et nécessaire ass, net némme wat de Käschtepunkt ugeet, mä och wat den therapeutischen Wäert ugeet vun deene Mëttelen, fir hinnen de Schlüssel ze ginn duerch eng Rei vun internationalen Erkenntnisser, déi disponibel sinn.

Mir wären - an den Accord vun der AMMD läit do - e klengen Aarbeitsgrupp assetzen, fir eng ähnliche Démarche ze maache wéi bei den Antibiotiken, an och mat den Dokteren zesummen déi Formation continue ubidden, déi een an dësem Beräich brauch.

Wouriwwer ech frout sinn, dat ass, dass bei de Kanner an de Jugendlechen de Konsum vun de Psychotropen déi absolut Ausnahme bleift. Mat enger Nuance: déi Medikamente, déi d'Madame Dall'Agnol ugeschwart huet, déi bei hyperaktive Kanner oder bei ADHS zum Asaz kommen. Mä och do muss ee soen, dass den Asaz am Verglach zu Nopeschlännner net explodéiert. Insgesamt beim Verglach vun de Psychotropen si mer op deemselwechten Niveau wéi déi bescheidenst Konsumenten - Holland zum Beispill -, déi ganz niddreg sinn. Mir leie bei deene jonke Leit ongefíer fennet bis sechsmol énnert dem Konsum an den USA.

Dat ass also eng Ursach fir ze soen: Hei leie mer nach an deem richteg Peloton, mä kommt, mir passen op, dass mer do net holoossen, an dass mer och net bei de Kanner a bei de Jugendlechen d'Voie de la facilité huelen. Wa mer gutt sinn, solle mer gutt bleiwen an net entgleisen.

Dat, wat wichtig ass, wa mer iwwert dat heiten Thema schwätzen, dat ass, dass mer sollen alles maachen, fir déi Laangzäit-Benzodiazepinen dohin ze schécken, wou se higehéieren, dat heescht, net méi an de Konsum. Wa mer zu deenen dote Mëttelen gräifen, da solle se fir eng adaptéiert Period sinn an net fir iwwerlaang Perioden, wou se Ofhängigkeit schafen. Mir sollen och vláicht bei eisen Distributeuren dofir suergen, dass mer méi kleng Packunge kréien, dass mer se net an ze vill grousse Packunge kréien.

An da virun allem solle mer dofir suergen, dass mer déi Alternativen, déi et ze schlécke gëtt, promouveieren. Well meeschentens gëtt et Alternativen am Liewensstil oder mat amplaz d'Keulen e bësse méi douce Mëttelen; déi kënne bei Leit, déi net dru gewinnt sinn, gradesou vill héllefie wéi aner Saachen.

Ofschléissend wéll ech der Chamber e ganz häerzleche Merci soe fir d'Diskussioune iwwert dat doten Thema, well dobausse jo och nogelauscht gëtt, wat d'Députéierten an och d'Spezialisten zu esou engem eeschten Thema soen.

Ech mengen, d'Konkliusioun - nach eng Kéier -: Medikamente sinn eppes ganz Wäertvolles. Mir hunn e ganz gudden Zougang zu de Medikamente. Mir hunn e ganz gudde Remboursement vun de Medikamente; heiandsdo bei Medikamente, déi een net soll huelen, ze vill e gudde Remboursement. Do ginn ech deene Kollege Recht, déi soen, ob mer net bei Schlofmettele eng aner Approche sollen huelen, well d'Schlofmettel zu engem Allerwelts-medikament gëtt, dat eigentlech amplaz de Schlof ze schafen, de Schlof verdreift an een zu émmer méi groußen Dose féiert, an dass een de Message soll kloer no bausse ginn.

Een, dee liichtfankeg zu Medikamente gräift, notzt senger Gesondheet náscht, mä schuet hir. An een, dee liichtfankeg verschreift mam Argument, dass soss den Noper verschreift, deen notzt dem Patient náscht, mä hie schuet him, an hien dréit nach dozou bái, dass dee wäertvollste System, deen et iwwerhaapt gëtt, op d'Dauer net finanzierbar bleibt.

Also, wann ech gelift, kommt mer ginn dat heite partnerschaftlech un. Ech hunn dee partnerschaftleche Gedanken hebanne gespurt. Mir droen en no baussen a wäerte probéieren, mat den Acteuren alleguer, fir eis fir de Bon usage och vu Médicaments psychotropes anzeseten.

Merci.

»» Une voix. - Très bien!

Motion 1

»» M. le Président. - Merci, Här Minister. Domat ass dës Debatt ofgeschloss. Mir hunn nach d'Motioun, déi den honorablen Här Huss déposéiert huet. Wann ech dat richteg verstanen hunn, ass den Här Huss d'accord, dass mer déi an d'Kommissioune verweisen.

»» M. Jean Huss (DÉI GRÉNG). - Här President, mat der Motioun ass et esou, dass den Här Gesondheetsminister mer proposéiert huet, mir solle vláicht méi detailliéiert an der Kommissioune doríwwer diskutéieren. Wann dat esou eng Diskussioune an der Kommissioune gëtt, dat heescht, wann dat wierklech sollt seriö gemaach ginn, dann hunn ech náscht dergéint, datt mer net müssen elo heiriwwer ofstémmen.

Et ass net eng Saach vu Spillerei hei zwéischen Oppositioun a Majoritéit. De Sujet ass ganz seriö. A wann et kann dozou báidroen, fir d'Situatioun ze verbesseren, sinn ech d'accord, datt mer dat an der Kommissioune da verdéiwen.

»» M. le Président. - Jo, Här Huss, ech gi jo dovun aus, dass de Minister dat seriö gemengt huet, fir...

(Hilarité)

...déi Motioun hei an dár Kommissioune am Detail ze diskutéieren.

(Interruption)

Gutt. Här Huss, wann dat net esou geet, wéi Der lech et virstellt, da mellt Der lech.

Sou, Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum nächste Punkt, dat ass d'Question urgente vun der Madame Stein-Mergen iwwer nei Dispositiounen um Gebitt vun de Remboursement bei den Dokteschvisiten. Madame Stein-Mergen, Dir hutt fennet Minuten Zäit fir År Fro virzedroen.

8. Question urgente N°1607 de Mme Martine Stein-Mergen relative au remboursement du nouveau code de visite majorée en médecine générale (V8)

»» Mme Martine Stein-Mergen (CSV). - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, hätt ech déi zwou Minutte vir-dru gehat fir d'Thema, dann hätt ech net esou schnell brauchen ze schwätzen.

Här Gesondheetsminister, ech si souwuel vu mengen Dokteschkolleggen, mä awer och vu Patienten drop opmiersam gemaach ginn, dass et fir d'Dokteren e Code gëtt, dee vun der UCM sanktionéiert ass, mä awer bis elo net erémbézelt ginn ass. Et handelt sech ém d'Visite majorée en médecine générale, de V8, deen aus dem normale Wee vun de Verhandlungen téschent der UCM an der AMMD entstanen ass. Dat sinn d'Tarifverhandlunge vun den Dokteren mat hirem „Patron“; énner Anführungszeichen, oder net.

Bei dëse Verhandlunge gi jo all zwee Joer déi Gélder, déi duerch d'Adaptatiounen vun der Lettre crééeerauskommen, op verschidde Spezialitéit verdeelt. Et ginn dobäi émmer erém nei Tariffer, wann nei Énner-sichungs- a Behandlungsmethoden zur Verfügung stinn. Et gëtt awer och haapt-sächlich vun den Dokteren versicht, den Equilibre zwéischen deene verschidde Spezialitéiten esou gutt wéi méiglech, wéi dat op dës Aart a Weis méiglech ass, erém hierzestellen.

Och war dat esou mam V8. D'Generalisten haten e Retard, an och de Visitentarif hat eng Adaptatioun néideg. Anstatt e linear ze héijen, ass de Wee gaange gi vun der Visite majorée. Dat ass natierlech am Accord mat de Keese gewiescht. De Praktiker kann dësen Tarif da rechnen, wann e bei enger Visite entweder vill méi Zäit opwennt oder awer wann de Patient iwwer e puer Pathologie klot; esou ähnliche wéi d'Consultation majorée, déi de Patient zweemol am Joer vun der Keess ka rembourséiert kréien.

Den 13. Dezember dat lescht Joer ass dësen Tarif an der Commission de nomenclature ugeholle ginn. Dee sollt dunn den 1. Januar a Krafft trieden. Dofir hätt awer misse vun der Regierung den entspriechende Règlement grand-ducal geholl ginn. Op dësem Niveau ass d'Urgence net unerkannt ginn, a bis géschter huet de Règlement grand-ducal net bestanen. Ech soen „bis géschter“, well op dës Partie vu menger Fro weess ech schonn d'Antwort: D'Reglement ass haut publiziert ginn, mä ech sinn iwwerzeugt, dass dat awer en Zoufall war.

(Hilarité)

D'Situatioun war - dat musst Der zougestoan, Kolleginnen a Kollegen - op d'mannst eng farfelue. Den Dokter duerft verrechnen, de Patient gëtt awer net rembourséiert, oder op d'mannst net vun all Keesen. Verschidde Keesen - do schafft jo am Remboursement all Kessim fir sech - hinn nämlech hir Leit rembourséiert, well nämlech - an dat ass och speziell - de V8 korrekt den 1. Januar um Internetsite vun de Kranke-keese stoung, vu wou en iwwregens entre-temps erém verschwonnen ass. Duerfir kënne mer e jo muer erém dann dropsetzen.

Nodeem den eisichten Deel vu menger Fro also heimat beántwert wier, bleibt nach ze klären, Här Minister, wéi et mat enger Rétrogradicitéit vum Remboursement wier - net vum Règlement grand-ducal, mä vum Remboursement -, ob Patienten, déi de V8 schonn an Usproch geholl hunn, awer nach kënne vun hirer Keess rembourséiert ginn. Dat ass et an der Vergaangenheit fir eng Rei Tariffer mat enger gewésser Flexibilitéit ginn. An ech mengen, hei wier et och ubruecht, dës Mesure ze applizéieren, virun allem och, well jo verschidde Keese rembourséiert hunn an anerer net.

Ech soen lech Merci.

»» M. le Président. - Merci, Madame Stein-Mergen. Den Här Gesondheetsminister.

D'Reglement ass géschter geholl ginn.

»» M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech versécheren lech, dass et, ausser an engem Fall, deen ech materließ hunn, net dran ass, dass een innerhalb vun engem Dag de Règlement schreift, op den Instanzewee schéckt, duerch de Regierungsrot schéckt, an dann och nach an de Mémorial kritt. D'Madame Stein-Mergen huet dat also ganz richteg gesinn. Wa se mech gefrot hätt, hätt ech hir dat och kënne soon. Den Datum, dee virgesi war fir de Règlement an de Mémorial ze kréien, war dee vum 14. Mäerz.



Chambre
des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

Dat war esou virgesinn, an dat ass drop zréckzeféieren, dass et eben, zénter dass esou Décisiounen net méi kënne mat engem Règlement ministériel verofscheet ginn, mä e Règlement grand-ducal brauchen, wann eng Décisioun Mëtt Dezember fält, bal ni méiglech ass, dass se den 1. Januar appliziert gëtt.

Spéitstens zénter deem heite Fall missten d'Acteuren also alleguer um Terrain wëssen - ob dat d'Keese sinn oder ob dat d'Prestataire sinn -, dass, wann een eng Eenegung Enn Dezember oder Mëtt Dezember huet, et materiell quasi net dran ass, wann e Règlement duerch de Conseil de Gouvernement, oder/a wann d'Urgence net unerkannt gëtt, duerch de Conseil d'Etat muss goen, dass et kann esou schnell veröffentlecht ginn.

Et ass richteg, dass d'Partner sech eens gi sinn iwwert d'Tarifverhandlungen, dass e ganz moderater Ofschloss oder en Nullschloss téschent den Dokteren an der UCM komm ass, an dass et zu enger berechtegter Consultation majorée bei de Generallisten a bei de Spezialisten an der Gériatrie komm ass, an dass och am Prinzip of gemaach war zwéischen de Verhandlungspartner, dass dat sollt den 1. Januar a Kraaft trieden. Souwàlt zu der Absicht.

D'Realitéit ass déi, dass d'Règlement duerno ausgeschafft ginn ass, dass et am Februar an de Conseil de Gouvernement komm ass, dass de Conseil de Gouvernement d'Urgence hannerfrot huet an do Explikatioun kritt huet, firwat, d'Urgence dann och unerkannt huet, an dass duerno de Règlement grand-ducal sái Wee gaangen ass, fir dann de 14. Mäerz a Kraaft ze trieden an och direkt kënnen offiziell appliziert ze ginn.

Am Kloertext heescht dat also, dass, och wann d'Sozialpartner, an dësem Fall d'Sozialpartner op där enger Säit an d'Prestatairen op där anerer Säit, sech eens ginn, fir eppes den 1. Januar ze applizieren, och si wësse müssen, dass, wann e Règlement noutwendig ass, dat Règlement muss veröffentlecht sinn, fir dass een et kann applizieren.

Well awer an deem heite Fall sécher keng schlecht Volontéit do war, dass d'Dokteren den Tarif relativ fréi am Joer appliziert hunn an och eenzel Keesen dat an engem gudde Glaf appliziert hunn, a well och de Patiente kee Schued soll entstoen, muss ech soen, dass meng Servicer an och d'Inspection générale de la sécurité sociale náisch dergéint hunn - wann zwar keng retrograd Positioun ageholl gëtt, wéi d'Madame Stein gesot huet -, mä dass dofir gesuergt gëtt, dass keen e Schued däerf duerch dëse Malentendu kréien, well e Malentendu war et.

Wann námlech e Règlement oder wann eng Ofmaachung um Internet steet a fir jiddfer Dokter konsultéierbar ass, an den Dokter am gudde Glaf gehandelt huet, da soll ee mat gesondem Mënscheverstand am Kader vun de gesetzleche Bestëmmunge mat de Krankeesen eng pragmatische Approche huelen - an déi huelen mer.

Merci.

» M. le Président. - Merci, Här Minister. Dann den nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass d'Fro vum honorabelen Här Adam iwwert d'Aférierung vun enger franséischspracheger Filière an der Sainte-Sophie. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

9. Question avec débat N°14 de M. Claude Adam relative à l'introduction d'une filière en langue française pour l'éducation préscolaire et l'enseignement primaire à l'École privée Notre-Dame dès la rentrée 2007-2008

» M. Claude Adam (DÉI GRÉNG). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Madame Minister, den 28. Februar 2007 hu mir en Artikel am „Wort“ gelies énnert der Iwwerschrëft „Den Schuleinstieg erleichtern“, deen eis matgedeelt huet, datt ab September 2007 d'École Sainte-Sophie Spillschoul a

Primärschoul a franséischer Sprooch géif ubidden. An dës Offer riicht sech un éischter Stell u Kanner vu véier Joer un, déi an engem franséischen Emfeld opwuessen.

Elo kéint et eis jo eigentlech egal sinn, wat esou eng Privatschoul fir Weeér wëllt goen. Mir mengen awer, datt mer et hei mat enger bis elo zu 100% konventionéierter Privatschoul ze dinn hunn, an datt déi Richtung, déi hei ageschloe gëtt, e ganze Koup Problemer opwertert.

Fir d'éischt de Problem vum Trilinguismus. Mir hunn hei an der Chamber schonn oft a feierlech betount, datt mir zu Lëtzeburg wëllen un eisem Trilinguismus festhalen, datt dat mat alle Schwieregeeten, déi domadder verbonne sinn, nun emol eng Charakteristik vun eisem Schoulsystem ass. Ech erënneren un déi 40 Mesuré vun 1991 an un den Débat d'orientation sur l'école d'intégration vum November 2000.

Natierlech kann een och zu all Moment erém iwwert de Lëtzebuerger Trilinguismus diskutéieren. An der Zäitschrëft „Forum“ zum Beispill vun dësem Mount stéet een Artikel vun engem Professer vun der Uni Lëtzeburg énnert der Iwwerschrëft „Rethinking Language in Education Policy in Luxembourg“, deen eng ganz kloer Ausso zugoschte vun engem zweegleisege Sproochenunterrecht zu Lëtzeburg mécht, eng däitsch an eng franséisch Schinn.

Mir ruffen net direkt Bravo, mä och déi Gréng, oder besonnesch déi Gréng si bereet, nei Weeér ze denken, a wa mir da mat eisem Denken zu viabele Konsequenze kommen, si mir och bereet, nei Weeér ze goen.

Well mer awer am Virfeld keng Diskussiou haten iwwert d'Opgi vum Trilinguismus an eise Schoulen, gi mer dovun aus, datt dat mat dësem Projet net an d'WEE geleet soll ginn. Mir mengen also dierfen dovun auszegoen, datt et sech hei ém en Eenzelfall, ém e Projet pilote vun enger Privatschoul handelt.

Et erstaunt eis awer, wa mer an der Zeitung liesen: „Der Unterricht, der vom französischen Unterrichtsministerium genehmigt ist und vom luxemburgischen Unterrichtsministerium unterstützt wird, wird ausschließlich von französischsprachigen Lehrern abgehalten.“

Mir fannen et verwonderlech, datt de franséischen Unterrechtsminister hei alles genehmegt, a froen eis, op wat sech d'Énnerstëtzung vum Lëtzebuerger Ministère bezitt: Dach net ieren op eng finanziell Énnerstëtzung?

Och wann déi meeschte Privatschoulen zu Lëtzeburg ganz staark subventionéiert ginn, misst dat hei jo awer eng Schoul sinn, déi keng finanziell Énnerstëtzung dierft kréien.

Mir froen eis och, wie fir d'Qualitéit vum Unterricht vun dëser Schoul soll responsabel sinn. Einstweilen nach de Gilles De Robien mam Inspecteur général vu Metz-Nancy an den Directeur d'école.

Wann et sech dann hei ém en Eenzelfall handelt vun enger Privatschoul, da stellt sech natierlech d'Fro, ob dëse Projet evenuell Nofolger kritt.

An deem Zeitungsartikel - eng aner Informationsquell hu mer jo leider net - steet och, datt schonns Ufroe vu franséischen, belschen, italienesch, spueneresch, a skandinaveschen Eltere fir dës Schoul do wären.

Mir wunnen an engem Land mat enger héijer Zuel vun Auslännere. Mir wëssen och, datt et zu Lëtzeburg net déi franséisch Communautéit ass, déi zueleméissig am stärkste vertrueden ass.

D'lescht Woch war de portugisesche President zu Lëtzeburg op Besuch. Hien huet sech anscheinend beandrockt gewise vun eisem exigente Schoulsystem, deen niewent der Mammesprooch nach dräi weider Sprooche verlaangt.

Kennt de portugisesche President de Projet vun der Sainte-Sophie? Ass an nächster Zäit mat enger Schoul ze rechnen, wou hien eventuell oder wou de portugiseschen Education minister de Chef ass?

Mir hu schonns öfter drop higewisen, datt mir zu Lëtzeburg virum Choix stinn, eng Schoulreform ze maachen, déi aus eiser Sproochevillfalt an aus eisem Sproochräichtum Kapital zitt a méiglechst vill Kanner zu engem méiglechst gudde Schoulofschloss féiert, oder, wa mir dat net fäerde bréngen, well dat schwéierfalllegt Schéiff vun der Éducation nationale net manövréierfäeg ass, da riskéiere mer eng Hallewull vu Pilotprojekten a privat Initiativen ze kréien.

An da kommen ech zu mengem leschte Punkt. Och wann dës lescht Optioun, déi vun de ville klengen Innovationen, net eise Virstellung vun enger gudder Schoulpolitik entsprécht, da musse mir awer mat Staunen a mat Respekt zur Kenntnis huelen, datt

d'Privatinitiativ mat lénks fäerde bréngt, wat d'Gauche schonns jorzungtelaang fuerdet: d'Trennung vu Kierch a Stat.

Et ass wierklech d'Schlagsahnh um Kuch vun der hellegere Sophie, wann et esou einfach heescht, well a Frankräich d'Schoul laizistesches ass, gëtt dann och an dësem Projet kee Relioununterrecht am Kader vum normale Schoulhoraire gehalen.

Wat bei dem Projet Neie Lycée nach Chef-saach war, wat de franséische Botschafter quasi iwwer Nuecht fäerde bruecht huet, dat wäert jo dann och sain Nidderschlag am neie Schoulgesetz fannen.

Ech soen lech Merci.

» Plusieurs voix. - Très bien!

» M. le Président. - Merci, Här Adam. D'Madame Minister vun der nationaler Erzéitung, d'Madame Delvaux, huet d'Wuert.

» Mme Mady Delvaux-Stehres. - Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir deen Débat hei ze situéieren, ass et vlächt wichtig, den Députierte matzedeeelen, datt mer zu Lëtzeburg eng franséisch Schoul hunn! Mir hunn eng franséisch Spillschoul, Primärschoul an e franséische Lycée. Dái funktiouniére sät Jorzungt, géif ech soen, hei zu Lëtzeburg. Dái énnert der Autoritéit vum franséische Système d'éducation nationale, an, wéi den Här Adam richteg gesot huet, dem Inspektor vum Rectorat Metz, huelen ech un.

Dat ass eng franséisch Schoul, esou wéi mer eng englesch Schoul zu Lëtzeburg hunn, d'St. George's School. All Schoule ginn nom Privatschoulgesetz subventionéiert.

Déi Schoulen, déi de Lëtzebuerger Schoulprogramm maachen, also deeselwechte Programm wéi d'Lëtzebuerger öffentlech Schoul, ginn zu 90% subventionéiert, an déi aner ginn zu 40% subventionéiert. Dat ass e Gesetz, wat énnert der viregter Regierung esou gestëmmt ginn ass.

Elo ass et esou, datt d'franséisch Schoul débordéiert ass mat Demandé vu Kanner a vun hiren Elteren, déi gär géifen an dár Schoul scolariséiert ginn. Et ass sécher och kee Geheimnis fir d'Députéierten, datt déi franséisch Schoul amgaang ass, eng nei Schoul ze bauen, fir sech ze vergreissen, well hir jétez Infrastrukturen net méi duerginn.

En attendant hu si dunn d'Sainte-Sophie approchéiert an hunn d'Sainte-Sophie gefrot, ob déi bereet wären, eng franséisch Filière ze maachen, fir déi franséisch Schoul ze dépannéieren.

Domaddher huet sech d'Sainte-Sophie, wann ech dat richteg interpretéieren, eigentlech verabschit aus dem Lëtzebuerger Primärschoulsystem an huet sech ralliéiert an de franséische Primärschoulsystem. A fir datt se dat däerfe maachen, musse se eng Autorisation vun der Regierung froen, well all Privatschoul, déi subventionéiert gëtt, muss d'Regierung froen, ob se domat d'accord ass, wa se hir Finalitéit an hire Programm ännernen.

Domat ass et also net esou, datt et e Projet pilote ass vun der Sainte-Sophie, mä d'Sainte-Sophie geet iwwer, fir déi nächst Rentrée, an de franséische Schoulsystem. Fir déi Décisioun sainsie ze maache vum Conseil de Gouvernement; dat muss ech maachen, well dat esou am Gesetz stéet.

D'Regierung huet sech domadder d'accord erklärt. Well mer wëssen, datt et eng riseg Demande ass vun deene francophoné Schoule fir genuch Plazen ze offréiere fir Kanner, an duerfir war d'Regierung domadder d'accord.

Dat heescht dann natierlech, datt d'Sainte-Sophie fir déi do Scolaritéit némmen zu 40% subventionéiert gëtt. Duerfir verstinn ech eigentlech net déi Opreegung.

Merci, Här President.

» M. le Président. - Merci, Madame Minister. Domat ass och dëse Punkt vun eisem Ordre du jour ofgehaakt a mir kommen elo un d'Ännérungsvirschléi vum Chamberreglement. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Gast Gibéryen.

10. 5690 - Propositions de modification du Règlement de la Chambre des Députés

Rapport de la Commission du Règlement

» M. Gast Gibéryen (ADR), rapporteur. - Merci, Här President. Duerch d'Gesetz vum 28. November 2006 hu mer e Centre pour l'égalité de traitement agefouert. Den

Artikel 11 an deem Gesetz hält fest, datt dee Centre sech zesummesetzt aus fennet Persounen; ee President a véier Memberen, déi vum Grand-Duc genannt ginn op Propositionen vun der Chamber.

Mir müssen duerfir an eist Reglement eng Prozedur aschreien, wéi mer déi fennet Leit nennen. D'Reglementscommision huet sech do alignéiert oder inspiréiert am Fong un därselwechter Prozedur wéi mer se hu fir d'Nominatioun fir d'Membere vum Conseil d'Etat.

Duerfir gëtt am Titre V en neie Chapter 3ter agesat mat der Prozedur. Wéi gesot eng Prozedur, déi identesch ass wéi fir d'Nominatioun vum Conseil d'Etat. Duerfir géif ech mer och erspueren, fir lech déi nach eng Kéier ganz hei opzeielen.

Ech wéll just soen, datt et hei némme fir déi fennet Poste fennet Nominatiounen gëtt. Et ass net wéi beim Conseil d'Etat, wou fir all Posten dräi Leit nominéiert ginn an datt et fir de President e separate Vote gëtt. Dat heescht, fir d'éischt gëtt de President gewielt an da ginn déi véier aner Membere gewielt.

De Rescht ass am Fong identesch wéi d'Prozedur, déi mer hu fir d'Nominatioun vun de Leit fir d'Mandater am Conseil d'Etat.

Bei dëser Geleeënheet profitéiere mer nach fir zwou aner Saachen an eisem Reglement ze ännern.

Den Artikel 122 ass an eisem Reglement stoe bliwwen, obscho mer déi leschte Kéier eng Réécriture gemaach hu vun der Prozedur fir d'Designatioun fir d'Membere vum Conseil d'Etat an deen Artikel am Fong domadder hifalleg ginn ass. Dat war awer vergiess ginn aus dem Reglement erauszehuelen. Mir géifen dat dann dës Kéier mat maachen, also den Artikel 122 sträichen, a mir géifen, ier mer eist Reglement am Mémorial publizéieren, eng ganz nei Numérotation vun den Artikelen maachen.

Dat sinn déi dräi Ännérungen, déi mer lech proposéieren. Si sinn och eestëmmeg an der Kommission ugeholl ginn, fir datt d'Chamber déi sollt de Mëttég stëmmen, an ech brénge gläichzäiteg d'Zoustëmmung vun eisem Grupp mat.

Merci.

» M. le Président. - Ech denken, dass och all déi aner Gruppen d'accord si mat deem, wat den Här Gibéryen proposéiert, am Numm vun der Kommissionen.

Da komme mer zur Ofstëmmung.

Vote

Déi Propositionen, déi den Här Gibéryen virgedroen huet, sinn eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Lucien Clement), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Spatz (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydia Mutsch (par M. Roland Schreiner), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Roger Negri), Romain Schneider (par M. Alex Bodry), Roland Schreiner et Mme Vera Spatz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Xavier Bettel), Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Félix Braz) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Domat, Dir Dammen an Dir Hären, si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. Dái nächst Sitzung ass muer de Mëttég um hallwer dräi.

Présidence: M. Lucien Weiler, Président

Ordre du jour

1. Dépôt d'un projet de loi
2. 5658 - Projet de loi portant modification des articles 271, 273bis, et 276 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales

(*Rapport de la Commission juridique - Discussion générale*)

3. 4992 - Projet de loi modifiant 1. la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, 2. la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et modifiant certaines autres dispositions légales, et 3. la loi du 25 août 2006 concernant la société européenne (SE), la société anonyme à directoire et conseil de surveillance et la société anonyme unipersonnelle - Second vote constitutionnel

(*Second vote constitutionnel*)

4. 5658 - Projet de loi portant modification des articles 271, 273bis et 276 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (suite)

(*Vote et dispense du second vote constitutionnel*)

5. Dépôt d'une motion par M. Henri Kox

6. Motion de M. Félix Braz relative à l'inscription des Non-Luxembourgeois sur les listes électorales

(*Vote*)

7. Motion de M. Aly Jaerling relative à l'inscription dans la Constitution de la langue luxembourgeoise comme langue nationale

8. 5639 - Projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

(*Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Vote et dispense du second vote constitutionnel*)

9. 5613 - Projet de loi portant approbation du Septième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle, du Règlement général de l'Union postale universelle et de la Convention postale universelle et de son Protocole final ainsi que de l'Arrangement concernant les services de paiement de la poste, dans la version signée au Congrès postal universel de Bucarest, le 5 octobre 2004

(*Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications - Vote et dispense du second vote constitutionnel*)

10. 5648 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la Bosnie et Herzégovine relatif à la reprise et à la réadmission des personnes en situation irrégulière (Accord de reprise et de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Sarajevo, le 19 juillet 2006

et

5649 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement macédonien relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier (Accord de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Voorburg, le 30 mai 2006

(*Rapport commun de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration - Votes et dispenses du second vote constitutionnel*)

11. Motion de M. Henri Kox concernant le projet de loi 4985 relatif aux chiens

(*Discussion générale - Vote*)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden et Jeannot Krecké, Ministres.

(*Début de la séance publique à 14.30 heures*)

» M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

» M. Luc Frieden, Ministre de la Justice.- Jo, Här President.

» M. le Président.- Jo. Den Här Minister Frieden huet d'Wuert.

1. Dépôt d'un projet de loi

Dat ass e wichtige Projet de loi, well haut wëssen all déi Leit, déi en Haus gebaut hunn oder en Haus kaift hunn, datt, wann do Problemer entstinn, de Régime de responsabilité, dee sech appliziert jee no Be-ruff'stand, mat deem se ze dinn hunn, ganz énnerschiddlech ass. D'Zil heivunner ass et, e gemeinsame Régime de responsabilité ze maache fir déi, déi bauen, sief dat den Architekt, sief dat den Entrepreneur, sief dat verschidde Corps-de-métieren oder och Promoteuren.

Eist Zil ass och, déi Délaien, déi do bestinn, ze uniformiséieren.

En anere Punkt - a vläicht dee leschten, deen ech hei wëll mentionnéieren :- Et ass eist Zil, datt an Zukunft de Régime de responsabilité émmer deen ass vum Lëtzebuerg Land, vum Lëtzebuerg Code civil. Dat heescht dann och, wann auslännesch Entreprisen op Lëtzebuerg baue kommen an et ass herno e Problem, datt dann awer de Lëtzebuerg Regime vun der Responsabilität vis-à-vis vun deene spiltt.

Ech mengen, et ass grad an enger Grenz-reqioun, wéi Lëtzebuerg eng ass, a grad wéi et an deem dote Marché och funktio-néiert, e wichtigt Element. Ech sinn duerfir frou, datt mer dee Projet de loi kënnen hau hei déposéieren, an deen dann och an der zoustänneger Chamberskommissioun, esou wéi d'Chamber dat da wäert op hiren Ordre du jour setzen, kënnen am Detail diskutéieren.

- *Projet de loi N°5704 portant réforme des régimes de responsabilité en matière de construction et modifiant le code civil.*

Merci.

» M. le Président.- Merci, Här Minister. Ech ginn Akt vum Dépôt vun désem Projet de loi, deen un déi zoustänneger Chamberskommissioun weidergeleet gëtt.

Mir kommen dann direkt zum Second vote constitutionnel vum Projet de loi 4992 iwwert d'Sociétés commerciales. Dëse Projet ass den 21. November eng éischte Kéier ofge-stëmmt ginn. Mir kommen direkt zum Vote. De Vote fänkt un.

» Une voix.- Neen, Här President!

(*Interruptions*)

» M. le Président.- Jo, mir sinn nach net esou wäit. Mir hunn och nach kee Quorum. Geet d'Maschinn? Geet de Computer?

(*Interruption*)

Et hunn der eréischt 28 ofgestëmmt.

» Une voix.- Jo, ech konnt net!

(*Interruptions*)

» M. le Président.- Bei wiem geet de Computer net?

Dann, den Här Gira, den Här Kox, den Här Angel - dann ass de Quorum erreecht. Vote par procuration.

(*Interruptions*)

De Moment sinn technesch Schwierig-keeten hei. Mir komme spéider op dee Vote hei zréck, well dat doten, dat gëtt de Moment näisch.

Et si gëschter zwou Motiouenen déposéiert ginn, eng vum Här Braz iwwert d'Cam-pagne d'information iwwert déi europäesch Wahlen, an déi vum Här Jaerling iwwert d'Lëtzebuerg Sprooch. Ech géif drëm bidden, dass mer déi kéinten am Laf vum Mëttag während der Sitzung iergendwann zur Ofstëmmung bréngen, wann d'Frak-tiounen domadder d'accord sinn.

» Une voix.- Jo.

» M. le Président.- Voilà! Dann, wéi gesot, komme mer spéider op de Vote vum Projet zréck.

Mir kommen dann zur Diskussioun vum Projet de loi iwwert d'Sociétés commer-ciales. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Patrick Santer.

2. 5658 - Projet de loi portant modification des articles 271, 273bis et 276 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales

(*Rapport de la Commission juridique*)

» M. Patrick Santer (CSV), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 4992, dee mer elo an e puer Minute wäerten an zweeter Lecture stëmmen, hat och e Volei, mat deem de Statsrot iwwregens averstane war, deen international Fusiounen - grenziwwer-schreidend Fusiounen - erlaabt. Esou kann eng lëtzebuergesch Gesellschaft mat enger auslännescher fusionéieren, wann natier-lech d'Gesetzgebung, däi déi auslännesch Gesellschaft énnnerläit, dat och erlaabt.

Wéi 2002 de Projet de loi 4992 ausgeschafft gouf, hat déi Europäesch Kommissioun nach keng Initiativ ergraff a Saache grenz-iwwerschreidend Fusiounen. De 26. Ok-tober 2005 ass eng Direktiv ugeholl ginn, déi d'Regele fir grenziwwerschreidend Fusiounen virschreift. Dés Direktiv muss bis de 15. Dezember 2007 an eis Gesetz-gebung iwwerholl ginn.

An der Erwaardung vun engem Projet de loi, deen dës Direktiv émsetzt, a well mer schonn eng princiell Regelung an dëser Matière virgeholl hunn, ass de Projet de loi 5658 ausgeschafft ginn, fir e puer Prezisio-unen ze ginn, wéi grenziwwerschreidend Fusiounen ze regele wären. De Statsrot huet an désem Kontext vun enger Loi de circons-tance geschwat,...

(*Coups de cloche de la Présidence*)

...well de Projet de loi némmen op déi vir stoend Fusioun zwëschen Arcelor a Mittal Uwendung géif fannen.

De Statsrot beriffet sech hei op Erklärungen, déi hien diesbezüglech vun der Regierung kritt hätt. Net némmen huet d'Regierung keng esou Erklärung ginn an am Projet de loi steet näisch diesbezüglech, mä näisch deit drop hin, datt dës nei Bestëmmungen némmen op eng Fusioun - esou wichteg se fir d'Lëtzebuerg Wirtschaft och ass - Uwendung kéinte fannen.

Firwat sollt eng grenziwwerschreidend Fusioun sech némmen op d'Fusioun Arcelor-Mittal uwenden? Ech kenne weider Fäll, wou zwou Gesellschaften grenziwwer-schreidend wëlle fusionéieren, ouni natier-lech, datt dës Fusioun deeselwechten Impakt oder Image huet wéi déi vun Arcelor-Mittal. Et kann ee wierklech net hei vun enger Loi de circonstance schwätzen.

De Statsrot hat och geschriwwen, datt dëse Projet de loi sech net op Fusion par consti-tution de nouvelles sociétés géif appli-zéieren; also, wann zwou Gesellschaften fusionéieren, fir eng nei ze grënnen. Do läit de Statsrot falsch, well obwuel d'Bestëmmunge vum Gesellschaftsrecht, déi mer elo wäerten ofänneren, am Kapitel iwwert d'Fusion par absorption stinn, gesäßt elo schonn den Artikel 277 vum Gesellschaftsgesetz vun 1915 vir, datt d'Bestëmmungen iwwert d'Fusion par absorption och bei der Fusion par constitution de nouvelles sociétés Uwendung fannen.

Zum Text vum Projet de loi wollt ech e puer Wieder soen:

Éischtens, den Artikel 1 vum initiale Projet de loi hu mer gestrach. Den Artikel 257, deen do sollt geännert ginn, steet am Projet de loi 4992. Wéi de Projet de loi 5658 op den Instanzewee geschéckt ginn ass, war natierlech net kloer, wéini de Projet de loi 4992 gestëmmt sollt ginn.

Zweetens, de Lëtzebuerg Notaire, deen d'grenziwwerschreidend Fusioun aktiéiert, brauch e Certificat vun engem auslänneschen Notaire, also en Officier d'état public, oder vun enger auslännescher Auto-ritéit, déi beschäinegt, datt d'Fusioun-prozedure fir déi auslännesch Gesellschaft regelméisseg respektéiert goufen.

Drëttens, bei enger nationaler Fusioun besteht en Ënnerscheid zwëschen interner

an externe Wirkung. D'Fusioun ass zwischent den Aktionäre wiersam vun deem Moment un, wou déi zwou Gesellschafterversammlungen d'Fusioun gutt geheescht hunn. Géigeniwwer Dréttper sounen ass d'Publikatioun vun der Fusioun am Mémorial ausschlaggebend. Bei enger grenziwwerschreidender Fusioun lafen déi intern an déi extern Wirkung vun der Publikatioun am Mémorial un.

Véiertens, d'Nullitéit vun enger grenziwwerschreidender Fusioun kann net méi beantragt ginn, wann d'Fusioun am Mémorial publizéiert gouf. Dat ass eng wuertwierlech Emsetzung vun där europäischer Direktiv, déi ech virdrun ugeschwat hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat désem Projet de loi maache mer eist Gesellschaftsrecht op fir grenziwwerschreidender Fusiounen. Zwar soll nach ee Projet de loi nokommen, fir déi Direktiv vollständneg émzeseten. An ech hoffen, datt mer de Stéchdatum vum 15. Dezember 2007 wäerten anhalen.

Souwuel beim Projet de loi 4992 wéi bei désem Projet de loi hu mer et fäerde bruecht, fir déi 92 Joer al Damm vu Gesetz vum 10. August 1915 nach émmer modern a monter ze halen. Dat kënnt och eiser Standuertcapacitéit - eiser Standuertpolitik - segutt, och wann nach steierlech Moossnamen zum Beispill bei Kapitalverkéier mussen an d'A gefasst ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Commission juridique huet de Projet de loi an de Rapport unanime ugeholl, an d'CSV-Fraktioun wäert sech dár Unanimitéit net widersetzen.

Ech soen lech Merci.

»» Plusieurs voix. - Très bien!

»» M. le Président. - Merci, Här Rapporteur.

Freet nach soss een d'Wuert zu désem Projet de loi?

(*Interruptions*)

»» Une voix. - Et ass alles gesot.

»» M. le Président. - Wann alles gesot ass...

(*Interruption*)

Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

»» Mme Colette Flesch (DP). - Här President, erlaabt mer wann ech gelift dräi Bemerkungen. Déi éischt, dat ass, fir dem Rapporteur Merci ze soen, deen op seng üblech Manéier de Projet ganz gutt presentéiert huet. Ech soen him Merci dofir, an ech wëll och net weider op de Projet als solchen agoen.

Ech wëll némmen drop hiweisen: An deem Mooss, wou mer op onsem Ordre du jour als éischt Punkt de Projet 4992 hunn an duerno de Projet, deen elo hei presentéiert ginn ass, aus deenen Ursachen, déi de Rapporteur ervirgestrach huet, géif et mir schéngé justifiéiert ze sinn, dass mer den 4992 fir déi éischt géinge stëmmen duerch en zweete Vote constitutionnel, an dann duerno de Projet, deen elo zur Diskussion stéet.

Ech mengen, da wäre mer och chronologesch konform mat deem, wat mer an der Kommissiou gesot hunn.

»» Une voix. - Dat ass richteg. Jo.

»» Mme Colette Flesch (DP). - Dat Drëtt, wat ech wollt soen, an do riichten ech mech

an den Här Minister: Mir hunn iwwert dee Projet, deen elo zur Diskussion stéet, de 5658, gesot, dat ass eppes, wou mer virgräifen, mä mir waarden op de Projet de loi, deen d'Transposition vun der Direktiv virgesait. Dee Projet de loi de transposition vun der Direktiv gëtt jo bestëmmt keen einfache Projet, a mir wäerten d'Geleeéheit hunn, laang a breet doriwwer ze diskutéieren.

De Minister huet ons gesot, de Projet wär esou wäit fäerdedeg. Mäin Appel un de Minister ass en ze bidden, dee Projet esou séier wéi méiglech ze déposéieren, net dass mer duerno erém wéinst dem Émsetzungsdatum vum 31. Dezember 2007 géingen an d'Labréante kommen. Also e waarmen Appel un de Minister, dass mer dee Projet esou séier wéi méiglech hei kënnen déposéiert gesinn.

Selbstverständliche wäert ons Fraktioun de Projet 5658, esou wéi e vum Här Santer virgedroe ginn ass, stëmmen.

»» Une voix. - Très bien.

»» M. le Président. - Wéi esou oft huet d'Madame Flesch eng ganz pertinent Remarque gemaach, a mir wäerten deem Rechnung droe beim Vote. Här Klein, Dir hutt d'Wuert.

»» M. Jean-Pierre Klein (LSAP). - Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt och dem Rapporteur Merci soe fir säi Rapport. Dés zwee Texter, déi mer elo nach wäerte stëmmen, den 4992 an och dëse Projet de loi 5658, wäerten an Zukunft eis Gesetzgebung iwwert d'international Fusiounen fundamental veränneren.

Dat ass wichtig, fir de Standuert Lëtzebuerg méi kompetitiv a méi attraktiv ze maachen, fir deenen ausländischen Entreprises dat Ganzt méi attraktiv ze maachen, an duerfir ginn ech den Accord vun eiser Fraktioun zu désem Projet de loi.

»» Plusieurs voix. - Très bien!

»» M. le Président. - Merci, Här Klein. Ech faassen dann nach eng Kéier déi kollektiv Merci vun alle Fraktiounen zessummen, fir dem Här Santer déi ze iwwermëttelen. Deementsprechend komme mer elo, wéi d'Madame Flesch proposéiert huet, zum Vote vun deem éischt Projet, dee mer virdrun net konnten ofstëmmen.

3. 4992 - Projet de loi modifiant 1. la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, 2. la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et modifiant certaines autres dispositions légales, et 3. la loi du 25 août 2006 concernant la société européenne (SE), la société anonyme à directoire et conseil de surveillance et la société anonyme unipersonnelle - Second vote constitutionnel

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann elo zum zweete Vote constitutionnel iwwert de Gesetzesprojet 4992.

Second vote constitutionnel

De Projet de loi 4992 ass eestëmmeg ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen, bei kenger Abstentioun a kenger negativer Stëmm.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. François Maroldt), MM. Marcel Glesener (par M. Paul-Henri Meyers), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Patrick Santer), Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Marc Spautz), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

(par M. Lucien Thiel), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Christine Doerner), MM. Marcel Glesener (par M. Paul-Henri Meyers), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Patrick Santer), Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Marc Spautz), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castagnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot (par M. Roger Negri), Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. John Castagnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Fernand Diederich), Roland Schreiner (par M. Marc Angel) et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Xavier Bettel), Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch (par M. Emile Calmes) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Mme Colette Flesch) et Carlo Wagner; MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gett d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décideert.

Ier mer zu deenen zwou déposéierte Motiounen kommen, huet fir d'éischt den Här Kox d'Wuert, fir och nach en Dépôt ze maachen. Här Kox!

5. Dépôt d'une motion par M. Henri Kox

»» M. Henri Kox (DÉI GRÉNG). - Här President, ech wëll am Numm vun der grénger Fraktioun eng Motioun déposéieren zum Projet de loi 4985, dat sougenannten Hondsgesetz, fir de Projet zréckzezéien an nei ze iwwerschaffen am Sënn, dass net d'Hénn am Méttelpunkt stinn, mä éischter d'Propriétair vun den Hénn.

Merci.

»» Une voix. - Très bien.

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant le projet de loi N°4985 relatif aux chiens déposé à la Chambre des Députés en date du 4 juillet 2002, ainsi que les propositions de modifications subséquentes;

- constatant que ces propositions de modifications suivent la même logique que le projet de loi initial, à savoir établir une distinction entre races dangereuses et non dangereuses et limiter la liberté du chien;

- constatant que ce projet a été vivement critiqué par les organisations œuvrant dans le domaine de la protection des animaux, ainsi que par de nombreux propriétaires de chiens;

- estimant que le classement en races «dangereuses et non dangereuses» ne résoudra pas le problème d'attaques de chiens, étant donné que ce n'est pas la race qui définit l'agressivité du chien, mais bien sa socialisation et son éducation;

- considérant que le Conseil d'État estime dans son avis du 10 décembre 2002 que: «Un chien n'étant pas méchant par nature, il conviendrait plutôt de légitérer sur son propriétaire»;

- estimant que la meilleure prévention est une bonne éducation du chien par son propriétaire;

- considérant les sanctions sévères contenues dans le projet de loi et l'avis du Conseil d'État du 10 décembre 2002 qui estime que «la surpénalisation a des résultats pervers et conduit en réalité à une baisse du sens de la responsabilité»;

- saluant néanmoins quelques bonnes initiatives du projet de loi en question, notamment celle de l'identification électronique des chiens qui permet d'identifier les détenteurs de chiens et qui pourrait apporter des garanties contre le délaissé des chiens;

invite le Gouvernement

à retirer le projet de loi et à présenter un nouveau texte axé sur le propriétaire du chien et développant des propositions concrètes quant à:

- la prévention des accidents par l'éducation du chien et la formation du propriétaire en matière de comportement des chiens;



Jeudi,
15 mars 2007

- l'identification électronique des chiens;
- une banque de données centralisée des chiens et de leurs propriétaires permettant un suivi en cas de problème;
- l'obligation pour les médecins et médecins vétérinaires ainsi que pour les entraîneurs de chiens de signaler des morsures ou comportements agressifs de chiens;
- la réglementation des activités des entraîneurs de chiens;
- l'interdiction du dressage au mordant, sauf pour les services étatiques tels que l'Administration des douanes et accises, la Police grand-ducale et l'Armée grand-ducale.

(s.) Henri Kox, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Viviane Loschetter.

» M. le Président. - Wann d'Chamber domat d'accord ass, vu dass den Här Kox elo den Detail vun där Motioun schonn exposéiert huet, denken ech kenne mer och direkt dorriwwer ofstëmmen - wann d'Chamber domat d'accord ass?

(Interruptions)

» M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - Den normale Wee ass den Dépôt vun der Motioun. Mir sinn d'accord, dass se direkt diskutéiert gëtt, mä da kritt den Här Kox awer seng Riedezäit.

» M. le Président. - Ah jo, gären.

Also, elo si mer bei der Motioun, déi den Här Braz déposéiert huet iwwert d'Campagne d'information iwwert d'Élections européennes.

6. Motion de M. Félix Braz relative à l'inscription dans la Constitution de la langue luxembourgeoise comme langue nationale

Ass nach eppes dozou ze soen?

(Interruptions)

Mir haten zum Deel gëschter schonn exposéiert, da wäert et haut schnell goen.

» M. Félix Braz (DÉI GRÉNG), auteur. - Just deen aneren Deel dann nach.

» M. le Président. - D'accord.

(Interruptions)

» M. Félix Braz (DÉI GRÉNG), auteur. - Neen, just fir nach eng Kéier kuerz op de Contenu anzegoen. Mir wollten als gréng Fraktioun drop opmierksam maachen, dass an de leschte Jore ganz vill Efforten ènnerholl gi sinn am Land, besonnesch um Niveau vun de Gemengen, awer och um Niveau vun der Regierung, fir d'Zuel vun den Aschreibungen op de Wielerlëschte fir d'Gemengen- an d'Europawahlen no vir ze bréngen. Mir hu bei de Wahle vun 1993 respektiv 1999 ganz enttäuschen Taux d'inscription nach kannt.

Mir hunn awer contrairement dozou bei den Europawahle vun 2004 a bei de Gemengewahle vun 2005 däitlech verbessert Tauxë scho kannt. Déi louche bei plus/minus 10% vum Corps électoral bei de Gemengewahlen. 10% waren Netlëtzebuerg. A bei den Europawahle louch deen Taux am Corps électoral bei plus/minus 5%, déi d'Netlëtzebuerg ausgemaach hunn.

Dat ass e Fortschritt, awer dat ass natierlech nach laang net an Equatioun mat deem, wat déi Leit an der Gesamtbevölkerung duerstellen, esou dass mer der Meenung sinn, dass een déi Efforté weider misst intensifiéieren an onbedéngt virundreiwen.

Mir wëllen drop opmierksam maache mat déser Motioun, dass d'Europawahlen 2009 bedeuten, dass se d'Clôture vun de Wielerlëschte schonn op den 31. Mäerz 2008 mat sech bréngen. Dat ass also ronn e Joer vun hau un, an dat ass ganz wéineg Zäit.

A wann och d'Gemengewahlen nach e bësse méi wàit hennendru sinn, a mer do e bësse méi Zäit hunn, esou si mer awer der Meenung, dass een ab elo misst erém eng Kéier déi Efforten op deen Niveau eropbréngen, dee mer déi lescht Jore kann hunn, fir dass mer d'Zuel vun den Inscriptionen och scho fir d'Europawahle vun 2009 op e wesentlech aneren Niveau géifen eropgehuwe kreien.

Well ech erënneren nach eng Kéier drun, si leien am Moment bei knapps némme 5% vum Corps électoral, obwuel d'Unionsbierger zu Lëtzebuerg bal 35% vun der Bevölkerung ausmaachen, also ronn némme e Siwentel iwwerhaapt dorunner bis elo participéiert huet. Dat ass de Senn vun där doter Motioun.

Mir sinn eis och bewosst, dass et eng Proposition de loi gëtt vun der Kollegin Lydie Err an och vum Kolleg Ben Fayot - et ass eng Proposition vun zwee Députéierten -, déi d'Absicht verfollegt, déi mir och ènnerstëtzten, dass mer deen Délai vun der Clôture vun de Wielerlëschte virun de Wahlen domadder wëllen däitlech verkierzen, dass also déi Wielerlëschte vill méi spéit eréischt wäerten zougemaach ginn.

Elo ass et awer esou, dass déi Proposition de loi nach net duerch ass, mä dass mer am Moment nach èmmer déi bestehend Gesetzgebung hunn, an et och kaum wäert sinn, dass mer déi Gesetzgebung wäerten an den nächste Woche scho kënnen evakuéieren. Sou dass mer der Meenung sinn, dass et onbedéngt nouwendeg ass, dat ze maachen, wat mer haut kënnne maachen an domadder och solle maachen, nämlech eng zumindest grouss ugueluechten Informationscampagne vun der Regierung hei als Chamber unzestoussen.

Ech géif lech bidden, déi Motioun mat ze ènnerstëtzten. Merci.

» M. le Président. - Merci, Här Braz. Mir kommen dann zur Ofstëmmung.

Vote

Kënnne mer par main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Wien ass d'accord? Voilà, dann ass déi Motioun eestëmmeg ugeholl.

Dann d'Motioun vum Här Jaerling iwwert d'Verankerung vun der Lëtzebuerger Sprooch. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

7. Motion de M. Aly Jaerling relative à l'inscription dans la Constitution de la langue luxembourgeoise comme langue nationale

» M. Aly Jaerling (Indépendant), auteur. - Merci, Här President. Lëtzebuerg ass dat eenzegt Grënnerland vun der Europäische Union, deem seng national Sprooch nach net op der Lësch vun den europäesche Sproochen ageschriwwen ass, an dat ass am Fong de But vu menger Motioun, dass, nodeem dass mer eis Nationalsprooch och an eiser Verfassung verankert hunn, d'Lëtzebuerger Regierung soll bei den europäeschen Instanzen drop awierken, fir dass d'Lëtzebuerger Sprooch och als eis Nationalsprooch an Europa unerkannt gëtt.

Dat wëllt awer net heeschen - ech wëll dat och hei klosterstellen -, dass domadder verbonnen elo muss all Text op Lëtzebuergesch iwwersat ginn, wat, géif ech och soen, net nouwendeg ass, well mer jo schonn zwou europäesch Sproochen an eisem administrative Beräich hunn.

Mä et geet hei einfach just èm d'Unerkennung vun eiser Sprooch als Lëtzebuerger Sprooch, a fir déi och an déi Lësch eranzekréien. Ech mengen, dat ass de But vun dëser Motioun. An ech wär vrou, wann d'Chamber mech hei géif dobäi ènnerstëtzten.

Ech soen lech Merci.

» M. le Président. - Gutt. Da komme mer zum Vote vun där Motioun.

Vote

Kënnne mer och do par main levée ofstëmmen?

» Une voix. - Et si jo keng Ènnerschréften drop.

(Interruptions)

» M. le Président. - Ah jo.

» Une autre voix. - Dann hätt se iwwerhaapt net dierfe présentiéert ginn.

» M. le Président. - Ech mengen zwar, dass se ka présentiéert ginn.

» Une autre voix. - D'Zäit leeft!

» M. le Président. - Mä, Här Jaerling, de Moment ass eréischt eng Ènnerschréft hei op där Motioun. Sinn aner Kolleegen heibannen, déi déi Motioun wëllen ènnerstëtzten?

(Négation)

Gutt, ech gesinn, dass dat net de Fall ass. Deementspriechend ass d'Motioun net recevabel. Da brauche mer och net driwwer ofzestëmmen.

Da komme mer zum nächste Projet de loi. Dat ass de 5639 iwwert d'TVA. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Norbert Haupert.

8. 5639 - Projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

» M. Norbert Haupert (CSV), rapporteur. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet 5639 gesät am Fong geholl némme d'Verlängerung vum Délai d'application vum Gesetz vum 1. Juli 2003 vir, deen den 1. Juli 2006 ofgelaf ass. D'Gesetz vum 1. Juli 2003 huet eng europäesch Direktiv iwwert d'Erliewe vun der TVA op de Servicer vun der Televisioun a vum Radio an iwwer verschidde elektronesch Déngschleeschtungen émgesat. Ech ginn net méi op déi Dispositioun vun där Direktiv an, well mer déi beim Gesetz vum 1. Juli 2003 hei en long et en large diskutéiert hunn.

Déi Direktiv huet am Fong geholl virgesinn, dass d'Applikatioun vun där Direktiv némme sollt während dräi Joer a Kraaft trieden. Wat dann der Kommission d'Méiglechkeet ginn hätt, fir d'Auswirkunge vun der Direktiv ze studéieren an dann eng Proposition ze maachen, entweder fir d'Direktiv ze verlängeren oder eng nei Direktiv ze proposéieren.

De Rapport vun der Kommission ass am Juni vum leschte Joer dem Conseil virgëuecht ginn, an et ass eng nei Proposition de directive gemaach ginn, fir einfach d'Applikatioun èm eng gewéssen Zäit ze verlängeren. Am Ufank war déi Verlängerung op den 31. Dezember 2006 virgesinn, an eng spéider Direktiv, déi am Dezember geholl ginn ass, huet den Délai op den 31. Dezember 2008 verlängert.

Et war eis net méiglech, fir déi Direktiv, déi den 28. Juni geholl ginn ass, virum 1. Juli hei èmzeseten, a mathin ass dat Gesetz vum 1. Juli 2003 den 1. Juli 2006 ausser Kraaft getrueden. Et war also net méiglech, fir se duerch een eenzegen Artikel, dat heesch d'Prolongatioun vun deem Délai vun deem Gesetz, einfach esou èmzeseten. Dofir sinn am Fong geholl d'Dispositioun vum Gesetz vun 2003 komplett an dësem Projet mat iwwerholl ginn. A wéi gesot, vu dass mer dat deemoos diskutéiert hunn, dispenséieren ech lech vun deenen Detailer.

De Conseil d'Etat huet en Avis favorable zu deem Gesetz hei ginn. Hien huet awer virgeschloen, fir dës Kéier keng temporär Applikatioun virzegesinn, fir dass mer net méi erém an déiselwecht Situations kommen, virun d'Alternativ gestallt ze ginn, fir entweder d'Gesetz ze prorogéieren oder, wéi dës Kéier, een neit Gesetz ze schreiwen. Wann also erém eng Kéier eng Verlängerung géif virgesi ginn, da bleift dëst Gesetz bestoen, a wann eng nei Direktiv kënn, gétt d'Gesetz souwisou duerch d'Emsetzung vun där neier Direktiv ofgeschaافت.

D'Chambre de Commerce huet am Fong geholl d'Emsetzung vun dëser Direktiv begréisst, well se mat sech bruecht huet, dass eng Rei vu ganz groussen internationaen Déngschleeschtungsfirmen, déi am Beräich vun den elektronesch Service operéieren, hei op Lëtzebuerg komm sinn, wat sech positiv an de Recetté vun den TVA hei bei eis niddergeschloen huet. D'Kommissioun huet mäi Rapport och de 27. Februar unanime ugeholl, a si proposéiert den Text esou wéi e virläit hei ze stëmmen. Ech bréngen och domadder den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Ech soen lech Merci.

» Plusieurs voix. - Très bien!

» M. le Président. - Merci, Här Haupert. Wann all déi aner Fraktiounen och domadder d'accord sinn, da géif ech dem Här Haupert wëllen als Rapporteur Merci soen, an ech géif lech invitieréen, de Projet elo ofzestëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5639 ass mat 56 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par M. Paul-Henri Meyers), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Thiel), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schauf,

Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par Mme Marie-Josée Frank), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Casteignaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par M. John Casteignaro), Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot (par M. Roger Negri), Jean-Pierre Klein, Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Xavier Bettel), Paul Helminger (par M. Emile Calmes), Alexandre Krieps (par Mme Colette Flesch), Claude Meisch (par M. Carlo Wagner) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Giberyen et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

De Projet de loi 5613, en Zousazprotokoll vun der Union postale universelle. Rapporteur ass hei den honorabelen Här Maroldt. Hien huet elo d'Wuert, an all déi aner si gebieden dem Rapporteur nozelauscheren.

9. 5613 - Projet de loi portant approbation du Septième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle, du Règlement général de l'Union postale universelle et de la Convention postale universelle et de son Protocole final ainsi que de l'Arrangement concernant les services de paiement de la poste, dans la version signée au Congrès postal universel de Bucarest, le 5 octobre 2004

Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

» M. François Maroldt (CSV), rapporteur. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de virleide Projet ass den 20. September 2006 vum Ausseminister, dem Här Jean Asselborn, an der Chamber depôniert ginn. Den Text ass den 22. Dezember 2006 vum Statsrot aviséiert ginn. An der Kommissiounssitzung vum 28. Februar 2007 huet d'Kommissioun hire Rapporteur designéiert an den Text zesumme mam Avis vum Statsrot analyséiert. De schriftele Rapport ass an der Sitzung vum 9. Mäerz ugeholl ginn.

De virleide Projet huet un éischter Plaz als Objet eng Rei vun Amendementen, déi als Resultat beim leschte Kongress vun der Union postale universelle, UPU, zu Bukarest am Hierscht 2004 erauskomm sinn. Den 23. Kongress huet virun allem versicht den internationale Postservice aus technescher, mä och aus präispolitescher Siicht ze reglementéieren.

Ech wëll just op déi wichtigst Punkten agoen:

- D'Kreatioun vun engem Comité consultatif: D'UPU gétt aneren Acteuren, déi net aus dem Secteur public kommen, d'Geleeënheet, sech an d'Délibératione vun der Organisatioun mat anzebannen an hir Meenung auszedrécken.

- Eng Definitioun vum Cachet postal électronique: Eng Rei vu Länner wéi Kanada, d'Vereenegt Staten, Frankräich, Italien, Portugal a Schweden hunn hei eng Virreiderroll gespillet. De Cachet postal électronique ass elo zu Bukarest als neie fakulta-

tive Service unerkannt ginn, wat an Zukunft déi international Zesummenarbecht op dësem Gebitt wäert assuréieren.

- D'Verschëcke vu Mécke mat der Post...

(Hilarité)

...zu wissenschaftlechen Zwecker gëtt erlaabt. Si gi benotzt virun allem an der Recherche géint Alzheimer, Parkinson, Härz-krankheeten a verschidde Forme vu Kribs.

- Eng revidéiert Versioun vum Bezugungssystem, wat den internationale Courrier betréfft. Et gouf versicht de Kompen-satiounssystem méi enk un d'Konditiounen vun den eenzelne Länner unzepassen. De Coût réel sollt och besser reflektéiert ginn.

- Zu gudder Lescht: Et gouf och Bilan gezunn iwwert de Fonds pour l'Amélioration de la Qualité de Service, FAQS, deen 1999 beim Kongress zu Peking geschaf gouf. Mat grousser Satisfaktioun ass festgestallt ginn, datt mat senger Hëllef 279 Projeten, déi zur Verbesserung vum Postservice an den Entwicklungs lännern bäägedroen hunn, finanzéiert gi sinn.

De Statsrot gëtt sain Accord de principe, mä freeet sech, ob den Artikel 22, dee sech mat de Services de païement befasst, net eng Gefor fir d'Bankgeheimnis kéint duerstellen. D'Kommissioun dergéint huet festgestallt, dass den Artikel 22 quasi Lettre morte ass, well e scho längst net méi ugewannnt ginn ass. A wann dëst de Fall sollt sinn, da misst d'Entreprise des Postes et Télécommunications an hirer Qualitéit als Professionellen aus dem Finanzsecteur sech strikt un d'Gesetz vun 1993 iwwert d'Finanzplaz halen, an deem och d'Bankgeheimnis festgehalen ass.

Wat d'Form ubelaangt, huet de Statsrot drop

higewisen, datt hien eng kloer Trennung wünscht téschent den Texter, déi formell müssen approuvéiert ginn, an deenen, déi just als Bäilag zum Dossier gëllen. D'Kom-missioun ass do anderer Meenung, well hir vill un der Liesbarkeet vum Dokument läit.

Zu gudder Lescht proposéiert de Statsrot e puer Modifikatioune fir den Intitulé an de Libellé. Dës Propositionen vum Statsrot gouf eestëmmeg vun der Chamberskom-missioun uegholl.

Här President, ech denken, ech hätt a mengem virleefeg leschte Rapport an dësem Haus déi wichtigst Aspekter vun dësem Gesetzesprojet duergeluecht.

(Interruptions)

Dëse Projet huet an der Kommissioun zu kenge gréissere politesche Verwerfunge gefouert. Duerfir géif ech lech bidden, dësem Projet Är Zoustëmmung ze ginn, esou wéi dat d'CSV-Fraktioun mat hirem Accord virmécht.

Ech soen lech Merci fir d'Opmierksamkeet.

»» Plusieurs voix.- Très bien!

»» M. le Président. - Merci, Här Rappor-teur Maroldt. Den Här Minister huet d'Wuert gefrot.

»» M. Luc Frieden, Ministre de la Justice. - Här President, ech wollt deene sukzessive Rapportiere vun de Mëttag och vu Regierungssäit Merci soen. Ech hat déi Chance nach net bis elo. Ech géif et awer besonnesch wëllen, och am Numm vun der Regierung, maachen, fir den Här Depu-tiéierte Maroldt an him och zugläich am Numm vun der Regierung alles Guddes wünschen op senger nächster professio-neller Etapp.

Merci.

»» M. le Président. - D'Chamber schléisst sech deene gudde Wënsch, déi d'Regierung un d'Address vum Här Maroldt geriicht huet, selbstverständlech un. Och

mir wünschen him alles Guddes a senger zukünfteger Carrière.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann elo zum Vote iwwert de Projet 5613.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5613 ass eestëmmeg uegholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par M. Paul-Henri Meyers), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par Mme Marie-Josée Frank), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydia Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot (par M. Roger Negri), Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. John Castegnaro) et Mme Vera Spautz (par M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Carlo Wagner), Paul Helminger (par M. Emile Calmes), Alexandre Krieps (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par Mme Anne Brasseur) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gett d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et also esou décidéiert.

D'Projete 5648 a 5649 sinn zwee Accorden téschent de Benelux-Länner mat Bosnien-Herzegowina a mat Mazedonien iwwert d'Readmission vun deene Persounen, deenen hir Openthaltskonditiounen net regulariséiert sinn. Béid Projete ginn an enger Diskussioun behandelt. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun deenen zwee Projeten. Dat ass den honorabelen Här Marc Angel. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

10. 5648 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la Bosnie et Herzégovine relatif à la reprise et à la réadmission des personnes en situation irrégulière (Accord de reprise et de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Sarajevo, le 19 juillet 2006

5649 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement macédonien relatif à



Chambre des Députés

LUXEMBOURG

Chamber TV

weist all
öffentlech Sëtzung
live an integral

An der Stad
um Kanal S29 (Coditel) oder
um Kanal S40 (Eltrona/Siemens)

Zu Esch
um Kanal S24 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Déifferdang
um Kanal S29

An der Gemeng Diddeleng
um Kanal S32

An der Gemeng Nidderaanwen
Kanal S29

An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz

Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bärmereng um
Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ

Zu Iermisdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Kielen (& Brameschhaff),
Keespelt, Meespelt,
Ollem a Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

la réadmission des personnes en séjour irrégulier (Accord de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Voorburg, le 30 mai 2006

Rapport commun de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

» M. Marc Angel (LSAP), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wäert mech dem Rhythmus vun de Mëttet dann adaptéieren. Dái zwee Projeten, dat hutt Der gesinn, si jo an engem gemeinsame Rapport écrit behandelt ginn; da wäert ech dat heibannen och esou maachen.

Et handelt sech bei dësen zwee Gesetzesprojeten ém zwee Accords de réadmission, déi mer hei am Parlament approuvéiere mussen.

Beim 5648 handelt et sech ém d'Reprise an d'Réadmission vu Persounen en situation irrégulière tëschent de Benelux-Staten a Bosnien-Herzegowina. Dësen Accord gouf am Juli 2006 zu Sarajevo énnerschriwwen.

Beim zweete Projet, dem 5649, do geet et ém en Accord de réadmission tëschent de Regierunge vun de Benelux-Staten an der mazedonescher Regierung, deen am Mee 2006 zu Voorburg an Holland énnerschriwwen ginn ass.

Den 8. Dezember sinn déi zwee Projeten déposéiert ginn. De Rapport an der Kommission hu mer den 12. Februar gemaach. Mir sinn och dat éischt Benelux-Land, wat am Parlament dës zwee Projeten approuvéiert.

Dës zwee Projete schreive sech an de Kader vun der Lutte géint déi illegal Immigration an. Si sinn och d'Suite vun enger laanger Serie vun esou Accorden, wéi mer der scho vill heibanne beschwat henn, entweder am Kader vu Benelux - do hu mer der scho 15 heibannen approuvéiert, déi heite sinn also elo de 16. an de 17. - oder am Kader vu Schengen an am Kader vun der Europäescher Unioun, wou mer esou Accords de réadmission och scho gemaach henn.

D'EU erlaabt awer de Memberlännner bilateral weider esou Accorden ofzeschleissen. Némmen am Fall, wou den europäesche Ministerrot der Kommission schonn d'Mandat ginn huet, fir en Accord de réadmission ze verhandelen, därfen d'Länner net méi bilateral esou Accordé maachen.

Hei geet et ém zwee Accordé mat zwee Länner vum Westbalkan, déi sech am Prozess vun der Stabilisation an der Association versichen un d'Europäesch Unioun unzenäheren. An deene Länner besteht e grousse Wëllen, eng euro-atlantesch Unnäherung ze erliewen.

Ech erënneren drun, dass mer um europäesche Plang an zwou Vitessé mat deenen zwee Länner fueren. Mat Mazedonien, oder besser gesot mat därfreierer jugoslawescher Republik vu Mazedonien, wéi se offiziell heescht, do hu mer schonn en ASA, e sougenannten Accord de stabilisation et d'association énnerschriwwen. An dat Land huet och sät dem Dezember 2005 offiziell de Statut vum Kandidat, fir an d'EU eranzekommen.

Mir waren iwwregens als aussepolitesch Kommission virun annerhalfe Joer an deem Land, henn hir europäesch Kommission getraff an haten och do eng ganz gutt

Erfahrung an en Échange mat deene Leit gemaach an och sur place gesinn, dass se vill Efforté maachen, fir sech der europäescher Gesetzgebung ze näheren.

Bosnien-Herzegowina ass op engem aneren Niveau. Dir wësst, dass et elo zéng Joer hier ass, dass d'Dayton-Accorden énnerzheet gi sinn. Dat Land huet nach keen ASA mat der EU ofgeschloss.

Dái Accords de réadmission définieieren déi Konditiounen a praktesch Modalitéiten, wéi esou eng Réadmission vun de Personne soll oflafen. Ech ginn net méi weider op de Prinzip an; mir hunn därf Accordest wéi vill hei gehat. De Prinzip ass folgenden: All Land, wat esou en Accord énnerzheet huet, ass verflicht, seng Statsbierger, déi sech illegal ophalen um Territoire vun deem anere Land, dat den Accord énnerschriwwen huet, erëm opzehuelen.

De Prinzip kennt Dir. Ech wollt just nach een Detail soen: Beim Accord mat Bosnien-Herzegowina schwätze mer vu Réadmission a Reprise. Si maachen en Énnerscheid: Wann et sech handelt ém Statsbierger vu Bosnien an Herzegowina, schwätze se vu Reprise, a bei Leit aus États tiers geet et ém Réadmission. Bei deem anere Projet gëtt deen Énnerscheid net gemaach.

De Statsrot huet dës zwee Projete favorabel aviséiert. Ech ginn lech elo hei den Accord vun der LSAP-Fraktiou a bidden lech datselwecht ze maachen. Ech soen lech Merci.

» Plusieurs voix.- Très bien!

» M. le Président.- Merci, Här Rapporteur, fir deen exzellente Rapport fir déi zwee Projeten.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann elo zum Vote iwwert de Gesetzesprojet 5648.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5648 ass eestëmmeg ugeholle mat 58 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt (par Mme Martine Stein-Mergen), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par M. Paul-Henri Meyers), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot (par M. Roger Negri), Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. John Castegnaro) et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Xavier Bettel), Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps (par M. Emile Calmes), Claude Meisch (par Mme Colette Flesch) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Robert Mehlen) et Robert Mehlen; M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décideert.

Mir stëmmen dann of iwwert de Gesetzesprojet 5649².

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5649 ass eestëmmeg ugeholle mat 59 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par Mme Christine Doerner), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot (par M. Roger Negri), Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. John Castegnaro) et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Carlo Wagner), Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps (par M. Emile Calmes), Claude Meisch (par Mme Colette Flesch) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Robert Mehlen) et Robert Mehlen;

(Assentiment)

Dann ass et esou décideert.

Mir kommen dann zur Motioun, déi den Här Kox déposéiert huet. Här Kox, wëllt Dir d'Wuert nach eng Kéier dozou ergräifen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décideert.

Mir stëmmen dann of iwwert de Gesetzesprojet 4985.

11. Motion de M. Henri Kox concernant le projet de loi 4985 relatif aux chiens

» M. Henri Kox (DÉI GRÉNG) auteur.- Jo, Här President, dann halen ech mech och un de Rhythmus vu virdrun. Et geet ém d'Motioun, fir de Gesetzesprojet 4985 zréckzeéien an d'Regierung opzefuerderen, en ze iwwerschaffen an am Senn vu méi enger grousser Responsabilisierung vun den Hondshalter auszeschaffen.

Déi Gréng sinn net eleng bei därf Aschätzung. Duerch déi Gespréicher an der Chamberskommission selwer respektiv mat all den Hondsbesézter respektiv Déiereschutzassociatiounen stellt sech ganz kloer därfelwecht Meening ervir.

Ech erënneren och nach eng Kéier un eng Motioun vun der Sozialistescher Partei, námlech vum Här Zanussi vun 2004, déi an deemselwechte Senn iwwerluecht huet a gesot huet - an dat énnerstëtzte mer ganz an därfelwechter Richtung :- «Un chien n'étant pas méchant par nature, il conviendrait plutôt de légiférer sur son propriétaire.»

Mir mengen an dësem Gesetz ass dat net esou zréckfannen. Duerfir sollte mer éischter a Richtung vun enger méi gezillter Opklärung vis-à-vis vun de Propriétairé vun den Henn goen.

Och menge mer, dass eng Klassifizéierung vu geféierlechen Henn an net geféierlechen Henn náischt bréngt, well all wéssenschaftlech Etüden dat a sech widderleeën. Insbesondere déi lescht Interventioun oder Etüden aus der Schwäiz, déi ganz kloer an déi Richtung ginn, wou ganz kloer bewise gëtt, dass eben e ganz groussen Deel vu Bësswonnen net vun deenen Henn ausginn, mä generell praktesch all Hond do beträff ass.

Och si mer der Meening, dass insbesondere d'Bessonfall misste gemellt ginn, well

némmen da kann eng seriö Etüd gemaach ginn iwwert d'Auswirkungen am Zesummenhang mat den Henn.

Merci.

» Plusieurs voix.- Très bien!

» M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Den Här Mehlen huet nach d'Wuert gefrot.

Discussion générale

» M. Robert Mehlen (ADR).- Här President, mir sinn e bëssen iwwerrascht iwwert déi Démarche vun de gréng Kolleguen. Mir sinn eis an eisen Aarbechten an der Kommission bis elo eens gewiescht, datt villes an deem Gesetz net esou ass, wéi mir eis et virstellen. Mir haten eng Partie Auditouen, déi eis zur Erkenntnis gefouert hunn, datt dat, wat den Här Kox hei virdroen huet, sech ongefíer géif als déi verstänneg Richtung undeiten.

Ech fannen awer, wann e Projet, deen d'Regierung erabréngt, net perfekt ass oder eis net gefält - dat hei ass jo iwwregens déi zweet Versioun, nodeem datt de Statsrot déi éischt zerrappt hat -, da solle mer eis als Chamber awer net ze schued sinn, fir dann derduerch ze goen an dat erauszehuelen, wat eis net gefält, an dat ze änneren, wou mer menge wat sollt geännert ginn.

Mir mengen eis dobaussen domat - an, ech mengen, och net zu Onrecht -, datt mer eng ganz Partie Projeten net esou schlécken, wéi dat émmer dobausse gesot gëtt: D'Chamber géif dat alles hei némmen esou duerchwénken. Duerfir si mir der Meening, mir sollen eis ganz intensiv mam Projet auserneesetzen. Mir sinn och der Meening, datt villes drasteet, wat muss eraus. Gréissendeels an deem Senn wéi den Här Kox et hei presentéiert huet.

Mä ech fannen et ass sech et awer vläicht e bëssen ze vill einfache gemaach, fir ze soen: Zéit zréck a bréngt erëm eppes Neies, wou deelweis souguer Saachen drasti wéi d'Identification électronique des chiens, wat souwisou elo schonn drasteet. Dat ass jiddefalls eis Positioun.

Merci, Här President.

» Plusieurs voix.- Très bien!

» M. le Président.- Sou! Mir kommen elo zur Ofstëmmung. Kënne mer par main levée ofstëmmen?

(Négation)

Ech denken net. Ass de Vote électronique gefrot? Ass e gefrot?

(Assentiment)

Da musst Der mer dat soen.

» M. Romain Schneider

(LSAP).- Här President!

» M. le Président

.- Här Schneider?

» M. Romain Schneider (LSAP).- Ech wollt och eng Kéier kuerz als LSAP Stellung huelen zum Projet, wou mer inhaltech mat Sécherheet eng Rei vun dése Punkte kënnen akzeptéieren. Et gouf schonn zitéiert, datt eng Rei Meening vun der LSAP mat eragefloss sinn. Och mir gesinn awer eigentlech, datt mer an enger Procédure de discussion sinn an der Kommission, wou all déi Punkten de Moment undiskutéiert ginn a solle virun diskutéiert ginn.

An ech fannen et och richteg, datt mer émmer solle légitiférieren an déi dote Prozedur, déi amgaang ass, duerchzéien, well et sinn eng Rei aner Saachen dran, déi effektiv och Belaaschtunge fir d'Gemengen duerstellen; wéi derniewent d'Rassen-trennung. All déi Saache goufen hei net ugeschwät, also solle mer dat och wierklech eng Kéier an der Kommission duerchgoen.

(Interruptions)

» M. le Président.- Den Här Goerens.

» M. Charles Goerens (DP).- Här President, ech hunn och d'Gefill gehat, datt mer an der Kommission awer eng relativ korrekt Diskussion haten. An ech sinn och der Meening, datt déi extrem Standpunkte konnten e bësse méi no beineee bruecht ginn. Dái Écarté si reduziert ginn, a mir sinn um richtige Wee. Duerfir, wann déi

Motioun, déi meng Fraktioune och nach net konnt beuverteelen, haut zur Ofstëmmung kënnt, misste mer eis bei dëser Motioun enthalen.

»» **M. le Président.**- Den Här Jaerling.

»» **M. Aly Jaerling (Indépendant).**- Jo, ech géif mengen, Här President, da gëtt et nëmnen ee Kompromiss: Da kommt, mir ginn d'Motioun an d'Kommissioune.

(Hilarité)

»» **M. le Président.**- Ech hunn zwar gemengt, ech géif heibannen de Wonsch spieren, dass mer géifen driwwer ofstëmmen. Wann dat de Fall ass - den Auteur, mengen ech, wëllt dat och -, da komme mer elo zum Vote.

Ah pardon! D'Regierung.

»» **M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.**- Här President, ech hunn zwar de Mëtteteg schonn hei de Finanzminister, den Ausseminister, de Kommunikationsminister vertrueden, ech kann net och den Agrarminister vertrieden.

Ech menge just, datt mer hei och en instituotelle Problem hunn. D'Regierung gëtt duerch groussherzoglechen Arrêté autoriséert an der Chamber e Projet de loi ze déposéieren. Ech mengen net, datt d'Regierung deen einfach esou kann zréckzéien an och net ka vun der Chamber dozou opgefuerdert ginn.

D'Chamber huet selbstverständlich d'Recht, de Projet leien ze loessen, net ze stëmmen, ze amendéieren, mä fir e Projet einfach esou zréckzéien, nodeem mer en an der Chamber déposéiert hunn, do ass op d'mannst d'Fro erlaabt, ob dat iwwerhaapt geet. An eis Appréciatioun ass, datt dat net an där doter Form méiglech ass. Duerfir géif ech och aus deem Grond d'Chamber bieder, déi Motioun hei net unzehuelen.

»» **M. le Président.**- Also, ech mengen zwar, Här Minister, wann Der erlaabt: Et ass émmer d'Recht vun der Chamber, fir hei d'Regierung opzefuerderen an ze invitieren, gewësse Schrëtt ze huelen.

(Interruption)

Ech wëll och soen, dass d'Regierung méi oft d'Chamber hei biet e Projet de loi vum Rôle ze sträichen. Voilà! Mä wann hei opgefuerdert gëtt, e Projet zréckzéien, dann implizéiert dat selbstverständlich och, dass e vum Rôle soll gestrach ginn. Sou hunn ech op jidde Fall d'Démarche vun deene Gréngens hei verstanen. Mä ofgesinn elo dovunner, denken ech...

»» **Une voix.**- Dat ass och souwisou scho vun der Regierung gemaach ginn.

»» **M. le Président.**- Also, mir kommen elo definitiv zum Vote vun där Motioun hei. An ech ginn dovun aus, dass d'Regierung net invitierët gëtt, de Projet zréckzéien. Losse mer dann emol kucken.

Vote

Ech kann d'Regierung berouegen. Et sinn 39 Députéierten, déi der Meenung sinn, dass d'Regierung net soll invitierët ginn, dee Projet hei zréckzéien. Dee bleibt also aktuell. Et sinn 13 Abstentiounen, bei 8 Jo-Stëmmen, déi gemengt hunn, e soll zréckgezu ginn.

Ont voté oui: M. Lucien Weiler;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par Mme Christine Doerner), Norbert Haupert, Mme Françoise Hefto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydia Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot (par Mme Claudia Dall'Agnol), Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. Roger Negri) et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. Emile Calmes et Henri Grethen (par M. Emile Calmes).

Se sont abstenus: M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helmlinger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par Mme Colette Flesch) et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Voilà! Dir Dammen an Dir Hären, domat si mer um Enn vun eiser Sitzung vun haut ukomm. Den Ordre du jour fir déi nächst Sitzunge gëtt lech schréftlech zougestallt.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 15.17 heures)

Sommaire des séances publiques

Communications

5681 - Proposition de loi relative à la modification de la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention - Auteur: M. Henri Kox

et

5682 - Proposition de loi portant modification de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques - Auteur: M. Carlo Wagner (*Déclarations de recevabilité*)

Ordre du jour

Hommage à M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, à l'occasion de son intronisation, en date du 12 mars 2007, en tant que membre associé étranger à l'Académie des Sciences morales et politiques de l'Institut de France

page 291

Déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, à l'occasion du 50^e anniversaire de la signature du Traité de Rome, suivie d'un débat

pages 291-295

Dépôt d'une proposition de loi

page 295

Dépôt d'une motion par Monsieur Félix Braz

page 295

Question avec débat N°15 de Monsieur Roger Negri sur le renouvellement du Traité Benelux qui vient à échéance en 2010

page 296

Heure de questions au Gouvernement

- Question parlementaire N°1597 du 6 mars 2007 de Monsieur Laurent Mosar relative au Projet américain d'installation d'un bouclier antimissiles en République tchèque et en Pologne, adressée à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration

pages 296-297

- Question N°162 du 12 mars 2007 de Monsieur Ben Fayot relative à la proposition des États-Unis d'installer un bouclier de défense antimissiles en Pologne et en Tchéquie, à la mise en œuvre par le CAG de l'article 11 du TUE sur la politique étrangère et de sécurité commune et au positionnement du Luxembourg à l'OTAN, adressée à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration

pages 296-297

- Question N°163 du 13 mars 2007 de Monsieur Charles Goerens relative à la prolongation du mandat de l'Observatoire des phénomènes racistes et xénophobes de l'UE par transformation en Agence des droits fondamentaux, adressée à Monsieur le Ministre de la Justice

page 297

- Question N°164 du 9 mars 2006 de Monsieur Roger Negri relative aux conclusions sur la politique énergétique et climatique retenues lors du Conseil européen des 8 et 9 mars 2007 et plus particulièrement sur les répercussions pour le Luxembourg, adressée à Monsieur le Ministre de l'Environnement

pages 297-298

- Question N°165 du 13 mars 2006 de Monsieur Claude Adam relative à la 3^e année du Certificat d'Études Pédagogiques dispensée pour la dernière fois par l'Université du Luxembourg durant l'année académique 2007/2008, adressée à Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

page 298

- Question N°166 du 13 mars 2007 de Monsieur Marco Schank relative aux procédures d'autorisation de décollage pour les hélicoptères de la Police grand-ducale et de l'Air Rescue à l'aéroport de Luxembourg, adressée à Monsieur le Ministre des Transports

page 298

- Question N°167 du 9 mars 2007 de Monsieur Robert Mehlen relative au mode d'approche des avions à l'aéroport de Luxembourg dans le contexte des nuisances sonores et environnementales, adressée à Monsieur le Ministre des Transports

pages 298-299

- Question N°168 du 12 mars 2007 de Monsieur Roland Schreiner relative à l'état actuel des négociations sur les conditions de travail auprès des CFL, adressée à Monsieur le Ministre des Transports

page 299

- Question N°170 du 13 mars 2007 de Monsieur Marc Spautz relative à l'introduction d'un abonnement «Seniorekard» et en particulier de la mise en vigueur de cette nouvelle mesure qui a été acceptée à l'unanimité par la Commission tarifaire en date du 17 novembre 2005, adressée à Monsieur le Ministre des Transports

pages 299-300

- Question N°169 du 9 mars 2007 de Madame Anne Brasseur relative à la Charte du piéton de la section du parti socialiste de la Ville de Luxembourg, adressée à Monsieur le Ministre des Transports

page 300

Déclaration de M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget

page 300

Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de la sécurité au Centre de détention de Schrassig

pages 300-304

Dépôt d'une proposition de loi

page 302

5700 - Proposition de loi portant réglementation du financement des partis politiques - Auteurs: MM. Marco Schank, Alex Bodry, Claude Meisch et Robert Mehlen

5701 - Proposition de loi portant modification de la loi du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption de la grossesse - Auteur: Mme Lydie Err

page 304

Dépôt d'une proposition de loi et d'une motion par M. Aly Jaerling

pages 304-305

Dépôt d'une proposition de loi

page 305

Ordre du jour

Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet de la problématique du suicide au Luxembourg et plus particulièrement au sujet du taux de suicide chez les jeunes

pages 305-308

3923C - Proposition de loi portant 1. révision des paragraphes (1), (3), (4), (5) et (6), alinéa 1^{er} de l'article 11 de la Constitution; 2. création d'un article 11bis nouveau de la Constitution

page 308

Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de l'abus de médicaments psychotropes chez les adultes et les jeunes en Europe et au Luxembourg

pages 308-311

Question urgente N°1607 de Mme Martine Stein-Mergen relative au remboursement du nouveau code de visite majorée en médecine générale (V8)

pages 311-312

Question avec débat N°14 de M. Claude Adam relative à l'introduction d'une filière en langue française pour l'éducation préscolaire et l'enseignement primaire à l'École privée Notre-Dame dès la rentrée 2007-2008

page 312

5690 - Propositions de modification du Règlement de la Chambre des Députés

page 312

Dépôt d'un projet de loi

page 313

5658 - Projet de loi portant modification des articles 271, 273bis, et 276 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales

pages 313-314

4992 - Projet de loi modifiant 1. la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, 2. la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et modifiant certaines autres dispositions légales, et 3. la loi du 25 août 2006 concernant la société européenne (SE), la société anonyme à directoire et conseil de surveillance et la société anonyme unipersonnelle - Second vote constitutionnel

page 314

Dépôt d'une motion par M. Henri Kox

pages 314-315

Motion de M. Félix Braz relative à l'inscription des Non-Luxembourgeois sur les listes électorales

page 315

Motion de M. Aly Jaerling relative à l'inscription dans la Constitution de la langue luxembourgeoise comme langue nationale

page 315

5639 - Projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

page 315

5613 - Projet de loi portant approbation du Septième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle, du Règlement général de l'Union postale universelle et de la Convention postale universelle et de son Protocole final ainsi que de l'Arrangement concernant les services de paiement de la poste, dans la version signée au Congrès postal universel de Bucarest, le 5 octobre 2004

pages 315-316

5648 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la Bosnie et Herzégovine relatif à la reprise et à la réadmission des personnes en situation irrégulière (Accord de reprise et de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Sarajevo, le 19 juillet 2006

et

5649 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement macédonien relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier (Accord de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Voorburg, le 30 mai 2006

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
1368	M. Claude Meisch	Prise de position du Ministre de la Santé du 2 mai 2006 relative à la procréation médicalement assistée
1484	M. Xavier Bettel	Respect de la décision juridictionnelle relative au nombre de vols à l'aéroport du Findel
1489	M. Marcel Oberweis	Dispositif d'information et d'avertissement de la population
1494	M. Aly Jaerling	Réclamation des primes perçues en trop
1515	M. François Bausch	Publication et diffusion de textes coordonnés
1516	M. Jacques-Yves Henckes	Libéralisation des marchés du gaz et de l'électricité
1524	Mme Marie-Josée Frank et M. Marcel Oberweis	Certification du bois dans le cadre de la loi sur les marchés publics
1527	M. Paul-Henri Meyers	Législation sur la nationalité
1529	M. Marc Spautz	Création d'un lycée technique pour professions éducatives et sociales (LTPES)
1530	M. Marcel Oberweis	Financement de la fondation RESTENA
1531	Mme Martine Stein-Mergen	Répressions de la part du gouvernement du Laos envers le peuple des Hmong
1532	M. Marcel Oberweis	Axes de recherche de l'Université du Luxembourg
1534	Mme Marie-Josée Frank	Assurance dépendance
1535	M. Félix Braz	Taux d'abandon et d'échec dans les cours de luxembourgeois pour adultes
1536	Mme Colette Flesch	Commission d'accompagnement auprès du Service des Sites et Monuments nationaux
1537	M. Laurent Mosar	Système T2S
1538	M. Ben Fayot	Ratification du Traité de l'Antarctique
1539	M. Claude Adam	Collection privée de livres anciens du nouveau château d'Ansembourg
1540	M. Claude Adam	Bâtiments et terrains du site du château d'Ansembourg
cf. 1539		
1542	Mme Claudia Dall'Agnol	Non-application de l'interdiction de fumer dans le Centre socioéducatif de Dreiborn
1543	M. Henri Grethen	Application de la directive 92/43/CEE («directive Habitat») - Gestion du débit du barrage d'Esch-sur-Sûre
1544	M. Henri Grethen	Application de la directive 92/43/CEE («directive Habitat») - Couche de vase au fond de la Sûre
1545	M. Marcel Oberweis	Arrêt partiel ou complet des centrales éoliennes dans le parc éolien «Burerbierg» à Mompach
1548	M. Camille Gira	Allocation d'indemnités spéciales pour forestiers
1549	M. Henri Kox	Contrôles douaniers
1550	M. Roger Negri	Port obligatoire de la veste rétroréfléchissante pour les conducteurs qui sortent d'un véhicule en panne
1551	Mme Nancy Arendt	Assurance dépendance
1554	M. Camille Gira	Jugement du tribunal administratif en matière d'accès du public à l'information relative à l'environnement
1556	M. Aly Jaerling	Démocratie participative et dialogue avec les jeunes
1558	M. Aly Jaerling	Augmentation du coût d'hébergement dans les maisons de soins
1559	M. Jean Huss	Mise en œuvre du règlement REACH
1564	M. Carlo Wagner	Création d'une unité de sécurité pour délinquants mineurs au Centre socioéducatif de Dreiborn
1565	Mme Claudia Dall'Agnol	Enseignement musical pour adultes
1566	M. Ben Fayot	Harmonisation des sanctions prévues pour les infractions environnementales
1569	M. Jean Huss	Application de la nouvelle loi relative à la lutte antitabac
1570	Mme Viviane Loschetter	Indemnités de chômage
1577	M. Xavier Bettel	Mesures de sécurité du Centre pénitentiaire de Schrassig
1582	M. Xavier Bettel	Arrêt du 15 février 2007 de la Cour administrative - Centre de séjour provisoire
1587	M. Xavier Bettel	Présence de détenus sur la toiture du Centre pénitentiaire de Luxembourg (CPL)
1589	M. Marc Spautz	Fermeture ou délocalisation éventuelle de l'usine Arcelor/Mittal à Schifflange
1591	M. Aly Jaerling	Fermeture ou délocalisation éventuelle de l'usine Arcelor/Mittal à Schifflange
1595	Mme Claudia Dall'Agnol	Exécution de peine en semi-liberté pour les détenus féminins
1600	Mme Nancy Arendt	Télévision numérique
1638 urgente	M. Aly Jaerling	Remboursement des analyses sanguines

Question 1368 (26.10.2006) de **M. Claude Meisch** (DP) concernant la **prise de position du Ministre de la Santé du 2 mai 2006 relative à la procréation médicalement assistée**:

Dans son avis sur le projet de loi N°5448 relatif aux tissus et cellules humaines utilisés à des fins thérapeutiques et scientifiques, le Conseil d'État recommande vivement aux autorités d'élaborer au plus vite un projet de législation relative à la procréation médicalement assistée.

Le Ministre de la Santé fait remarquer dans sa prise de position du 2 mai 2006 sur l'avis émis par le Conseil d'État et concernant la recommandation du Conseil d'État d'élaborer au plus vite une législation relative à la PMA, qu'il ne peut «que souscrire à cette suggestion, tout en notant que si les aspects techniques de pareille législation relèvent bien du Ministère de la Santé, les aspects sociétaux et éthiques, bien plus ardu, mettent davantage à contribution les Ministres de la Justice et de la Famille.»

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice et à Madame la Ministre de la Famille:

- Partagent-ils les vues du Ministre de la Santé sur ce point?

- Est-ce que leurs ministères respectifs ont déjà entamé les travaux sur une législation relative à la PMA?

- Quel est, le cas échéant, l'état d'avancement de ces travaux?

Réponse commune (12.3.2007) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, et de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice*:

Avant de se prononcer définitivement sur la nécessité de légitérer en matière de procréation médicalement assistée, le Conseil de Gouvernement a chargé les ministères compétents à faire établir une liste des problèmes susceptibles de se poser en la matière, ceci plus particulièrement à la lumière de la situation de fait et de droit en vigueur actuellement.

Question 1484 (4.1.2007) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant la **respect de la décision juridictionnelle relative au nombre de vols à l'aéroport du Findel**:

Suite à mes questions parlementaires N°1210 du 28 juillet 2006 (cf. *compte rendu N°1/2006-2007*) et N°1400 du 14 novembre 2006 (cf. *compte rendu N°5/2006-2007*), Monsieur le Ministre des Transports m'a fait savoir que les conditions imposées dans le jugement du Tribunal administratif du 19 mai 2004 concernant le nombre maximal de vols à l'aéroport du Findel pour pouvoir poursuivre la construction de la nouvelle aérogare n'ont pas été respectées.

À titre de rappel il faut savoir que le jugement susmentionné n'avait autorisé la continuation du chantier qu'à condition de ne pas dépasser le nombre de mouvements recensés entre juillet 2003 et juillet 2004.

Or, d'après la réponse ministérielle du 5 décembre 2006 le total des vols enregistrés par l'Administration de l'Aéroport entre juillet 2005 et juin 2006 dépasse de plus de 3.000 mouvements le plafond fixé par le Tribunal administratif.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre:

- Monsieur le Premier Ministre est-il d'avis que dans ces conditions le cadre juridique arrêté par la décision de la juridiction administrative n'est plus respecté?

- Monsieur le Premier Ministre estime-t-il que par conséquent un arrêt immédiat des travaux devra être décreté par les Ministères du Travail et de l'Environnement?

- Quelles sont les initiatives entre-temps prévues par le Gouvernement pour respecter ledit jugement du Tribunal administratif? Dans la mesure où de telles initiatives font encore défaut, quelles sont les mesures que le Gouvernement entend prendre à quelle échéance pour respecter la décision juridictionnelle en question?

Réponse (12.3.2007) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports*:

1. L'honorable Député est informé que la légalité de l'autorisation de l'aérogare a été confirmée par le jugement du tribunal administratif du 19 mai 2004.

2. Les dossiers commodo/incommode «aérogare» et «aéroport» sont strictement à séparer. Le fait que le nombre de mouvements d'avions recensés entre juillet 2005 et juin 2006 a, en raison d'un accroissement imprévisible des mouvements d'hélicoptères effectuant des missions de sécurité et humanitaires, dépassé le seuil fixé par la décision du tribunal administratif du 19 mai 2004 n'a aucune répercussion sur le dossier «aérogare». Un arrêt immédiat des travaux de construction de la nouvelle aérogare ne sera partant pas décreté.

3. Une autorisation d'exploitation concernant le dossier commodo/incommode «aéroport» sera délivrée dans les prochains jours en vertu des dispositions afférentes de la législation sur les établissements classés et du règlement grand-ducal du 17 mai 2006 déclarant obligatoire le plan d'occupation du sol «Aéroport et environs».

Par ailleurs, une carte de bruit stratégique conforme aux dispositions du règlement grand-ducal du 2 août 2006 portant application de la directive 2002/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement sera établie cette année. Par la suite, un plan d'action visant à gérer et à réduire les nuisances de bruit et les effets y relatifs sera élaboré.

Question 1489 (8.1.2007) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant la **dispositif d'information et d'avertissement de la population**:

Les technologies de la communication vont bon train et une multitude de nos citoyens et citoyennes disposent d'un GSM et souhaitent être désormais avertis par un SMS en cas de catastrophe mettant en péril les personnes qui se trouvent sur le territoire du Grand-Duché.

À part les sirènes dont l'alarme n'est pas perçue par tout le monde, on pourrait informer la population par cette voie de communication supplémentaire. L'usage du SMS permettra notamment d'avertir toute la population, y compris les personnes malentendantes.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

- Le Gouvernement soutient-il l'idée d'un tel système d'information?

- Dans l'affirmative, le Gouvernement a-t-il déjà entamé des pourparlers avec les différents opéra-

teurs de GSM sur les moyens techniques nécessaires pour le fonctionnement d'un tel service d'information?

- Quel est le «timing» pour mettre à disposition cette possibilité d'information supplémentaire?

Réponse (7.3.2007) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

La communication en cas de crise, et plus particulièrement en cas de catastrophes naturelles, avait incité le Gouvernement à demander dès 2005 au Comité national des Télécommunications d'étudier la mise en place d'un système d'information par voie de GSM. Le Centre de Communications du Gouvernement fut dans la suite chargé de la mise en oeuvre concrète du projet.

En 2006, un contrat relatif à un système de gestion d'alertes a été attribué à une société luxembourgeoise spécialisée dans ce genre de communications au niveau national et international. Ce système d'alerte permet d'informer simultanément, soit par message SMS, soit par message parlé sur GSM et téléphone fixe, soit par fax, soit par courriel, un nombre important d'entités et/ou de personnes et de suivre la bonne réception des alertes.

Dans le cadre de ses attributions, le Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire a introduit via l'Administration des Services de Secours l'ensemble des numéros de téléphone (GSM, fax et téléphone fixe) des communes et des syndicats de communes.

Dans ce contexte il n'est pas nécessaire que le Gouvernement entame des pourparlers avec les différents opérateurs, du fait que soit la société actuellement sous contrat, soit le Centre de Communications du Gouvernement gèrera l'infrastructure qui émet les messages, les opérateurs n'ayant que l'obligation de les transmettre à des adresses bien définies.

Concernant l'alerte de la population, le Comité national des Télécommunications suit les efforts de normalisation dans ce domaine auprès de l'ETSI (European Telecommunications Standards Institute). Le projet de recherche U2010 de l'Union européenne, attribué à un consortium sous la direction de l'Université du Luxembourg et reprenant de nombreuses firmes nationales, travaille également sur ce sujet. Une mise en place sera proposée dès que techniquement faisable.

Question 1494 (4.1.2007) de **M. Aly Jaerling** (*Indépendant*) concernant la **réclamation des primes perçues en trop**:

De Wunnengsbauministère mécht opgrond vum modifizierte groussherzogleche Reglement vum 23. am Heemount 1983 bei de Beträffen all zwee Joer eng Revisiouen, wat d'Recht op Primen an Zéns-subventiounen betréfft, fir d'Héicht vun deenen Zouschëss un déi effektiv finanziell Situatioun vun der Famill unzepassen.

Elo ass et awer esou, datt de Wunnengsbauministère bei verschidene Beträffen higeet an zéng Joer zréckkontrolléiert, wat d'Be-rechting op Primen ubelaangt, fir dann zéng Joer réckwierkend ze vill verséiert Primen éremzeverlaangen.

Dat schéngt mer kuriéis, well jo awer all zwee Joer Revisioune gemaach ginn, an zéng Joer zréckkrechne schéngt mer och net nor-

mal, wann een et mat anere Beräicher vergläicht.

Esou kann, zum Beispill, e Salarié beim Stat némme réckwierkend fénnef Joer seng Rechter akloen, an d'Steieramt rechent menges Wéssens no och némme fénnef Joer zréck, fir Steieren anzakas-siéieren.

Am Privatsektor kann e Salarié souguer némme réckwierkend drái Joer seng Rechter akloen.

Et ka menger Usiicht no dofir net sinn, datt de Wunnengsbauministère réckwierkend zéng Joer Réckstänn aklot, well e jo all zwee Joer eng Revisiouen vun de Primé mechétt.

An en hat jo d'Méiglechkeet bei eventuell ze vill verséierte Primen éischter ze reagéieren, op kee Fall awer eréischt no zéng Joer.

Et kann och net als Ursach gëlle gelooss ginn, datt de Wunnengsbauministère eréischt sät kuerzem selwer beim zoustännege Ministèrenofro kann, ob de Primébénéficiaire Kannergeld kritt, well d'Héicht vun de Primen sech och op mannerjähreg Kanner bezitt.

Do stelle sech awer Froen am Zesummenhang mam Dateschutz an der Trennung vun de Gewalten.

De Ministère hat virdrun d'Méiglechkeet all zwee Joer beim Primébénéficiaire Piècen ze verlaangen, déi beleeën, datt effektiv Kannergeld ausbezuelt gëtt, an dat misst och esou bleiwen.

Kann den Här Wunnengsbauminister mer duerfir dès Froe beantwerfen?

1. Ass dem Här Minister bekannt, datt säi Ministère bis zu zéng Joer réckwierkend ze vill verséiert Primen zréckverlaangt?

2. Ass et net esou, datt, wéi an anere Beräicher, d'Reckwierung némme bis fénnef Joer misst dierfe goen, bei den Zéns-subventiounen souguer némmen zwee Joer, well jo all zwee Joer Revisioune gemaach ginn?

3. Wéi ass et méiglech, datt, obwuel all zwee Joer eng Revisiouen vun der Situatioun vum Primébénéficiaire gemaach gëtt, während zéng Joer keng Reaktioun vun den zoustännege Servicer kënt, wa gewosst ass, datt ze vill Primé verséiert goufen?

4. Wéisou kann de Wunnengsbauministère beim zoustännege Familljeministèrenofro, ob eng Famill Kannergeld kritt? Wéi ass dat am Zesummenhang mam Dateschutz a mat der Trennung vun de Gewalten ze verstoen?

Réponse (2.3.2007) de **M. Fernand Boden**, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

1. Geméiss dem groussherzogleche Reglement vum 23. Juli 1983 iwwert d'Wunnengsbäihëllefe fuert de Service des Aides au Logement vum Wunnengsbauministère d'Leit, déi Subventiounen kréien, all zwee Joer schrifftlech op him eventuell Ännérungs vun hirer Familljen- an/oder Akommessituatioun matzedeelen.

Leider huet sech net all Bénéficiaire an der Vergaangenheit dorunner gehalen, an dofir ass de Service des Aides au Logement dozou iwwergaangen all Dossier systematesch ze iwwerpréien, wat d'ur d'Aférierung am Joer 2006 vun engem neien informatesch System duerch de Centre informatique de l'Etat konnt optimiséiert ginn.

Duerch deen neien informatesch System vum CIE konnten all déi Fäll identifiziert ginn, wou d'Leit bei der Zénsbonifikatioun an der Zéns-subventioun dem Service keng oder inexakt Informatiounen zoukomme gelooss hunn oder wou si enger Remboursementsopfuerderung vum Service net nokomm sinn - also och déi Fäll, déi schonns fénnef oder méi Joer zréckleien.

2. Weder am modifizierte Gesetz vum 25. Februar 1979 iwwert d'Wunnengsbäihëllefen nach am Reglement vum 23. Juli 1983 ass eng Prescriptiounsfrist virgesinn, iwwert déi eraus keng Remboursementer méi dierfe gefrot ginn. Duerfir gëllt, dass och wa laut Reglement all zwee Joer eng Dossiersrevisiouen gemaach gëtt, och Dossieren iwwert déi zwee Joer eraus kënnen iwwerpréift ginn.

3. Wéi schonns gesot, ginn all zwee Joer Dossiersrevisiouen am Kader vun de Subventiounen (an net vun de Bau- oder Uschafungsprimen) gemaach, an dofir schreift de Service déi concer-néiert Leit am Virfeld un, fir dass si him eventuell Ännérungs vun hirer Familljen- oder Akommessituatioun matdeelen.

Well awer eng Rei Leit dëser Op-fuerderung net émmer nokomm sinn, a well de Service eréischt zénter kuerzem iwwert déi néideg performant informatesch Mëttèle verfügt, konnten och Fäll, déi zum Deel wält iwwert déi zwee Joer erausgaange sinn, nogekuckt ginn.

4. Ee vun de Parametere fir d'Be-rechnung vun der Héicht vun den individuelle Wunnengsbäihëllefen ass d'Unzuel vun de Kanner, déi am Stot wunnen a fir déi noweis-lech och Kannergeld ausbezuelt gëtt.

Fir net brauchen extra bei der zoustänneger Kannergeldskeess virstelleg ze ginn, fir dësen Zertifi-kat ze froen, huet de Service des Aides au Logement, zesumme mat der Kannergeldskeess, eng Méig-lechkeet geschafe fir just déi Informatiounen dem Service des Aides au Logement zoukommen ze loessen.

De Client sengersäits autoriséiert de Service des Aides au Logement a senger Demande, déi hien ausfëllt, dass dëse Service all déi Informatiounen, déi fir d'Bea-rechting vu sengem Dossier néideg sinn, bei deene respektiven Administratiounennofro kann.

Fir awer dem Dateschutz gerecht ze ginn huet d'Administratioun keng interaktiv Verbindung mat der Datei vun der Kannergeldskeess. Dëst bewierkt, dass d'Informatioun, déi zougänglech ass, némmen engem bestëmmten Zäitpunkt entsprécht, an zwar entweder dem Zäitpunkt, wou d'Wunnengsbäihëllefen déi éischte Kéier berechent ginn oder awer all zwee Joer zum Zäitpunkt vun der Dossiers-revisiouen.

Well also d'Datei vun der Kannergeldskeess net mat den Datei vum Service des Aides au Logement verbonne sinn, ass et och net méiglech d'Ännérungen, déi vun der Kannergeldskeess gemaach ginn, automatesch an de Service des Aides au Logement ze iwwer-droen. De Client muss also all Ännérungen, déi hie betreffen, dem Service selwer matdeelen.

D'Mataarbechter vum Ministère du Logement sinn amgaange mat der zoustänneger „Commission nationale de Protection des Données“ Lésiungen ze sichen, déi dës Pro-zeduren am Intérêt vun de Leit a vun de Verwaltunge mi einfach maachen, an dat am Aklang mat de Bestëmmunge vun deem neien Dateschutzgesetz, wat jo schonns um Instanzewee ass.

Question 1515 (18.1.2007) de **M. François Bausch** (*DÉI GRÉNG*) concernant la **publica-tion et la diffusion de textes coordonnés**:

La diffusion de textes consolidés est un moyen efficace de simplifier et de faciliter l'accès à la diversité des textes législatifs en vigueur. Parmi ces publications, on trouve des textes coordonnés sous forme de Codes-loi ou de Codes-compilation qui font l'objet d'un certain nombre de mises à jour et qui sont

normalement en vente en librairie. Le Service central de législation propose également ces publications juridiques gratuitement sur Internet à travers le site Legilux, portail juridique du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg.

Les éditeurs de ces codes sont, le plus souvent, les ministères qui ont pour attribution l'objet du Code, ou encore le Service central de législation. Or, certains codes sont imprimés par des maisons d'éditions privées et ne sont pas téléchargeables électroniquement (par exemple le Code fiscal).

Dans ce contexte j'aimerais savoir:

- Quels sont les critères qui déterminent si l'éditeur d'une publication de textes coordonnés est public ou privé?

- Pourquoi ne peut-on pas trouver le Code fiscal gratuitement sous le format électronique alors que la rédaction de celui-ci est assurée par des fonctionnaires des Administrations des contributions, de l'enregistrement et des accises?

- Dans le contexte du droit d'accès à l'information, les différents textes coordonnés ne devraient-ils pas toujours être disponibles gratuitement sous le format électronique?

Réponse commune (20.3.2007) de **Mme Octavie Modert**, *Secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement, et de M. Jean-Claude Juncker*, *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

Le site Internet «www.legilux.lu» est le portail juridique du Gouvernement du Grand-Duché, réalisé et géré par le Service central de législation. Son accès est gratuit, le Gouvernement ayant fait sien l'adage que «nul n'est censé ignorer la loi».

Il a été créé dans le sillon du Conseil européen de Feira des 19 et 20 juin 2000, les chefs d'Etat et de gouvernement ayant décidé de promouvoir, dans leurs pays respectifs, le développement de la société de l'information et de mettre en chantier toute une série de projets concrets dans les divers volets de la vie politique, sociale et culturelle. Au Luxembourg, ce programme a pris le nom de «eLuxembourg» respectivement «eGovernment».

Le site Legilux présente, à côté du Mémorial, Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, les publications du Service central de législation, à savoir, l'Annuaire Officiel d'Administration et de Législation, le Code Administratif, le Code de l'Environnement, le Code de la Santé, le Code du Travail, divers recueils de Législation et Guides pratiques, etc.. Il contient également des liens vers les publications d'autres ministères (par exemple le Code civil, le Code pénal, le Code de la Route, le Code des Assurances sociales, etc.).

Dans ce contexte l'honorable Député voudrait connaître les raisons pour lesquelles certains codes, et notamment le Code fiscal, sont édités et imprimés par une maison d'édition privée et pourquoi les textes qui y figurent ne sont pas téléchargeables sur le site Legilux.

Afin de comprendre la situation actuelle, il est indispensable de jeter un coup d'œil en arrière.

En 1955, le Gouvernement entendait faire une grande réforme fiscale qui allait douze ans plus tard aboutir à la seule loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu. Dans l'exposé des motifs du projet de loi 571, daté du 19 octobre 1955, il est indiqué que: «Sans vouloir insister sur l'hypothèse psychologique qui grève nécessairement un système fiscal introduit au cours d'une occupation odieuse, il paraît indispensable de doter le pays, dix ans après la Libération, de textes complets, cadrant avec nos institutions et élaborés par des juristes et des fisca-

listes luxembourgeois. Les sources de la législation en vigueur qui est d'origine étrangère et qui se trouve figée en passant sous la souveraineté luxembourgeoise, doivent être recherchées dans des textes épars, partiellement abrogés, soit chez nous, soit dans leur pays d'origine. La terminologie de ce droit fiscal est adaptée au droit public, au droit civil et au droit commercial allemands. Les amendements opérés par le législateur luxembourgeois greffent des conceptions de notre droit sur celles d'un droit étranger. La vue d'ensemble sur une législation aussi disparate est nécessairement limitée à un petit nombre de spécialistes. Aussi le contribuable peut-il avoir le sentiment d'être livré à l'arbitraire de ceux qui sont dans les secrets de la loi.»

Au début des années soixante, toujours dans l'attente d'une réforme fiscale complète, un fonctionnaire de l'Administration des contributions, Monsieur Joseph Sinner, s'associa le concours de quelques pionniers dans le domaine fiscal et commença la publication des textes [(Abgabenordnung), impôt sur la circulation juridique des biens, impôt sur les assurances (Versicherungssteuergesetz), impôt dans l'intérêt du service incendie (Feuerschutzsteuergesetz), etc.] sous forme d'une codification officieuse dans laquelle les auteurs ont essayé d'assembler les textes disparates, d'analyser l'application des différentes mesures fiscales allemandes, de faire la comparaison entre les hiérarchies des différentes normes juridiques allemandes et luxembourgeoises. En ce qui concerne plus spécifiquement la taxe sur la valeur ajoutée, la situation relatée ci-dessus n'est différente qu'en ce sens qu'il ne s'est pas agi à cet égard de codifier des textes très anciens épargnés, mais surtout d'analyser, de commenter et d'expliquer les dispositions d'un impôt dont les implications sont devenues très complexes.

Les codifications officieuses n'engagent que leurs auteurs et n'ont jusqu'à ce jour jamais été considérées comme textes légaux officiels, ni par les administrations concernées, ni d'ailleurs par le Ministre des Finances.

Il est vrai qu'au fil des années de plus en plus de professionnels se sont fiés à cette codification officieuse qui a su s'imposer dans les milieux intéressés.

Les fonctionnaires, collaborateurs du Code fiscal, assument personnellement la responsabilité des remarques et opinions exprimées dans les publications privées et il ne fait pas de doute que l'éditeur privé possède un droit d'auteur sur l'analyse et la présentation des textes.

Question 1516 (22.1.2007) de **M. Jacques-Yves Henkes** (*ADR*) concernant la **libéralisa-tion des marchés du gaz et de l'électricité**:

La libéralisation des marchés du gaz et de l'électricité va enfin s'étendre aux ménages à partir du 1^{er} juillet de cette année. Or la diversité de structuration des tarifs, l'absence de publication des tarifs prix pour l'utilisation des réseaux pour l'année 2007, voire leur publication avec effet rétroactif, ne permettent pas aux ménages d'apprécier la politique des tarifs pratiqués par les divers distributeurs fournisseurs.

Ceci risque de devenir encore plus complexe à partir du 1^{er} juillet 2007. Or, j'estime que les ménages doivent être à même de pouvoir comparer les tarifs pratiqués et que le Gouvernement devrait, à l'instar d'autres pays, établir un site Internet comparatif des tarifs pour

les diverses formes d'énergie afin d'améliorer la concurrence.

La loi budgétaire a introduit au 1^{er} janvier 2007 des accises sur le gaz naturel. La recette estimée est d'environ cinq millions d'euros. J'estime que cette taxe devrait être utilisée dans le but d'encourager la construction de centres de production de biogaz et - dans une optique Kyoto - afin d'amener les producteurs de biogaz à se relier au réseau gaz plutôt qu'au réseau électricité.

Dans le cadre de l'application de la législation existante je pensais que les distributeurs devaient facturer à eux-mêmes l'électricité consommée par leurs propres services.

Or il me revient qu'au moins une commune du sud du pays voit cela différemment et qu'en n'établissant pas de factures pour ses dépenses d'électricité de son administration elle évite un accroissement de ses dépenses budgétaires et de payer les taxes et accises afférentes.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

1) Le Gouvernement entend-il mettre à disposition du public pour le 1^{er} juillet de cette année un site Internet informant les ménages sur les tarifs pratiqués par les divers fournisseurs de gaz, d'électricité, voire même de produits pétroliers, afin de leur permettre de comparer les tarifs et d'user de la liberté de choix?

2) Quels sont au 1^{er} janvier les tarifs TTC des divers fournisseurs de gaz et d'électricité pour un ménage consommant par an 2.500 kWh respectivement 5.000 kWh d'électricité et 2.000 m³ respectivement 4.000 m³ de gaz de chauffage (chauffage normal et chaudière à condensation)?

3) Le Gouvernement envisage-t-il d'affecter la nouvelle taxe sur le gaz à la production de biogaz dans l'optique exposée ci-dessus?

4) Les fournisseurs et distributeurs d'énergies doivent-ils facturer à eux-mêmes l'électricité consommée par les services relevant de leur administration? Si tel est le cas, pouvez-vous me dire si tous les distributeurs fournisseurs s'y sont conformés? Quelles actions le Gouvernement entend-il entreprendre pour faire respecter la loi? À quel montant peut être estimée la fraude fiscale de la ville concernée qui a omis de procéder à la facturation de l'électricité et du gaz utilisé par ses propres services?

Réponse (12.3.2007) de M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

En réponse à la question en quatre volets de l'honorable Député Jacques-Yves Henckes, j'ai l'honneur de vous communiquer les informations suivantes:

1) Le Gouvernement n'envisage pas à ce stade de créer un site Internet particulier pour informer le public quant aux tarifs pratiqués par les divers fournisseurs de gaz et d'électricité, voire de produits pétroliers, dans la mesure où tous ces fournisseurs publient régulièrement leurs tarifs respectifs sur leur propre site Internet où le grand public peut librement procéder à toute sorte de comparaison qui bon lui semble en la matière.

2) Quant aux tarifs appliqués par les différents fournisseurs d'électricité au 1^{er} janvier 2007, question liée à celle posée par le même député le 10 août 2006, je vous indique ci-après les prix d'application au 1.7.2006 respectivement au 1.1.2007 pour les catégories de consommation 1.200 kWh, 3.500 kWh et 7.500 kWh, ceci dans le souci de donner à tout intéressé les meilleures possibilités de comparaison:

2a) Les prix de l'électricité payés par un client ménager approvisionné par **Cegedel** et raccordé au réseau de Cegedel Net sont les suivants (frais de comptage compris):

2c) Les prix de l'électricité payés par un client ménager approvisionné par la **Ville d'Esch-sur-Alzette** sont les suivants (frais de comptage compris):

Consommation annuelle (clients-type Eurostat)	Prix au 1/1/2007 (en €/kWh)		Prix au 1/7/2006 (en €/kWh)	
	hors taxes / contributions*	TTC	hors taxes / contributions*	TTC
1.200 kWh	0,2059	0,2267	0,1946	0,2192
3.500 kWh	0,1604	0,1785	0,1469	0,1686
7.500 kWh	0,1477	0,1650	0,1336	0,1545

* TVA, taxe sur l'électricité, contribution au fonds de compensation

2b) Les prix de l'électricité payés par un client ménager approvisionné par la **Ville de Luxembourg** sont les suivants (frais de comptage compris):

Consommation annuelle (clients-type Eurostat)	Prix au 1/1/2007 (en €/kWh)		Prix au 1/7/2006 (en €/kWh)	
	hors taxes / contributions*	TTC	hors taxes / contributions*	TTC
1.200 kWh	0,2157	0,2371	0,1956	0,2203
3.500 kWh	0,1607	0,1788	0,1487	0,1705
7.500 kWh	0,1454	0,1626	0,1356	0,1567

3) Concernant l'affectation de la nouvelle taxe sur le gaz, le Gouvernement entend bien continuer à promouvoir l'utilisation du biogaz sous toutes ses formes sans pour autant créer un lien direct entre la perception de la nouvelle taxe sur le gaz, d'une part, et l'utilisation spécifique de ces fonds, d'autre part.

Quant au dernier volet de la question de l'honorable Député Jacques-Yves Henckes, je confirme que les fournisseurs et distributeurs d'énergie sont tenus eux aussi à se facturer à eux-mêmes leur propre consommation d'électricité et de gaz. Selon les informations qui m'ont été transmises par les divers distributeurs, aucune Ville, qui est en même temps distributeur d'énergie, n'enfreint à ce principe.

Question 1524 (24.1.2007) de Mme Marie-Josée Frank (CSV) et M. Marcel Oberweis (CSV) concernant la certification du bois dans le cadre de la loi sur les marchés publics:

Le Gouvernement s'est prononcé pour la certification des forêts de l'État suivant les standards du FSC et du PEFC. Cette certification permet de promouvoir la gestion durable des forêts et constitue un avantage économique pour la vente du bois. Pour encourager et développer le commerce de bois issu de forêts gérées durablement, il se



rait souhaitable que la certification du bois soit explicitement mentionnée dans les bordereaux de soumission pour un marché public.

Or, selon nos informations, ni la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics ni le cahier spécial des charges relatif aux travaux de construction en bois ne font une référence quelconque à la certification du bois.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer ces allégations?

- Est-il prévu d'intégrer sous peu la notion de certification du bois dans le règlement grand-ducal du 8 juillet 2003 portant standardisation des cahiers spéciaux des charges en matière de marchés publics et plus particulièrement dans le cahier spécial des charges relatif aux travaux de construction en bois?

Réponse (5.3.2007) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*:

La présente réponse à une question concernant la mention de la certification du bois dans les bordereaux de soumission pour les marchés publics a été établie en concertation avec le Département des Travaux publics, compétent pour la législation sur les marchés publics.

L'article 23 de la directive 2004/18/CE sur les marchés publics précise la manière dont les spécifications techniques doivent être formulées dans les documents d'un marché. Ainsi il est permis de prendre comme référence entre autres des normes internationales ou des spécifications techniques communes à condition que les références soient accompagnées de la mention «ou équivalent».

Ce même article dispose que les spécifications techniques doivent permettre l'accès égal des soumissionnaires et ne pas avoir pour effet de créer des obstacles injustifiés à l'ouverture des marchés publics à la concurrence.

L'usage d'éco-labels est également prévu; à ce sujet les pouvoirs adjudicateurs doivent accepter tout moyen de preuve approprié.

L'usage des certifications du bois qui font l'objet de la question parlementaire est partant admis dans la mesure où il n'y a aucune discrimination avec d'autres certificats.

Les dispositions qui précèdent ont été intégrées dans l'article 165 du projet de règlement grand-ducal portant exécution de la loi sur les marchés publics que le Conseil de Gouvernement a accepté dans sa séance du 26 janvier 2007.

«de retrouver sa liberté de légiférer en ce domaine en pleine souveraineté», le domaine visé étant celui de la législation sur la nationalité.

- Le Gouvernement a-t-il réservé une suite positive à cette recommandation? Si oui, quelles sont les démarches entreprises pour dénoncer les conventions précitées?

- Si non, le Gouvernement n'est-il pas d'accord pour suivre les recommandations des experts consultés?

- Enfin, le Gouvernement n'est-il pas d'avis que les conventions précitées doivent être dénoncées avant la mise en vigueur des dispositions proposées dans le projet de loi sur la nationalité luxembourgeoise (doc. parl. 5620)?

Réponse (12.3.2007) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice*:

Le Ministre de la Justice partage l'avis de l'honorable Député Paul-Henri Meyers que les deux conventions internationales visées par la question parlementaire devraient être dénoncées avant l'adoption de la nouvelle loi sur la nationalité.

Il s'agit en l'occurrence:

1. de la Convention du Conseil de l'Europe du 6 mai 1963 sur la réduction des cas de pluralité de nationalités et sur les obligations militaires en cas de pluralité de nationalités;

2. de la Convention des Nations Unies, signée à New York le 20 février 1957, sur la nationalité de la femme mariée.

Je saisirai sous peu le Conseil de Gouvernement de cette question.

Question 1529 (25.1.2007) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant la **création d'un lycée technique pour professions éducatives et sociales (LTPES)**:

En effet, dans ma question parlementaire du 26 octobre 2006 (*cf. compte rendu N°4/2006-2007*), j'avais attiré l'attention sur la situation des jeunes éducatrices et éducateurs diplômé(e)s sur le marché de l'emploi, qui s'avère de plus en plus difficile.

Dans sa réponse du 17 novembre 2006, Madame la Ministre a constaté cet état de choses en affirmant qu'en novembre 2006 on a dénombré «plus de cent professionnels socioéducatifs qualifiés inscrits à l'ADEM dont 75% d'éducatrices et éducateurs issus des récentes promotions du Lycée technique pour professions éducatives et sociales.»

Dans ce contexte j'aimerais avoir de plus amples prévisions de la part de Madame la Ministre, à savoir:

- Si, au vu de la situation des éducatrices et éducateurs sur le marché du travail, le Gouvernement estime opportun de poursuivre la construction d'un lycée spécialisé dans les professions éducatives et sociales ou s'il ne conviendrait pas plutôt d'utiliser le nouveau bâtiment à construire à d'autres fins?

- Conscient du vieillissement de la population, le Gouvernement éprouve-t-il pas la nécessité de mettre davantage l'accent dans la formation de l'éducateur sur l'aspect de la gérontologie? Le Gouvernement pourrait-il envisager d'offrir une telle formation dès la rentrée 2007/2008?

Réponse (12.3.2007) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Ad 1) Dans ma réponse à votre question parlementaire du 26 octobre 2006 ayant le même objet, je vous avais expliqué les raisons de la création d'un lycée technique spécialisé pour les professions éducatives et sociales.

Quelles que soient les fluctuations du marché du travail, notre pays doit veiller à former des éducateurs et cela moyennant une formation appropriée: C'est la raison pour laquelle le législateur a décidé en 2005 à l'unanimité la création d'un lycée technique pour professions sociales. J'estime qu'il n'est pas opportun de remettre en cause cette décision.

Ad 2) J'ai mis en place un groupe de travail en vue de la révision du programme de formation des éducateurs et éducatrices. Le ministère a convenu avec les organisations faîtières du secteur d'identifier moyennant questionnaire les besoins actuels et futurs et d'élaborer un profil professionnel de l'éducateur servant de base pour une révision des programmes de formation. Les réflexions de ce groupe de travail concernant les aspects de vieillissement de la population seront bien évidemment prises en compte pour l'adaptation des programmes de formation.

Comme le groupe de travail préconise une formation polyvalente, je n'envisage pas de mettre en place une formation socioéducative de base spécialisée dans le domaine de la gérontologie pour la prochaine rentrée scolaire.

Question 1530 (26.1.2007) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant le **financement de la fondation RESTENA**:

Dans ses rapports spéciaux sur les établissements publics des années 2002 et 2004, la Cour des Comptes constate que la participation financière du Centre d'Etudes de Populations, de Pauvreté et de Politiques socioéconomiques (Ceps) à la fondation RESTENA manque de base légale expresse.

La Cour des Comptes souligne qu'un tel apport en capital à la fondation par le Ceps est fort critiquable.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Le Gouvernement, peut-il confirmer l'absence d'une base légale pour la participation financière du Ceps à la fondation RESTENA?

- Dans l'affirmative, quelle est la base sur laquelle l'apport en capital est fondé?

Réponse (2.3.2007) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

Dans sa question l'honorable Député se réfère aux rapports spéciaux 2002 et 2004 de la Cour des Comptes portant sur les établissements publics. Ces rapports ont conclu entre autres que la participation financière du Centre d'Etudes de Populations, de Pauvreté et de Politiques socioéconomiques (Ceps) à la fondation RESTENA manquerait de base légale expresse.

À cet égard, il y a lieu de noter que la loi du 10 novembre 1989 portant création du Ceps confère à celui-ci la personnalité juridique et établit son autonomie scientifique, financière et administrative. Aux termes de cette même loi le Centre a comme missions, entre autres:

- de créer, de gérer et d'exploiter des banques de données scientifiques nationales et internationales comparatives;

- de développer des instruments d'analyse, de modélisation et de simulation pour politiques socio-économiques;

- de développer et d'améliorer des outils informatiques, dans les domaines et matières visés par le présent article;

- de créer et d'entretenir des réseaux interrégionaux et interna-

tionaux de recherche et d'information en matière de technologies, d'environnement, de développement et de solutions alternatives de développement.

Il est évident que pour l'accomplissement de ces missions le Centre nécessite un accès performant à un réseau téléinformatique national connecté aux réseaux de recherche paneuropéens voire internationaux. La participation à la fondation RESTENA permet au Centre de bénéficier d'un tel accès.

Confirmant son autonomie financière et administrative, la loi du 10 novembre 1989 précitée ne précise pas le mode d'exécution des missions du Ceps et ne porte pas exclusion de participations financières dans l'intérêt de l'exécution des missions visées.

Question 1531 (26.1.2007) de **Mme Martine Stein-Mergen** (CSV) concernant les **répressions de la part du Gouvernement du Laos envers le peuple des Hmong**:

Depuis des années le peuple des Hmong fait l'objet de répressions de la part du Gouvernement du Laos et de ses alliés vietnamiens. Massacres, tortures et violations sont à l'ordre du jour. De nombreux Hmong se sont réfugiés en Thaïlande. 6.500 d'entre eux, en majorité femmes et enfants, seront obligés de retourner au Laos dans les jours à venir. Selon des observateurs internationaux il faut craindre le pire.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire:

- Monsieur le Ministre est-il au courant du sort tragique du peuple Hmong?

Le Laos, comme d'ailleurs le Vietnam, est pays cible de la Coopération luxembourgeoise en Asie.

- Monsieur le Ministre est-il prêt à intervenir auprès des gouvernements en question afin qu'ils respectent les droits et les libertés du peuple Hmong?

- Le Gouvernement serait-il disposé à revoir sa politique d'aide au Laos au cas où le Gouvernement Bouphavanh continuerait à opprimer le peuple Hmong?

Réponse (12.3.2007) de **M. Jean-Louis Schiltz**, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*:

Le Gouvernement est au courant de la situation difficile dans laquelle se trouve le peuple Hmong au Laos. Cette question figure à l'ordre du jour de toutes les rencontres bilatérales entre les Gouvernements luxembourgeois et lao, y compris lors des réunions entre les Premiers Ministres, voire les Ministres des Affaires étrangères des deux pays. Les Commissions de partenariat annuelles, dans le cadre de la coopération au développement entre le Luxembourg et le Laos, constituent un autre forum dans lequel la question est régulièrement soulevée.

La question des droits et des libertés du peuple Hmong sera d'ailleurs évoquée à nouveau lors de la visite de Monsieur Thongloun Sisoulith, Vice-Premier Ministre de la République démocratique populaire lao, le 19 mars prochain à Luxembourg.

Selon mes informations et pour ce qui est du cas spécifique évoqué par l'honorable Députée de la déportation d'un certain nombre de réfugiés Hmong vers le Laos, les préparatifs d'expulsion ont été interrompus fin janvier, suite notamment à des démarches de l'Union européenne auprès des autorités thaïlandaises. Plus particuliè-

rement, la présidence allemande a eu des entrevues à ce sujet avec le Premier Ministre thaï en date du 18 janvier 2007, puis avec le Ministre des Affaires étrangères thaï, les 22 et 30 janvier 2007. L'Union européenne continuera à suivre de près la situation et une déclaration de la présidence au nom de l'Union européenne sur la situation des réfugiés Hmong en Thaïlande a été publiée le 1^{er} février dernier.

En ce qui concerne la politique d'aide du Luxembourg au Laos, il convient de préciser que la Coopération luxembourgeoise appuie entre autres les groupes ethniques, notamment les Hmong, par des projets de développement local intégré dans les zones rurales du Laos. La pauvreté rurale doit d'ailleurs être considérée comme une des causes de l'émigration de Hmong vers la Thaïlande. Un arrêt ou la suspension de notre aide risquerait de nuire en premier lieu à ces populations défavorisées.

Ceci dit, la Coopération luxembourgeoise se réserve par rapport à chacun de ses pays partenaires le droit d'adapter à tout moment sa politique à une situation donnée. Ainsi, suite au coup d'État à Niger en 1999, le Conseil de Gouvernement avait décidé la suspension de la coopération avec Niamey. L'identification de nouveaux projets avait été arrêtée, alors que les projets en cours d'exécution et au profit direct de la population avaient pu être continués sans l'intervention du Gouvernement nigérien.

Question 1532 (29.1.2007) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant les **axes de recherche de l'Université du Luxembourg**:

L'Université du Luxembourg s'est prononcée pour le modèle d'une université pilotée par la recherche et dont la stratégie concrète adoptée consiste à soutenir un nombre volontairement restreint d'axes scientifiques jugés prioritaires. Dans ce cadre, l'Université du Luxembourg a estimé définir des axes hautement prioritaires, entre autres la sécurité et la fiabilité en informatique, les matériaux polymériques et semi-conducteurs, la biologie moléculaire et des axes moyennement prioritaires, entre autres la géodynamique, l'économie et l'entrepreneuriat et les ressources et technologies pour l'environnement.

L'approvisionnement sécurisé en énergie et le respect de nos ressources naturelles dans le cadre du développement durable nous rappellent de nous engager davantage pour ces défis.

L'Université elle aussi est appelée à se préoccuper des questions de développement durable et ceci à travers l'enseignement et la recherche. Aux questions difficiles dans ce domaine d'envergure globale, il nous faut répondre avec lucidité et courage.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Les problèmes d'approvisionnement en énergie et les changements climatiques se trouvant dans le collimateur des discussions politiques et représentant un défi majeur pour la société des connaissances, ne devrait-on pas accroître l'importance de la recherche et du développement au sein de l'Université du Luxembourg dans le domaine interconnecté de l'énergie et de l'environnement?

Réponse commune (5.3.2007) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* et de **Mme Octavie Modert**, *Secrétaire d'État à la Culture*, à

l'Enseignement supérieur et à la Recherche:

Nous avons l'honneur d'apporter la réponse suivante à la question parlementaire N°1532 de Monsieur le Député Marcel Oberweis relative aux axes de recherche de l'Université du Luxembourg.

La définition des axes de recherche à l'Université du Luxembourg relève, dans une première étape, de l'autonomie de l'Université. La définition des axes de recherche actuels a été faite dans le cadre de l'élaboration du plan pluriannuel au cours des deux premiers trimestres de l'année 2006. Cette procédure, telle que définie à l'article 44 de la loi du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg, a abouti à la signature, le 10 octobre 2006, du contrat d'établissement entre l'Etat et l'Université du Luxembourg.

Nous tenons à vous rappeler que le législateur a mis en place cette procédure afin de garantir que l'Université développe un profil précis, évitant ainsi d'éparpiller des ressources. Un nouvel axe prioritaire ne saurait être défini avant qu'une évaluation des axes prioritaires existants n'ait été effectuée au terme de ce contrat, c'est-à-dire en 2009.

Question 1534 (30.1.2007) de **Mme Marie-Josée Frank** (CSV) concernant l'**assurance dépendance**:

La loi du 23 décembre 2005 modifiant certaines dispositions du Code des assurances sociales en matière d'assurance dépendance a institué une commission de qualité des prestations qui a pour mission d'élaborer des propositions de lignes directrices et de standards de référence notamment en matière de qualité des aides et soins, d'aides techniques et d'adaptations du logement. Le fonctionnement de cette commission, la procédure à suivre ainsi que l'indemnisation des membres et des experts commis ont été arrêtés par

le règlement grand-ducal du 22 décembre 2006.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- La commission de qualité des prestations a-t-elle déjà entamé ses travaux?
- Dans l'affirmative, comment a-t-elle organisé son travail afin de garantir le niveau élevé des prestations offertes par les prestataires d'aides et de soins?
- Dans la négative, quels problèmes ont retardé la mise en place de cette commission?

Réponse (16.3.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

La commission de qualité des prestations prévue à l'article 387bis de la loi du 23 décembre 2005 modifiant certaines dispositions du Code des assurances sociales en matière d'assurance dépendance est en voie de constitution, conformément aux modalités de fonctionnement définies par le règlement grand-ducal du 22 décembre 2006. Les organisations concernées ont été invitées à faire leurs propositions au sujet de leur représentation.

Toutefois, il paraît important que la commission puisse s'appuyer sur les travaux d'une équipe permanente d'experts en qualité de soins, chargée non seulement de préparer les décisions de la commission, mais encore d'assurer le suivi de celles-ci en surveillant par des visites sur place l'application des normes et standards établis. Le département est en train de finaliser la procédure de recrutement d'un expert en qualité de soins.

En l'état actuel du dossier, il peut être admis que ces prémisses seront remplies endéans deux mois de sorte que la commission puisse entamer ses travaux, afin de garantir un niveau élevé des prestations offertes par les prestataires d'aides et de soins, comme le relève à juste titre l'honorable Députée.

Question 1535 (30.1.2007) de **M. Félix Braz** (DÉI GRÉNG) concernant le **taux d'abandon et d'échec dans les cours de luxembourgeois pour adultes**:

La résolution adoptée par le congrès des associations d'étrangers fin novembre 2006 énonce: Le congrès considère «que le taux d'abandon et d'échec très élevé dans les cours de luxembourgeois pour adultes est un luxe que le pays ne peut pas se permettre.»

J'aimerais dès lors savoir:

- Quel est le taux d'abandon et d'échec dans ces cours de luxembourgeois?
- Quel est le taux d'abandon et d'échec dans les autres cours de langue offerts par le Centre de langues Luxembourg?
- Qu'est-ce que le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle entend entreprendre pour améliorer le taux de réussite?

Réponse (19.3.2007) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Le congrès des associations d'étrangers qui s'est tenu fin novembre 2006 parle dans sa résolution «d'un taux d'abandon et d'échec très élevé dans les cours de luxembourgeois pour adultes» en stipulant que ceci «est un luxe que le pays ne peut pas se permettre».

Ad 1) Si l'on analyse les données de l'année scolaire 2005/2006, les cours de luxembourgeois au Centre de langues Luxembourg ont été fréquentés par 1.422 personnes, ce qui représente 19% de l'effectif total des apprenants du Centre de langues Luxembourg. Sur ces 1.422 apprenants, 432 dossiers ont abandonné avant la fin du cours, soit 30%.

Ad 2) Tableau

2005/2006	Nb d'inscriptions		Abandons	
Allemand	1.052	14%	285	27%
Anglais	1.134	15%	235	21%
Français	2.891	39%	694	24%
Luxembourgeois	1.422	19%	432	30%

Il faut savoir qu'ici nous sommes en présence de taux d'abandons absolument comparables, sinon inférieurs à ceux que l'on retrouve dans la formation des adultes à l'étranger. Les raisons de l'abandon sont multiples et ne signifient pas nécessairement qu'il y a eu échec:

- insertion professionnelle (peut signifier une réussite)
- déménagement à l'intérieur du pays ou vers l'étranger
- problèmes personnels et familiaux (accident, maladie, grossesse, divorce, garde d'enfants ou de personnes malades)
- sous-estimation du temps requis pour l'apprentissage d'une langue
- manque de capacités d'apprentissage chez les personnes peu scolarisées
- manque de motivation

En ce qui concerne l'échec, il est un fait qu'au CLL, il n'y a pas d'échec à proprement parler. En effet, un apprenant s'engage dans un parcours de formation. Après avoir été testé et conseillé par un des enseignants du Centre de langues, il entre dans une classe en fonction de ses capacités en langue et de ses besoins. Il s'engage, pour un semestre dans un parcours de formation. Tout au

long de ce parcours, il sera régulièrement amené à évaluer ses performances et, à la fin du semestre, se verra proposer une évaluation de ses compétences. En fonction de ses résultats, il pourra réviser son parcours de formation de plusieurs façons: le poursuivre dans un niveau supérieur, rester dans le même niveau, choisir de remédier à des difficultés spécifiques ou de combler des besoins précis dans un module plus spécialisé.

Dans une telle perspective, le centre garde une trace du parcours de chacun de ses apprenants mais n'enregistre pas de critère de réussite ou d'échec.

Il est vrai que les apprenants du Centre de langues sont des adultes et que passer un test peut leur poser plus problèmes qu'à des jeunes. D'ailleurs, un petit pourcentage d'entre eux ne souhaite pas se présenter au test de bilan de fin de semestre. Tout d'abord par le fait qu'ils ne se sont plus présentés à un test depuis de nombreuses années, mais également parce que les réminiscences liées aux tests passés durant l'enfance ou l'adolescence sont vécues de façon négative. Malheureusement, l'ancre psychologique négatif prend le dessus par rapport au raisonnement de sorte qu'il est dès lors très difficile de faire comprendre aux apprenants qu'au Centre de

langues on évalue de façon positive en regardant ce que l'apprenant sait faire et non pas quelles sont ses erreurs.

Ad 3) Le Centre de langues s'est engagé à dispenser un enseignement de qualité en adoptant une démarche actionnelle de l'enseignement des langues et en encourageant l'innovation pédagogique dans la perspective du Cadre européen commun de référence pour les langues. Les travaux d'adaptation des cours et de l'évaluation au Cadre européen commun de référence se poursuivent et vont encore prendre un certain temps. Il ne s'agit pas de greffer une nouvelle dénomination à des échelles existantes, mais il faut redéfinir les contenus des cours en veillant à les caler sur les objectifs définis par le Cadre européen commun de référence, à harmoniser l'offre de cours en respectant les spécificités de chaque langue enseignée et les attentes des apprenants. Il est certain que ces attentes sont différentes d'un cours à l'autre et, très souvent, d'un apprenant à l'autre. L'objectif visé par les apprenants des cours de français est surtout une intégration professionnelle tandis que dans les cours de luxembourgeois, l'objectif est très souvent lié à une intégration sociale et de plus en plus également une intégration

économique, surtout pour les métiers du secteur paramédical. Pour ce qui est des autres cours, l'objectif est soit d'apprendre une langue en sus ou de parfaire des compétences langagières existantes pour raisons professionnelles ou personnelles.

L'enjeu lié à l'apprentissage d'une langue influe grandement sur la motivation d'apprendre la langue. Pour ce qui est de l'apprentissage du luxembourgeois, nombre d'apprenants se plaignent que leur effort n'est pas apprécié à sa juste valeur par nos compatriotes. Dès qu'ils essaient de parler notre langue, les Luxembourgeois au lieu de les encourager à parler le luxembourgeois, changent de registre et s'adaptent à leur interlocuteur en parlant le français, l'allemand ou l'anglais. Il est évident qu'un tel comportement ne contribue pas à la motivation de ceux et celles qui se sont engagés à apprendre la langue du pays.

Question 1536 (30.1.2007) de **Mme Colette Flesch** (DP) concernant la **commission d'accompagnement auprès du Service des Sites et Monuments nationaux**:

Le 13 décembre 2006 a été publié au Mémorial le règlement grand-ducal du 5 novembre 2006 instituant une commission d'accompagnement auprès du Service des Sites et Monuments nationaux.

- La Secrétaire d'État peut-elle préciser quels sont les éléments qui, pour l'adoption de ce règlement, ont motivé le recours à l'article 2(1) de la loi du 12 juillet 1996 et à l'urgence?

- Peut-elle expliciter ce qu'il faut entendre par la notion d'«accompagnement» dans ce contexte et notamment en ce qui concerne la gestion de cet institut culturel (art. 2)?

- La Secrétaire d'État peut-elle indiquer si le Gouvernement entend prévoir de telles commissions d'accompagnement pour tous les services de l'Etat. Si tel ne devait pas être le cas, peut-elle préciser pourquoi une telle commission est prévue auprès du Service des Sites et Monuments nationaux?

Réponse (1.3.2007) de **Mme Octavie Modert**, *Secrétaire d'Etat à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

L'article 5 de la loi du 25 juin 2004 portant réorganisation des instituts culturels de l'Etat dispose qu'«il peut être institué une commission d'accompagnement auprès de chaque institut culturel de l'Etat, ceci afin de conseiller la direction en ce qui concerne le fonctionnement de leur institut. La composition, les attributions et le fonctionnement des commissions d'accompagnement sont arrêtés par règlement grand-ducal (...).»

Il y a lieu de souligner que sous la loi de 1988 sur les instituts culturels de l'Etat, le législateur de l'époque avait opté pour un autre concept, parlant ainsi de «commission de surveillance». Par le choix du terme d'«accompagnement» utilisé par la loi actuelle, le législateur a clairement voulu qu'une telle commission ait pour objet de conseiller et d'assister temporairement le directeur d'un institut, ce qui distingue fondamentalement la mission d'une commission d'accompagnement de l'ancienne commission de surveillance. En l'espèce, la commission est appelée à émettre des recommandations sur l'emploi des ressources humaines, la délégation des responsabilités, l'engagement des moyens budgétaires et l'accomplissement des missions légales imparties au Service.

En outre, la commission devra suivre la gestion du fonds spécial dénommé «Fonds pour les Monu-

ments historiques».

L'examen et la redéfinition des procédures relatives au fonctionnement de ce fonds ainsi que la mise en route du Musée de la Forteresse votée par les lois du 17 février 1997 et 25 avril 2003 sont les raisons majeures à l'institution de cette commission d'accompagnement. En effet, malgré l'assistance ponctuelle de la part du Ministère de tutelle, l'ouverture du Musée de la Forteresse en 2007 fut compromise. C'est la raison pour laquelle l'urgence fut invoquée pour mettre en place au plus vite la commission d'accompagnement.

La commission a donc comme mission essentielle d'aider le Service des Sites et Monuments nationaux à atteindre ce but à brève échéance, à savoir l'ouverture du Musée et de redéfinir certaines procédures internes au service de façon à améliorer son fonctionnement, ceci notamment pour être encore mieux au service de la protection et de la conservation du patrimoine culturel de notre pays.

Enfin, pour être complète, je voudrais répondre à l'honorable Député que je n'envisage pas à l'heure actuelle de mettre en place des commissions d'accompagnement auprès d'autres instituts culturels de l'Etat.

Question 1537 (30.1.2007) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant le **système T2S**:

Le règlement-livraison consiste dans le transfert des titres et des fonds entre parties concernées. Il s'assortit généralement mais pas toujours du transfert de propriété. Ces services de règlement intérieur étaient traditionnellement assurés par les dépositaires centraux de titres (DCT) tels que Crest au Royaume-Uni et Sicovam en France. Les années 1970 ont été marquées par la création de deux dépositaires centraux internationaux de titres (DCIT), Euroclear en Belgique et Cedel au Luxembourg, chargés d'assurer les services pour le marché apatride des euro-obligations.

Avec l'expansion des activités transfrontalières et avec les fusions au niveau des échanges, les participants du marché ont commencé à réclamer une consolidation des systèmes de compensation et de règlement-livraison, considérant que les économies d'échelle et l'intégration des systèmes étaient la meilleure manière de réduire les coûts.

Clearstream est née de la fusion Cedel et de Deutsche Börse Clearing en janvier 2000. Euroclear a absorbé les DCT de plusieurs pays européens.

Selon un récent article du «Financial Times», la Banque centrale européenne (BCE) semble décidée à déterminer son propre système de négociation et devrait prendre sa décision définitive fin février 2007. Huit ans après l'introduction de l'euro, les transactions boursières resteraient dans la zone euro beaucoup plus chères qu'aux États-Unis. Le nouveau système présenté «Target2-Securities» (T2S) regrouperait les différents systèmes de clearing sur une seule plate-forme.

Selon la BCE, avec le nouveau système T2S, les frais de transaction pourraient tomber jusqu'à 28 cents en moyenne par opération. Les transactions coûtent actuellement 45 cents et peuvent grimper jusqu'à 2,80 euros. T2S devrait être opérationnel en 2013. Il y a de fortes craintes de la part du secteur privé que cette initiative pourrait aboutir à une étaffisation des services de règlement-livraison.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget:

1. Quelle est la position du Gouvernement par rapport à l'initiative de la BCE?

2. Est-ce que le Gouvernement partage les réserves du secteur privé par rapport à cette initiative?

3. Quelles pourraient être les répercussions sur le secteur financier à Luxembourg, alors que la société Clearstream est un des acteurs principaux dans ce secteur?

Réponse (7.3.2007) de M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget:

À ce stade, la Banque centrale européenne n'a lancé qu'une étude de faisabilité pour le projet «Target2-Securities». Elle ne prendra sa décision finale concernant la mise en œuvre de T2S qu'à un stade ultérieur.

Le Gouvernement luxembourgeois suit ce projet avec intérêt et tient à ce que soient respectées les modalités et les limites précisées dans les conclusions du Conseil ECOFIN du 27 février 2007. Le libellé de ces conclusions est censé tenir compte aussi bien des intérêts des banques centrales nationales que de ceux des différents acteurs du secteur privé.

Il convient de noter que le secteur privé, loin d'exprimer uniquement des réserves à l'encontre du projet, y voit également des avantages non négligeables. T2S serait une plate-forme technique commune destinée à faciliter le règlement en monnaie de banque centrale des opérations sur titres libellés en euros. Son activité se limiterait au seul volet règlement-livraison, à l'exclusion de la fourniture de services accessoires, tels que la conservation de titres, l'*«asset servicing»* et les *«corporate actions»* (p. ex. opérations de repos, prêts de titres, encasement de dividendes ou d'intérêts). Les dépositaires centraux de titres seraient dès lors en mesure de continuer à exercer toutes les autres fonctions inhérentes à leurs relations avec les émetteurs, les investisseurs et les intermédiaires. Il est donc permis de partir de l'hypothèse que les activités du secteur financier luxembourgeois ne seraient que marginalement affectées par T2S, dans un sens ou dans l'autre.

scientifiques sont gravement handicapés dans leur activité sur le terrain.

- J'aimerais donc demander à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères si le Luxembourg entend ratifier ce traité et s'il est dans l'intention du Gouvernement luxembourgeois d'y procéder dès 2007 afin que les scientifiques luxembourgeois impliqués puissent participer pleinement à l'Année polaire internationale.

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il indiquer dans quel délai il compte déposer le projet de loi afférent?

Réponse (13.3.2007) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:

La question soulevée si opportunément par l'honorable Député rencontre le plus grand intérêt de la part du Gouvernement, surtout à une époque à laquelle une prise de conscience générale peut être constatée sur le problème du changement climatique. L'Année polaire internationale, qui vient de s'ouvrir, souligne encore davantage l'actualité de la question et l'importance de la recherche sur les calottes polaires. Le Gouvernement ne peut que se féliciter de l'intérêt que ces questions rencontrent auprès des honorables Députés comme auprès de plusieurs scientifiques luxembourgeois.

Au niveau du Gouvernement, la responsabilité pour la question posée par l'honorable Député est partagée entre le Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration - pour les questions politiques et institutionnelles relatives à ce traité international - et le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche pour les questions touchant plus spécifiquement au volet de la recherche.

Le Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration a examiné la question d'une ratification éventuelle de ce traité déjà en été 2006 et a pris une décision de principe favorable à cet égard. L'adhésion du Luxembourg au Traité de l'Antarctique du 1^{er} décembre 1959, si elle se faisait, viserait à l'obtention du statut de «Partie contractante», c'est-à-dire sans statut consultatif. Ce dernier statut est en effet réservé aux États qui prennent une part active à la gestion du sixième continent. Parmi les États membres de l'Union européenne, huit États n'ont pas encore adhéré à ce traité, dont le Luxembourg.

Il est à noter que le Traité ne crée pas de structures ou d'institutions permanentes. À la connaissance du Gouvernement, des contributions financières obligatoires ne sont pas dues.

En ratifiant le Traité de l'Antarctique, le Luxembourg renforcera encore sa participation aux plus importants instruments du droit public international. En même temps, le Grand-Duché donnera un signal important dans la mesure où un pays de plus viendra souligner que l'Antarctique ne peut être utilisée qu'à des fins pacifiques. Cette disposition étant une des plus importantes du Traité, la ratification par le Luxembourg confirmera une nouvelle fois son attachement au maintien de la paix et de la sécurité internationales.

En qualité de partie contractante, le Luxembourg pourra faire entendre sa voix avec plus d'autorité lorsqu'il s'agira de discuter de la protection de l'Antarctique.

Le Gouvernement est aussi pleinement conscient des opportunités offertes par l'Article III du Traité qui prévoit des dispositions pour renforcer la coopération internationale en matière de recherche scientifique, dont l'échange de renseignements, des échanges de personnel scientifique dans des stations ou expéditions, ainsi que l'échange des observations et des

résultats scientifiques.

En ce qui concerne la participation pleine et entière de scientifiques luxembourgeois à l'Année polaire internationale, le Gouvernement note que l'honorable Député estime qu'ils se trouveraient gravement handicapés dans leurs activités sur le terrain, du fait de l'absence d'une ratification du Traité de l'Antarctique.

Conformément aux orientations de son programme le Gouvernement encourage la participation accrue d'acteurs luxembourgeois à des programmes et initiatives de coopération scientifique et technologique au niveau européen, voire international. Cette politique s'est concrétisée notamment par l'adhésion du Luxembourg à l'Agence spatiale européenne ainsi que par la proposition portant sur l'adhésion à la Conférence européenne de Biologie moléculaire et au Laboratoire européen de Biologie moléculaire (document parlementaire 5643 et 5644).

Dans ce contexte il y a lieu de noter qu'à ce jour le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche n'a pas été saisi d'une demande de la communauté scientifique luxembourgeoise visant la ratification du Traité de l'Antarctique. Par ailleurs, il n'a pas été informé de graves problèmes rencontrés par des chercheurs lors de leurs travaux sur le terrain.

Le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche étudiera d'un esprit favorable tout dossier qui lui sera soumis par la communauté scientifique en la matière. Un tel dossier devra utilement comporter tous les éléments d'information permettant d'établir l'opportunité d'une telle démarche, au regard notamment d'une analyse détaillée du rapport coût - apport scientifique/socio-économique.

Un travail de recherche efficace requiert une masse critique d'activités. Ce principe s'applique également aux activités de coopération scientifique dans des domaines retenus comme domaines prioritaires de la recherche sur le plan national.

Ainsi, le Gouvernement confirme sa disponibilité de principe à soumettre un projet de loi relatif à la ratification du Traité de l'Antarctique à la Chambre des Députés, mais souhaiterait encore obtenir au préalable davantage de précisions sur l'intérêt que ce traité présente pour la communauté scientifique luxembourgeoise.

Question 1539 (31.1.2007) de M. Claude Adam (DÉI GRÉNG) concernant la collection privée de livres anciens du nouveau château d'Ansembourg:

Une collection privée de livres anciens fait partie du nouveau château d'Ansembourg. Cette bibliothèque est composée d'ouvrages datant du 14^e au 19^e siècle, dont le Codex Mariendalensis, document unique au Grand-Duché, qui a seulement été découvert en 1999.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- À quel endroit et sous quelles conditions cette bibliothèque est-elle actuellement conservée?

- De combien de volumes et de quel type d'ouvrages est-elle constituée? Quelle est sa valeur culturelle ou historique?

- Pourquoi n'existe-t-il pas de répertoire détaillé de l'ensemble de cette collection?

- L'État envisage-t-il d'acquérir cette collection afin de préserver ce patrimoine culturel et unique pour notre région? Dans l'affirmative, où en sont les négociations d'acquisition?

Question 1540 (31.1.2007) de

les anciennes forges, un pont de 1696, la chapelle et l'école presbytère du Mont-Marie, la chapelle et des maisons du village ainsi que plusieurs allées d'arbres intégrées dans un ensemble agricole et forestier.

Sont classés comme monuments nationaux le nouveau château et son jardin, la maison du facteur de forges, l'allée de tilleuls et de marronniers près du CR105, le pont de 1696 et tous les bâtiments du Mont-Marie. Les terrains entourant les édifices du Mont-Marie sont inscrits à l'inventaire supplémentaire. Il est envisagé de conférer au site d'Ansembourg le statut de secteur sauvegardé, une fois le nouveau texte en la matière adopté.

Les deux bâtiments des anciennes forges se trouvent dans un état vétuste. Ainsi, l'État a-t-il dû intervenir pour faire réaliser certaines mesures de sauvetage.

Actuellement, l'État ne prévoit pas d'acquérir les bâtiments dont on fait état comme étant mis en vente, à savoir les anciennes forges. En effet, mise à part la question du prix élevé, il s'avère de surcroît difficile pour l'État de trouver une affectation adéquate à ces immeubles. D'autre part, d'un point de vue structure d'ensembles du site, les anciennes forges sont à considérer comme formant un ensemble avec le nouveau château qui appartient à un tiers. Si le Comte d'Ansembourg devait un jour proposer à la vente d'autres édifices constituant un ensemble et présentant un intérêt plus grand que les deux bâtiments des anciennes forges, il n'est pas exclu que l'État se porte acquéreur.

Plusieurs reprises déjà, l'État a manifesté un intérêt à la conservation des ensembles décrits ci-dessus du site d'Ansembourg.

Toujours est-il qu'il s'agit d'éléments d'une propriété privée qui ne sont pas en vente à l'heure actuelle et pour lesquels des intentions de vendre ne nous sont pas connues.

Enfin, Monsieur le Président, en dépit de mon étonnement devant la «lettre ouverte» du même sujet que l'honorable Député a publié quelques jours après avoir posé ces questions parlementaires, j'ai choisi, par respect évident du système parlementaire et de l'institution de la Chambre des Députés, de répondre naturellement aux questions parlementaires et non pas à une lettre ouverte.

Question 1542 (31.1.2007) de Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP) concernant la non-application de l'interdiction de fumer dans le Centre socio-éducatif de Dreiborn:

Visant à renforcer la protection des non-fumeurs et à prévenir la dépendance face aux produits du tabac auprès des jeunes, la loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac a introduit une interdiction de fumer pour toute une série de lieux, entre autres «à l'intérieur des établissements scolaires de tous les types d'enseignement ainsi que dans leur enceinte», «dans les locaux destinés à accueillir ou à héberger des mineurs âgés de moins de seize ans accomplis» et en général «dans les halls et salles des bâtiments de l'État, des communes et des établissements publics».

Or, il semblerait qu'au centre socio-éducatif de l'État à Dreiborn cette interdiction de fumer ne serait pas appliquée.

Dans ce contexte j'aimerais poser à Madame et Monsieur les Ministres les questions suivantes:

- Madame et Monsieur les Ministres ont-ils connaissance de la non-application de l'interdiction de fumer au Centre socio-éducatif de Dreiborn?

- Madame et Monsieur les Ministres ne pensent-ils pas que le Centre socioéducatif de Dreborn tombe sous le champ d'application de la loi sur la lutte antitabac?

- Quelles mesures Madame et Monsieur les Ministres pensent-ils prendre pour que l'interdiction de fumer soit appliquée et respectée au Centre socioéducatif de Dreborn?

Réponse commune (8.3.2007) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

1. À l'intérieur des bâtiments du Centre socioéducatif de Dreborn (CSEE), il est strictement interdit de fumer. Depuis l'application de la loi relative à la lutte antitabac, la Commission de Surveillance et de Coordination (CSC) a tenu à établir des règles strictes concernant la consommation de tabac sur le site du CSEE. Des plages horaires réglementées, sous la surveillance du personnel encadrant, autorisent les mineur(e)s à fumer dans des zones déterminées à l'extérieur des différentes structures.

2. Le CSEE tombe sous le champ d'application de la loi sur la lutte antitabac. La réglementation établie par la CSC prend en considération les caractéristiques de notre population de jeunes:

- les jeunes résident au CSEE 24 heures sur 24 heures;

- la quasi-totalité des jeunes consomment du tabac au moment de leur placement au CSEE, beaucoup de jeunes consomment des substances psychotropes et attirent davantage encore notre attention et préoccupation.

3. Depuis de nombreuses années, le CSEE consent beaucoup d'efforts pour sensibiliser et conscientiser les mineur(e)s concernant la consommation et les méfaits du tabac.

Au moment de l'accueil du jeune, tant lui que ses parents sont informés sur les effets nocifs du tabac, ceci n'empêche que les jeunes, bénéficiant de sorties auprès de leurs familles, sont autorisés à fumer.

Tant au niveau de l'internat qu'au niveau de l'enseignement au CSEE, des campagnes antitabac figurent à l'ordre du jour. Fin 2006, une journée entière antitabac à l'aide de matériel didactique a été organisée et à laquelle tou(te)s les mineur(e)s devaient obligatoirement participer. Des sanctions peuvent également être prises à l'encontre des jeunes ne respectant pas la réglementation en la matière.

de la faune et de la flore aquatique y existantes. Il est donc primordial de veiller au maximum au maintien de l'écoulement naturel de la Sûre. Or, le débit de cours d'eau de la Sûre est tributaire de la régularisation des déversements d'eau du lac de la Haute-Sûre à hauteur du barrage à Esch-sur-Sûre.

Dès lors je voudrais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Par quel règlement et prescription le débit du barrage est-il géré?

- Quelles sont les règles qui régissent les variations du débit volontaire dans l'optique du maintien et du développement de la faune et de la flore?

- Quelles sont les mesures prises pour éviter qu'en aval les alevins puissent se retrouver prisonniers des nappes d'eau stagnante dans les terrains en bordure du ruisseau lors des changements du niveau intermittent trop fréquents et rapides?

Réponse (13.3.2007) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*:

La question de Monsieur le Député Henri Grethen étant pratiquement similaire à la question N°1356 (*cf. compte rendu N°4/2006-2007*) de Monsieur le Député Camille Gira concernant l'ouverture contrôlée des écluses du barrage de la Sûre, je me permets de renvoyer l'honorable Député à la réponse que j'avais donnée à l'époque à cette question.

«L'exploitation de la Centrale hydroélectrique d'Esch-sur-Sûre est gérée par la convention conclue entre d'une part l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg, représenté par les Ministères des Finances, de l'Economie, des Travaux publics et de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire et, d'autre part, la Société luxembourgeoise des énergies renouvelables Soler. Cette convention définit le mode et les consignes d'exploitation de la Centrale. L'exploitation de la Centrale d'Esch-sur-Sûre en fonction des besoins du réseau Cegedel provoque de fortes variations brusques du débit de la Sûre à la sortie de l'usine principale, située au pied du barrage principal, qui se propagent à travers les trois bassins complémentaires qui assurent le maintien d'un plan d'eau constant dans la localité d'Esch-sur-Sûre. Le quatrième bassin sert de bassin de compensation pour amortir ces variations de débit vers l'aval. Le barrage du bassin de compensation doit être exploité de façon à assurer un débit d'écoulement plus régulier en aval du barrage afin que ne soit pas porté préjudice à la faune et à la flore du cours d'eau. Notons que le cours d'eau de la Sûre en aval du quatrième barrage de compensation est caractérisé par un état beaucoup plus naturel, particulièrement vulnérable à des changements brusques et importants de débit d'eau.

Les variations horaires du débit de la Sûre en aval du barrage de compensation (quatrième bassin) ne doivent pas être supérieures à:

- 50% endéans une heure lors des augmentations de débit,

- 20% endéans une heure lors des diminutions de débit.

Le calcul de ces échelons s'opère à partir du débit aval établi.

Il est admis que le volume total du bassin de compensation sera mis à profit pour limiter les variations de débit en aval précitées.»

Question 1544 (1.2.2007) de **M. Henri Grethen** (DP) concernant l'application de la directive 92/43/CEE («directive Habitat») - Gestion du débit du barrage d'Esch-sur-Sûre:

Par décision de la Commission européenne du 7 décembre 2004, arrêtant, en application de la directive 92/43/CEE du Conseil, la liste des sites d'importance communautaire pour la région biogéographique continentale, la Vallée supérieure de la Sûre/lac du barrage fut désignée comme «habitat».

En application de la prédictive directive («la directive Habitat»), ce site («Vallée supérieure de la Sûre/lac du barrage») a été classé dans la liste des sites faisant l'objet d'une conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages (loi du 19 janvier 2004).

Il appartient donc au Ministre de l'Environnement et au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire ayant dans ses attributions l'Administration de la gestion de l'eau, à veiller à la sauvegarde

Par décision de la Commission européenne du 7 décembre 2004, arrêtant, en application de la directive 92/43/CEE du Conseil, la liste des sites d'importance communautaire pour la région biogéographique continentale, la Vallée supérieure de la Sûre/lac du barrage fut désignée comme «habitat».

En application de la prédictive directive («la directive Habitat»), ce site («Vallée supérieure de la Sûre/lac du barrage») a été classé dans la liste des sites faisant l'objet d'une conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages (loi du 19 janvier 2004).

Il appartient donc au Ministre de l'Environnement et au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire ayant dans ses attributions l'Administration de la gestion de l'eau à veiller à la sauvegarde de la faune et de la flore aquatique y existantes.

Jusqu'à ce jour des analyses concernant une toxicité éventuelle des vases n'ont pas été réalisées et ne sont pas prévues pour l'avenir étant donné qu'il n'existe pas d'industries ou de décharges polluantes en amont du lac de la Haute-Sûre.

Il s'avère que le fond de la Sûre est, depuis quelques années, recouvert d'une couche de vase, étouffant toute larve nécessaire à la vie des salmonidés et autres. A défaut d'éclosions de ces larves, leurs reproductions deviennent illusoires et mèneront à un désert aquatique.

Dans ce contexte, et sachant que le site concerné doit faire l'objet de mesures de conservation nécessaires au maintien ou au rétablissement dans un état de conservation favorable, des habitats naturels et/ou des populations des espèces pour lequel le site est désigné, je voudrais poser les questions suivantes au Ministre de l'Environnement et au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

- Quelles sont les cause et origine de cette vase?

- Est-ce que des analyses quant à une éventuelle toxicité de cette vase ont été mises en œuvre ou sont prévues dans l'avenir?

- Quelles sont les mesures que les ministères compétents entendront prendre pour remédier à cet état grave pour la faune et la flore aquatique?

Réponse (13.3.2007) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*:

Les trois questions posées par l'honorable Député Henri Grethen soulèvent de ma part les observations suivantes:

Suite à l'eutrophisation de la Sûre, c'est-à-dire à l'enrichissement d'éléments nutritifs, notamment des composés de l'azote et du phosphore, favorisant un développement accéléré d'algues et en plus général de la biomasse, des dépôts organiques se sont accumulés dans les lacs de retenue de la Sûre supérieure. Les effets de l'eutrophisation sont d'autant plus importants que les eaux sont calmes et peu profondes et les températures plus élevées, comme c'est le cas surtout pour la retenue de la Sûre en amont du barrage de Pont-Misère. Le barrage de Pont-Misère a d'ailleurs été spécialement conçu pour retenir les sédiments fins et matières organiques du lac principal de la Haute-Sûre.

Depuis l'envasement de la retenue de Pont-Misère, des habitats aquatiques et amphibiens précieux se sont développés en queue de retenue, c'est-à-dire en amont de Pont-Misère jusqu'à «Neimillen». Ainsi des roselières et des hauts fonds à végétation aquatique abondante se sont installés le long des berges présentant des caractères idéaux pour la reproduction et la présence de nombreuses espèces de l'ichtyo- et de l'avifaune. La végétation aquatique sert également comme substrat à de nombreux macro-invertébrés, c'est-à-dire larves d'insectes et mollusques aquatiques.

Depuis 2005 a pu être démontré, parmi de nombreuses espèces, la présence de la bouvière (Rhodeus sericeus amarus) dans les retenues de Pont-Misère et de Baugnez. La bouvière est une espèce de poisson vulnérable et menacée qui avait disparu sur le territoire luxembourgeois pendant vingt ans et qui aujourd'hui est inscrite à l'annexe II de la Directive européenne 92/43/CEE («Directive Habitat») et à l'annexe III de la Convention de Berne.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les faits susmentionnés?

- Dans l'affirmative, existe-t-il des cas semblables dans d'autres parcs éoliens à travers le pays?

Réponse (8.3.2007) de **M. Lucien Lux**, *Ministre de l'Environnement*:

L'évaluation des incidences du parc éolien projeté au «Burerbierg», commune de Mompach, sur l'environnement naturel et le paysage ont établi un risque potentiel de collision entre la «Noctule commune» (Nyctalus noctula) et les éoliennes 3 et 4 du parc projeté. Un risque potentiel similaire a été constaté en ce qui concerne la «Pipistrelle commune» ainsi que la «Sérotine commune» et l'éolienne 2.

Vu la proximité des éoliennes du «Burerbierg» aux forêts avoisinantes et la richesse en éléments structuraux du site, le risque de collision pour les chauves-souris est supérieur par rapport à d'autres parcs en exploitation. L'analyse des répercussions de ces observations sur le fonctionnement futur des éoliennes projetées est en cours, notamment en ce qui concerne la production d'énergie lors des migrations saisonnières des chauves-souris.

Afin de garantir une planification à long terme de nouvelles implantations d'éoliennes au Luxembourg, dans le cadre d'une stratégie nationale favorisant la production d'énergies renouvelables, le Ministère de l'Environnement et la Société Électrique de l'Our procéderont ensemble à une analyse détaillée de la totalité des sites potentiels sur le territoire national.

Par ailleurs, dans l'esprit d'un développement durable de la production d'énergies renouvelables, une harmonisation des critères de protection de la nature et de préservation de la beauté des paysages ainsi que des standards minimums des nuisances émanant des éoliennes sera établie par le Ministère de l'Environnement.

Question 1548 (2.2.2007) de **M. Camille Gira** (DEI GRENG) concernant l'allocation d'indemnités spéciales pour forestiers:

Dans le contexte d'un litige opposant des forestiers au Gouvernement au sujet de l'allocation d'indemnités spéciales pour le remplacement temporaire et/ou le cumul d'un emploi vacant sur base de l'article 23 de la loi du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Sur quelle bases légales reposent les décisions du Gouvernement fixant les indemnités spéciales pour des fonctionnaires assumant un remplacement temporaire et un cumul d'emplois?

- Quelle est la base légale du groupe de travail chargé de l'examen des cumuls?

- Le Gouvernement applique-t-il la jurisprudence en la matière?

- Quelle est la portée de l'arrêt de la Cour administrative du 6 février 2003 fixant l'indemnité spéciale à allouer en cas de remplacement?

Réponse (15.3.2007) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'Etat*:

Me référant à la question parlementaire de Monsieur le Député Camille Gira au sujet de l'allocation

d'indemnités spéciales pour le remplacement temporaire et/ou le cumul d'un emploi vacant sur base de l'article 23 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat, j'ai l'honneur de fournir les précisions suivantes:

1. La possibilité d'accorder une indemnité spéciale à un fonctionnaire qui est appelé à remplir temporairement des fonctions supérieures en traitement ou à cumuler tout ou partie d'un emploi vacant est prévue à l'article 23 de la loi du 16 avril 1979 précitée. De même, si un fonctionnaire est appelé à faire un service ou un travail qu'un autre devrait ou aurait dû faire, il peut en être indemnisé. La loi vise le cumul d'un emploi vacant qui est effectué pendant les heures normales de service, les charges de travail supplémentaires prestées en dehors des heures de service étant soumises à la réglementation sur les heures supplémentaires.

Un règlement grand-ducal du 13 avril 1984 détermine les conditions et les modalités de l'allocation de l'indemnité spéciale telle qu'elle est prévue à l'article 23. Ce règlement précise d'abord ce qu'il faut entendre par travail extraordinaire, à savoir le travail justement qualifié et nettement caractérisé comme tel, tant par sa nature que par les conditions dans lesquelles il est fourni. Sont ainsi notamment visés les travaux spéciaux accessoires rentrant dans l'une des catégories suivantes:

- a. les commissions d'examen;
- b. les commissions ou groupes de travail ou d'études interministériels avec une tâche spéciale, ayant pour but l'accomplissement d'une mission extraordinaire occasionnelle ou permanente;
- c. les commissions ou groupes de travail ou d'études au sein de l'administration ou du service auquel appartiennent les agents concernés à condition que leur mission se caractérise par un surplus de travail auquel ledit service n'est ou n'était pas normalement astreint;
- d. les missions spéciales, occasionnelles ou permanentes, confiées à un ou plusieurs agents en dehors de leurs fonctions normales sur ordre exprès de leur ministre ou chef d'administration.

Le règlement grand-ducal rappelle en outre que le travail extraordinaire couvre également le cas d'un fonctionnaire qui est appelé à remplir temporairement des fonctions relevant d'une carrière supérieure en traitement ou à cumuler tout ou partie d'un emploi vacant.

Le règlement grand-ducal détermine ensuite les critères que l'administration doit prendre en considération lorsqu'elle se prononce sur l'opportunité respectivement sur le montant de l'indemnité spéciale. Il s'agit notamment de la durée des travaux, de la fréquence des réunions, du degré de difficulté de la mission, de l'intensité des travaux préparatoires nécessaires ainsi que de l'importance de la commission ou du groupe de travail. Les indemnités sont allouées par une décision motivée du Conseil de Gouvernement.

2. Afin d'assurer un traitement harmonisé des demandes d'indemnités spéciales et pour estimer le travail supplémentaire que le fonctionnaire est appelé à prêter à l'égard des critères fixés par le règlement grand-ducal du 13 avril 1984 précité, le Gouvernement a décidé, dans sa séance du 24 juillet 1985, de créer un groupe de travail appelé «Commission des cumuls». Le dernier arrêté de nomination, daté au 1^{er} décembre 2000, a retenu la composition suivante: deux représentants du Ministère d'Etat, deux représentants de l'Inspection générale des

Finances et un représentant du Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative. Le groupe est appelé à émettre, en vue de la décision finale à prendre par le Conseil de Gouvernement, un avis sur les indemnités proposées par le ministre du ressort.

3. En vue de l'appréciation du bien-fondé de la demande d'allocation d'une indemnité spéciale, la «Commission des cumuls» analyse les éléments du dossier introduit par le ministre du ressort. La commission propose au Gouvernement le montant de l'indemnité à allouer, et cela après avoir analysé l'envergure des travaux supplémentaires sur base des critères fixés par le règlement grand-ducal. La commission tient également compte des indemnités spéciales qui ont déjà été accordées à d'autres agents qui ont effectué des travaux supplémentaires identiques ou comparables.

Cette démarche est conforme avec l'arrêt de la Cour administrative du 6 février 2003 dans lequel la juridiction s'est prononcée sur la question de l'octroi d'une indemnité à un agent de l'Etat appelé à remplacer temporairement un autre agent de l'Etat pendant une période de quatre mois. La Cour a fixé l'indemnité, précisément eu égard à la nature, à l'ampleur et à la difficulté des travaux supplémentaires que l'agent en question a été amené à accomplir.

Question 1549 (2.2.2007) de M. Henri Kox (DÉI GRÉNG) concernant les contrôles douaniers:

En novembre 2006, Greenpeace a publié un rapport dévoilant un commerce illégal de pesticides dans différents pays d'Europe, dont le Luxembourg. Selon ce rapport un marchand aurait vendu trois pesticides interdits en Allemagne à un client allemand. Depuis le 31.6.2004, la vente d'un de ces pesticides est également interdite au Luxembourg.

Le contrôle des importations et exportations de marchandises tombe sous les attributions des brigades douanières. Or, ces services ne disposent actuellement pas d'effectifs suffisants pour procéder aux contrôles nécessaires en bonne et due forme. La fragmentation régionale du service des douanes représente une barrière importante à la spécialisation du personnel dans de nombreuses branches.

Dans ce contexte je voudrais poser la question suivante à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il faudrait procéder à une réorganisation des brigades douanières dans le sens d'un regroupement des services, avec des unités spécialisées pouvant agir sur l'ensemble du territoire du Luxembourg?

Réponse (8.3.2007) de M. Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances:

D'après la loi modifiée du 20 février 1968 ayant pour objet le contrôle des pesticides et des produits phytopharmaceutiques, la surveillance de la détention, de la fabrication, de l'importation, de la livraison ou du transport est exercée sous l'autorité du Ministre de la Santé publique en ce qui concerne les pesticides et sous l'autorité du Ministre de l'Agriculture en ce qui concerne les produits phytopharmaceutiques.

Les agents de l'Administration des Douanes et Accises ont été chargés par règlement grand-ducal d'assurer la surveillance de cette législation, au même titre que les agents de la Police grand-ducale, les agents du service de la protection des végétaux, les agents de la Division Pharmacie et Médicaments, les agents de la Division des Denrées Alimentaires et les

agents de l'Inspection du Travail et des Mines.

En 2006, les agents de l'Administration des Douanes et Accises ont effectué 23 contrôles en relation avec le commerce des pesticides au Grand-Duché. Les informations relatives aux interventions douanières en relation avec ces contrôles ont été transmises au Services techniques de l'Agriculture en fin d'année 2006.

Je ne partage pas l'affirmation de l'honorable Député selon laquelle les brigades douanières de l'Administration ne disposeraient pas des effectifs suffisants pour procéder aux contrôles nécessaires en bonne et due forme. Toutefois, une plus grande spécialisation est envisageable dans le cadre d'une réorganisation des effectifs de ces brigades, notamment lors de la mise en œuvre du projet PLDA (Paperless Douane et Accises) en cours, projet de très grande envergure qui nécessitera une adaptation des structures actuellement en place.

Question 1550 (5.2.2007) de M. Roger Negri (LSAP) concernant le port obligatoire de la veste rétroréfléchissante pour les conducteurs qui sortent d'un véhicule en panne:

Depuis le 1^{er} février 2007, la veste de sécurité rétroréfléchissante est obligatoire en Belgique. Elle doit être présente dans chaque voiture et le conducteur doit la porter lorsqu'il sort du véhicule en panne. La Belgique suit ainsi l'exemple d'autres pays comme par exemple l'Autriche, l'Italie, l'Espagne et le Portugal.

- Dans un souci de maximiser la sécurité routière et de prévenir des accidents graves, Monsieur le Ministre a-t-il l'intention de rendre obligatoire au Grand-Duché le port de la veste rétroréfléchissante pour les conducteurs qui sortent de leur véhicule en panne?

Réponse (5.3.2007) de M. Lucien Lux, Ministre des Transports:

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert sur l'introduction obligatoire au Luxembourg du port de la veste rétroréfléchissante pour les conducteurs qui sortent de leur véhicule en panne.

Comme le port de la veste rétroréfléchissante est un élément important pour la sécurité routière, il sera introduit lors des prochaines modifications du Code de la Route. Un groupe de travail de la Commission de circulation de l'Etat est en train de finaliser une proposition de texte concernant les modalités du port de la veste de sécurité. La mise sur la voie procédurale du projet de règlement grand-ducal correspondant peut être prévue pour mai 2007.

Question 1551 (6.2.2007) de Mme Nancy Arendt (CSV) concernant l'assurance dépendance:

Suite aux modifications légales applicables à partir du 1^{er} janvier 2007 en matière d'assurance dépendance, les prix d'hébergement pour les personnes dépendantes séjournant dans un centre intégré pour personnes âgées (CIPA) ou dans une maison de soins ont fortement augmenté dans certaines institutions. Cette hausse provient principalement des coûts engendrés par les tâches domestiques qui ne sont plus intégralement prises en charge par l'assurance dépendance. Selon mes informations, les pensionnaires de la maison de soins à Schifflange doivent en moyenne faire face à une majoration des prix mensuels de l'ordre de 300 euros environ.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- La hausse des prix mensuels d'hébergement dans les établissements d'aide et de soins est-elle principalement due à la suppression de la prise en charge par l'assurance dépendance de la plus grande partie des tâches domestiques?

- Dans l'affirmative, une telle majoration individuelle est-elle acceptable dans la mesure où le coût de l'entretien et du nettoyage du logement dans de tels établissements doit être compris de manière forfaitaire dans le prix de base mensuel payé par la personne hébergée et que c'est précisément pour éviter une double facturation que la prestation forfaitaire de deux heures et demie pour les tâches domestiques prise en charge auparavant par l'assurance dépendance a été levée?

- Est-ce que cette hausse est constatée et varie à travers tout le pays et est-ce qu'elle touche tous les usagers des établissements concernés sans distinction?

Réponse commune (16.3.2007) de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration et de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

La question traite de l'augmentation des prix d'hébergement dans certains centres intégrés pour personnes âgées, motivée par les gestionnaires de ces établissements par les modifications législatives intervenues au niveau de la prise en charge des frais de nettoyage et d'entretien du logement des personnes dépendantes.

Dans ma réponse conjointe avec Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration à la question parlementaire N°1448 (cf. *compte rendu N°8/2006-2007*) de Monsieur le Député Alexandre Krieps, qui a porté sur le même sujet, les différents aspects du problème ont été examinés.

À la demande de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et de moi-même certains groupes de gestionnaires ont transmis récemment à nos services des données chiffrées sur leurs coûts. D'une première analyse sommaire il appert qu'il y a en matière de frais de nettoyage et d'entretien des approches fort différentes, de sorte que des conclusions valables dans tous les cas ne sont guère permises.

S'il est admis que les gestionnaires des établissements ont la liberté de déterminer leurs prix de pension, il n'est pas moins justifié que les pouvoirs publics disposent du droit leur permettant d'apprécier au regard d'une comptabilité analytique, appliquée uniformément, leur intervention au niveau des frais de fonctionnement (participation du Fonds national de solidarité aux prix des prestations fournies, prise en charge de l'assurance dépendance) et des frais d'investissement.

Un expert consultant sera chargé d'analyser les différents postes de coût dans les établissements, d'élaborer des définitions pour les différentes prestations, d'examiner les coûts afférents et de proposer des solutions concernant leur prise en compte soit au titre du prix d'hébergement, soit au titre de l'assurance dépendance. En attendant les conclusions de cette expertise et afin de ne pas préjudicier les pensionnaires des établissements, l'assurance dépendance sera autorisée d'assumer la prise en charge des frais d'entretien et de nettoyage jusqu'à concurrence de 2,5 heures par semaine au profit des personnes dépendantes séjournant dans des établissements

ayant renoncé à une augmentation des prix d'hébergement ou des établissements qui tout en ayant procédé à une augmentation sont d'accord à ramener celle-ci à concurrence de la contre-valeur de 2,5 heures par semaine (ordre de grandeur: 300 euros par mois).

Question 1554 (7.2.2007) de M. Camille Gira (DÉI GRÉNG) concernant le jugement du tribunal administratif en matière d'accès du public à l'information relative à l'environnement:

Dans l'affaire opposant Greenpeace au Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur au sujet de l'application de la loi du 25 novembre 2005 relative à l'accès du public aux informations en matière d'environnement, la Cour administrative vient de donner raison à l'organisation de protection de l'environnement.

Le jugement stipule que «l'autorité publique ministérielle, après avoir déclaré ne pas détenir les informations sollicitées (...), après mise en avant d'une détonation probable de ses données par l'Institut luxembourgeois de régulation, aurait dû, pour donner satisfaction aux exigences posées par le droit européen, transmettre la demande immédiatement audit institut (...) avec information parallèle à la demanderesse» et ordonne de «renvoyer le dossier au Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur aux fins de transmission immédiate à l'ILR en prosécution de cause».

Dans ce contexte, je voudrais poser la question suivante à Monsieur le Premier Ministre:

- Est-ce que Monsieur le Premier Ministre compte intervenir auprès des ministères et administrations afin de garantir à l'avenir le respect des principes élémentaires du droit d'accès à l'information sur l'environnement tels que définis par la directive 2003/4/CE et transposés en droit national par la loi du 25 novembre 2005?

Réponse (13.3.2007) de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat:

Dans le sillage de l'arrêt de la Cour administrative du 1^{er} février 2007 dans l'affaire Goetzinger c/ Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, Monsieur le Député Camille Gira a posé la question suivante: «Est-ce que le Premier Ministre compte intervenir auprès des ministères et administrations afin de garantir à l'avenir le respect des principes élémentaires du droit d'accès à l'information sur l'environnement tels que définis par la directive 2003/4/CE transposée en droit national par la loi du 25 novembre 2005?»

En réponse à la question de Monsieur le Député, j'ai l'honneur de lui faire savoir que j'estime qu'une intervention spécifique de ma part s'adressant à l'ensemble des ministères et administrations ne s'impose pas dans le contexte actuel. La législation sur l'accès à l'information sur l'environnement, qui d'une façon directe ne concerne qu'un nombre limité de services, constitue en effet un corps de règles bien connues que l'administration respecte évidemment strictement au niveau de l'ensemble de ses dispositions, et a fortiori concernant les principes élémentaires qui le sous-tendent.

En ce qui concerne plus particulièrement l'arrêt du 1^{er} février 2007, la Cour administrative s'y est prononcée, dans le cadre précis du litige qui lui était soumis, sur la façon dont certaines dispositions qui donnaient lieu à des difficultés d'interprétation devaient être appliquées. Il est tout aussi évident que les services compétents se conformeront à la lecture que la Cour administrative a faite de ces dispositi-

tions, sans qu'il y ait besoin dans cette perspective d'un rappel du Premier Ministre.

Question 1556 (8.2.2007) de **M. Aly Jaerling** (*Indépendant*) concernant la **démocratie participative et le dialogue avec les jeunes**:

Nodeem aus den Diskussiouenen iwwert den europäesche Verfassungsvertrag an iwwert de Gesetzesprojet 5611 kloer en Dialogdefizit an e Manktum u partizipativer Demokratie am Zesummenhang mat der Jugend konnt festgestallt ginn, huet d'Regierung versprach, den Dialog mat der Jugend a besonnesch d'partizipativ Demokratie fir déi Jonk ze verstärken.

E Konzept, fir dëst ze erreechen, huet sech allerdéngs nach net erausgeschielt. Et bestinn awer schonn Initiativen, déi kéinten dësen Dialog a besonnesch déi partizipativ Demokratie verstärken. Sou zum Beispill deen am November 1997 vum deemolege Jugendminister ausgeschaffte Jugendkommunalplang, verbonne mat dräi Aktiounspläng. An der Legislaturperiode virdrun hat d'Jugend och iwwer e Jugendminister an e Jugendministère nach en direkten Usprechpartner a konnt dat als eng legitim Identitéit fir d'Jugend verspieren.

De Gemenge gouf deemools recommandéiert, opgrond vun deene vum Ministère ausgeschafften Aktiounspläng, e Jugendkommunalplang an hirer Gemeng anzeféieren, domadder verbonnen zum Beispill e Jugendgemengerot. Verschidde Gemengen hunn der Opfuerderung Folleg geleesch, anerer awer nach net.

Kénnen d'Madame Ministesch zoustänneg fir d'Jugend an den Här Banneminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Wier d'Aféiere vun engem Jugendkommunalplang an alle Gemengen net scho vun der Basis hier en adequat Mëttel, fir d'partizipativ Demokratie an den Dialog mat de Jugendechen ze förderen?

2) Awéiwäit ginn d'Recommandatiounen, fir den 1997 agefouerte Jugendkommunalplang émzesetzen, haut nach un d'Gemengen, déi nach keen agefouert hunn, weidergefouert?

3) Wéi vill Gemengen hunn de Jugendkommunalplang schonn émgesat?

4) A wéi vill Gemenge bestehtet schonn e Jugendgemengerot?

5) Wier et net sénnvoll erém e Jugendminister anzeféieren, zu deem d'Jugend en direkte Bezug hätt, an deem se erém eng eegen Identitéit kéint fannen?

Réponse commune (12.3.2007) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*:

De Modell vum Jugendkommunalplang ziilt engersäits of op d'Partizipatioun vun de Jonken um Ausschaffe vun de Jugendpolitiken an de Gemengen. Anerersäits huet dëst Instrument als Zil, d'Jugendpolitik an der Gemeng op eng zölliid Basis ze stellen, déi vu Kenntnis vun der Situations vun de Jonken an der Gemeng ausgeet.

An deem Senn ass de Jugendkommunalplang ganz sécher een adequat Mëttel, fir d'partizipativ Demokratie an den Dialog mat de Jonken ze förderen. D'Gemenge sinn och ee ganz wichtegen administrativen Niveau, fir déi Jonk an d'Demokratie anzebannen. Et dierf awer net deen eenzegen Niveau sinn, well d'Lëtzebuergesch Demokratie spillet sech net némmer an de Gemengen of, mä och um nationalen Ni-

veau. Och do wëlle mer den Dialog mat de Jonke förderen, iwwert déi Saachen, déi si beréieren. Duerfir hu mir och viru Kuerzem ee Projekt de loi iwwert d'Jugend déposiéiert (N°5685). Dëse Projekt de loi gesäit och d'Instrumenter vir, mat deene mer können als Regierung d'Jugend an eis Politik abauen. Ënner anerem iwwer eng «Assemblée des jeunes» wäert dat an Zukunft, wann dëse Projekt de loi gestëmmt ass, méiglech sinn.

Déi Jonk hunn an de leschte Joren a Méint ganz Kloer ausgedréckt, dass si Meenungen hunn, dass si bereet sinn, sech fir hir Meenungen anzesetzen, an dass se sech, och wann dat heiansdo fälschlecherweis net gemengt gëtt, fir dat interesséieren, wat zu Lëtzebuerg geschitt. Deem wëlle mer och Rechnung droen an eng Situationschafen, wou et méiglech gëtt, fir ewell am Virfeld vu grousse Projete mat de Jonken ze diskutéieren.

De Jugendkommunalplang ass keng obligatoresch Mesure. Et ass een Instrument, wat mer de Gemenge proposéieren a recommandéieren. Deemno schloe mir de Gemengen an all eise Kontakter, déi mer hunn am Beräich vun der Jugendpolitik, vir, ee Jugendkommunalplang ze realiséieren ier een aner Saache plangt. Well et geet jo beim Jugendkommunalplang drëm, fir sech an der Gemeng eng systematesch Jugendpolitik ze ginn, déi an d'Zukunt kuckt, op der Basis vun enger Analys vun der Situation vun de Jonken an de Jonke selwer hiren Usiichten. Als Mesure fir de Gemengen den Intérêt an d'Wichtegkeet vum Jugendkommunalplang nozebréngen, hu mer 2005 all d'Erfahrungen aus den éische Joren zesummeffaasst an eng Neioplag vum Handbuch «Le Plan communal jeunesse» erausbruecht.

An 18 Gemenge sinn Elementer vum Jugendkommunalplang émgesat ginn. Et ass haaptsächlech d'Partizipatioun vun de Jonken, déi émgesat ginn ass. Dorïwwer eraus sinn och vill Efforté gemaach ginn, fir dem wëssensorientéierten Usaz vum Jugendkommunalplang gerecht ze ginn, dat iwwert de Wee vun Etüden zur Situation vun de Jonken an der Gemeng, déi mat der Universitéit zesumme gemaach ginn. Wéi bei der Partizipatioun mierke mer och, dass et wichteg ass, dass mer déi Fro vum Wëssen, wat mer iwwert d'Liewenswelt vun de Jonken hunn, net némme lokal kucken, mä och national. Duerfir hu mer och an eisem «Projet de loi sur la jeunesse» een Observatoire de la jeunesse draستoen, deen et soll erméiglechen, fir d'Situatioun vun de Jonken, déi zu Lëtzebuerg lieuen, nach besser ze verstoen.

Et bestinn zu Lëtzebuerg am Moment keng Jugendgemengeréit am Senn, wéi mer dat vun de klassesche Gemengeréit kennen. Wou mer uefaang hunn d'Partizipatioun vun de Jonken an de Gemengen émzesetzen, hu mer eis entscheet, fir méi oppe Partizipatiounsformen ze förderen, well mer der Meenung sinn, dass d'Gemengen für Jugendlecher net attraktiv genuch sinn. Aus där Iwwerlebung sinn déi sougenannte Jugendforen entstan, déi datselwecht Zil verfolle ge wéi d'Jugendgemengeréit. Si hunn awer de Virdeel, dass se zäitlich méi begrenzt sinn an et awer erlaben all Jonker anzebannen, an net némmer déi, déi vun anere gewielt gi wieren. Jugendforen hund bis elo zu Lëtzebuerg 27 stattfonnt an eenzelne Gemengen.

Et gouf ee regionale Jugendforum, an de Modell ass och appliziéiert ginn a Schoulen, fir och do d'Partizipatioun vun de Schüler ze förden. Mir sinn der Meenung, dass et fir d'Qualität vun enger Jugendpolitik net ausschlaggebend ass, ob et ee Jugendministère gëtt, deen onofhängeg vun anere Ministère besteet. Aner Prinzipie schéngent eis méi wichteg fir d'Jugendpolitik:

dass se op Wësse baséiert, dass se partizipativ sinn, an dass et eng transversal Politik ass. Mä d'Jugendbewegungen an der jëngster Zäit (ronderem d'Debatt vum Traité constitutionnel an och beim Projekt de loi 5611) weisen eis, dass déi Jonk no Usprechpartner an der Regierung verlaangen, an duerfir müsse mer eis froen, ob et net wichteg wär, dass d'Jugendpolitik nees am Numm vum concernierte Ministerie visibel gëtt.

Question 1558 (8.2.2007) de **M. Aly Jaerling** (*Indépendant*) concernant la **augmentation du coût d'hébergement dans les maisons de soins**:

Ab dem 1. am Haartmount 2007 ass den Taux vun der Fleegeversécherung fir physisch Persounen ém 40% erhéicht ginn. Dëst, no Aussoe vun der Regierung, fir déi medezinesch Akten am Zesummenhang mat der Fleeg vun de Patiente kenne weider ze garantéieren.

Gläichzäiteg sinn awer an enger Grousszuel vu Fleegeheimer d'Hébergementspräisser drastesch erhéicht ginn, esou zum Besipill zu Schéffleng an engem Fleegeheim iwwer 300 Euro de Mount.

Et ass net kloer ze ergrënnen, opgrond vu wat fir enge Kritären, ausser viälat dem Index, d'Hébergementspräisser an de Fleegeheimer verlaagt an erhéicht kenne ginn.

Kloer ass awer, datt bei fleebedürfte Persounen, deenen hire Revenu net duergeet, fir d'Hébergementskäschten integral ze bezuelen, de Stat d'Differenz iwwerhuele muss. Deemzufolleg misst de Stat och eng Emprise op d'Entwicklung vun de Präisser hunn.

Kénnen déi zoustänneg Ministere mer duerfir dës Froe beäntwerten:

a) Ass den zoustännege Ministere bekannt, datt d'Hébergementspräisser a ville Fleegeheimer drastesch erhéicht goufen ab dem 1. am Haartmount 2007?

b) No wat fir enge Kritäre können d'Hébergementspräisser an engem Fleegeheim festgeluecht ginn, a wat fir en Afloss hunn déi zoustänneg Ministeren dorop?

c) Wat war bis elo approximativ déi jährlech Partizipatioun vum Stat insgesamt bei den Hébergementskäschten a Fleegeheimer respektiv an CIPAen?

Réponse commune (16.3.2007) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

a) D'Ministären hunn zur Kenntnis geholl, datt verschidde Fleegeheimer hir Präisser ab dem 1. Januar 2007 substanziell erhéicht hunn.

b) All Gestionnaire ass fräi, säi Pensiounspräis selwer festzeleeën. D'Ministären hunn dorop keen direkten Afloss.

D'Gesetz vum 30. Abrëll 2004 «autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil aux personnes admises dans un centre intégré pour personnes âgées, une maison de soins ou un autre établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit» an dat ausféierend groussherzoglecht Reglement vum 27. September 2004 erlaben dem Stat iwwert den nationale Solidaritätsfong, sech um Präis vum Hébergement/accueil gérontologique ze bedeelegen, also en «Complément» ze bezuele bei Pensionnairen, déi selwer net déi néideg finanziell Mëttelen hunn, fir de gefrote Präis selwer ze droen.

Dës Texter definéieren déi Elementer, opgrond vun deen de Stat fir sech e Maximalwäert/-präis fir dat jeeweilegt Zëmmer festleet; dëse Montant muss net identesch si mat deem vum Gestionnaire gefroste Präis.

L'objectif de la future réglementation est essentiellement:

- d'instaurer sur onze ans un système d'enregistrement pour quelque 30.000 substances fabriquées ou importées dans l'UE; ceci en effectuant des contrôles de santé et de sécurité et en commençant par les substances chimiques produites ou importées en grandes quantités;

- d'introduire un système d'autorisation applicable aux substances les plus préoccupantes,

- de mettre en place une évaluation desdites substances.

La future Agence européenne des produits chimiques, qui sera basée à Helsinki, sera - en tant qu'unité centrale - en charge notamment de la gestion des demandes d'enregistrement et de la coordination des procédures d'évaluation des dossiers, l'enregistrement étant obligatoire pour les substances produites ou importées dans des quantités supérieures à une tonne par an: «no data, no market».

L'agence a à sa disposition une série d'organes, dont un conseil d'administration, un forum et un comité des États membres.

La Commission européenne sera chargée notamment de la gestion des demandes d'autorisation, la soumission d'un plan de substitution étant requise.

Les États membres sont appelés tout particulièrement à mettre en place des services d'assistance technique et à intervenir en matière d'évaluation des substances.

Le Conseil de Gouvernement a en sa séance du 26 janvier 2007 pris les décisions d'application et de mise en œuvre suivantes:

- Le dossier REACH sera sous la conduite de quel ministère?

- Puisque plusieurs ministères sont évidemment concernés par la mise en œuvre du règlement REACH, notamment le Ministère de l'Environnement, le Ministère de la Santé et le Ministère de l'Économie, ne serait-il pas indiqué de créer, le plus tôt possible, un groupe interministériel qui devra assurer la coordination de l'action de l'État en matière de gestion des risques liés aux produits chimiques?

- Vu que REACH a un impact direct sur de nombreux secteurs industriels producteurs ou utilisateurs de produits chimiques, le Gouvernement ne devrait-il pas commencer à organiser des actions de communication et de sensibilisation auprès des acteurs économiques concernés afin de mieux gérer sa mise en œuvre au Luxembourg?

- Vu que la mise en œuvre du règlement REACH nécessite de disposer d'une capacité d'expertise nationale en matière d'immunologie, d'allergologie, de toxicologie, d'écotoxicologie et d'évaluation des risques, le Gouvernement entend-il recenser les experts nationaux éventuellement disponibles afin de répondre aux obligations qui lui incombent au titre du règlement, de participer pleinement aux travaux de l'Agence européenne des produits chimiques et aux processus de décision auprès de la Commission?

Réponse (7.3.2007) de **M. Lucien Lux**, *Ministre de l'Environnement*:

Le Journal Officiel N°L 396 du 30 décembre 2006 publie le règlement N°1907/2006, dit REACH, qui concerne l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des produits chimiques ainsi que les restrictions applicables à ces substances et qui institue une agence européenne des produits chimiques.

L'entrée en vigueur de la future réglementation est fixée au 1^{er} juin 2007; les dispositions relatives à l'enregistrement, à l'évaluation, à l'autorisation et à l'Agence européenne s'appliquent à l'expiration d'un délai de douze mois à compter de son entrée en vigueur.

cière du futur régime, l'appui technico-administratif et le partenariat de/avec d'autres États membres, autorités nationales ou organismes spécialisés seront de mise.

Question 1564 (12.2.2007) de **M. Carlo Wagner** (DP) concernant la **création d'une unité de sécurité pour délinquants mineurs au Centre socioéducatif de Dreiborn:**

La question de l'incarcération de délinquants mineurs dans le Centre pénitentiaire de Schrassig est malheureusement toujours d'actualité. La réalisation et la construction d'une unité de sécurité pour mineurs à Dreiborn se font toujours attendre.

Un premier projet prévoyait la création d'un nouveau bloc de sécurité au sein même de l'enceinte actuelle du Centre socioéducatif de Dreiborn. Les autorités communales de Wormeldange avaient autorisé le Plan d'Aménagement Particulier (PAP) le 14 février 2003. Toutefois les plans de construction définitifs déduits de ce PAP et soumis pour autorisation finale au conseil communal différaient dans plusieurs points importants du PAP autorisé et dès lors on ne pouvait pas procéder à la construction de l'unité de sécurité.

Toutefois il y a lieu de souligner que le conseil communal avait, parallèlement à la procédure du PAP, procédé à une modification de son propre plan d'aménagement général et avait reclassé le terrain de sports situé en face du centre socioéducatif et du CR146 en zone d'utilité publique. Ceci devait en effet permettre à l'Etat d'y aménager un parking et d'augmenter la sécurité sur le site. À cette époque, le Gouvernement s'était en effet engagé formellement par écrit à fermer le CR146 qui loge le Centre socioéducatif et à faire aménager une nouvelle voie de contournement.

Début 2006 fût présenté aux responsables communaux un deuxième projet qui prévoyait la création de l'unité de sécurité dans l'enceinte du Centre socioéducatif. Cette variante trouvait le plein appui des autorités communales de Wormeldange. Toutefois le 23 mai 2006 les responsables ministériels lors d'une réunion avec les membres du conseil communal annonçaient l'abandon du deuxième projet au motif que la procédure d'élaboration d'un PAP était trop longue et trop compliquée.

Je voudrais donc savoir de Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Quelles sont les raisons qui ont amené les responsables des Travaux publics à considérer la procédure entamée comme trop compliquée? En quoi consistent ces complications?

- Quelles sont les possibilités pour remédier à cette situation?

Réponse (19.3.2007) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre des Travaux publics:*

En réponse à la question parlementaire N°1564 de l'honorable Député Carlo Wagner concernant la construction d'une unité de sécurité à Dreiborn, il échet préalablement de préciser que le Ministère des Travaux publics ne considère pas la procédure entamée comme étant trop compliquée, mais estime qu'elle a été prolongée par le fait que la commune a retenu dans le cadre de son nouveau PAG datant de mars 2005 l'obligation d'entamer une procédure supplémentaire de PAP avant de demander une autorisation de construire.

Les ministères concernés ont proposé le déplacement du projet devenu possible par la modification du PAG prédictive sur l'actuel terrain de football se situant aux abords du terrain du Centre socioéducatif de Dreiborn pour différents motifs, en particulier d'ordre technique, pédagogique, voire écologique. En effet, en dehors de la procédure en question, un des arguments qui plaiderait en faveur de ce nouveau projet constitue le fonctionnement complètement autonome de la section fermée, tout en profitant de la proximité du Centre socioéducatif. Ce projet aurait permis ainsi, d'une part, d'éviter des transformations d'un bâtiment existant de sorte que le site actuel du Centre de Dreiborn aurait été conservé sous sa forme actuelle sans risque de surexploitation. D'autre part, les maisons «Josephshaus», «Hexenhaus» ainsi que la grange auraient pu être conservées et utilisées pour d'autres besoins du Centre.

En outre, il y a lieu de mentionner une sécurité accrue par rapport à l'ancien projet dû en particulier à l'implantation sur un terrain plat et vierge ce qui aurait eu comme conséquence un projet plus fonctionnel et un concept de sécurité optimisé.

L'Administration des Bâtiments publics a introduit en date du 10 novembre 2006 une demande d'autorisation de construire auprès des instances communales qui ne lui a cependant pas été accordée.

Au vu du désaccord des instances communales de Wormeldange exprimé à de multiples reprises et notamment lors de réunions entre le Ministère des Travaux publics et les responsables communaux du 15 janvier 2007 et du 12 février 2007 et suite à l'engagement fermé du Conseil communal de la commune de Wormeldange du 8 décembre 2006 par lequel il «se prononce pour la construction de la future unité de sécurité à l'intérieur de l'enceinte actuelle du Centre socioéducatif de l'Etat à Dreiborn.

Il se déclare plus particulièrement en faveur de la variante nord, telle qu'elle a été présentée au Collège échevinal lors de la réunion au Ministère des Travaux publics le 10 mars 2006. En même temps, il s'engage à prêter son appui au maître de l'ouvrage lors de toute procédure d'autorisation obligeant à consulter le public à cette fin», le Gouvernement a décidé de revenir à l'ancien projet prévu dans l'enceinte du Centre socioéducatif.

Cette décision a été prise dans le seul souci qu'il s'agit à l'heure actuelle de ne pas bloquer ce dossier en entamant des procédures juridiques qui risqueraient de retarder encore plus la mise à disposition d'une infrastructure absolument et urgentement nécessaire.

Lors d'une récente entrevue en date du 2 mars 2007 entre le Conseil communal de Wormeldange et les Ministères des Travaux publics et de la Famille, les responsables communaux se sont engagés unanimement à soutenir activement les départements concernés afin que l'étape procédurale précédant le début de la construction puisse être réduite à un strict minimum. Une procédure de modification du PAG concernant le site à Dreiborn a été introduite par la commune le 23 février 2007 au Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire.

La modification du PAG demandée dispense le département des Travaux publics d'entamer une procédure de PAP et devrait permettre de réduire les délais.

Dès que cette procédure aura abouti et suite à l'octroi d'une autorisation de bâtir par le bourgmestre, la construction du Centre socioéducatif pourra enfin être entamée.

Les délais de construction peuvent être estimés à 24 mois.

Question 1565 (12.2.2007) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant l'**enseignement musical pour adultes:**

Par le biais de son article 6, 2^e alinéa, la loi modifiée du 28 avril 1998 portant harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal ouvre la possibilité aux conservatoires et écoles de musique d'organiser des cours d'enseignement musical qui s'adressent aux adultes. Les modalités d'organisation, le programme d'études ainsi que le financement de cet enseignement pour adultes sont à fixer par règlement grand-ducal.

Or, parmi les règlements d'exécution pris entre 1998 et 2006 en vertu de la loi précitée, aucun ne fait expressément référence ni à son article 6, ni au terme d'«enseignement musical pour adultes».

Dès lors j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Secrétaire d'Etat:

- Pourquoi aucun règlement grand-ducal n'a-t-il été pris en vertu dudit article jusqu'à ce jour?

- Madame la Secrétaire d'Etat estime-t-elle que les autres règlements d'exécution fixant les modalités d'organisation, le contenu et le financement de l'enseignement musical s'appliquent également aux cours dispensés dans l'intérêt des seuls adultes?

- Dans la négative, selon quelles règles les cours de musique s'adressant aux adultes sont-ils organisés et financés à l'heure actuelle?

Réponse (12.3.2007) de **Mme Octavie Modert**, *Secrétaire d'Etat à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

L'enseignement musical pour adultes, qui depuis bon nombre d'années et déjà avant la mise en vigueur de la loi du 28 avril 1998 portant entre autres harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal, fait partie intégrante de notre enseignement musical, est organisé par les communes dans le cadre de l'organisation scolaire de l'enseignement musical et selon les mêmes critères et règlements que l'enseignement musical pour jeunes.

Toutefois certaines particularités spécifiques à l'enseignement des adultes sont respectées dans la mesure du possible (création de classes «adultes» en formation musicale - solfège - si le nombre d'adultes inscrits le permet; avancement au rythme propre à l'adulte dans les cours individuels; choix de méthodes pédagogiques adaptées à l'apprentissage adulte; création de cours spécifiques, par exemple chant chorale).

Dans certaines écoles et notamment dans le cadre d'un projet pilote au Conservatoire du Nord, l'enseignement des adultes est organisé entre-temps dans une section spéciale. Une évaluation du travail de cette section, qui est prévue pour la fin de l'année scolaire 2007/2008, permettra aux responsables de mieux cerner les besoins spécifiques d'un enseignement des adultes, cela justement en préparation d'un règlement grand-ducal dont les grandes lignes sont d'ailleurs déjà tracées depuis un avis y relatif, demandé par la Ministre de la Culture au Conseil supérieur de la musique dès 2003.

Le financement des cours s'adressant à des adultes est organisé depuis la mise en vigueur de la loi et jusqu'à ce jour d'après le Règlement grand-ducal du 14 avril 1999 «fixant les conditions et modalités d'exécution de la participation de l'Etat et de l'ensemble des communes au financement de l'enseignement musical», règlement qui ne fait pas de différence entre «cours normaux» et «cours adultes».

Néanmoins, vu la spécificité des cours adultes et les besoins de financement différents (autre tarification - minerais, taxes; définition d'une politique générale sur l'enseignement des adultes), l'enseignement des adultes fait partie intégrante des réflexions qui sont en train de se faire dans le cadre des réflexions générales sur l'enseignement musical et notamment sur son financement dans le cadre des discussions sur la réorganisation territoriale.

Question 1566 (12.2.2007) de **M. Ben Fayot** (LSAP) concernant l'**harmonisation des sanctions prévues pour les infractions environnementales:**

L'arrêt C-176/03 du 13 septembre 2005 de la Cour de Justice des Communautés européennes avait confirmé que la Communauté européenne est compétente en matière d'adoption de mesures de droit pénal relatives à la protection de l'environnement. Ainsi, la Commission européenne a présenté le 9 février 2007 une proposition de directive «qui contraint les Etats membres à traiter les atteintes graves à l'environnement comme des infractions pénales et à veiller à ce qu'elles soient effectivement sanctionnées» et qui fixe en même temps des sanctions minimales applicables aux infractions environnementales dans les Etats membres.

Dès lors j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Secrétaire d'Etat:

- Pourquoi aucun règlement grand-ducal n'a-t-il été pris en vertu dudit article jusqu'à ce jour?

- Madame la Secrétaire d'Etat estime-t-elle que les autres règlements d'exécution fixant les modalités d'organisation, le contenu et le financement de l'enseignement musical s'appliquent également aux cours dispensés dans l'intérêt des seuls adultes?

- Dans la négative, selon quelles règles les cours de musique s'adressant aux adultes sont-ils organisés et financés à l'heure actuelle?

Réponse (7.3.2007) de **M. Lucien Lux**, *Ministre de l'Environnement:*

La proposition de directive relative à la protection de l'environnement par le droit pénal vise à remplacer la décision-cadre du Conseil de 2003, telle qu'annulée par la Cour de Justice des CE, ainsi qu'une proposition de directive déjà présentée par la Commission en 2001, mais dont le Conseil n'avait pas tenu compte lorsqu'il a adopté sa décision de 2003.

La proposition a pour objet de garantir un niveau minimal de protection de l'environnement par le droit pénal dans l'ensemble de l'UE. La législation luxembourgeoise en matière environnementale comprend déjà des sanctions pénales détaillées, qu'il s'agisse de peines d'emprisonnement ou d'amendes ou qu'il s'agisse de sanctions supplémentaires ou alternatives telles l'obligation de nettoyer ou restaurer l'environnement ou la possibilité de faire cesser les activités de certaines entreprises.

Le Luxembourg appuie donc le souci d'harmonisation minimale en la matière, tout en saluant la marge de manœuvre dont bénéficieraient les Etats membres en vue d'adapter les dispositions à leurs systèmes légaux nationaux.

Il est entendu que le Luxembourg procédera - à la lumière du calendrier de discussion de la proposi-

tion sous l'autorité du Conseil «JAI» - à un examen détaillé de l'étendue et de la portée des dispositions, y compris leurs implications en droit national. Dans ce contexte il y a lieu de relever que le droit luxembourgeois ne reconnaît pas la responsabilité pénale des personnes morales.

Question 1569 (14.2.2007) de **M. Jean Huss** (DÉI GRÉNG) concernant l'**application de la nouvelle loi relative à la lutte antitabac:**

La nouvelle loi relative à la lutte antitabac est en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2006. Au cours de ces six derniers mois quelques difficultés pour appliquer cette loi sont apparues.

En ce qui concerne les centres culturels des communes par exemple, le texte de la loi n'est pas suffisamment clair:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si lesdits centres culturels sont à considérer comme des lieux publics, dans lesquels il est interdit de fumer, ou comme des débits de boissons, permettant dès lors de fumer selon les conditions fixées par la loi antitabac?

- Qu'en est-il de cette même salle lorsqu'elle est mise à disposition de particuliers pour y organiser un événement? Est-ce que la notion de lieu privé entre alors en jeu?

Une difficulté comparable se manifeste dans des infrastructures de sport comme les halles de bowling, de billard ou encore les salles de jeux de quilles dans les cafés. Alors que ces disciplines sont reconnues comme des sports à part entière, ces lieux continuent d'être, pour la plupart, des locaux à forte concentration de fumée de tabac. Étant donné qu'il est commun que des anniversaires pour enfants soient organisés dans les halles de bowling, et que la loi du 1^{er} septembre 2006 se veut avant tout protectrice des jeunes devant les dangers du tabagisme passif, je voudrais savoir:

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que, dans l'intérêt des enfants ainsi que des sportifs qui y évoluent, les infrastructures mentionnées plus haut devraient être considérées comme infrastructures sportives et non comme débits de boissons?

Réponse (7.3.2007) de **M. Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

L'honorable Parlementaire soulève un certain nombre de questions en rapport avec l'interprétation et l'application de la loi relative à la lutte antitabac.

Les centres culturels des communes sont de toute évidence des bâtiments des communes au sens de l'article 6 (1) de la loi. La loi interdit de fumer dans les halls et salles desdits bâtiments. La loi ne distingue pas suivant que ces halls ou salles sont exploités en vertu de leur destination propre, organisation de manifestations culturelles ou d'expositions, ou qu'ils sont exceptionnellement mis à la disposition de particuliers en vue d'un événement à caractère privé. En d'autres mots l'interdiction de fumer s'y applique, même dans cette dernière hypothèse.

L'honorable Parlementaire s'interroge encore si l'interdiction de fumer vaut dans les cafés ou halls dans lesquels se pratiquent des activités telles que le bowling, le billard ou le jeu de quilles. Aux termes de l'article 6 (1) sous 7 de la loi l'interdiction s'applique dans «tous les établissements couverts où des sports sont pratiqués». L'intention du législateur était de protéger les sportifs s'adonnant à un sport pratiqué sous l'égide d'une fédération sportive contre les spectateurs n'hésitant pas à fumer dans

les buvettes avoisinantes, voire sur les gradins ou tribunes. Dans l'hypothèse évoquée par l'honorable Parlementaire cependant nous sommes en présence de personnes s'adonnant à des activités ludiques, certes de caractère sportif ou paraportif, mais ne rentrant pas dans le cadre d'une pratique sportive réglementée par une fédération sportive. Le droit pénal étant de stricte interprétation, il ne me semble pas que l'interdiction visée au point 7 de l'article 6 (1) de la loi puisse être étendue au cas de figure visé par l'honorable Parlementaire.

S'il est bien vrai que notamment les salles de bowling sont beaucoup fréquentées par des adultes avec enfants, par exemple à l'occasion d'un anniversaire d'un enfant, comme le relève l'honorable Parlementaire, cette circonstance ne suffit cependant pas pour faire de ces salles «des locaux destinés à accueillir ou à héberger des mineurs âgés de moins de seize ans accomplis» au sens du point 6, sous 6 (1) de la loi. Là encore le principe de la stricte interprétation de la loi pénale s'oppose à faire d'un local accueillant aussi occasionnellement des mineurs un local «destiné» à accueillir des mineurs.

Question 1570 (14.2.2007) de Mme Viviane Loschetter (DÉ GRÉNG) concernant les indemnités de chômage:

Le Règlement grand-ducal du 25 août 1983 définissant les critères de l'emploi approprié visé à l'article 13 sous e), de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant: 1. création d'un fonds de chômage; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet dit dans son article 7:

«5) Situation familiale:

Art. 7.: Des considérations d'ordre familial, notamment la charge d'un ou de plusieurs enfants, ne peuvent être prises en considération pour l'appréciation de l'emploi approprié, sauf si elles constituent un empêchement particulièrement grave; dans ce dernier cas, la charge de la preuve incombe au requérant.»

Selon les informations du Ministre du Travail et de l'Emploi, l'Administration de l'Emploi a, en 2006, refusé à dix personnes les indemnités de chômage pour des considérations d'ordre familial. Près d'un tiers de ces personnes peuvent être considérées comme vivant dans une situation monoparentale.

Dans ce contexte je voudrais savoir de la part de Madame la Ministre:

- Quelles sont les mesures d'aide et de soutien que le Ministère de la Famille, respectivement le Ministère de l'Égalité des chances proposent aux personnes monoparentales et plus particulièrement aux femmes qui sont à la recherche d'un emploi?

- Est-ce que le Ministère de la Famille et/ou le Ministère d'Égalité des chances disposent d'instruments pour aider spécifiquement les personnes qui se sont vu refuser l'indemnité de chômage parce que l'Administration de l'Emploi n'a pas pris en considération la charge d'un ou de plusieurs enfants?

Réponse (16.3.2007) de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de l'Égalité des chances:

À part les différentes possibilités d'aide et de secours ponctuels du Service de solidarité du Ministère de la Famille et de l'Intégration, les personnes monoparentales dont question dans ladite question parlementaire ont évidemment la possibilité de s'adresser au Fonds national de solidarité pour solliciter le bénéfice du Revenu Minimum Garanti (RMG), pour autant qu'elles en remplissent les conditions d'octroi.

Le cas échéant, les personnes concernées signent un contrat d'insertion professionnelle avec le Service National d'Action Sociale (SNAS), par lequel elles déclarent vouloir participer aux mesures d'insertion professionnelle prévues au Chapitre 2 de la loi du 29 avril 1999 portant création d'un RMG, telle qu'elle a été modifiée, comme c'est le cas pour tout autre bénéficiaire apte au travail, sans distinction de sexe.

Concernant la garde d'enfants, la même loi prévoit la possibilité de dispenser un parent de la participation aux mesures. Dans ce cas, l'article 14 (1) de la prédicta loi dispose que: «Peut être dispensée, partiellement ou totalement, le cas échéant sur avis des services de santé au travail ou du contrôle médical de la sécurité sociale, de la participation à une ou plusieurs mesures énumérées à l'article 10: - la personne qui élève un enfant pour lequel elle touche des allocations familiales, lorsque des motifs sérieux par rapport à l'enfant s'opposent à l'accomplissement des mesures énumérées à l'article 10 ci-dessus.»

Comme il en ressort des statistiques, c'est avant tout des mères qui bénéficient de cette dispense.

Concernant la question des personnes qui se sont vu refuser l'indemnité de chômage, alors que l'Administration de l'Emploi (ADEM) n'a pas pris en considération la charge d'enfants, il échet de noter que, suivant le cas, ceci pourra constituer un justificatif de refus en cas de demande de la prestation RMG.

En effet, suivant les dispositions de l'article 3 de la même loi, la personne qui a refusé de participer à une mesure d'insertion professionnelle organisée par l'ADEM ou l'a abandonnée ne peut prétendre aux prestations de la loi RMG.

Il faut également remarquer que le Ministère de l'Égalité des chances ne dispose pas d'instruments pour aider spécifiquement les personnes qui se sont vu refuser l'indemnité de chômage dans le cadre d'une non-considération par l'Administration de l'Emploi de la charge d'un enfant.

Question 1577 (20.2.2007) de M. Xavier Bettel (DP) concernant les mesures de sécurité du Centre pénitentiaire de Schrassig:

Il me revient qu'un détenu du Centre pénitentiaire de Schrassig se serait évadé ce matin. Il s'agirait de l'ancien chef de la mafia albanaise au Luxembourg. Le détenu en question serait par ailleurs très dangereux et aurait fait l'objet d'un dispositif de sécurité exceptionnel lors des auditions devant le tribunal. De plus, il semblerait, que les autorités aient été au courant d'une éventuelle fuite du détenu en question, s'étant, selon mes informations, déjà évadé à deux reprises du CPL.

Le 16 mars 2003, deux autres détenus très dangereux avaient réussi à s'évader du Centre pénitentiaire de Schrassig. Dans tout autre pays la démission du Ministre de la Justice en aurait été la conséquence logique.

Dès lors j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Comment Monsieur le Ministre s'explique-t-il que des détenus présumés très dangereux réussissent à s'enfuir du Centre pénitentiaire de Schrassig et apparemment sans trop de difficultés?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les mesures de sécurité prévues pour des détenus dangereux et où le risque d'évasion s'avère être particulièrement élevé?

- Quelles sont les conséquences que Monsieur le Ministre compte tirer de cette dernière évasion qualifiée de spectaculaire et d'autant plus préoccupante?

Réponse (7.3.2007) de M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:

En ce qui concerne le déroulement de l'évasion de Nuka Kujtim le 20 février 2007 jusqu'à son arrestation dans la nuit du 20 au 21 février, je me réfère aux explications données par Monsieur le Directeur du Centre pénitentiaire de Schrassig et les responsables de la Police grand-ducale lors de la réunion de la Commission juridique de la Chambre des Députés au CPL le 28 février, réunion lors de laquelle les parlementaires présents ont également pu de visu prendre connaissance des lieux précis où l'évasion a eu lieu.

Comme je l'ai indiqué lors de cette réunion, l'adaptation du dispositif de sécurité au CPL est une préoccupation continue des responsables de l'Administration pénitentiaire. C'est de la sorte, qu'en collaboration avec une firme-conseil spécialisée, toute une série de mesures ayant pour objet de renforcer la sécurité à la prison de Schrassig ont été réalisées et le personnel de garde a été doublé depuis 1998.

Quant aux projets en cours tendant à un renforcement accru de la sécurité au CPL, je me bornerai à citer le renouvellement des caméras de surveillance, l'installation d'un dispositif antihélicoptère dans plusieurs préaux et la pose à plusieurs endroits d'un treillis renforcé. Pour le surplus, je me permets de renvoyer aux informations données lors de la réunion de la Commission juridique le 28 février.

Question 1582 (27.2.2007) de M. Xavier Bettel (DP) concernant l'arrêt du 15 février 2007 de la Cour administrative - Centre de séjour provisoire:

Une personne, de nationalité tunisienne, actuellement retenue au Centre de séjour provisoire pour étrangers en situation irrégulière à Schrassig, a demandé la réformation, voire l'annulation d'une décision du Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration qui avait ordonné son placement dans ce Centre de séjour provisoire.

Dans un arrêt rendu le 15 février 2007, la Cour administrative a expliqué qu'il «appartient à la juridiction d'examiner sur base des critères tenant à la dignité humaine si le degré de contrainte accompagnant la mesure privative de liberté ne va pas au-delà de ce qui est nécessaire pour garantir l'efficacité de la mesure de placement.»

La Cour a procédé à une visite des lieux le 5 décembre 2006 et a conclu que «le Centre de séjour provisoire pour étrangers en situation irrégulière n'est pas à considérer comme constituant une structure fermée appropriée au vu de la situation personnelle du demandeur.»

Dans ce contexte j'aimerais donc savoir de Monsieur le Ministre:

- Quelles sont, de l'avis de Monsieur le Ministre, les conséquences de cet arrêt pour la base légale du futur centre de rétention?

- Au risque de s'exposer désormais à une multitude de demandes dans ce sens, comment Monsieur le Ministre entend-il remédier à la situation actuelle?

Réponse (13.3.2007) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:

L'honorable Député n'est pas sans savoir que suite à l'incident ayant eu lieu au Centre pénitentiaire de Luxembourg le 30 janvier 2006, les personnes retenues ont dû être

transférées du bloc «P2» incendié au bloc «Charlie».

Or, si le bloc «P2» constituait un «établissement approprié» pour l'exécution d'une mesure de placement, notamment suite à l'adoption du Règlement grand-ducal du 20 septembre 2002 créant un centre de séjour provisoire pour étrangers en situation irrégulière, et était reconnu comme tel par les juridictions administratives, la Cour administrative, dans son arrêt du 15 février 2007, a réformé un jugement du Tribunal administratif du 8 février 2007 et ordonné la mise en liberté immédiate du requérant alors «qu'en l'état actuel du dossier le Centre de séjour provisoire pour étrangers en situation irrégulière n'est pas à considérer comme constituant une structure fermée appropriée au vu de la situation personnelle du demandeur».

L'arrêt de la Cour administrative vise «l'état actuel du dossier», c'est-à-dire, la rétention des personnes en séjour irrégulier dans le bloc «Charlie» du CPL, se caractérisant par une assignation «à des cellules fermées individuelles ou doubles avec promenade quotidienne d'une heure ou d'une heure et demie et possibilité hebdomadaire de pratique sportive», privant ainsi les personnes retenues «de la possibilité d'une libre circulation dans la partie du bâtiment leur réservée au motif que des travaux de réhabilitation du tract du bâtiment [incendié] étaient en cours et devraient se terminer fin janvier 2007». C'est dans cette logique que la Cour administrative a retenu dans son arrêt du 15 février 2007 «qu'à l'heure actuelle le régime transitoire, toujours d'actualité au vu des explications fournies à l'audience, au regard du principe de proportionnalité, viole la légalité de la mesure (...) de placement entreprise».

Or, la réception définitive du bloc «P2» ayant eu lieu en date du 1^{er} mars 2007, et le transfert des retenus vers le bloc «P2» le 7 mars 2007, il a donc été mis fin à la situation incriminée par la Cour administrative.

Il y a donc lieu de conclure:

À partir du 7 mars 2007, la situation est de nouveau celle d'avant l'incendie du 30 janvier 2006, et l'ancienne jurisprudence des juridictions administratives devrait de nouveau être d'application. Pour le surplus, l'instruction ministérielle prise en exécution de l'article 4 du Règlement grand-ducal du 20 septembre 2002 créant un centre de séjour provisoire pour étrangers en situation irrégulière a été modifiée dans le sens d'un allégement des limites relatives au droit de visite des retenus. Ainsi, notamment, les personnes agréées des associations membres du Collectif des réfugiés sont autorisées désormais à assurer, deux fois par semaine, des permanences pendant lesquelles elles peuvent, soit avoir des entretiens individuels avec les retenus, soit organiser des activités récréatives en groupe.

L'arrêt du 15 février 2007 n'aura certainement pas d'incidence sur la base juridique des mesures de placement alors que celles-ci resteront basées sur les articles 15 de la loi modifiée du 28 mars 1972 concernant l'entrée et le séjour des étrangers (sinon l'article afférent de la nouvelle loi relative à l'immigration, au cas où celle-ci sera en vigueur lors de la mise en exploitation du nouveau centre de rétention) et l'article 10 de la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection.

Question 1587 (1.3.2007) de M. Xavier Bettel concernant la présence de détenus sur la toiture du Centre pénitentiaire de Luxembourg (CPL):

Il me revient qu'au cours des derniers mois quelques détenus du Centre pénitentiaire de Luxembourg (CPL) ont réussi à monter à plusieurs reprises sur la toiture du CPL.

Pariant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les faits relatés ci-dessus?

- Dans l'affirmative, combien de fois de tels incidents se sont produits? Combien de détenus étaient impliqués dans ces incidents?

- Quelles sont les conséquences que Monsieur le Ministre compte tirer de ces événements?

Réponse (8.3.2007) de M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:

Courant juillet 2006 un détenu, connu pour sa grave pathologie psychiatrique, a escaladé le toit d'un bâtiment administratif. Il est descendu sans autre résistance.

Fin janvier 2007, un autre détenu, condamné à perpétuité, s'est hissé sur le toit d'un bâtiment de détention dans l'intention de se suicider.

Grâce à l'intervention des pompiers de la Ville de Luxembourg et d'un infirmier psychiatrique, l'intéressé a été retenu.

Dans les deux cas, les détenus en question ont été pris en charge par le service psychiatrique du CPL.

Question 1589 (2.3.2007) de M. Marc Spautz (CSV) concernant la fermeture ou la délocalisation éventuelle de l'usine Arcelor-Mittal à Schifflange:

En février 2006, la fermeture éventuelle du site de Schifflange a fait la une de l'actualité politique luxembourgeoise. À l'époque, les suites données à l'OPA de Mittal sur Arcelor avaient permis d'éviter la fermeture du site. Or, une année plus tard, le site sidérurgique de Schifflange semble être à nouveau sérieusement menacé.

Dans ce contexte, j'aurais aimé avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre est-il au courant d'une éventuelle fermeture ou délocalisation du site de production en question?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre entend-il intervenir auprès des responsables d'Arcelor-Mittal pour éviter la suppression de postes?

Réponse commune (20.3.2007) de M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et de M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi:

Les spéculations concernant une éventuelle fermeture ou délocalisation de l'activité du site de Schifflange, que ce soit du train à fil opéré par la Société du Train à Fil de Schifflange (Groupe Mittal), ou encore du train à laminés marchands opéré par la société «Laminés Marchands Européens» (Groupe Beltrame), voire de l'aciérie de Schifflange opérée par la société Arcelor Rodange, sont dénuées de tout fondement.

Nous saisissions cette occasion pour nous élever contre la façon dont un journal entretient ce genre de spéculations non fondées et suscite à travers ce jeu indigne l'angoisse des travailleurs et de leurs familles. Page 1 de l'édition du «Quotidien» du 2 mars 2007: «Un site menacé»; phrase finale de l'article à la page 3 du même titre: «Mais le site est cette fois concrètement menacé». On est en droit de s'interroger si en l'occurrence

rence l'auteur et l'éditeur en question ont fait droit à leur obligation professionnelle de vérification des informations qui leur ont été fournies.

Question 1591 (2.3.2007) de **M. Aly Jaerling** (*Indépendant*) concernant la fermeture ou la délocalisation éventuelle de l'usine Arcelor-Mittal à Schifflange:

Vun der Personaldelegatioun vum Service STFS op ARBED-Schëffleng sinn eescht Bedenken iwwert d'Zukunft vum Service STFS an TLM geäussert ginn. Schonn Enn 2005 hat de Mittal-Konzern, dee Propriétaire war vum STFS an TLM, sech iwwer eng eventuell Schléissung vun dem virzitéierte Site geäussert.

Eng Schléissung vun deene Servicer géif 520 Mataarbechter betreft. Et schéngt, wéi wann déi Servicer STFS an TLM eeschtafft a Gefor wieren, an domadder eis Stolindustrie op en Neits u Substanze riskéiert ze verléieren, dat obwuel Verspreche gemaach goufen: déi Lëtzebuerger Sitè wiegen net a Gefor.

Kénnen déi zoustänneg Ministere mer duerfir dës Froe beäntworten:

1. Sinn déi Bedenke vun der Personaldelegatioun vum STFS an TLM op ARBED Schëffleng berechtegt, a sinn dës Servicer mat hiren ém déi 500 Mataarbechter an der Gefor, ofgebaut ze ginn?

2. Wann dat de Fall sollt sinn, wat gedenkt d'Regierung ze énnerhuelen, fir dës Servicer ze erhalten?

3. Sinn eis Stolsiter, esou wéi den Här Statsminister nach virun net allze laanger Zäit confirméiert huet, wierklich ofgeséchert?

Réponse commune (20.3.2007) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur* et de **M. François Biltgen**, *Ministre du Travail et de l'Emploi*:

D'Spekulatiounen iwwer eng eventuell Schléissung oder Delokalisation vun STFS oder TLM si komplett aus der Loft gegräff an entbieren iergendenger Grondlag; et gëtt keng Ursach, fir dem Statsminister seng rezent Deklaratiounen ze nuancéieren oder ze ännern.

D'Ufro vum Här Jaerling bitt eis awer d'Geleeënheet, fir eis schockiert ze weisen iwwert d'Aart a Weis, wéi eng Dageszeitung esou Spekulatiounen dréit a mat den Ängschte vun de Leit, déi do schaffen, an hire Familljen een onwürdegt Spill dreift. Mir zitiereren d'Titelsäit vum «Quotidien» vum 2. Mäerz 2007: «Un site menacé»; Schlusssaz vum Artikel vun der Säit 3 vun deemselwechten Organ: «Mais le site est cette fois concrètement menacé». Et däerf ee sech froen, ob Auteur an Editeur hei hirer professioneller Flucht gerecht gi sinn an déi zougdedroen Informationen virun der Publikatioun véifiéert hunn.

Question 1595 (5.3.2007) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (*LSAP*) concernant l'exécution de peine en semi-liberté pour les détenus féminins:

Dans son édition du 1^{er} mars 2007, le journal hebdomadaire «Le Jeudi» a publié un article concernant les difficultés que connaissent les femmes détenues au Centre pénitentiaire de Schrassig de pouvoir bénéficier du régime de semi-liberté. D'après cet article, l'ancien avocat général en charge de l'exé-

cution des peines estime qu'en juin 2006 sur les 38 femmes détenues au Centre pénitentiaire de Schrassig, neuf d'entre elles, condamnées pour des périodes inférieures ou égales à un an, remplissaient les conditions pour bénéficier d'une exécution de leur peine en semi-liberté. Pourtant, elles n'ont été que deux à y parvenir.

Cette situation résultait, entre autres, du fait que le Luxembourg ne dispose pas d'un centre ouvert pour les détenus féminins. Au nom du principe de séparation des sexes, seulement les condamnés masculins, remplissant les conditions d'une exécution de leur peine en semi-liberté, peuvent bénéficier des structures du centre ouvert de Givenich.

Me référant, par ailleurs, au rapport d'activité de l'ancienne déléguee du procureur général d'Etat pour la direction générale des établissements pénitentiaires de l'année 2005, la problématique susmentionnée n'est pas nouvelle: «La soussignée déplore, par ailleurs, l'absence d'un établissement à régime semi-ouvert pour les femmes. À l'heure actuelle les femmes sont amenées à purger des courtes peines dans le milieu fermé au CPL et sont soumises à un régime plus strict pendant toute la durée de la détention, sans avoir la possibilité d'évoluer en milieu semi-ouvert. Il s'agit de remédier à cette situation de discrimination.»

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Quel est l'avis de Monsieur le Ministre quant à la discrimination décrite?

- Est-ce que cette situation ne constitue pas une violation de l'article 11 de la Constitution qui stipule que l'Etat veille à promouvoir activement l'élimination des entraves pouvant exister en matière d'égalité entre hommes et femmes?

- Quelles sont les démarches que Monsieur le Ministre a l'intention de prendre pour remédier à cet état de chose?

Réponse (21.3.2007) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice*:

Comme je l'ai indiqué le 13 mars 2007 à la tribune de la Chambre des Députés, j'envisage de faire aménager des locaux au CPA de Givenich, afin que les femmes détenues, à l'instar des hommes, y puissent purger, si les conditions sont données, une partie de leur peine.

Dès que les infrastructures en question seront terminées, ce régime pourra démarrer.

Question 1600 (7.3.2007) de **Mme Nancy Arendt** (*CSV*) concernant la télévision numérique:

À partir du 1^{er} janvier 2008, les téléspectateurs luxembourgeois abonnés à un réseau câblé auront accès à quelque 80 chaînes de télévision en numérique. On remarque cependant que certains programmes à forte audience tels que la DSF et Eurosport, actuellement en diffusion chez les câblodistributeurs, ne sont plus repris dans le bouquet de chaînes de base de la télévision numérique.

Dans ce contexte, j'aurais aimé avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre des Communications:

- Pour quelles raisons les programmes susmentionnés ont été exclus du bouquet de chaînes de base de la télévision numérique?

- Est-ce que les clients vont avoir la possibilité de demander des chaînes supplémentaires auprès de leur câblodistributeur?

Réponse (16.3.2007) de **M. Jean-Louis Schiltz**, *Ministre des Communications*:

1. Quant à la première question:

Aucun programme n'a été exclu. S'agissant d'un bouquet qui ne contient que des chaînes pour lesquelles la question des droits a pu être réglée, il est exact que certains programmes n'ont pas pu être inclus dans le bouquet (ce qui n'est pas la même chose qu'une exclusion).

Pour les deux chaînes visées, je dispose des éléments d'information suivants:

a) Eurosport entend négocier elle-même avec les câblodistributeurs - elle n'a pas donné de mandat au Luxembourg à la CLT-UFA (à l'opposé des chaînes qui font partie du bouquet).

b) Pour la DSF, la question des droits au Luxembourg n'a pas pu être résolue à ce jour.

2. Quant à la seconde question:

- Pour Eurosport, cela dépend du résultat d'éventuelles négociations. Je renvoie au point a) ci-dessus.

- Pour DSF, je renvoie au point b) ci-dessus.

Blutanalys am Interessi vu sengem Patient verschreift?

Réponse (21.3.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Eu égard au caractère urgent de la question parlementaire, j'ose espérer que l'honorable Député acceptera une réponse rédigée en langue française.

Tout d'abord, il convient de préciser que la mesure évoquée dans la question s'inscrit dans le cadre du programme d'action «Soigner mieux en dépensant mieux» répondant au principe d'accorder les prestations de santé dans une mesure suffisante et appropriée. Elle vise à éviter que les médecins traitants prescrivent sans discernement des analyses inutiles. Le maintien de la mesure s'indique, alors que depuis sa mise en vigueur le corps médical n'a soulevé aucune objection.

Les décisions jurisprudentielles n'ont pas critiqué le fond de la mesure, mais seulement le caractère discriminatoire par rapport aux laboratoires privés, alors que les laboratoires hospitaliers y échappaient.

Les mesures que l'Union des caisses de maladie envisagées ont pour objet de rétablir l'égalité de traitement de tous les laboratoires devant la loi.

Quant au fond, la limitation n'est guère préjudiciable aux assurés, alors que le dispositif réglementaire et statutaire prévoit des tempéraments. C'est ainsi qu'un nombre non limité de positions peut être pris en charge si le médecin fait procéder aux investigations de biologie clinique par étapes. Dans ce sens le patient ne sera jamais privé des analyses nécessaires pour les diagnostics dont a besoin son médecin traitant.

Il convient par ailleurs de préciser que les dispositions statutaires envisagées peuvent être adaptées avec souplesse par le conseil d'administration de l'Union des caisses de maladie si les acquis de la science montrent que dans des situations précises (dialyse, chimiothérapie par exemple), un nombre plus important de positions doit pouvoir être pris en charge en une fois.

De même, aucune limitation ne s'applique si des analyses sont nécessaires pour assurer un traitement médical délivré sur place par les services hospitaliers de garde.

Chamber TV



Chambre
des Députés
LUXEMBOURG

um Réseau vun der Eltrona / Siemens (imagin)

um Kanal S40 / 455.25 Mhz

um Réseau vun der Coditel

um Kanal S 29